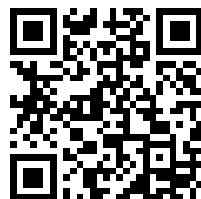

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

1



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

DES HAUTES-ALPES

Paraissant chaque trimestre

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

QUATRIÈME SÉRIE. — N° 25

Année 1919 — Premier Trimestre



G A P

LOUIS JEAN ET PEYROT, IMPRIMEURS - ÉDITEURS

1919

COMPOSITION
DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES
(AU 1^{er} MARS 1919)

BUREAU

Présidents d'honneur : M. HUGUES (Edmond), avocat,
ancien président.

M. WILHELM, *, O. **, ingénieur en chef des
Ponts et Chaussées, ancien président.

M. G. de MANTEYER, secrétaire de la Fondation
Thiers, ancien président.

Président : M. CHAUVET, avocat, 4, place de Verdun, à
Grenoble.

Vice-Présidents : M. ANGENIOL (Antoine), avoué, à
Gap.

M. MONTJEAN (Charles), directeur de la succur-
sale de la Banque de France, à Gap.

Secrétaire : M. FAUCHER (Benjamin), archiviste départe-
mental, à Gap.

Secrétaire-adjoint : M. HUGUES (Henri), avocat, à Gap.

Trésorier : M. VOLLAIRE (Joseph), architecte départe-
mental, 2, avenue de Veynes, à Gap.

VI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. les MEMBRES du Bureau.

BOURCIER (Jean), avocat, à Aiguilles.

BRENIER (Jean-Eugène), propriétaire, quartier de Saint-Michel, près Gap.

ETIENNE (Edouard), ✱, commandant en retraite, à Gap.

FABRE (Adrien), avoué, à Gap.

GUIGUES (Clément), receveur des Domaines, à Gap.

GUILLEMIN (Paul), ✱, inspecteur général honoraire de la navigation et des ports de la Seine, à Cervièrès.

HUGUES (Edmond), avocat, à Gap.

ITIER (Henri), industriel, à Gap.

MANTEYER (Georges de), secrétaire de la Fédération Thiers, au château de Manteyer.

MONTJEAN (Charles), directeur de la Banque de France, à Gap.

ROMAN (Joseph), I. ✱, avocat, membre correspondant de l'Institut.

SIMON, ingénieur des Ponts et Chaussées, à Gap.

TEISSIER (Edouard), ✱, docteur en droit, avocat, à Gap.

THOUARD (Auguste), ✱, avoué, à Embrun.

WILHELM (Ivan), ✱, O. ✱, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, à Grenoble.

COMITE DE PUBLICATION

MM. les MEMBRES du Bureau.

ETIENNE (Edouard), ✱, commandant en retraite, à Gap.

GUIGUES (Clément), receveur des Domaines, à Gap.

HUGUES (Edmond), avocat, à Gap.

ROMAN (Joseph), I. ✱, avocat, membre correspondant de l'Institut.

LISTE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES

AU 1^{er} MARS 1919

Anciens Présidents

† M. JAUBERT (1882).	† M. GRANDIDIER, ✱ (1893).
† M. AMAT, ✱ (1884).	† M. GAUTIER, ✱ (1896).
† M. DE LA VALETTE, C. ✱ (1886).	M. HUGUES (1897).
† M. LEMAITRE, C. ✱ (1886).	M. WILHELM, ✱, C. ✱ (1904).
† M. le Chanoine BLANCHARD (1890).	M. G. DE MANTEYER, (1907).

Membres d'honneur

M. LE PREFET DU DEPARTEMENT.
 LE GENERAL, commandant la subdivision.
 MGR L'EVEQUE DU DIOCESE.
 M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

VIII

Membres Fondateurs

Mme BLANCHARD (Camille), à Remollon.

MESSIEURS,

CHAUVEY (Joseph), avocat, place de Verdun, n° 4, à Grenoble.

FLOURENS, O. ✱, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien député des Hautes-Alpes, 129, rue de la Pompe, Paris.

LAURENÇON (Léon), ancien député des Hautes-Alpes, à Lettret, par Tallard.

MANTEYER (Georges de), secrétaire de la Fondation Thiers, au château de Manteyer.

VESIGNIE (Louis), capitaine d'artillerie, 2, rue de Dun, à Bourges (Cher).

WILHELM (Ivan), ✱, O. ⚡, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, 40, avenue Alsace-Lorraine, à Grenoble.

Membres Fondateurs décédés

MESSIEURS,

AMAT (Clément), ✱, ancien conseiller général, président honoraire de la *Société d'Etudes*; † Tallard, 16 avril 1895.

ARNAUD (François), ⚡, licencié en droit, ancien notaire à Barcelonnette (Basses-Alpes); † Barcelonnette, 8 juillet 1908.

BERTHELOT, ancien vice-président du Conseil général des Hautes-Alpes; † Lyon, avril 1895.

BLANC (Xavier), sénateur, président du Conseil général des Hautes-Alpes; † Paris, 7 juin 1896.

BLANCHARD (Zéphirin), vicaire général, ancien supérieur du Grand Séminaire de Gap; † 26 juillet 1897.

BLANCHARD-CHANCEL (Dr Raphaël), O. ✱, secrétaire annuel de l'Académie de médecine; † Paris, 7 février 1919.

IX

- CHANCEL (Evariste), ancien député; † 11 juillet 1882.
CLAPIER, propriétaire à Chabestan; † 1900.
DUPONT-DELPORTE (le baron), ingénieur des chemins
de fer P.-L.-M.; † 1918.
GOUZOT (Mgr), ✠, ancien évêque de Gap, archevêque
d'Auch; † 1895.
GUILBERT (S. Em. le Cardinal), O. ✠, ancien évêque
de Gap et d'Amiens, archevêque de Bordeaux; † Gap,
15 août 1889.
JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap, évêque
d'Amiens (Somme); † 1^{er} mars 1892.
LAVALETTE (A. de), C. ✠, intendant militaire;
† 16 décembre 1888.
LAVALETTE (Mlle Fanny de); † novembre 1903.
MANTEYER (M. Félix de), ✠, I. ✠, secrétaire général
honoraire; † Manteyer, le 8 octobre 1908.
MARCELLIN (J.-E.), ✠, sculpteur; † Paris, 16 décem-
bre 1887.
PALLIAS (Honoré), ancien conseiller général des Hautes-
Alpes; † en 1896.
SANIAL DU FAY, ✠, ancien préfet de la Haute-Savoie.
TEISSIER (Eugène), avocat à Gap; † 25 août 1883.
TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre,
près Genève; † 1904.

Membres Honoraires

MESSIEURS,

- CHANTRE (Ernest), ✠, sous-directeur du *Muséum
d'histoire naturelle*, à Lyon.
CHEVALIER (Ulysse), ✠, I. ✠, membre de l'Institut, à
Romans (Drôme).
LUCHAIRE (Julien), professeur à l'Institut français de
Florence (Italie).
MARTEL, O. ✠, directeur de *La Nature*, rue d'Aumale,
n° 2, Paris.
ROCHE (Célestin), ingénieur-expert, rue Abbé-Grégoire,
72, à Grenoble.

Membres Titulaires

MESDAMES,

- BÉRAUD, 1, rue de la Terrasse, à Gap.
 BOUCHIÉ DE BELLE, 29, avenue de Marigny, Paris-VIII^e.
 CHANCEL (Marius), au château de St-Léon, à Cannes et
 chalet Ste-Catherine, à Briançon-Ste-Catherine (Hau-
 tes-Alpes).
 FRAISSE (Mlle), au château de Jarjayes, par Gap.
 GUILLAUME (Mlle Léonie), institutrice, à Aiguilles.
 LATY (Albert), au château de Serrebourges, à Gap.
 PINET DE MANTEYER (Léon), 1, rue de Valserrès, à Gap.

MESSIEURS,

- ACHARD (l'abbé), aumônier du Lycée, 11, boulevard La-
 martine, à Gap.
 ALBON (Marquis Antoine d'), château d'Avauges, près
 Pontcharra (Rhône), et 41, rue de l'Université,
 Paris-VII^e.
 ANGÉNIOL (Antoine), ⚡, avoué, à Gap.
 AUBERT (Clément), O. ⚡, ancien directeur des chemins de
 fer du Nord de l'Espagne, à Gap.
 AUBERT (Henry), ⚡, ⚡, O. ⚡, ingénieur en chef, à Gap.
 AYE (l'abbé), curé de la Bâtie-Neuve.
 BALDY, directeur de l'usine Sainte-Catherine, à Briançon.
 BARDE (E.), négociant, avenue de la Gare, à Gap.
 BARLE (Adolphe), ⚡, ancien directeur général de la compa-
 gnie Madrilène du Gaz, villa Julie, près Gap.
 BERMOND (l'abbé), curé de Lagrand, par Eyguians.
 BERNARD (Dr Laurent), 2, place Ste-Colombe, à Gap.
 BIBLIOTHÈQUE des Archives de l'Isère, à Grenoble.
 BIBLIOTHÈQUE de la Ville, à Grenoble.
 BIBLIOTHÈQUE de la Ville, à Lyon, quai de la Bibliothèque.
 BIBLIOTHÈQUE de la Ville, à Marseille, place de la Biblio-
 thèque.

XI

- BLANC (Balthazar), ✱, I. 🏰, sénateur des Hautes-Alpes,
conseiller général, 125, boul. St-Germain, Paris-VI^e.
BLANCHARD (Raoul), professeur à l'Université, Grenoble.
BONNIARD (Arthur), 30, aven. La Bourdonnais, Paris-VII^e.
BONNIARD (Victor), I. 🏰, député, Embrun.
BOUCHAYER (Auguste), industriel, La Tronche (Isère).
BOUHANT, capitaine du Génie en retraite, à Gap.
BOURCIER (Jean), avocat, maire d'Aiguilles, à Aiguilles.
BOURCIER (Mathieu), rue Beaurepaire, 36, Paris-X^e.
BOURGIS, trésorier-payeur général des Hautes-Alpes, Gap.
BOYER (Robert), rue Carnot, 33, à Gap.
BRENIER (Jean-E.), quartier de Saint-Michel, à Gap.
BUMAT, inspecteur des Contributions indirectes en retraite,
6, rue Thomas, à Marseille.
CAILLAT (Paul), 🏰, industriel, maire de Gap.
CARAL, receveur de l'Enregistrement à Vienne (Isère).
CARAL (Dr), à Veynes.
CARDAILLAC (DE), juge au Tribunal civil de Nice.
CHABRAND (Armand), avocat, rue de la Liberté, à Gre-
noble.
CHABRAND (Valentin), conseiller général, à Gap.
CHARMASSON (Joseph), industriel à Gap.
CHEVALIER (Emile), notaire, à Laragne.
CHEVALIER (Dr Paul), à Seyne (Basses-Alpes).
CLUZEL (G.-L.), avocat, ancien greffier du Tribunal civil,
à Savines.
COOLIDGE (W.-A.-B.), à Grindelwald (Suisse).
CORONAT (Dr G.), médecin oculiste de la C^{te} P.-L.-M.,
5, rue des Archers, à Lyon.
COSTA DE BEAUREGARD (le Comte), à Sainte-Foy, par Lon-
gueville (Seine-Inférieure).
DAVIN (Emmanuel), chef de division honoraire à la Pré-
fecture des Hautes-Alpes, à Saint-Bonnet.
DAVIN (abbé J.-E.), curé de Théus, par Remollon.
DÉCIS (Gaston), inspecteur d'Académie, à Gap.
DERBEZ, professeur en retraite, à La Saulce.
DORCHE (Henri), rédacteur aux P. T. T., à Gap.
ESCALLE (Hippolyte), I. 🏰, notaire, maire de Briançon.

XII

- ESCALLIER (Henri), professeur au Lycée, à Gap.
ETIENNE (Edouard), ✱, commandant en retraite, à Gap.
EUZIÈRE, ✱, ✱, avocat, président du Conseil général,
ancien député des Hautes-Alpes, à Gap.
FABRE (Adrien), avoué, rue de Provence, 5, à Gap.
FAUCHER (Benjamin), archiviste départemental, à Gap.
FAURE (Alphonse), instituteur, à Oran.
FAURE (Joseph), ancien maire de Gap, rue Saint-Arey, 37.
FERRAND (Henri), avocat, 2, cours Berriat, à Grenoble.
FINET (Auguste), pharmacien, rue du Mazel, à Gap.
FREYNET (Charles), directeur de l'Enregistrement, à Grenoble.
GAIGNAIRE (Paul), licencié en droit, notaire, à Gap.
GARCIN, agent d'assurances, rue Carnot, à Gap.
GOUDET (Achille), industriel, conseiller général, à Gap.
GRIMAUD (abbé Jean-Élie), archiprêtre de N.-D. d'Embrun.
GRIMAUD (Louis), avoué près la Cour d'appel de Grenoble.
13, boulevard Gambetta.
GUÉRIN (Ulysse), château de la Grangette, à Châteauneuf-du-Rhône (Drôme).
GUÉRIN-LONG (Paul), ✱, docteur en droit, président du tribunal civil d'Aix-en-Provence.
GUEYDAN, ✱, ✱, conseiller général, à Orcières.
GUIEU (Mgr), protonotaire apostolique, ancien vicaire général, à Chorges.
GUIGUES (Clément), receveur des Domaines, à Gap.
GUILLAUME (Frédéric), 161, rue Paul-Bert, à Lyon.
GUILLEMIN (Paul), ✱, inspecteur général honoraire de la navigation et des ports de la Seine, à Cervières.
HATJIDAKIS, professeur au Pirée (Grèce).
HUGUES (Edmond), avocat, rue Carnot, 39, à Gap.
HUGUES (Henri), avocat, 23, rue Carnot, à Gap.
IMBERT, licencié en droit, ancien notaire, à Embrun.
ISNEL (Pierre), directeur de mines, 169, boulevard Péreire, Paris-XVII^e.
ITIER (P.-J.), ✱, avocat, au château de Véras, par Veynes.
ITIER (Henry), ingénieur-chimiste, rue de la Blache, à Gap.
JACQUES (l'abbé E.), prof. au Petit Séminaire, à Serres.

XIII

JEAN (Ferréol), I. ☼, négociant, ancien maire de Gap, président du Tribunal de Commerce.

JEAN (Louis), ☼, imprimeur, Gap.

JEANSELME (Émile), préparateur au Musée de Gap.

JOUGLAR, ☼, juge au Tribunal civil, à Gap.

JULLIEN, receveur des Domaines, à Houdan (S.-et-O.).

LABASTIE (Armand), juge au tribunal civil, 107, rue Pierre-Corneille, Lyon (Rhône).

LAGIER (Auguste), instituteur en retraite, 23, avenue de Grenoble, à Gap.

LAGIER (Gabriel), chef de division à la Préfecture des H.-A.

LAMBERT, agent-voyer cantonal en retraite, à Veynes.

LAMORTE (Henri), inspecteur des Contributions indirectes, à Clermont-Ferrand, 19, rue de Riom.

LÉAUTIER, O. ✱, officier d'administration principal, en retraite à Gap, 1, rue du Grenier-d'Abondance.

LEMAITRE (Paul), bâtonnier de l'Ordre des Avocats, Gap.

LÉOUFFRE (Camille), contrôleur des douanes, à Bône (Algérie).

MANGAREL (Ernest), commis principal des postes et télégraphes, à Gap.

MARTIN (l'abbé Alphonse), curé-archiprêtre en retraite, à Lallé, par Saint-Firmin.

MATHIEU, négociant, 17, rue Romarin, à Lyon.

MASIMBERT, avocat, 2, rue Bayard, à Grenoble.

MEIFFRE (A.), cité d'Hauteville, 8, à Paris-X^e.

MEIZEL, inspecteur primaire, rue Pasteur, Gap.

MICHEL (Joseph), ancien greffier de la Justice de Paix de Gap, 65, rue de Neuilly, Clichy (Seine).

MIRIBEL (comte de), au château de Villard-Bonnot (Isère).

MONTCLAR (marquis F. de RIPERT-), C. ✱, ancien ministre plénipotentiaire, château d'Allemagne (Basses-Alpes).

MONTJEAN (Charles), directeur de la succursale de la Banque de France, à Gap.

MOTTE (Aug.-Julien), ☼, instituteur en retraite, à Gap.

MOULIN (Stéphane), ☼, chef du bureau des Titres du P.-L.-M., 10, rue Duhamel, Lyon.

XIV

- MOURRE (Maurice), O. ✱, ancien capitaine de vaisseau,
8, rue de l'Artillerie, Toulon-Mourillon (Var).
- MÜLLER (Hippolyte), I. ☼, bibliothécaire de l'Ecole de
médecine, à Grenoble.
- NICOLLET, I. ☼, professeur au Lycée, 88, avenue Victor-
Hugo, à Aix-en-Provence.
- OLIVE (Charles), avoué, rue de Provence, à Gap.
- OLLIVIER (Jean), rentier, 490, rue Paradis, Marseille.
- PASCAL (l'abbé), ☼, à Chabanas, près Gap.
- PELLEVOIZIN (Lucien), I. ☼, ☼, industriel, président de la
Chambre de Commerce, à Gap.
- PELLOUX (Jules), maitre d'hôtel, à Gap.
- PEYROT (H.), imprimeur, avenue de Provence, à Gap.
- PLAT (Paul), propriétaire, à Orpierre.
- PRAS (Eugène), négociant, rue Carnot, Gap.
- PRAT (Jules), avenue de Saxe, 340, à Lyon.
- PRUNIÈRES (comte de), à Prunières, par Chorges, et à Gre-
noble, rue Lesdiguières, 6.
- REYNAUD (Henri), ✱, administrateur de la Marine, à
Bayonne.
- RICHARD-BÉRENGER (Paul), conseiller général de l'Isère,
14, rue Pierre-Charron, Paris-XVI^e.
- ROMAN (Joseph), membre correspondant de l'Institut, au
château de Picomtal, près Embrun.
- ROMAN (Jean-Charles), archiviste-paléographe, à Gap.
- ROSTAIN (Joseph), ☼, ☼, ancien maire de La Roche-des-
Arnauds, 16, boul. de la Liberté, à Gap.
- ROUX (l'abbé), secrétaire de l'évêché, à Gap.
- RUELLE, ✱, inspecteur principal du service central de l'ex-
ploitation du P.-L.-M., rue de Londres, 48, à Paris.
- SÉNEQUIER-CROZET (abbé), square des Postes, n^o 4, à Gre-
noble.
- SIMON, ingénieur des Ponts et Chaussées, à Gap.
- STECHELT (G.-E.), libraire, 16, rue de Condé, Paris-VI^e.
- TANC (Jules), avoué, rue Elisée, à Gap.
- TANC (Louis), notaire, 40, rue Carnot, à Gap.
- TEISSIER, ✱, docteur en droit, avocat, rue Elisée, 1 bis, à
Gap.

XV

- TEPLIER (le chanoine), curé de Lacou, par La Fare.
THOMÉ DE MAISONNEUVE, industriel, 8, place Carnot, Lyon.
THOUARD (Auguste), ⚡, avoué, à Embrun.
THOUMAZOU, G. C. ✱, intendant général en retraite, à la Ferté-Alais (Seine-et-Oise).
TIVOLLIÉ (Jean), ⚡, commis principal des Postes et Télégraphes, 34, rue Molière, Lyon.
TOY-RIONT (Maurice), ancien député des Hautes-Alpes, 51, rue Nationale, Marseille.
TRÉMEREL, ✱, intendant militaire en retraite, à Gap.
TURLIN (E.), ⚡, ingénieur des Ponts et Chaussées, à Gap.
VALLENTIN DU CHEYLARD (Roger), ⚡, rue Corne-Roche, à Montélimar (Drôme).
VÉSIGNÉ (Henry), 10, rue du Cirque, à Paris-VIII^e.
VIAL (Joseph), ancien agent-voyer, rue Grenette, à Gap.
VIDAL (Albert), ⚡, vétérinaire départemental, à Valence (Drôme).
VILLAN (Albert), 40, boulevard Voltaire, à Paris-XI^e.
VILLAN (Robert), 7, rue J.-B. Dumas, à Paris-XVII^e.
VILLARD (Henry), 2, rue des Trois-Mages, à Marseille.
VOLLAIRE (Joseph), architecte départemental, à Gap.

Bibliothèques abonnées

- Bibliothèque de l'Ecole normale de Garçons, à Gap.
— de l'Ecole normale de Filles, à Gap.
— communale d'Embrun.
— communale de Briançon.
— du Petit Séminaire, à Serres.
-

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts

Comité des travaux historiques et scientifiques (cinq exemplaires)
Comité de la Société des Beaux-Arts des départements (deux exempl.)

1. AIX. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
2. — Bibliothèque de l'Université.
3. — Société d'Etudes provençales.
4. ANNECY. Société Florimontane.
5. AUXERRE. Société des sciences historiques de l'Yonne.
6. AVIGNON. Académie de Vaucluse.
7. BOURGES. Société des antiquaires du Centre.
8. CHAMBERY. Académie de la Savoie.
9. — Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie.
10. DIGNE. Société scientifique et littéraire.
11. DIJON. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
12. DRAGUIGNAN. Société d'Etudes scientifiques et archéologiques.
13. GRENOBLE. Académie delphinale.
14. — Institut de Géographie alpine.
15. — Laboratoire de géologie.
16. — Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie.
17. — Société de statistique des sciences naturelles et des arts industriels de l'Isère.
18. — Société des Touristes du Dauphiné, boul. Edouard-Rey, Grenoble.
19. — Université de Grenoble (Faculté des lettres).
20. LYON. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, au palais des Arts.
21. — Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon.
22. — Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.
23. MARSEILLE. Société de géographie.
24. — Société archéologique de Provence.
25. MONTBRISON. *La Diana*. Société historique et archéologique du Forez.
26. MONTPELLIER. Académie des sciences et lettres.
27. — Société pour l'étude des langues romanes.

XVII

28. NICE. Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.
29. PARIS. Académie des inscriptions et belles-lettres, 23, quai Conti.
30. — Bibliothèque d'art et d'archéologie, 19, rue Spontini.
31. — Club Alpin français, rue du Bac, 30.
32. — Société topographique de France, 54, rue Monsieur-le-Prince.
33. — Société de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois.
34. — Revue des études historiques, librairie Picard, 82, rue Bonaparte.
35. — Société nationale des antiquaires de France, au Palais du Louvre.
36. — Société de spéléologie, 34, rue de Lille.
37. PERTUIS. Athénée de Pertuis.
38. TOULON. Académie du Var.
39. TOULOUSE. Société archéologique du Midi de la France.
40. VALENCE. Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.

ETRANGER

1. BELGIQUE. Analecta Bollandiana, à Bruxelles.
2. ITALIE. Reale accademia della scienza di Torino, à Turin.
3. — Regia deputazione di storia patria, Piazza Castello, 12, Turin.
4. — Rivista storica italiana, via Brofferio, 31, Turin.
5. — Société d'histoire Vaudoise, à Torre Pellice.
6. — Società storica Lombarda di storia patria, Milan, Castello Sforzesco.
7. SUEDE. Académie of historie och ontiquitets, à Stockholm.
8. — Société de géologie de l'Université d'Upsal.
9. SUISSE. Institut national genevois, à Genève.
10. — Société neuchâteloise de géographie, à Neuchâtel.

Journaux correspondants

Le Polybiblion, 2 et 5, rue St-Simon, boulevard St-Germain, Paris.

PROCÈS-VERBAL

DE

L'Assemblée générale ordinaire

du 23 décembre 1918

L'assemblée générale ordinaire des membres de la Société d'études a eu lieu le lundi 23 décembre 1918, à 17 heures, à la Préfecture (salle des commissions), sous la présidence de M. J. CHAUVET, président.

Étaient présents : MM. RÉVILLIOD, préfet des Hautes-Alpes, ANGÉNIOL, CHAUVET, DÉCIS, ÉTIENNE, FABRE, FAUCHER, GUIGUES, Edmond HUGUES, Henri HUGUES, LÉAUTIER, MONTJEAN, PEYROT, J. ROMAN, VOLLAIRE.

— M. le Président rappelle le souvenir des membres décédés au cours de l'année 1918, notamment de M. l'abbé ALLEMAND, collaborateur assidu du *Bulletin*, et de M. David MARTIN, le si regretté conservateur du Musée. Il constate que, malgré les circonstances difficiles, notre publication a continué à paraître, avec quelques retards, il est vrai, dus pour une bonne part à la mobilisation du secrétaire, et exprime l'espoir que l'année 1919 verra la Société reprendre sa vie normale.

— M. VOLLAIRE, trésorier, lit à l'assemblée le compte financier de la Société pour l'exercice 1918, dans lequel on remarque, au chapitre des recettes, le très heureux appoint fourni par une vente de vieux papiers ; puis il fait connaître ses propositions pour le budget de 1919. Compte et budget sont approuvés à l'unanimité, et M. le Président adresse à M. Voltaire les vifs remerciements de la Société pour sa gestion perspicace et attentive.

— Il est procédé à l'élection de sept membres du Conseil d'administration en remplacement de MM. BRENIER,

XIX

FABRE, GUIGUES, G. de MANTEYER, TEISSIER, THOUARD, administrateurs sortants, rééligibles, et A. IMBERT, démissionnaire.

Sont réunis aux bulletins des 15 membres présents ceux des 21 membres qui ont bien voulu voter par correspondance et qui sont : Mme Camille BLANCHARD, MM. AYE, B. BLANC, V. BONNIARD, BOURCIER, E. DAVIN, DERBEZ, ESCALLE, H. FERRAND, GAIGNAIRE, GUILLEMIN, IMBERT, H. ITIER, P.-J. ITIER, JACQUES, F. JEAN, L. JEAN, MANGAREL, MICHEL, THOUARD et WILHELM.

Le nombre des suffrages exprimés a donc été de 36 et la majorité absolue de 19.

MM. GUIGUES, G. de MANTEYER et TEISSIER, ayant obtenu chacun 36 voix, FABRE et GUILLEMIN, 35, BRENIER et THOUARD, 34, ont été proclamés membres du Conseil d'administration pour 3 ans.

— Sont admis comme membres nouveaux :

MM. BOUCHAYER (Auguste), industriel, présenté par MM. Chauvet et H. Ferrand.

BOURGIS, trésorier-payeur général des Hautes-Alpes, présenté par MM. Décis et Montjean.

CHARMASSON (Joseph), industriel, présenté par MM. J. Roman et Vollaire.

DORCHE (Henri), rédacteur aux P. T. T., présenté par MM. Etienne et J. Vollaire.

GRIMAUD (abbé Jean-Elie), archiprêtre d'Embrun, présenté par MM. l'abbé Roux et Guigues.

JOUGLAR, juge au Tribunal de Gap, présenté par MM. Angéniol et E. Hugues.

MEIZEL, inspecteur primaire, présenté par MM. Décis et Faucher.

RICHARD-BÉRENGER, conseiller général de l'Isère, présenté par MM. Angéniol et J. Roman.

SÉNEQUIER-CROZET (Abbé Paul), présenté par MM. Chauvet et Faucher.

THOMÉ DE MAISONNEUVE (Paul), industriel, présenté par MM. Teissier et Faucher.

XX

— Conformément au vœu émis par l'assemblée générale du 4 janvier 1912, des communications sont faites par M. J. ROMAN, sur le domaine de Charance, près Gap, ancienne seigneurie épiscopale, et par M. FAUCHER, sur un acte de commerce avec l'ennemi¹ à Guillestre, le 8 juin 1704, crime commis en violation de l'arrêt du Conseil du 17 avril précédent, qui interdisait aux sujets de Sa Majesté tout négoce avec les sujets des puissances en guerre avec Elle.

— M. CHAUVET, président, signale à l'attention des membres de la Société divers articles parus, soit dans les Revues avec lesquelles nous sommes en relations d'échange, soit ailleurs, en tant que dus à des confrères, ou intéressant plus spécialement l'histoire du département des Hautes-Alpes².

La séance est levée à 18 h. 30.

Le Président,

J. CHAUVET.

Le Secrétaire,

B. FAUCHER.

¹ D'après deux actes conservés aux minutes Barth. Robert, de Guillestre, 1E. 3293.

² On trouvera à la fin du présent bulletin un résumé de cette communication.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

Réunion du Conseil d'Administration

du 20 février 1919

Le Conseil d'administration de la Société d'études s'est réuni le jeudi 20 février 1919, à 17 heures 30, à la Préfecture (bureau des Archives), sous la présidence de M. CHAUVET, président. Étaient présents : MM. ANGÉNIOL, CHAUVET, ÉTIENNE, FAUCHER, GUIGUES, E. HUGUES, J. ROMAN, VOLLAIRE.

Sont élus :

Président : M. J. Chauvet ;

Vice-présidents : MM. Angéniol et Montjean ;

Secrétaire : M. Faucher ;

Secrétaire-adjoint : M. Henri Hugues ;

Trésorier : M. Voltaire.

— Le Conseil se forme ensuite en comité de publication et fixe la composition du deuxième *Bulletin* de l'exercice 1919.

Le Président,

J. CHAUVET.

Le Secrétaire,

B. FAUCHER.

COMPTE RENDU FINANCIER

I. — COMPTE POUR L'ANNEE 1918

RECETTES

Cotisations de 108 membres.....	1.080 »
Cotisations de 5 bibliothèques.....	25 »
Subvention départementale	200 »
Rentes de l'année.....	229 »
Participations pour clichés et illustrations....	70 »
Vente de vieux papiers.....	1.188 65
Intérêts de bons de la Défense Nationale.....	44 25
En caisse.....	3 50
Total.....	2.840 40

DÉPENSES

Impression du bulletin n° 21.....	427 45
— n° 22.....	259 45
— n° 23.....	336 95
— n° 24.....	287 15
Impression de couvertures et feuilles de con- vocations	65 »
Frais de recouvrement.....	37 40
Frais d'envoi du bulletin.....	72 »
Salaire de l'employé.....	110 »
Location de la salle de la Bibliothèque.....	100 20
Frais de secrétariat.....	44 80
Achat de bons à un an.....	900 »
Frais d'expédition de vieux papiers.....	200 »
Total.....	2.840 40

XXIII

II. — PROJET DE BUDGET POUR 1919

RECETTES

Cotisations.	I. 100	»
Subvention départementale	200	»
Rentes de l'année.....	229	»
Intérêts de bons de la Défense Nationale....	45	»
Total.....	I. 574	»

DÉPENSES

Impression du bulletin.....	I. 150	»
Frais d'envoi et de secrétariat.....	100	»
Frais de recouvrement	50	»
Salaire de l'employé.....	110	»
Location de la salle.....	100	20
Dépenses diverses et imprimés.....	63	80
Total.....	I. 574	»



A travers l'histoire du
MOUVEMENT FÉDÉRALISTE
EN PROVINCE

La fin tragique
DU
MÉDECIN CHEVANDIER

Par M. J. CHAUVET

L'histoire intérieure du mouvement dit fédéraliste dans les Hautes-Alpes n'a point encore été faite. Tout un ensemble d'événements d'une certaine importance, qualifiés plus tard de fédéralisme, se déroula dans notre département, pendant le mois de juin et la première quinzaine de juillet 1793. Je voudrais effleurer cet ensemble, sans l'entamer autrement que pour en détacher le récit inédit du courage civique et de l'infortune d'un « citoyen » de Serres, le médecin Chevandier.

*
**

Jean-Antoine Chevandier était sans contredit, au début de la Révolution, l'un des « bourgeois » les plus estimés de sa petite ville et de la région. Voici les traits que j'ai pu recueillir de ses antécédents héréditaires. Au point de vue religieux, d'abord : sa famille paternelle figurait normale-

ment, depuis cent ans, dans les registres de catholicité de la paroisse. Peut-être l'existence d'une autre branche de Chevandier, restée protestante, et quelques autres circonstances sont-elles de nature à nous faire supposer de ce côté, dans l'ascendance de notre personnage, des attaches à la « R. P. R. » En ce qui concerne sa famille maternelle, aucun doute n'est possible. Son grand-père, Daniel Tardieu de la Lauze, comptait parmi ces protestants tenaces et rétifs qui désespéraient leur curé, notamment les curés de Serres : car, durant tout le cours du XVIII^e siècle, ceux-ci se crurent tenus de mentionner dans leurs registres de catholicité les exceptions à la sépulture ecclésiastique. Ce mode de procéder est rare, mais il n'est pas unique dans les registres de catholicité de l'ancien diocèse de Gap. Donc, Tardieu de la Lauze, notable habitant de Serres, y était décédé non converti le 15 août 1752, et enseveli en terre profane.

La veuve du défunt, Suzanne Hugues de Bénivent, descendait, elle aussi, d'une famille réformée bien authentique. Quelques mois après la mort de son mari, le 8 janvier 1753, elle mariait, catholiquement, sa fille Marie à « M. M^e » Jean-Antoine Chevandier, docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, fils légitime de feu Étienne et de d^{lle} Claire Barillon. La nouvelle épouse est elle-même qualifiée de fille légitime. L'union de Daniel Tardieu et de Suzanne de Bénivent avait donc été, en son temps, bénie par l'Eglise. Leurs enfants, dont je parlerai tout à l'heure, paraissent avoir tous été baptisés catholiques. D'ailleurs, c'était assez l'habitude de la « société » protestante de Serres, dès le milieu du XVIII^e siècle, que les pères restaient personnellement éloignés de la communion catholique, mais faisaient baptiser par le curé leurs enfants, souvent qualifiés naturels, donc issus de mariages au Désert. Ainsi faisaient les familles Ruelle, Barillon, Loubier, Guigues, Grangier et bien d'autres.

Suzanne de Bénivent décéda à Serres « hors de l'Eglise catholique », le 1^{er} février 1756.

Au point de vue social, Jean-Antoine Chevandier père était d'ancienne bourgeoisie serroise ; sa femme, de petite

noblesse, un peu discutée : probablement originaires d'Establet (Drôme), puis passés à Saint-Ferréol, les Tardieu acquirent dans cette dernière paroisse la petite seigneurie de la Lauze, où Jacques Tardieu testa le 7 avril 1647. J'ignore par suite de quelles circonstances une branche de cette famille émigra à Serres ; certains de ses membres y exercèrent même des professions artisanes. Mais elle y était certainement d'importation récente.

La famille Chevandier conserva précieusement plus tard le certificat d'usage délivré le 13 avril 1785 par trois gentilshommes de la province (Revigliasc, Bellaffaire, Laget), et contresigné par le duc de Clermont-Tonnerre, lieutenant général du Dauphiné, pour attester les services militaires des trois oncles maternels de Jean-Antoine Chevandier fils : 1° feu noble Antoine Tardieu de la Tour, chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment d'Aginois, blessé à la bataille de Plaisance, et retraité avec pension ; 2° noble Tardieu de la Lauze, frère du précédent, lieutenant au même régiment, tué en présence même du vicomte de Revigliasc ; 3° un autre frère, noble Tardieu de Beauvoisin, lieutenant dans le corps d'artillerie de Grenoble, mort au service du Roi dans une autre affaire¹.

Ces noms paraissent quelquefois dans les actes de famille à la catholicité de Serres. Il n'est pas inutile de rapprocher leurs mâles exemples du courage malheureux qu'allait déployer, dans d'autres luttes, un neveu de ces braves.

A diverses reprises consul de Serres, notamment en 1750 et 1751, puis premier échevin en 1782, M. M^e Jean-Antoine Chevandier père mourut le 23 janvier 1789. Il avait eu au

¹ Ils avaient une sœur, Laurence-Henriette, décédée à Serres le 15 décembre 1774 : dans l'insinuation du testament de celle-ci (9 janvier 1776), leur père défunt, Daniel, est qualifié « bourgeois de Saint-Ferréol ». — Je ne sais quel était leur degré de parenté avec Tardieu de la Lauze, qualifié avocat en 1764 et à cette époque en procès avec la communauté de Serres au sujet de la banalité des moulins.

Les thèses de doctorat des Chevandier n'ont été retrouvées ni l'une ni l'autre, soit aux imprimés de la Nationale, soit aux Bibliothèques universitaires ou municipales de Montpellier.

moins six enfants, trois filles et trois fils. Nous ne retiendrons que le nom de deux de ceux-ci : l'aîné, Jean-Antoine, né le 31 octobre 1753, objet spécial de cette étude ; le second, Jean-Daniel, né le 29 avril 1757, prêtre, curé, plus tard vicaire épiscopal de Cazeneuve.

**

Ayant mérité, comme son père, le diplôme de docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, et par conséquent le qualificatif envié de M. M^e, Jean-Antoine Chevandier fils s'était marié jeune dans une excellente famille du Comtat, et s'était fixé à Serres. Sa femme, Thérèse-Françoise Guillon, lui avait donné cinq enfants, tous nés à Serres entre 1778 et 1784. En avril 1785, il avait accompli un acte de dévouement fort admiré, en sauvant au péril de sa vie celle de quatre radeliers prêts à périr dans le Buëch un jour d'orage, d'où attribution à son profit d'une gratification annuelle et viagère de deux cents livres, qui lui permettait de prendre avec quelque fierté le titre de *pensionnaire du Roi*.

Au cours des années suivantes, nous le trouvons souvent, dans des actes notariés relatifs à la famille de sa femme, « établi » à Avignon (le 13 avril 1785, le 27 novembre 1787, le 11 janvier 1788, le 26 août 1788, le 6 août 1789), ce qui est une domiciliation légale, une affirmation de présence réelle à l'acte, plutôt qu'une indication de résidence continue. Et, de fait, quelle que pût être la longueur des séjours à Avignon de Chevandier, nous le voyons ailleurs mentionné comme habitant Serres en 1785... 1787... 1788...

Soit dit tout bas, en passant, Chevandier ne se contentait point de joindre à son titre médical celui de pensionnaire du Roi. Faisant en Avignon ce qu'il n'eût pas osé faire à Serres, il se dénommait dans l'acte notarié du 27 novembre 1787 (en surcharge dans l'expédition) Jean-Antoine Chevandier, fils de *noble* Jean-Antoine ; toujours en même occasion, le 11 janvier 1788, il se disait Jean-Antoine *de*

Chevandier ; et enfin, le 26 août 1788, il se qualifiait *noble Jean-Antoine de Chevandier*. Pardonnons-lui cette faiblesse : quel *Tiers*, à la veille de la Révolution, n'y eût cédé, quand il avait à traiter affaire avec des familles aussi bien apparentées que les Guillon, les Palasse, les Mounier, auxquelles tenait la dame Chevandier, épouse du comparant ?

Exerçant sa profession à Serres en 1789, 1790, 1791, 1792, pourvu de quelque patrimoine dont 33 articles immobiliers d'une assez grande importance cadastrés en son nom², il ne se pressa point de solliciter quelqu'un des nombreux mandats électifs de la nouvelle organisation administrative et politique. Dès les premiers temps de la Révolution, les district et ville de Serres préludaient à l'agitation qui, dans la tempête générale, allait secouer toute cette région. Mais au début tout était espoir, enthousiasme patriotique ; s'il y avait colère, c'était contre les abus ou leurs partisans. Je veux ici mentionner seulement les noms que nous retrouverons plus tard.

Les élections du 14 juillet 1790 nommaient, parmi les membres du Conseil de district de Serres, un avocat en la judicature, Charles Bravet, qui en devint président le 3 septembre 1791. Bravet ne devait point garder longtemps cette présidence ; en effet, le 26 septembre même année, il était nommé juge au nouveau tribunal de district, et renonçait à ses fonctions d'administrateur. Nous verrons plus tard où devait le conduire sa carrière judiciaire. Originaire de Chapareillan (Isère), cousin du député à la Législative, Bravet avait épousé Marie-Henriette Jacques, cousine germaine du prieur-curé. Celui-ci, précédemment curé de Valserres, puis de Méreuil, uni à ses parents Bravet-Jacques par les plus cordiales relations de famille, avait remplacé à Serres, en août 1790, le vieux curé Alexandre Achard, originaire d'Aspres et ayant exercé le ministère dans la paroisse de Serres pendant 43 ans : le caractère hautain et

² Déclaration de succession du 6 nivôse an III, et inventaire du 15 germinal an VII.

impérieux du nouveau curé avait déjà fait regretter son prédécesseur, lorsqu'en janvier 1791 Jacques prêta serment à la Constitution civile. Dans le Serrois, la presque unanimité des prêtres du district faisait de même, les uns avec un ton d'une âpreté presque inquiétante, les autres avec une timidité quelque peu inquiète. Le frère de notre Chevandier, Jean-Daniel, curé de Laric (Chabestan) depuis 1783, devenait à l'organisation du « diocèse des Hautes-Alpes » vicaire épiscopal de Cazeneuve, en mai 1791.

Le médecin Chevandier approuvait sans réserve, lui aussi, les transformations qui, faisant assez rapidement table rase de l'ancien ordre de choses, et au milieu d'une exaltation sans cesse accrue, semblaient promettre à la France un autre âge d'or.

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.

Telle était la conviction de son milieu, et de bien des milieux. Aussi la confiance publique l'appelait-elle, le 18 novembre 1792, au poste d'administrateur du directoire de district avec Abel (de Châteauneuf-de-Chabre), Robin-Villar (de Saint-André-en-Bochaine), Maguet (de Ribiers) et Astier (d'Aspres-sur-Buëch); avec Antoine Chauvet (de Montjai)³, comme procureur-syndic et Alexandre Provan-sal (de Laragne), comme secrétaire. Le Conseil de district tout entier se constituait, le 22 décembre suivant, en « surveillance permanente », vu les circonstances.

Puis, bientôt, le « procès du tyran » donnait à la Province, comme à Paris, occasion de se partager, ouvertement ou non, en deux camps. La députation tout entière des Hautes-Alpes à la Convention et le directoire du département représentaient des idées modérées. De suite, le directoire du district de Serres entraît dès le 13 mars dans la même voie, sous l'impulsion de Chevandier, qui soutenait de son civisme énergique et éclairé la volonté plus molle et

³ L'auteur de ce récit n'a que le nom de commun avec le procureur-syndic du district de Serres : celui-ci, pendant fort longtemps notaire à Montjay, y décéda en 1848, à l'âge de 96 ans; son fils y fut également notaire jusqu'à un âge très avancé. Leur postérité, par les femmes, est encore honorablement représentée à Grenoble.

plus vacillante de ses collègues, de Bellier, négociant à Serres, qui avait remplacé Abel et avait été nommé président, ainsi que du procureur-syndic. Au sein du Conseil général de la commune chef-lieu, le maire Auguste Achard, homme également énergique, jouait le même rôle que Chevandier au District, par son influence sur les Cler, les Gontard, les Givaudan, les Grimaud, les Barillon et autres⁴.

Leurs adversaires, d'abord de tendances, c'étaient ces hommes qui devaient, quelques mois plus tard, instaurer la Terreur en système de gouvernement, ou du moins ceux qui poussaient le plus l'opinion populaire vers un système démagogique; ces adversaires, c'étaient en première ligne Bravet et Jacques, depuis peu de temps appuyés sur le vicaire que venait, conformément à la Constitution civile, de s'adjoindre Jacques: un tout jeune prêtre, Joseph Joubert, dit Joubert des Orres, disposé à suivre son curé, et à le précéder, s'il le fallait, dans la marche révolutionnaire. Ce triumvirat, s'appuyant sur la lie du peuple, devint vite redoutable.

J'ai parlé d'opposition de tendances: la scission ouverte allait se produire sur un fait qui montre en effet la terrible puissance des accusations les plus absurdes. Les dimanches, 1^{er} et 8 avril 1793, Jacques et Joubert fulminent en public contre les accapareurs de blé; à son prône, par deux fois, celui-ci accuse la municipalité tout entière d'être leur complice. Par deux fois aussi, démonstrations violentes de la populace ameutée à l'Hôtel de Ville où est réuni le Conseil. De la part de ce dernier, plaintes contre Joubert à l'Administration du district, qui prend fait et cause pour le Conseil et ses partisans. Sur ces faits et ceux qui suivirent je n'insisterai point, parce que ce serait étranger à mon

⁴ Jean-Joseph Achard, bourgeois de Serres, précédemment notaire à Savournon, frère de l'ancien curé de Serres dont j'ai parlé, était décédé le 25 février 1791, laissant 3 fils: Jean-Antoine, collègue de Bravet au tribunal du district; François-Auguste, alors maire, et qui le redeviendra sous la Restauration; Alexandre, avocat au Parlement du Dauphiné, dit Achard de Germane, le futur procureur général à la Cour royale de Grenoble.

sujet, et du reste M. J. Roman en a fort bien résumé les curieuses circonstances dans son article : *La Proscription des Girondins et ses effets dans les Hautes-Alpes*¹. Pour donner ici une idée et de l'effervescence et de la procédure qui s'engagea, il me suffira de reproduire in extenso les dates et indications sommaires de l'inventaire de l'époque conservé aux Archives départementales des Hautes-Alpes (L. 261).

*
**

Inventaire sommaire des pièces et procédures prises à la requête de l'accusateur public des Hautes-Alpes contre Jacques, curé; Joubert, vicaire; Bravet.

- 1° — Extrait d'une affiche signée Joubert, vicaire, par lui approuvée en présence de la municipalité de Serres, extraite des registres par Toscan et Givaudan, procureur de la commune, le 28 mai 1793.
- 2° — Extrait par les mêmes d'un procès-verbal du Conseil général de la commune du 1^{er} avril 1793, relatif à cette même affiche et aux incidents de la messe paroissiale du même jour.
- 3° — Extrait de l'arrêté départemental du 9 avril 1793 portant que la commune de Serres dénoncera les faits.
- 4° — Procès-verbal de la commune de Serres du 8 avril 1793 sur ce qui s'était passé à l'église le même jour, au discours qu'avait prononcé en chaire le citoyen Bravet, à la sortie des vases de l'église, etc...
- 5° — Délibération du Conseil général de la commune du 9 avril portant que les faits seront dénoncés à l'accusateur public.
- 6° — Du 12 avril 93, comparution de Cler, député de la commune, devant le procureur-syndic du District, pour transmettre à l'accusateur les délits des 2 et 9 avril, et procès-verbaux des 1^{er} et 8.
- 7° — Du 16 avril 1793, lettre écrite de Gap au citoyen Toscan du Terrail, lieutenant de la gendarmerie du Monétier-Allemon, par Allard, accusateur public du tribunal criminel, pour informer au sujet des désordres qui venaient d'arriver à Serres.

¹ Bull. de la Société d'Études des Hautes-Alpes, 1908, pp. 271-291.

- 8° — Requête de Givaudan, procureur et député de la commune de Serres, au tribunal criminel du département, répondue le 19 avril 1793 d'une ordonnance sur les conclusions du citoyen Bonnaud, de ne pas juger en l'absence de l'accusateur public, et commettant du Terrail pour faire la procédure, attendu la suspicion du juge de paix de Serres; signé : Grand, président; Faure, greffier.
- 9° — Lettre de la municipalité de Serres à du Terrail pour lui donner avis de cette ordonnance, 20 avril 1793.
- 10° — Délibération du Conseil général de la commune de Serres du 19 mai 1793, tendant à faire des démarches pour accélérer les procédures permises par le tribunal criminel.
- 11° — Du 24 mai 1793, lettre d'Allard à Toscan du Terrail afin d'accélérer l'information, pour laquelle il a été commis sur la plainte de la commune de Serres.
- 12° — Du 28 mai 1793, délibération du Conseil général de la commune de Serres contenant dénonciation de nouveaux faits, et réquisition à l'officier de police du Terrail de se transporter à l'église de Serres.
- Les 12 pièces ci-dessus cotées et paraphées par Givaudan, procureur de la commune, et Toscan du Terrail, le 28 mai 1793.
- 13° — Procès-verbal de Toscan du Terrail, contenant son transport à l'église, vérification et description qu'il en fit en présence de Paul Barillon, Archinard et André Gueyraud, le 5 juin 1793, à la requête du procureur de la commune.
- 14° — Liste de 67 témoins remise au district par le citoyen Givaudan, procureur, et signée de lui, le 28 mai 1793.
- 15° — Huit différentes cédulas pour assigner les témoins, délivrées par du Terrail les 28, 29, 30, 31 mai, 1^{er}, 2, 3, 4 juin.
- 16° — Information prise à Serres par le citoyen du Terrail pendant les huit jours ci-dessus; audition de 67 témoins, écrite de la main de du Terrail, en 81 pages papier cloche, suivie de la déclaration de du Terrail du 8 juin 1793, portant que « ne croyant pas être autorisé à pouvoir décerner aucun mandat et ne sachant devant quel juge les décerner, attendu la suspicion du juge de paix du canton, il se rend refusant d'en déclarer aucun, sauf à la partie plaignante de se pourvoir en conformité de l'art. 12 de la loi du 24 septembre 1791, au titre de la procédure, devant le tribunal du district et du jury d'accusation. »

Procédure devant le tribunal du district et le directeur du jury :

- 17° — Du 9 juin 1793, lettre écrite par l'accusateur public près le tribunal criminel séant à Gap au directeur du jury du district de Serres (ampliation).
- 18° — Du 8 juin 1793, ampliation par Givaudan de la déclaration de Toscan du Terrail de cette date.
- 19° — Du 12 juin 1793, référé au tribunal du district de Serres par le directeur du jury et arrêté pris en conséquence par ce tribunal.
- 20° — Mandat d'amener décerné par le directeur contre Joubert, Jacques, Bravet et autres, le 18 juin 1793.
- 21° — Du 18 juin 1793, réponses de douze des prévenus devant ledit directeur.

Cet inventaire se termine ainsi brusquement sans signature ; il ne devait jamais être achevé.

**

Mais, au cours de cette procédure et vers la mi-avril, Jacques, se sentant trop compromis dans l'opinion des corps constitués de Serres, s'était enfui à Marseille. Il en revenait bientôt, amenant à la rescousse les représentants du peuple Barras et Fréron, en mission dans les Basses et Hautes-Alpes. Dès le 27 avril, il obtenait d'eux la suspension de Chevandier pour trois mois. Cet arrêté fut régulièrement notifié au district le 30 avril, et d'abord exécuté en ce que Chevandier s'abstint pendant quelques semaines de paraître aux séances. Le 10 mai 1793, une lettre de Fréron, datée d'Embrun, rendit compte du voyage qu'il venait de faire avec son collègue ; il se plaignait longuement à la Convention de l'indifférence et de la malveillance de l'esprit public dans les Hautes-Alpes, spécialement de la part des autorités. « Dans le district de Serres, le très petit nombre de patriotes est persécuté à outrance. Les corps administratifs se sont ligüés pour empêcher l'établissement des Sociétés populaires. Les représentants ont suspendu ces

fonctionnaires conspirateurs^{*}. » Conspirateurs ! Aucune mesure ne fut alors, que je sache, prise contre tout autre que Chevandier : celui-ci supportait donc seul le poids écrasant de cette appellation, motif de suspicion au premier chef.

Ce fut néanmoins parmi ses partisans que, le 25 mai, fut choisi le Comité local de « salut public », « chargé spécialement de surveiller les ennemis de l'intérieur », et composé de Bellier, de Chauvet, des officiers municipaux Tardieu et Cler, du juge Lafont et du commissaire national près la municipalité Gontard. Fréron avait insisté, conformément à la loi, pour la création d'un Comité de surveillance : le suffrage des Serrois le lui donnait, mais imbu d'un esprit tout contraire à celui qu'auraient voulu décréter les représentants. Ses premiers membres le baptisèrent « Société républicaine de la Liberté et de l'Égalité », nom qui, plus tard, se changea couramment en celui de « Société antipopulaire » dans la bouche et sous la plume de ceux qui inculpèrent Chevandier et ses amis.

Dès le 28 mai, le district se réunissait à nouveau, et, avec les considérants les plus favorables à Chevandier, « suspendu sur une dénonciation d'incivisme », votait une adresse à l'Assemblée nationale pour « attester son civisme » et demander sa réintégration. Le district croyait encore avoir le droit de parler en toute liberté et sincérité : il ne faisait d'ailleurs qu'en appeler d'un pouvoir mal informé à ce même pouvoir mieux informé. Et cette liberté devait malgré tout lui sembler suffisamment déférente.

On en était là, tandis que, parallèlement à ces événements locaux, se déroulaient à Paris les dernières luttes entre Girondins et Montagnards, suivies de la journée du 31 mai qui mettait hors la loi les députés girondins[†]. Ici encore je

^{*} Je cite entre guillemets les termes du résumé de A. AULARD, *Recueil des actes du Comité de Salut public*, IV, p. 93.

[†] Le rôle politique de la « Gironde » au sein de la Convention a pu être critiqué (E. BIRÉ, *La légende des Girondins*; J. ROMAN, *op. cit.*, etc...) Mais ces critiques ne peuvent en rien atteindre la loyale et patriotique attitude de la plupart des modérés dans les départements.

me borne à résumer les circonstances qui servent à éclairer le rôle et la carrière de Chevandier. Les départements protestent contre la brutale illégalité arrachée par les factieux de la capitale à la faiblesse de la Convention nationale : on se réunira, on se *fédérera* pour protéger celle-ci ; car, certes, le terme de « fédération » alors employé n'avait pas d'autre sens. Ce mot avait joui, aux premières années de la Révolution, d'une popularité qu'il allait perdre, dans l'insuccès de la tentative à laquelle on le mêla — assez peu du reste du côté des modérés ; mais jamais, dans l'esprit des auteurs de cette tentative, il n'eut cette signification impie de tendre à déchirer en plusieurs lambeaux la France, déjà pétrie une et indivisible par le lent travail de ses rois, et affermie encore dans sa consistance par l'effort du nouveau régime. Réserver jalousement à leur République le qualificatif une et indivisible, accuser leurs adversaires de vouloir le détruire, fut, de la part des Montagnards, la plus habile des perfidies et la plus atroce des accusations. L'agitation en province pouvait être antiparisienne dans la mesure où il s'agissait de contrebalancer les fureurs de la commune de Paris ; elle ne fut jamais anti-française.

A Serres, les partis étaient déjà d'ores et déjà nettement tranchés. Chevandier avait jusque-là soutenu de toutes ses forces la juste cause de la municipalité de Serres, incriminée sous de faux prétextes ; sans parler de l'appui de son crédit personnel, il lui avait ménagé la sympathie du District où il figurait l'élément purement serrois, et celle du Département, où il comptait d'excellents amis. Les événements généraux le trouvaient ainsi tout prêt à entrer dans le mouvement que préparaient les représentants du peuple pour le département des Hautes-Alpes. Parmi ces cinq conventionnels, qui tous avaient voté d'accord, dans le procès de Louis XVI, l'appel au peuple, la détention pendant la guerre, le bannissement à la paix, le sursis, (et sans parler des liens de confiance qui unissaient Cazeneuve à Jean-Daniel Chevandier), deux au moins étaient en relations personnelles avec Chevandier : Pierre Baréty, notaire de la

commune voisine de la Piarre (frère aîné du médecin Toussaint Baréty, un autre élève de Montpellier); Jean-Joseph Serres, de la Roche, « patriote » éprouvé des premières années de la Révolution, tout frémissant de la récente injure infligée à la Représentation nationale, et décidé à entraîner son département dans la voie d'énergique protestation qui, dans la région, reliait Lyon, Grenoble et Marseille. Le département des Hautes-Alpes y entra tout aussitôt et s'y maintint plus tard que le reste des départements.

Quelques dates et quelques faits résumeront ce mouvement, spécialement en ce qui concerne le district de Serres.

1° Sans date, mais des tout premiers jours de juin, la lettre « Les Députés représentants du peuple par (*sic*) le département des Hautes-Alpes à la Convention nationale à leurs commettants » expose les faits et dénonce l'illégalité des décrets votés par la Convention sous la poussée de la Commune de Paris. Quoique conçue à la première personne du singulier « je... », qui dénote la rédaction primitive de Jean-Joseph Serres, elle est signée par les cinq députés, et, conformément à leur désir, immédiatement imprimée et répandue.

2° Le 10 juin, l'effervescence est à Gap telle, que Fréron se trouvant à Nice, ne peut passer par cette ville et doit renoncer à revenir à la Convention¹.

3° Le 10 juin, les conseils généraux du district et de la commune, le tribunal et la Société républicaine de la Liberté et de l'Égalité de la ville de Serres votent une adresse à la Convention, qui se termine ainsi : « Rendez-nous nos magistrats ; ils eurent, ils ont encore notre confiance, et vos députés qui l'obtinrent de leurs commettants, l'ont peut-être conservée moins inaltérable. »

4° Le lendemain 11 juin, le Directoire du district de Serres se réunit sur l'avis du Département que « la représentation nationale a été violée dans la personne de 35 de ses représentants, que la répression de cet attentat exige

¹ *Recueil des actes...*, IV, p. 510.

des mesures promptes... », et délègue, pour se rendre à Gap, Bellier, son président, Chauvet, procureur-syndic, et Jouve, notable de la commune de Serres.

5° Le 14 du même mois, les corps constitués du département et de la ville de Gap se réunissant dans cette ville en assemblée générale, décident une prochaine réunion « des députés immédiats du peuple français de la section du département des Hautes-Alpes ».

6° Cette assemblée se tient à Gap, les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet, dans l'église Saint-Arnoux. Après un long débat, elle lance deux appels (datés du 5 juillet), l'un à la Convention, l'autre à l'armée, dans lesquels Gontard, de Serres, figure en qualité de secrétaire; puis elle nomme, pour ses représentants à la future grande assemblée des Sections à Bourges, Lavalette père et Marchon fils, comme titulaires; Antoine Farnaud, comme premier suppléant. En ce qui concerne Chevandier, elle lève la suspension prononcée contre lui. Le Directoire du département, en en donnant l'avis au District de Serres, dit que cette suspension a été le « fruit de la calomnie », et qu'il n'y a rien à ordonner sur l'arrêté.

7° Venu à Gap dans les premiers jours de juillet avec Barras, Fréron écrit le 8 au Comité de Salut public que les deux représentants ont « couru risque d'y perdre la vie », et incriminent violemment l'agitation de « cette ville aristocrate ».

8° Le 17 juillet, après une correspondance avec le département et sous quelques réserves qui ne sont point sans révéler un peu d'anxiété, le district de Serres enregistre l'arrêté des Délégués immédiats et le fait sien, dans les termes les plus flatteurs pour Chevandier.

*
**

Au moment même où cette prudence timorée était encore tiraillée dans le sens dit « fédéraliste », les événements la

* *Recueil des actes...*, V, p. 216.

prenaient en défaut. Sauf Lyon, Marseille et la Normandie, la protestation de son district en faveur de Chevandier fut peut-être la dernière en date contre la tyrannique omnipotence de la Convention décimée. La nouvelle constitution du 24 juin 1793 (ratifiée par les assemblées primaires des 14-21 juillet), consacrait pour l'instant le triomphe des idées chères à Jacques, à Bravet, à Joubert, néfastes pour les bons citoyens qui s'étaient compromis contre ce triumvirat, et dans les essais de résistance à la Montagne. Dès le 20 juillet, le District de Serres, déjà assagi, se croyait obligé de déclarer que « l'acte constitutionnel doit faire le bonheur d'un peuple qui a juré de maintenir au péril de sa vie l'unité et l'indivisibilité de la République ». Le 22, il approuvait les actes de l'Assemblée nationale et en particulier l'arrestation des « 32 membres de la Convention », les « journées des 31 mai, 2 juin et jours suivants... Cette insurrection était nécessaire... » Dans la même séance, Chevandier déclarait reprendre ses fonctions d'administrateur sur les instances de ses concitoyens, et non, disait-il, d'après l'arrêté des « députés immédiats » réunis à Gap, dont il ne reconnaît pas la qualité, laquelle n'appartient qu'aux députés de la Convention nationale, « sans vouloir, ajoutait-il assez curieusement, désobliger les représentants du peuple Fréron et Barras ».

Malgré ces précautions, l'orage approchait. Le district le sentait venir et essayait de s'en garantir dans la délibération du 2 septembre, par laquelle il rapportait son arrêté du 17 juillet portant rétablissement « provisoire » (!) du citoyen Chevandier dans ses fonctions, et ordonnait l'exécution de l'arrêté de Barras et Fréron. Triste palinodie marquant le triomphe désormais certain de la Montagne !

De même que le 21 juillet avait vu se dérouler, dans les rues de Serres, une curieuse pompe civique en l'honneur de l'acte constitutionnel, de même le 18 octobre voyait brûler avec solennité, sur les aires publiques, les titres féodaux. Mais ces hommages, auxquels participaient les vaincus du parti modéré, paraissaient suspects. Dès le 18 septembre 1793, sur le rapport d'Amar au nom du Comité de surveil-

lance générale, la Convention prenait un arrêté dont l'art. 2 était ainsi conçu : « Auguste Achard, maire de Serres et Chevandier, notable et administrateur du district, sont destitués de leurs fonctions : ils seront traduits sur le champ au Comité de Sûreté générale de la Convention ». »

Toutefois la Convention avait à faire face à trop d'ennemis intérieurs pour s'occuper immédiatement des Hautes-Alpes. Son arrêté, connu d'abord par les « papiers publics » et dûment notifié au Département, fit cesser les fonctions des deux personnages visés. Leur traduction au Comité de Sûreté générale tarda. Auguste Achard s'enfuit, fut porté sur la liste des émigrés et ne reparut que quelques années après²⁰. Chevandier, sous prétexte de maladie, obtint d'être gardé à domicile jusqu'à nouvel ordre de transfert. La gendarmerie de Serres, d'abord chargée de lui, alléguait que cette surveillance ne rentrait point dans ses fonctions. Le 3 frimaire an II (23 novembre 1793), sa réclamation fut admise par le District, qui lui substitua la municipalité du lieu. Celle-ci donna comme gardien au suspect un voisin nommé Roman.



Le représentant du peuple Beauchamp était enfin venu dans les Hautes-Alpes, pour *s'assurer* de l'esprit public, *épurer* les administrations, obliger tous et chacun à l'observation des décrets de la Convention, et, comme moyen d'action, présider d'abord la grande assemblée des Sociétés populaires tenue à Gap du 20 au 24 brumaire an II (10-14 novembre 1793). Cette période de Saint-Martin d'un nouveau genre marqua le début de l'application dans les Hautes-Alpes de la terrible loi des suspects. De Gap, un voyage de Beauchamp à Serres, le pays désormais fameux des « troubles contre-révolutionnaires », s'imposait : en effet,

²⁰ *Moniteur* du 20 septembre 1793, t. VIII, p. 1115.

²¹ Son frère Achard de Germane émigra également. Quant à Jean-Antoine Achard, il fut arrêté à Serres le 27 brumaire an II et incarcéré à Grenoble.

le 28 brumaire (18 novembre), les administrateurs du district « honorés de la présence du citoyen Beauchamp, représentant du peuple, éclairés de ses pénétrantes lumières, de son pur patriotisme et du zèle qu'il a pour l'intérêt de la République française une et indivisible », recevaient l'expédition du décret du 18 septembre qui figure encore en annexe dans les archives du District, et ordonnaient l'apposition des scellés chez Achard, ainsi que chez Chevandier « détenu dans son lit ». Le 9 frimaire suivant (29 novembre 1793), ce dernier était remplacé comme administrateur par Collomb (de Montmorin).

La situation, pour Chevandier, dura longtemps telle quelle. Floréal succédait à frimaire et messidor à floréal, sans que l'on parût s'occuper de lui. Mais, pourtant, c'est au milieu de l'anxiété publique et privée que, pour la première fois, se déroulaient les mois du nouveau calendrier de Rome. Les événements généraux, la guillotine en permanence, tant d'arrestations et d'incarcérations — entre autres celle de J.-J. Serres et de Cazeneuve que Chevandier ne pouvait ignorer¹² — n'étaient point l'unique objet de ses appréhensions. Partout la Montagne triomphante avait placé ses créatures : à Serres, Jacques « déprêtrisé » avait été nommé juge de paix ; Bravet, que le décret du 18 septembre 1793 appelait à retourner « à son poste, pour en remplir provisoirement les fonctions », n'y était pas resté longtemps : le 28 du même mois il était nommé juge au tribunal révolutionnaire de Paris ; le 9 frimaire (29 novembre 1793) le vindicatif Joubert, dûment « déprêtrisé » lui aussi, remplaçait dans ses fonctions le procureur-syndic du District compromis et obligé, ainsi que le procureur-syndic du Département Moynier-Dubourg, d'aller s'expliquer à la barre de la Convention. Le 6 octobre précédent, les représentants Barras, Fréron et Dherbès-Latour

¹² J.-J. Serres et Cazeneuve furent incarcérés à la Force le 9 octobre 1793 ; après Thermidor, transférés à l'hôtel des Fermes, puis à Port-Libre (l'ancien Port-Royal, alors une des prisons les plus remplies de Paris), ils furent mis en liberté le 24 octobre 1794. (Cf. PERROUD, *la Proscription des Girondins*, *passim*.).

avaient encore décrété l'arrestation de 26 citoyens de Serres, dont quelques-uns en fuite, quelques autres détenus à Gap, la plupart transférés dans les cachots de la Conciergerie de Grenoble, où deux d'entre eux, à leur arrivée, étaient morts de maladie et de misère. Tout cela à propos des « troubles de Serres », dont Chevandier avait connu mieux que qui que ce soit la trame et les dangers.

Il le savait, il savait aussi que les prétextes de santé par lui allégués depuis plusieurs mois ne pourraient se prolonger indéfiniment, et, peu après, la Terreur en arrivait à ses plus mauvais jours. Il résolut de fuir, et, un beau matin, le matin du 5 messidor an II (23 juin 1794), grande fut l'émotion de la petite ville de Serres lorsqu'on apprit l'évasion du citoyen Chevandier.

Vite le District se réunit, assisté, vu l'importance de l'affaire, par la municipalité et le Comité de surveillance, le tout « épuré » et « régénéré » ; la loi a bien changé le titre du procureur-syndic en celui d'agent national, mais c'est toujours l'ex-vicaire Joubert qui siège en cette qualité, et prend ses réquisitions. Roman, le garde, sera arrêté ; arrêtés aussi, Louise-Claudine Armand, veuve d'Antoine Ruelle et son fils aîné Antoine, alors âgé de 16 ans, parents et amis de la famille Chevandier, soupçonnés de connivence dans cette évasion. Le juge de paix, officier de police judiciaire, perquisitionnera et informera sur tous les faits de la cause, circonstances et dépendances. L'on sait qu'en abolissant les judicatures inférieures, la Constitution n'avait point entendu simplement les remplacer par l'institution des justices de paix, mais donner à cette magistrature des pouvoirs légaux et surtout une influence morale fort étendue. Or, le juge de paix de Serres, requis par l'ex-vicaire, c'est toujours l'ex-curé Jacques !

*
**

Les recherches n'avaient rien révélé lorsque le huit messidor, à deux heures du matin, Jean-Antoine Chevandier, pâle et hagard, rentre à l'improviste dans sa maison de la

rue du Bourg, fait lever sa servante, la fille Payen, et sa femme; dans cet état de surexcitation nerveuse que la médecine appelle, d'après le latin, jactitation, il se répand contre elles en injures et en reproches, déclare qu'il va bientôt mourir, parle de préparatifs qu'il faudra faire à ce propos, puis se plaignant, souffrant beaucoup, il se met au lit et commence une très douloureuse agonie, qui devait durer vingt-neuf heures. D'insupportables maux de tête et de fréquents vomissements alternent avec une diarrhée intense. Cette scène cruelle a pour témoins, outre la servante et la citoyenne Chevandier, la fille de celle-ci, Thérèse, et la belle-mère, la veuve Guillon : celle-ci « à cause de sa sensibilité » abandonne prestement le chevet d'un gendre malade qui lui dit, par surcroît, « des sottises », et s'enferme dans une dignité voisine de l'indifférence. Mais de la déposition des quatre femmes, il ressort que Chevandier ne fit point appel, ou le moins possible, aux soins de son entourage.

Il se soigne à sa manière; vers 11 heures du matin, il prend deux fois de l'huile d'amandes douces, qu'il a envoyé chercher chez la citoyenne Ruelle; dans l'après-midi, il absorbe à plusieurs reprises du lait qui lui vient de la même maison; il se donne lui-même deux lavements; vers six heures du soir, il fait demander chez la femme Condamine de l'huile d'olive qu'il renonce ensuite à boire. Plus tard, dans la soirée, il prend son pilon et son mortier, prépare de l'émétique, le met bouillir au feu, mais le pot se casse; il fait jeter contenant et contenu par la fenêtre : essais de médication bien rudimentaires et néanmoins caractéristiques en tant que contre-poison, tentés au milieu de crises aiguës qui se succèdent de plus en plus répétées, au milieu de cris épouvantables que la souffrance arrache au patient, au milieu d'une extrême agitation qui le fait à chaque instant descendre du lit et parfois s'étendre à terre.

De son retour et des circonstances qui l'accompagnent il envoie faire déclaration au District. La gendarmerie vient de suite garder les issues de la maison. Même en ces

dernières heures d'angoisse, je ne sais quel messenger officiel ou officieux lui rappelle qu'il va être traduit au Comité de Sûreté de la Convention ; il répond que, matériellement, ce sera impossible ; qu'il s'est enfui pour se présenter spontanément à ce Comité, au lieu d'être conduit à Paris de brigade en brigade, mais que la fatigue physique l'avait emporté, et que maintenant il va mourir.

Un calme relatif précède la fin, permet au mourant de s'entretenir encore une fois avec Antoine Ruelle, et le médecin Chevandier expire le 9 messidor, à sept heures du matin.

*
**

Et de suite, devant le cadavre encore tout chaud de son ennemi, Jacques à son tour entrant en scène, constatait le décès, nommait trois experts chargés d'ouvrir le corps de Chevandier et d'en faire rapport, — tous trois professionnels bien connus dans la région : le chirurgien de Serres Nicolas-Meissas fils ; Jean-Antoine Labori et François Œuf, l'un et l'autre docteurs en médecine à Mison. En attendant leur venue, il interrogeait les quatre témoins domestiques dont j'ai résumé ci-dessus les déclarations. La fille Payen, la veuve Guillon, les citoyennes Chevandier femme et fille du défunt, ne semblent point avoir été interrogées sur les causes mêmes de cet étrange décès, ni s'en être expliquées d'une façon quelconque.

Le lendemain, 10 messidor, les experts désignés arrivaient, visitaient le cadavre : ils n'y découvraient extérieurement aucune marque suspecte ; il en faisaient l'ouverture, trouvaient les voies alimentaires « absolument saines, à l'exception d'une légère inflammation qu'ils ont reconnue à l'extrémité gauche de l'estomac et environ deux pleines cuillers d'une matière huileuse au fond du cul de sac du cæcum... les viscères du bas-ventre étaient dans leur état naturel. »

L'enquête, rédigée par la plume bien incolore de Jacques, et le court procès-verbal d'expertise, figurent dans les piè-

ces justificatives qui suivront. J'ai pensé que ces documents valaient la peine d'être conservés, car l'original se trouve dans une collection particulière, celle de mon ami et confrère de la Société d'Études Louis Grimaud¹³, que je prie de recevoir ici tous mes remerciements pour son intéressante communication.

**

Ces pièces ont voulu être discrètes : mais, au fond, que s'était-il passé ? Se sentant perdu, obsédé par la vision de la « hache légale » qui avait remplacé la « lanterne » d'autrefois, ne pouvant détacher ses regards de ses ennemis de Serres sans voir se dessiner, à l'horizon de Paris, la silhouette de Bravet jugeant au tribunal révolutionnaire sous la présidence d'Hermann ou de Dumas et sur réquisitoire de Fouquier-Tinville, Chevandier s'était empoisonné par l'arsenic.

Les symptômes et la marche de l'empoisonnement par ingestion d'arsenic sont bien ceux qu'indiquent les dépositions entendues. L'arsenic, qui, sous forme d'orpiment ou de réalgar avait composé les « poudres florentines » de la Renaissance, l'*aqua Toffana*, les « poudres à succession » des empoisonneurs du XVII^e siècle ; l'arsenic avec ses préparations multiples, donnant tantôt des médicaments très actifs (et à ce titre les médecins pouvaient en détenir en vertu des ordonnances royales de 1631 et de 1682), tantôt, à doses non thérapeutiques, des toxiques voués à une triste célébrité en ce temps comme de nos jours. Quelques grammes constituent cette dose toxique, à effets plus ou moins rapides, qui venait sans doute d'être absorbée par le mal-

¹³ Arrière-petit-fils de Jean-François Grimaud, lequel, faisant partie de la municipalité de Serres en qualité de « notable », fut du nombre des suspects portés dans l'arrêté de Barras, Fréron et Dherbès-Latour du 6 octobre 1793, fut traduit et incarcéré à Grenoble, d'abord à Sainte-Marie le 16 frimaire an II (6 décembre 1793), puis à la Propagation le 22 germinal (11 avril 1794) ; mis en liberté en suite d'un arrêté du Comité de surveillance de Serres du 5 Thermidor an II (23 juillet 1794).

heureux Chevandier, lorsqu'il rentra chez lui. Habituellement, les troubles apparaissent au bout d'une heure, parfois demi-heure après l'absorption. Vomissements abondants et presque continus, constriction de la gorge, sensation de brûlures fort pénibles à l'estomac, mal de tête violent et fixe, crampes douloureuses dans tous les membres, diarrhée intense avec douleurs de ventre, extrême agitation : tels sont les symptômes notés par les auteurs en la matière, et que nous retrouvons dans les affres de Chevandier. Ces auteurs y ajoutent la respiration anxieuse, le froid de la peau, l'abaissement du pouls, que rien ne permit de constater.

Deux autres circonstances confirment cette hypothèse : Chevandier souffre tellement, que, comme il arrive dans beaucoup de tentatives de suicide, il essaie des curatifs et précisément ceux que la médecine employait et emploie encore comme antidotes de l'arsenic : l'émétique, énergique vomitif, alors en vogue beaucoup plus qu'actuellement ; le lait ; l'huile commune ; les lavements, — tout ce qui peut diminuer ses atroces souffrances ; on ne nous parle ni de l'eau chaude salée ni des stimulants qui sont aujourd'hui recommandés, mais Chevandier, ne renonçant point à la mort, n'a-t-il pas voulu seulement, par un geste pour ainsi dire instinctif, en éviter les plus insupportables convulsions ? Et, certes, s'il avait voulu faire autre chose, n'eût-il point mandé quelque confrère capable d'ordonner et de faire exécuter un traitement plus complet ? Mais il préféra mourir seul.

A côté de cette question des remèdes, le résultat à peu près négatif de l'autopsie est caractéristique. L'empoisonnement par l'arsenic est, on le sait, celui qui laisse le moins de traces dans l'organisme ; jusqu'aux travaux d'Orfila, c'est-à-dire jusque vers 1830, les médecins furent impuissants à découvrir les traces du terrible toxique ; et les crimes ou suicides par lui occasionnés étaient souvent attribués à des causes naturelles. Aujourd'hui, une analyse chimique de plus en plus perfectionnée décèle les moindres traces d'arsenic, et, afin d'y parvenir, l'autopsie est accom-

pagnée des plus minutieuses précautions destinées à conserver les viscères et autres organes. En l'an II, l'on ne s'en doutait même point. Seule l'irritation de la muqueuse de l'estomac pouvait servir à diagnostiquer quelque chose d'anormal : car, si l'empoisonnement arsenical se produit parfois sans lésions anatomiques, il est généralement accompagné de plaques rougeâtres ou violacées dans l'estomac, provenant d'infiltration sanguine sous-muqueuse. Mais bien d'autres causes, fort naturelles, pouvaient expliquer cette particularité et aucun procédé scientifique ne guidait, en l'espèce, le travail des médecins-experts¹⁴. L'émétique qui avait été aperçu dans la chambre du malade ne pouvait être soupçonné : il avait sûrement servi de remède, non de toxique. L'huile ingérée s'était retrouvée presque telle quelle dans les entrailles.

Personne, on l'a vu, ni le malade, ni sa famille, ni l'officier de police judiciaire, ni les praticiens, ne prononça donc le mot de suicide ou d'empoisonnement. A défaut de preuve matérielle, personne ne releva les causes morales qui rendaient cette hypothèse si vraisemblable, seule vraisemblable.

Pour les motifs les plus divers, il importait à tous les acteurs et figurants de ce petit drame qu'il s'achevât au plus tôt et dans l'oubli le plus complet possible : de la part de Chevandier, souci de dignité et indifférence ; — de la part de sa famille, honte, scrupules ou craintes personnelles ; — pour Jacques et Joubert, pour leurs amis des corps « régénérés » et autres terroristes, satisfaction de ne plus avoir à compter avec un ennemi, sans qu'il y eût de leur fait (on ne sait jamais ce que réserve l'avenir !) ; — de

¹⁴ Sur tous ces points, cf. ORFILA, *Traité des poisons*, 3^e éd., 1836, t. III, pp. 98 et 167-170 ; et Ambroise TARDIEU, *Etude médico-légale et clinique sur l'empoisonnement*, pp. 316 et 326-328. — Dans la forme dite *suraiguë*, le décès survient entre 12 et 20 heures. La marche vers l'issue fatale ayant été un peu plus lente (une trentaine d'heures) pour Chevandier, il faut qualifier cet empoisonnement d'*aigu*, soit parce que la dose ingérée aurait été une dose toxique moyenne, soit parce que la rapidité des vomissements aurait de suite diminué d'autant une dose d'absorption très forte.

la part des médecins, sentiment de pitié pour un confrère et appréhension de la dangereuse inutilité qu'il y aurait à ne pas se borner à remplir strictement le rôle à eux confié.

Deux cousins du défunt, Augustin Barrillon et Antoine Loubier, avaient signé l'acte de décès à l'état civil.

Le dernier acte se termina le jour même, 10 messidor, par l'ensevelissement de la dépouille mortelle du citoyen Chevandier.

*
**

Si, moins impulsif, moins défiant ou plus respectueux de la légalité... jacobine, Chevandier eût accompagné à Paris ceux qui s'étaient compromis avec lui et pour lui, les procureurs-syndics Moynier-Dubourg et Chauvet, il eût probablement, comme eux, échappé au Tribunal révolutionnaire... Mais ce n'est point ici notre sujet que de dire comment, par des lenteurs beaucoup plus fortuites que calculées, ces deux administrateurs purent, après Thermidor, rapporter à Gap et à Montjay leur tête sur leurs épaules. Ils avaient bénéficié d'un hasard que nul ne pouvait escompter.

Les citoyens de Serres qui, presque aussi gravement compromis, avaient été simplement incarcérés, revinrent également dans leur pays après toute une odyssée. Les registres d'écrou des prisons de Grenoble, si heureusement conservés pour la plus grande partie, ont gardé leur trace. Malgré des lacunes voulues par les gens de l'époque, les registres ou correspondances du District, de la municipalité et de la Société populaire de Serres nous fournissent à leur sujet de précieux détails. J'ai à remplir ici un autre devoir de reconnaissance, à l'égard de M. B. Faucher, archiviste départemental des Hautes-Alpes, qui a très obligeamment facilité mes recherches dans son dépôt.

Robespierre tombait le 9 thermidor, juste un mois après la mort que je viens de raconter; sa chute amenait la fin presque inespérée du régime terroriste. Celui-ci avait commencé, au fond de nos montagnes, un peu plus tard qu'ailleurs, et il ne devait cesser qu'un peu plus tard aussi, c'est-

à-dire quelques mois après, sous l'action énergique et décisive du conventionnel Gautier des Orcières, représentant en mission.

*
**

Je n'ai point, à propos de la mort de mon principal personnage, trouvé le nom de son frère Jean-Daniel, ex-vicaire épiscopal dans cette Eglise constitutionnelle tombée en moins de quatre ans de la plus éclatante faveur à l'extrême disgrâce¹⁵. Était-il alors à Serres ? Il y résidait certainement plus tard, car le 29 nivôse an III le Comité de Surveillance lui délivrait un certificat de civisme. Il ne fut jamais porté sur la liste des abdicataires, mais inscrit dans celle des anciens membres du clergé ayant déclaré ne plus exercer leurs fonctions. Peu après il rétracta ses serments et devint au Concordat curé d'Orpierre.

Le 29 germinal an V, sa nièce Marie-Thérèse-Antoinette-Clotilde, témoin à la triste enquête de l'an II et la seule enfant survivante du médecin, épousa Joseph Andréoly, de Serres, dont elle eut un fils et une fille. Celle-ci, Apolline-Henriette-Françoise Andréoly, mariée à Jean-Joseph Armand surnommé Chevandier, de la Motte-Chalancon, en eut deux fils : Antoine-Daniel (qui joignit ainsi le prénom de son grand-père à celui de son grand-oncle), médecin et député puis sénateur de la Drôme ; et Marius, juge de paix à Ribiers. Ces fils relevèrent avec fierté le nom de Chevandier. Le second, que j'ai bien connu, homme fort honorable, me parla un jour des tribulations politiques de son bisaïeul, et termina d'un ton ému sur ces mots : « Il s'empoisonna ». Je compris qu'il n'en savait guère davantage, et n'osai le presser de pousser plus loin ses confidences.

La famille Ruelle ne semble pas avoir été autrement inquiétée. « Sieur » Antoine Ruelle, bourgeois de Serres, baptisé catholique, mais ayant vécu dans la région protes-

¹⁵ Cf. P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. III, livre seizième.

tante, et y étant décédé le 15 juin 1791, à l'âge de 34 ans, laissait à sa femme, Louise-Claudine Armand, six enfants. L'ainé, Louis-Antoine-Zacharie, le futur payeur-général et futur collaborateur de la Société d'Émulation, est ce « fils Ruelle » que l'on soupçonnait, ainsi que sa mère, de complicité dans l'évasion inattendue de Chevandier, et qui, jusqu'à l'heure suprême, parvint à pénétrer auprès du mourant, à tenir avec lui quelques mystérieux conciliabules. Il avait alors, ainsi que je l'ai dit, 16 ans. La génération qui l'a connu dans sa vieillesse n'a pas disparu depuis bien longtemps, et pourtant il ne paraît point lui avoir transmis le souvenir du singulier épisode auquel il avait été mêlé. Sa petite sœur « Mion » (Marie-Françoise-Antoinette Ruelle) qui, d'après la déposition de la citoyenne Chevandier, vint une fois demander des nouvelles du malade, était, en l'an II, âgée de 12 ans.

*
**

Le fonds Andréoly, déposé aux Archives départementales, contient, de l'écriture même de Chevandier, deux brouillons sans date, mais se rapportant certainement aux derniers jours ayant précédé sa détention à domicile ; l'un, d'un certificat de civisme, qu'il comptait demander ou qu'il demanda peut-être à ses anciens collègues du District ; l'autre, d'une pétition qu'il se proposait d'adresser ou adressa peut-être à la Convention ; mais, plus probablement, tous deux restés en projet et n'ayant jamais été produits. La pétition, se référant à des certificats déjà produits, se terminait ainsi : « Veuillez bien les prendre en considération, rendre un pur républicain à la confiance publique et le rétablir dans ses fonctions. »

Du ton et du style de ces deux pièces, tout ce que l'on peut dire, c'est qu'ils ne diminuent point trop la dignité de leur rédacteur. Sans doute, ils avaient pour but de réduire au minimum, d'effacer si possible la responsabilité encourue par celui qui avait tenu tête à la poursuite jacobine ; de justifier, par de piètres raisons, son rôle dans l'annulation

du décret proconsulaire nonobstant lequel il avait conservé ses fonctions électives, et les avait acceptées à nouveau du parti maintenant vaincu et proscrit.

Le proverbe populaire dit : Tout mauvais cas est niable. Le cas de Chevandier n'était pas mauvais, il était pire. La faiblesse de l'*oultate* est de tous les temps et de tous les lieux ; pour rester à l'époque qui nous occupe, les Girondins de marque détenus à Paris, et non des moins courageux, J.-J. Serres entre autres, ne craignirent point, en l'an II, de se recommander à la bienveillance de Robespierre¹⁶.

*
**

« On le loua fort, on loua et blâma son courage », dit Mme de Sévigné, parlant de Vatel et de son suicide. Le lourd silence auquel les circonstances condamnaient le peu qui restait d'opinion publique abrégé tous commentaires sur les derniers jours de l'ancien administrateur du district de Serres : on plaignit surtout sa fatale destinée. A des époques différentes de l'histoire, le geste déplorable qu'est toujours une mort volontaire revêt des formes bien différentes aussi. Les proscrits de Néron, déférant à un caprice du maître et désireux d'échapper à son odieuse tyrannie, se couronnaient de roses dans un banquet, puis s'ouvraient les veines au bain, nous laissant l'impression de je ne sais quelle trompeuse sérénité. Il en arriva tout autrement aux proscrits de l'an II. Ces hommes, nourris de Jean-Jacques, avaient retenu d'instinct, sinon de mémoire, l'éloquente apostrophe de Milord Edouard au jeune Saint-Preux : « Regarde les beaux temps de la République [romaine], et cherche si tu y verras un citoyen vertueux se délivrer du poids de ses devoirs, même après les plus cruelles infortunes. Régulus retournant à Carthage prévint-il par sa mort les tourments qui l'attendaient ?... Il te sied bien d'oser parler de mourir, tandis que tu dois l'usage de ta vie à tes semblables... Philosophe d'un jour ! Ignores-tu que tu

¹⁶ Cf. PERROUD, *La Proscription des Girondins*, pp. 152-154.

ne saurais faire un pas sur la terre sans y trouver quelque devoir à remplir, et que tout homme est utile à l'humanité par cela seul qu'il existe... »

Ces mêmes hommes ignoraient, d'ailleurs, ou avaient oublié les arguments que les croyances religieuses pouvaient ajouter à l'ardente dialectique du citoyen de Genève. Malgré tout, subsistait en eux cette idée philosophiquement vraie que le suicide est un scandale, un malheur pour celui qui le commet et pour la société au sein de laquelle il se produit. Tous, au surplus, gardaient au fond de l'âme cette autre idée que leur humaine existence n'était point inutile à la transformation du vieux monde par eux rêvée. L'iambe indigné de Chénier ne disait-il pas, dans une prosopée au goût du temps :

Toi, vertu, pleure si je meurs...

Nos proscrits n'aborderent donc point la mort de gaieté de cœur. Brusquement réveillés d'une sorte d'hypnose, ils avaient, chacun dans leur milieu, âprement lutté, succombé, atrocement souffert de déceptions, d'abandons, de désillusions, de craintes pour leurs familles, pour leurs amis, pour leur propre honneur. A ces souffrances morales s'ajoutèrent la souffrance physique de l'homme mis hors la loi, traqué, obligé de fuir, de se cacher, affamé et manquant de tout, finalement désespéré. Matériellement même, la mort, dans ses dernières convulsions, leur fut cruelle.

Ainsi voulurent disparaître, par le suicide, certains de ceux que les contemporains appelaient déjà le parti de la Gironde : l'ex-ministre Roland de la Platière, Buzot avec Pétion, le philosophe ci-devant marquis de Condorcet, Barbaroux traîné sanglant à l'échafaud... Ainsi disparurent aussi, par surcroît, quelques braves gens ignorés du fond de la province, qui avaient essayé de lutter contre la tyrannie jacobine, tels que le citoyen Chevandier.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

(Orthographe et ponctuation rectifiées)

I

Du cinq messidor an deux de la République française une et indivisible et démocratique, dans la salle des séances du Directoire du district de Serres, l'Administration séante et permanente, assistée de la municipalité et du Comité de surveillance de la commune convoqués par l'Administration.

L'agent national a dit : « Chevandier médecin, par décret de la Convention du mois de septembre dernier, devait être traduit au Comité de Sûreté générale pour répondre sur les faits de contre-révolution à lui imputés ; à l'intimation du décret, il protesta que sa santé ne lui permettait pas de satisfaire sur-le-champ. L'officier de santé fut requis de vérifier les faits : sur son attestation, il fut arrêté qu'il serait gardé à vue dans sa maison jusqu'à son rétablissement. L'ordre en fut expédié au Commandant de la garde nationale ; néanmoins, au préjudice de ces mesures, Chevandier vient de [s'évader], et, dans la nuit du quatre au cinq, les Corps constitués assemblés ont arrêté provisoirement que Roman, son garde, Ruelle fils, sa mère, vivement soupçonnés d'avoir contribué à son invasion (*sic*), par les réponses verbales par eux à nous faites, sur les interrogatoires à lui faits aussi verbalement. » Pour parvenir à une certitude de faits plus positifs, l'Administration et les Corps constitués par eux convoqués requièrent que le juge de paix informe sur tous les faits d'évasion, circonstances et dépendances ; que les scellés [soient mis] sur les effets de Chevandier ; qu'il vérifie exactement tous les papiers [ainsi] que ceux de la citoyenne Ruelle ; qu'il en dresse procès-verbal, et que description en soit faite, pour que l'Administration puisse reconnaître s'il n'y a rien de suspect dans leur correspondance respective ; et cependant, par provision, Roman, garde, Ruelle fils et sa mère seront en état d'arrestation provisoirement, et chaque membre des différentes administrations des Corps constitués sont (*sic*) chargés chacun à droit soi de prendre des renseignements positifs ; elles les transmettront au juge de paix pour lui servir d'indices pour ladite procédure, déclarant l'Administration et les Corps constitués que l'arrestatio

ci-dessus n'a été donnée que par précaution et mesure de sûreté. Extrait du présent arrêté sera adressé de suite au juge de paix qui en accusera réception à l'Administration.

[Signé :] GUEYRAUD ; CORRÉARD ; RAZAUD ; J. BRUN ; Louis BLAISOR.

II

Ce jourd'hui, neuf messidor, deuxième année de la République française une et indivisible, sur les sept heures et demie du matin, je soussigné, Jean-Joseph Jacques, juge de paix et officier de police de la commune et canton de Serres, ayant été instruit par la clameur publique que Jean-Antoine Chevandier, médecin, de cette commune, qui devait être traduit aujourd'hui au Comité de Sûreté générale de la Convention nationale, en suite du décret du dix-huit septembre dernier, avait été trouvé mort dans son lit au moment où on se disposait à le faire partir; la même voix publique m'ayant appris qu'on avait de violents soupçons sur le genre de sa mort, je me suis sur-le-champ porté à son domicile, accompagné des citoyens Jean-Antoine Veyne, Antoine Grimaud, deux de mes assesseurs, et Laurent Grangier, greffier en ma juridiction. Etant entré dans la chambre du fond au rez-de-chaussée, j'ai trouvé le cadavre dudit Chevandier sur son lit, cousu dans un drap, ce qui m'a déterminé d'ordonner que l'ouverture en sera faite incessamment par les citoyens Jean-Antoine Labori et François Œuf, docteurs médecins résidant à Mison dans les Basses-Alpes, et Nicolas-Meissas fils, maître en chirurgie demeurant en cette commune, que nous nommons à cet effet. En conséquence, ils seront invités à se rendre dans la maison où nous procédons. En attendant, le cadavre sera gardé à vue, et j'informerai sommairement par témoins sur l'espèce de la mort dudit Chevandier, circonstances et dépendances, ainsi que sur tous les faits qui pourront y avoir rapport; même contre ceux qui pourraient avoir directement ou indirectement aidé, contribué ou favorisé sa mort. De tout quoi j'ai donné acte et signé avec les citoyens Veyne, Grimaud et Grangier, dans la maison dudit Chevandier.

Signé : Jacques, officier de police — Grimaud, assesseur — Veyne, assesseur — Grangier, greffier.

S'en suivent les déclarations des témoins qui m'ont été indiqués par la voix publique, pour déposer sur l'espèce de la mort de Chevandier, circonstances et dépendances, et contre ceux qui pourraient y avoir participé directement ou indirectement, que moi, juge de paix et officier de police susdit, ai reçues dans ma demeure habituelle, à Serres, le neuf messidor deuxième année de la République française une

et indivisible, à huit heures du matin, où les dits témoins se sont rendus d'après la citation verbale que leur en a fait de ma part l'huissier de ma juridiction.

PREMIER TÉMOIN

La citoyenne Blanche-Julienne Payen, originaire d'Hourres, district de Serres, canton de Ribiers, demeurant à Serres, âgée d'environ vingt-huit ans, après avoir ouï lecture de mon procès-verbal de ce matin qui se trouve ci-dessus, fait le serment accoutumé, et dit n'être ni parente ni alliée de Jean-Antoine Chevandier, médecin, mais desservante dans sa maison en qualité de servante, a déclaré que Jean-Antoine Chevandier, médecin, est rentré chez lui hier, à deux heures du matin compté huit du présent mois de messidor; qu'il a frappé à la porte où elle était couchée, lui a dit : Blanche, lève-toi, dépêche-toi, et fais lever ma femme » ; qu'ensuite il descendit dans son appartement, qu'elle y descendit aussi avec l'épouse dudit Chevandier; qu'il leur dit beaucoup de sottises avec un air égaré; qu'il dit à sa femme de lui préparer un drap de mort, qu'il allait bientôt mourir; que sa femme se mit à pleurer, lui demanda ce qu'il avait, s'il était malade; qu'il lui répondit et répéta plusieurs fois que dans deux heures il ne serait plus en vie, de lui aller chercher un drap de mort; que, dans deux heures, elle n'aurait plus de mari, qu'elle pouvait en chercher un autre; qu'ensuite il se coucha dans son lit, et fit beaucoup de cris et de hurlements toute la journée; qu'il a vomi plusieurs fois dans le jour et une fois dans la nuit; qu'il venait d'en haut et d'en bas; qu'il a fallu le changer de draps, que, dans la nuit, il s'est jeté plusieurs fois du lit à terre, et ce matin, vers la pointe du jour, disant qu'il souffrait beaucoup, qu'il avait de grandes coliques, que tout lui faisait mal, surtout la tête; que hier il l'envoya sur les dix à onze heures du matin chercher de l'huile d'amande douce chez l'Armand, veuve Ruelle; que celle-ci lui en remit une bouteille noire qui n'était pas pleine; qu'il en prit deux doigts dans un verre et l'avalait; qu'il dit qu'il était revenu chez lui pour tirer d'affaire la pauvre Ruelle et son fils, voulant dire le fils aîné de ladite Ruelle, sans quoi il ne serait pas revenu; que hier, sur les six heures du soir, il envoya la déposante chercher de l'huile d'olive chez la Condamine; qu'elle en apporta dans un verre, mais qu'il n'en a point bu, qu'il n'en voulut point; qu'il a pris hier deux lavements qu'elle-même lui a préparés et portés dans sa chambre; qu'il les a pris en sa présence et se les est donnés lui-même; que la servante de ladite Ruelle vint sur l'heure de midi de la part de sa maîtresse, à ce qu'elle dit à la déposante; qu'elle entendit que Chevandier lui dit de dire à sa maîtresse de lui envoyer du lait, et que quelques moments après elle lui en apporta environ deux écuellées dans un pot; que ledit Chevandier le prit à plusieurs

reprises ; que ce matin elle a vu sortir de chez lui Ruelle fils aîné, mais ne l'a point vu rentrer, ni su qu'il avait dit quelque chose à Chevandier, qui est mort quelques minutes après, sur les sept heures ou sept heures et demie du matin.

De tout quoi j'ai fait lecture à ladite Payen qui a déclaré y persister et ne savoir signer, de ce enquis et requis, à Serres les jour et an que dessus.

[Signé :] JACQUES, officier de police.

DEUXIÈME TÉMOIN

Anne-Madeleine-Françoise Palasse, veuve Guillon, originaire d'Avignon, belle-mère de Jean-Antoine Chevandier médecin, demeurant chez lui à Serres, âgée d'environ soixante ans, après avoir ouï lecture du procès-verbal ci-dessus, prêté le serment accoutumé, et déclaré n'être autrement parente ni alliée dudit Chevandier ni débitrice, a dit qu'elle n'a point entendu ledit Chevandier lorsqu'il est retourné dans sa maison ; que, comme Blanche-Julienne Payen, qui est à leur service, lui dit que Chevandier avait dit à son arrivée beaucoup de sottises contre elle déposante, contre sa femme, sa fille et contre ladite Blanche, elle n'a pas voulu le voir à cause de sa sensibilité, pour ne pas s'entendre dire des sottises ; que, hier au soir, elle vit à la cuisine du lait dans un pot, qu'elle demanda qui avait apporté ce lait, et qu'on lui dit que c'était la servante de la Ruelle ; que ladite servante y était présente, mais qu'elle ne se rappelle pas la personne qui lui dit que c'était la Ruelle qui en avait envoyé ; qu'elle n'est entrée dans la chambre dudit Chevandier que quand il a été mort ce matin, sur les sept heures, pour ôter sa femme de contre lui. De tout quoi j'ai fait lecture à ladite veuve Guillon, qui a déclaré y persister, et a signé avec moi le neuf messidor deuxième année de la République une, indivisible et démocratique.

[Signé :] PALASSE-GUILLON ; JACQUES, officier de police.

TROISIÈME TÉMOIN

La citoyenne Thérèse-Clotilde-Françoise Chevandier, fille de Jean-Antoine Chevandier médecin, demeurant à Serres chez son père, âgée d'environ dix-sept ans, après avoir ouï lecture du procès-verbal ci-dessus et prêté le serment ordinaire, déclare que hier, sur les cinq heures du matin, on vint lui annoncer dans sa chambre que son père était retourné ; qu'elle descendit tout de suite ; qu'il était dans un état déplorable ; qu'étant entrée dans sa chambre, il ne voulut rien lui dire, sinon qu'il souffrait beaucoup ; qu'il avait des coliques et un grand mal de tête ; qu'il lui demanda deux fois dans la journée de lui donner

de l'huile d'amande douce qu'il avait envoyé chercher chez la Ruelle, et qu'elle lui en donna chaque fois; qu'il but plusieurs fois de l'eau fraîche; que, hier, la servante de la veuve Ruelle vint plusieurs fois dans le but d'avoir de ses nouvelles; qu'elle lui apporta du lait, mais qu'elle n'a pas vu quand il l'a bu; qu'il vomit plusieurs fois dans le jour et qu'il se salit aussi par le bas dans son lit, en sorte qu'on fut obligé de le changer de draps; que lorsqu'on lui annonça qu'on allait le traduire à Paris, il dit qu'il était bien mal, et qu'il espérait que Dieu le tirerait de ce monde avant qu'il y arrivât; que hier au soir, sur le tard, il lui demanda le pilon et le mortier pour piler des drogues; qu'elle croit que c'était de l'émétique, parce qu'il venait de dire qu'il voulait en prendre pour se soulager; qu'elle ne vit pas d'où il sortit ces drogues, mais qu'elle les lui vit sur son lit dans la main lorsqu'il les mit dans le mortier; qu'il se leva pour les faire bouillir dans un petit pot, et qu'elle s'en alla; qu'elle ne sait pas s'il a pris cette drogue, mais que sa mère lui a dit que ce pot s'était cassé auprès du feu, qu'elle l'avait jeté par la fenêtre; que, ce matin, la servante de la Ruelle y est encore venue comme il allait rendre le dernier soupir; et que sa mère lui a dit de s'en aller, qu'il n'était plus en état de la voir. De tout quoi j'ai fait lecture à ladite fille Chevandier qui a déclaré y persister et n'avoir rien à ajouter, si ce n'est que, lorsque son père vit venir des gendarmes pour le garder, il dit : « Est-ce possible qu'on m'envoie encore des gendarmes pour me garder dans l'état où je suis? Si j'avais voulu me sauver, je ne serais point revenu. » Et a signé à Serres, le neuf messidor an deuxième de la République une et indivisible.

[Signé :] Thérèse CHEVANDIER; JACQUES, officier de police.

QUATRIÈME TÉMOIN

La citoyenne Thérèse-Françoise Guillon, épouse dudit Chevandier médecin, âgée d'environ trente-six ans, après avoir ouï lecture du procès-verbal de ce matin qui se trouve ci-dessus, et prêté le serment accoutumé, déclare que hier, sur les deux heures du matin, Blanche leur servante vint l'éveiller et lui dire de descendre, que son mari était retourné, qu'il voulait qu'elle descendit tout de suite; qu'étant descendue dans son appartement, elle le trouva droit devant la cheminée avec des yeux égarés et qu'il lui dit beaucoup de sottises d'elle, de sa mère, de sa fille et de sa servante, prétendant que, le jour de son évasion, il était retourné sur le soir dans la nuit jeter des pierres à la fenêtre, heurter la porte, et qu'on ne lui avait pas ouvert; qu'ensuite il lui dit deux fois de lui chercher un drap de mort pour le plier dedans, qu'il serait bientôt mort : « Vous ne voulez pas le croire, lui ajouta-t-il, mais vous le verrez » ; qu'il lui dit : « J'étais parti pour

me rendre à la Convention nationale afin de n'être pas traduit par les cavaliers¹⁷, mais je m'en suis retourné parce que je suis malade, que les pieds me font mal et que mes talons sont écorchés » ; qu'il envoya en faire la déclaration au district telle qu'elle est couchée ; qu'il envoya chercher chez la Ruelle par Blanche de l'eau antiputride ; qu'il ajouta que ces remèdes qu'il avait fait porter chez la Ruelle étaient pour la sœur de ladite Ruelle ; que lorsque Blanche eut apporté cette eau, il en prit quelques gouttes dans de l'eau ; qu'il dit que la veuve Ruelle et son fils aîné étaient innocents de son évasion, de même que Roman son garde, que c'était à tort qu'on leur imputait d'en être la cause, qu'il était [là] pour dire qu'on les remit en liberté, qu'ils étaient tous les trois innocents ; qu'il souffrit toute la journée, disant que tout lui faisait mal, roulant continuellement sur son lit ; qu'il vomit plusieurs fois et se salit dans son lit ; qu'on fut obligé de le changer de draps sur les onze heures du matin ; qu'il prit deux lavements que Blanche lui proposa, et qu'elle l'aida à s'en donner un ; qu'elle vit sur la cheminée de la chambre de son mari une bouteille avec de l'huile dedans et un pot de lait, et qu'on lui dit que tout cela venait de chez la Ruelle ; qu'il dit que l'huile d'amande qui était dans cette bouteille était trop forte ; qu'elle lui donna plusieurs fois de ce lait qui était dans le pot ci-dessus ; que la servante de la Ruelle vint hier plusieurs fois s'informer de ses nouvelles, et la petite Mion Ruelle, sa fille, une fois ; que, comme il vomissait toujours, elle envoya chercher de l'huile d'olive chez la Condamine, mais qu'il n'en voulut point prendre ; que hier au soir dans la nuit, après souper, il se fit apporter par sa fille, sur son lit, le pilon et le mortier, disant qu'il voulait prendre un peu d'émétique ; qu'elle ne vit pas où il le prit, mais que l'ayant pilé il se leva, le fit bouillir lui-même et l'ayant pris, dit avec un air brusque : « Jetez ce pot et cette écuelle par la fenêtre. Qu'en voulez-vous faire ? Ils sont cassés », et effectivement ils l'étaient et les jeta ; qu'ensuite il se coucha dans son lit, puis se leva, s'étendit par terre où il resta plus d'une heure sans qu'on pût l'en faire ôter, disant qu'il y était mieux ; qu'ensuite il s'est levé et couché plusieurs fois ; qu'il a beaucoup souffert et crié toute la nuit ; que lorsqu'on lui dit hier avant qu'il fût mieux qu'on allait le faire traduire au Comité de Sûreté de la Convention nationale, il répondit qu'à moins qu'on ne le portât à quatre, il était impossible qu'il y fût, qu'il ne pouvait pas monter à cheval ; que Ruelle fils aîné y est entré ce matin et qu'un moment après la servante de la Ruelle y est aussi entrée, a apporté une lettre qu'elle a remise à son fils avec du papier et de l'encre ; que ledit Ruelle a lu à part cette lettre et l'a mise dans sa poche avec le papier, et a renvoyé la servante avec l'écritoire, et qu'il est mort un instant après sur les sept heures du matin. De tout quoi j'ai fait lecture à ladite Guillon,

¹⁷ Très probablement dans le sens de : *afin de ne pas être mené devant la justice par des gendarmes à cheval.*

femme Chevandier, qui a déclaré y persister et a signé avec moi le neuf messidor deuxième année de la République une et indivisible.

[Signé :] GUILLON-CHEVANDIER ; JACQUES, officier de police.

III

Ce jourd'hui dix messidor deuxième année de la République française une et indivisible, en exécution de mon ordonnance du jour d'hier, se sont présentés par devant moi, Jean-Joseph Jacques, juge de paix et officier de police de la commune et canton de Serres, les citoyens Jean-Antoine Labori, François Œuf, docteurs médecins domiciliés à Mison, département des Basses-Alpes, district de Sisteron, et Alexandre Nicolas-Meissas fils, officier de santé domicilié dans cette commune de Serres, par moi nommés pour procéder à l'ouverture et à la vérification du cadavre de Jean-Antoine Chevandier médecin en cette commune, lesquels ont offert de procéder au fait de leur commission ; en conséquence, je me suis rendu sur-le-champ avec eux en la maison où est le cadavre de Chevandier. Y étant arrivés les citoyens Labori, Œuf et Meissas fils ont prêté le serment chacun individuellement en nos mains de bien et fidèlement remplir les fonctions pour lesquelles je les ai choisis. Ce fait, ils ont procédé en ma présence et en celle de Louis Blaisot, président du Comité de surveillance de cette commune et d'Antoine Beinet, membre dudit Comité, et m'ont rapporté par l'organe du citoyen Labori, l'un d'eux, qu'après avoir fait la visite du cadavre sur lequel ils n'ont trouvé aucune marque quelconque, ils en ont fait l'ouverture ; qu'ils ont parcouru toutes les voies alimentaires qu'ils ont trouvées absolument saines, à l'exception d'une légère inflammation qu'ils ont reconnue à l'extrémité gauche de l'estomac et environ deux pleines cuillers d'une matière huileuse au fond du cul de sac du cæcum ; que les viscères du bas ventre étaient dans leur état naturel. J'ai donné acte aux citoyens Labori, Œuf et Meissas de leur rapport ci-dessus, auquel ils ont déclaré chacun n'avoir rien à ajouter et ai taxé la somme de cinquante livres qui leur sera payée par le receveur du droit d'enregistrement au bureau de cette commune, et au surplus, après avoir examiné ledit rapport et les déclarations des témoins qui ont déposé sur la mort de Chevandier et après ce qui en est résulté, j'ai ordonné que ledit Chevandier sera inhumé dans le jour aux formes ordinaires, sans préjudice à la continuation de l'audition des témoins sur les faits dont en mon procès-verbal du jour d'hier, s'il y échoit, et ai signé avec lesdits citoyens Labori, Œuf, Meissas, de même que les citoyens ci-dessus dénommés, et mon greffier.

[Signé :] LABORI ; ŒUF, m. ; NICOLAS-MEISSAS ; BLAISOT ; BEINET ;
JACQUES, officier de police — GRANGIER, greffier.



CONTES ET LÉGENDES

du Valgaudemar

du Champsaur et du Gapençais

Par M. Stéphane MOULIN

Les Dragonnades au Val

Un vieux chroniqueur dauphinois raconte quelque part que jamais il ne vit si plaisant pays au monde qu'à le Valgaudemar, « lequel semble en être situé tout au bout ».

Quelque pittoresque que soit encore aujourd'hui ce pays, il est loin d'être ce qu'il fut jadis, avant qu'une catastrophe malheureuse eût fait un désert de pierres du meilleur et du plus fertile de son terroir. L'agglomération principale de la vallée n'était pas alors la Chapelle. Ce village que se partagent deux communes est de création récente. A cheval sur le torrent de Navette, à la sortie des gorges appelées par les gens du pays *les Oules du diable*, il doit son nom au petit sanctuaire de la Vierge qui couronne un monticule voisin du hameau de Chaussendent, dont il n'est en somme que l'agrandissement.

Le village de la Chapelle, niché dans sa verdure et son rocher, avec sa haute ceinture de montagnes, forme un tableau des plus attrayants ; mais il y avait mieux.

Le chef-lieu de la vallée était le Bourg situé un peu plus loin, à la sortie d'une autre gorge, en face de la cascade du Casset, au pied d'une superbe forêt de sapins.

Le Bourg a vécu jusqu'au XVII^e siècle ; à cette époque, il fut presque entièrement détruit par l'effondrement d'un

lac supérieur, qui du jour au lendemain fit disparaître, sous une avalanche de pierres, ce petit Eden qui semblait tombé du ciel, dans l'amoncellement chaotique des montagnes.

Quelques pauvres maisons épargnées par la catastrophe émergent encore du lourd manteau de graviers destructeurs, menacées par la Séveraisse débridée, qui roule ses flots tumultueux et tyranniques dans ce domaine que nul ne lui dispute plus.

Ce qui reste du Bourg est insuffisant pour faire revivre à l'esprit cette délicieuse petite plaine populeuse, fertile, merveilleusement cultivée, que la Séveraisse d'alors, domptée et soumise, traversait en la fertilisant, entre deux rives ombragées de saules, de frênes et de peupliers.

Où vraiment, le Bourg du bout du monde a cessé d'être aussi plaisant !

Si toute vie a disparu du village qui semble n'être habité aujourd'hui que par des êtres errants et fugaces comme les souvenirs ou les regrets d'autan, il n'en est pas moins certain que la vie fut jadis dans le Val une vie sociale plus intense même que partout ailleurs, une vie faite comme toute vie de tristesse et d'insouciance gâtée, d'intrigues et de passions, de grandeur et de petitesse, de comédie et de tragédie. Mais tout cela est si vieux... et tout cela se déroulait si loin, dans un milieu si patriarcal et si isolé, que personne ne songe à remuer les cendres de ce passé fini, à faire sortir de sa tombe de pierre ce qui fut le village du Bourg.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, le Bourg était encore en proie aux divisions intestines qu'avaient apportées jusque dans sa tranquille population les malheureuses guerres de religion.

Sans doute, la majeure partie du village avait conservé la foi de ses pères, robuste comme le granit des monts, mais il n'en est pas moins vrai que l'active propagande de Guillaume Farel avait réussi à amener à la Réforme quelques habitants et non des moins notables. Le mouvement avait continué, et il n'était bruit au moment où commence notre

récit que de l'abjuration du châtelain royal¹ lui-même escomptée comme certaine par le petit noyau des réformés.

Il était sans doute à cette époque certaines gens qui changeaient de religion par l'effet d'une conviction plus ou moins raisonnée; mais combien de conversions, par contre, n'avaient d'autres motifs que la satisfaction de jalousies secrètes ou de rancunes inavouées !

Si le châtelain du Bourg avait manifesté pour la Réforme des sympathies en opposition avec l'indifférence religieuse que le bonhomme avait toujours montrée, les voisins bien informés savaient que ces sympathies étaient nées sans préambule d'une dispute que sa vieille gouvernante avait eue un beau matin avec celle du curé. Puisque ceci m'amène à avouer au lecteur les défauts du sire châtelain, qui répondait au nom de Toton Loubière, je n'aurai garde de me faire prier davantage : aussi bien son caractère mérite-t-il d'être connu.

Messire Toton Loubière n'était point une nature veule ou débonnaire, comme on pourrait le croire d'après cela seul que je viens de dire; il était au contraire acariâtre et têtu comme pas un. Ses sourcils arqués sur des yeux durs un peu fuyants témoignaient à la fois d'une forte dose de ténacité et d'une dose non moindre d'hypocrisie. Aussi, malgré les fonctions dont l'avait investi le pouvoir royal-delphinal, sur la recommandation de François sire de Créquy, maréchal de France, malgré la solennité dont la vieillesse entourait son corps rabougri et voûté, il inspirait plus de crainte que de respect. D'autant plus que, si notre châtelain ne craignait à son dire ni Dieu ni diable, il craignait du moins sa gouvernante. Sa nature autoritaire avait capitulé devant la volonté de la peu honnête dame, à qui il rendait sans s'en douter autant d'obéissance qu'il en exigeait des autres. Le véritable officier royal était donc dame Friquet, qui était consultée en toute occurrence et donnait son avis par derrière les portes, tant sur l'administration des biens

¹ Nom de l'officier royal qui était chargé de l'administration des biens domaniaux dans les châtellenies.

domaniaux que sur les questions d'impôt ou même de justice.

Depuis la discussion qu'elle avait eue avec la cure, dame Friquet n'allait plus ouïr messe ni vêpres; elle ne disait plus ses psaumes qu'en français; d'aucuns même prétendaient l'avoir vue au prêche où elle s'était fait remarquer par son zèle contre les suppôts du papisme.

Puisque dame Friquet s'était convertie, il était bien certain que Messire Toton Loubière ne pouvait faire autrement que de suivre son exemple; car elle l'eût conduit en enfer, disaient plaisamment les papistes qui eussent en leur for intérieur félicité la vache à Colas² de ses nouvelles recrues, s'il n'eût été malséant de voir un officier du roi très chrétien en venir à pareil reniement.

Mais dame Friquet rêvait de faire les choses mieux encore. Elle s'était mis en l'esprit d'amener toute la maison du châtelain à quitter la religion que professait la malencontreuse servante du curé ! S'il lui avait suffi cependant de tirer la bride qu'elle avait passée au col de Messire Toton Loubière pour que celui-ci prit sans tarder le chemin par lequel elle le voulait mener, elle avait trouvé plus de résistance chez la nièce de son maître : cette dernière avait fait la sourde oreille à ses remontrances, voire même à ses menaces. Dame Friquet avait été obligée de rentrer ses griffes et de taire sa langue du côté de la demoiselle; mais elle n'avait certes pas considéré la partie comme perdue, bien au contraire ! Et, comme elle avait en sa tête autant de diplomatie qu'un ambassadeur du roi, elle avisa au moyen que nous allons voir, et qui n'était point trop mal imaginé.

Messire Toton Loubière était resté garçon, mais il avait eu une sœur mariée au chevalier Jean des Andrieux. Tous deux étaient morts, la femme à la naissance d'une fille, le chevalier quelque temps après. Messire Toton Loubière recueillit l'orpheline chez lui, ce qui lui donna l'apparence d'un homme charitable. Au demeurant, la demoiselle, qui

² Nom donné à la religion réformée par les ligueurs, à la suite de circonstances peu connues.

répondait au nom de Lucile, payait bien deux fois son écot ; la première en beaux deniers que Messire son oncle retenait sur son patrimoine et sa rente, suivant des comptes établis aussi méticuleusement que pour les biens domaniaux ; la seconde, c'était demoiselle Lucile qui se chargeait du recouvrement par le moyen de son caractère fort timide qui occasionnait à la pauvrette bouderies sans motifs et reproches sans justice. Mais tout cela n'avait point émoussé la gaité de la jeune fille. Aussi bien, en son bon cœur, elle excusait l'avarice de son oncle et les mauvais procédés de Dame Friquet.

La demoiselle Lucile avait un autre oncle, frère de son père, qui répondait au prénom de Gaspard et qu'elle tenait en grande affection.

Gaspard des Andrieux aurait bien voulu garder par devers lui ce jeune pinson qu'était sa nièce, au lieu de la laisser à son vieux hibou de beau-frère, ainsi qu'il l'appelait en ses moments de franc parler. Mais, comme il était garçon et de plus capitaine d'une compagnie de cheval-légers du roi Louis, quatorzième du nom, il avait dû renoncer au métier de gouvernante, lequel à son dire était peu propre aux gens de guerre.

Veuillez le lecteur excuser cette parenthèse qui m'a paru nécessaire à l'intelligence de mon récit.

Or donc, pour vaincre la résistance de la nièce dont s'agit, dame Friquet avait résolu de la marier à un jeune homme réformé de bon lignage, qui n'était point désagréable au physique encore qu'il ne portât point perruque, peut-être en souvenir des tondus, ou têtes rondes du bon vieux temps.

Le jeune La Chaulp (tel était son nom) avait appris à lire en la Bible et l'avait tellement méditée depuis, qu'il ne pouvait dire deux mots sans citer un verset de l'Ancien testament. Cette manie de parler seulement par sentences avait le don de mettre Lucile en joie ou de l'irriter suivant les cas. Elle avait eu pour résultat certain de rendre le jeune homme profondément déplaisant à ses yeux, chaque fois qu'ils s'étaient rencontrés d'aventure, dès avant même que

la jeune fille eût connu le beau feu que dame Friquet avait allumé et attisait habilement en l'esprit du jeune réformé.

Pour austère qu'il fût en effet en son langage et même en ses mœurs, Messire La Chaulp ne boudait point devant les charmes de la jouvencelle et moins encore devant ses deniers qu'il savait être nombreux. Aussi s'employa-t-il à se rendre agréable sans y parvenir pourtant.

Dame Friquet enrageait de voir ses projets en mauvaise posture. Après avoir malmené l'amoureux qui n'en pouvait mais, attendu que Cupidon l'enfant terrible n'a point précisément la réputation d'être obéissant, elle s'avisa de mettre en avant Messire Toton Loubière lequel donna, il s'en fallait douter, comme un bélier contre la porte d'une ville.

Le sire manda sa nièce, lui déclara fort brutalement qu'elle ne pouvait refuser cet épouseur, car elle n'en trouverait au Bourg aucun autre qui lui pût convenir ; il ajouta qu'elle ne pouvait sans cesse demeurer à sa charge, ce qui était pour le moins plaisant sinon odieux. Mais la fin de l'homélie fut plus émerveillante encor ; ledit oncle ayant ajouté que jamais lui, tuteur, ne consentirait à voir sa nièce se marier avec un autre que le sire La Chaulp, ce qui devait la dispenser de chercher et la décider à promptement obéir.

Dame Friquet qui avait l'oreille aux écoutes et l'œil à la serrure applaudissait à cette vigueur.

Mais le ciel envoya à la pauvrete un secours auquel elle n'avait point songé.

Messire Gaspard des Andrieux trouvant que le métier des armes était devenu trop fatigant et qu'il ne pouvait rester à la tête de sa compagnie sans faire triste figure, ce qu'il ne voulait à aucun prix, s'en revint un beau matin aux Andrieux. Comme le vieux foudre de guerre n'avait point oublié sa jeune parente, il amena pour quelques jours en son logis un de ses cornettes qui lui était quelque peu cousin et s'appelait Jean d'Ambel. Ce jeune officier était en congé pour se rétablir d'une blessure reçue devant Philipsbourg : car c'était lors en l'an seize cent quatre-vingt-huit.

Il n'est rien tel qu'un vieux garçon pour bâcler un mariage, dit un proverbe, et faire choir les autres en la dé-

tesse qu'ils ont évitée. Je crois pourtant que le dessein du sire des Andrieux n'était point si noir que cela. Il avait dit si sincèrement à son jeune cousin tant de bien de sa nièce que celui-ci avait pris feu comme salpêtre, avant même de connaître Lucile des Andrieux, et il brûla d'autant mieux quand il vit que la demoiselle n'était point inférieure à sa renommée.

Pour ce qui concerne Lucile, j'écrirai simplement qu'elle était en une passe trop triste pour ne point répondre à ce sentiment qui la sauvait du premier, car je craindrais de blesser sa pudeur en vous dévoilant que la belle prestance et la verte allure du cornette la décidèrent plus qu'aucune autre chose.

Tout aurait donc marché à souhait si, telle une vieille bourrique, dame Friquet ne se fût trouvée sur la route, n'entendant point qu'on allât contre son idée propre. Gaspard des Andrieux l'envoya à tous les diables, il serait superflu de le dire, mais devant qu'elle y fût, elle continua à si bien mener Messire Toton Loubière qu'il déclara péremptoirement que personne ne lui forcerait la main à lui, tuteur, tant que sa nièce et pupille serait mineure. Il donna à cela mille raisons, sauf la bonne que chacun a devinée.

Les choses en étaient là et ne paraissaient point vouloir s'arranger quand Gaspard des Andrieux fit un coup de maître, lequel vaut bien la peine d'être conté par le menu.

Il s'en vint un beau matin clignant de l'œil et frisant sa moustache grise, si joyeux que s'il eût été prêt de courir sus à l'ennemi... ce qui n'était point au figuré soit dit en passant.

Messire Toton Loubière et sa servante (... mot bien mal choisi vraiment, et qui eût pu être changé de point en point) furent tout déconfits quand il virent la mine joyeuse du sire des Andrieux, car ils sentaient que ce n'était point sans raison que le vieux cheval-léger se tenait de rire.

« Or ça — dit-il — beau-frère, asseyez-vous, j'ai à vous parler d'une lettre que j'ai reçue confidentiellement de Monseigneur le Gouverneur du Dauphiné pour Sa Majesté. Cette lettre devait vous être adressée, mais à raison des

mauvais bruits qui courent dans le pays à votre égard et qui sont allés jusqu'à Grenoble, le corps de la maréchaussée a cru prudent de ne point vous demander à vous-même si la chose était vraie. »

A mesure que son beau-frère parlait, on voyait changer la figure de sire Toton Loubière. Elle devint rouge, puis verdâtre ; mais, sans avoir l'air d'y prêter attention, messire Gaspard continua : « Si le Roy, que Dieu garde, ne vous a point jusqu'ici inquiétés à l'occasion de l'édit nouvel qui révoque celui de Nantes, il paraît qu'il est cependant fort décidé à ne point souffrir que les officiers royaux continuent à tremper dans la religion prétendue réformée, et qu'il a chargé Monsieur son lieutenant de se bien assurer de cela entre autres choses. Celui-ci me demande donc s'il ne serait point prudent de mander ici quelques dragons de Monsieur de Villars, lequel fut cornette avec moi, et les envoyer dans ce pays pour se bien assurer que la volonté du Roy est accomplie, et y pourvoir au besoin. »

L'ancien cheval-léger avait débité son discours sans sourciller, quoiqu'il fût bien peu vraisemblable et surtout bien peu vrai, attendu que de tout ce qu'avait dit le sire Gaspard des Andrieux une seule chose était réelle, mais importait bien peu à l'affaire, à savoir que Monsieur de Villars et lui avaient été cornettes ensemble. Monsieur de Villars non plus que le Roy et son lieutenant ne se souciaient de ce qui se passait « au bout du monde ».

Quelque forte que fût cette histoire, Messire Toton Loubière, n'ayant point la conscience en repos, se voyait déjà privé des fonctions qu'il avait su rendre lucratives, chassé du pays méchamment, comme on lui avait dit que la chose s'était passée en d'autres lieux. Dans son désarroi, le pauvre châtelain ne demanda même pas à voir la lettre, ce qui aurait grandement embarrassé le madré Gaspard des Andrieux.

Étant donné que la peur lui tournait l'esprit et que la religion chez lui ne tenait qu'une toute petite place à l'ombre de ses intérêts, il supplia son beau-frère de démentir ce qu'il appelait des calomnies, et de persuader un chacun que

le roy et le pape ne pouvaient avoir plus dévoué serviteur que lui ! A quoi Messire Gaspard se prêta de bonne grâce, surtout quand il fut bien convaincu que jamais son beau-frère n'avait sérieusement voulu marier leur commune nièce à un parpaillot.

L'affaire fut dès lors menée bon train pour ne point laisser le temps d'intervenir à dame Friquet qui était tombée malade du terrible mal de colère rentrée ; puis, quand tout fut achevé, Messire Gaspard se fit une joie de conter l'histoire à son neveu par alliance, entre deux pots de clairette qui lui délièrent l'esprit et la langue, et lui firent avancer que les armes ne le cédaient pas toujours à la toge, quoi qu'on ait dit.

Certes, cette histoire finirait là comme les histoires d'amoureux, si je n'avais relevé dans un ouvrage sur le Valgaudemar une étymologie qui me parut trop risquée, étant donné le récit que je viens de faire, tiré des Mémoires où le sire Gaspard des Andrieux raconte les merveilleux effets que produisait partout la peur des dragons de Villars.

Cette étymologie est la suivante : Valgaudemar, *Vallée Réjouis-toi Marie*, ainsi nommée à cause des grands massacres de protestants qu'y firent les dragons de Villars, lors de la révocation de l'Edit de Nantes !



ÇÀ ET LÀ

à travers les récentes publications

Par M. J. CHAUVET

Sous les titres : *Bibliographie alpine* — *Bibliographie* — *Liste bibliographique*, on trouve assez régulièrement, dans les premiers volumes de la collection du *Bulletin*, des comptes rendus qui en fait se sont raccourcis, espacés, et depuis une dizaine d'années ont à peu près complètement disparu. Plusieurs de nos confrères ont exprimé le désir que, sans être reprise de façon suivie, une rubrique analogue reparût quelquefois dans le *Bulletin*. Je l'essaierai aujourd'hui en parcourant, dans les périodiques des sociétés correspondantes ou autres, les articles parus au cours de ces cinq dernières années : depuis 1913, les circonstances ont empêché nombre de nos lecteurs de porter leur attention sur ces revues, envisagées au point de vue particulier de notre département.

**

Dans le « Bulletin de l'Académie delphinale », rien à signaler en dehors de la savante étude de M. l'abbé DUSSET : *Les Etats du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles* (année 1914, postdatée, et tirage à part), qui a fait l'objet d'une notice spéciale dans notre Bulletin 1915-16.

— La « Petite revue des bibliophiles dauphinois » (t. IV, 1913-15) a publié trois articles susceptibles d'intéresser les membres de la Société d'Études.

A) Notre confrère, M. L. GRIMAUD, y a écrit (pp. 8-44) : *Un héros dauphinois inconnu : le colonel Mounier*. Précédemment, le colonel Corréard, petit-neveu de Mounier, avait publié dans notre Bulletin (1912) les états de service de ce dernier. Muni de plus nombreux documents, M. Grimaud nous donne toute une biographie du colonel Mounier, né à Veynes en 1784, tué par une balle française dans les échauffourées de Lyon en 1834. La famille Mounier, venue de Lalley-en-Trièves, s'était établie à Veynes par le mariage de l'un des siens, dans la première moitié du XVIII^e siècle. La mère du colonel Mounier, Elisabeth Patras, appartenait, elle aussi, à une famille bourgeoise de Veynes bien connue.

B) Dans le même volume (pp. 45-49), article de M. ROMAN sur *Deux pseudonymes de Lesdiguières*.

C) Enfin, M. MAIGNIEN, l'érudit dauphinois dont l'histoire locale regrettera longtemps la perte encore récente, a étudié (pp. 308-324) *L'Imprimerie à Embrun*, dans le dernier quart du XVIII^e siècle. Originaire de Paris, Pierre-François Moyse quitte Grenoble, où il se trouvait depuis 1760 environ, pour s'installer à Embrun en 1776. Il meurt à Embrun le 31 mars 1794. Son fils Jean-Louis cède le commerce à Alexandre-Antoine Ferry, de Grenoble, dans l'atelier duquel il reste ouvrier.

De Moyse père ou de Moyse fils, M. Maignien relève 63 numéros, parmi lesquels figurent l'*Histoire... du diocèse d'Embrun* du curé Albert, et quelques-uns des nombreux ouvrages du P. Rossignol.

Des impressions d'époque antérieure prétendues embrunaises, dont il cite quatre numéros, M. Maignien déclare qu'elles sont apocryphes. Il a malheureusement omis de nous parler du précieux Bréviaire du diocèse d'Embrun (Bibl. Nat., vélins 2875), imprimé par Jacobin Le Rouge : *cum caracteribus industrii viri magistri Jacotini de Rubeis, Gallici, Lingonensis diocesis... in civitate nostra Ebredunensi, in magno numero...* dit, avec une précision un peu surprenante, l'ordonnance de l'archevêque Jean Baile. Cet incunable de 1490 (n. st.) avait pourtant été signalé par

J. Roman dans le « Bulletin d'histoire ecclésiastique... de Valence »... t. III (1883) et par Thierry-Poux, *Premiers monuments de l'imprimerie en France au XV^e siècle* (1890).

La Petite Revue, qui vit le jour en 1867, a suspendu sa publication depuis le décès de M. Maignien.

— Dans un autre genre, l'« Annuaire de la Société des Touristes du Dauphiné » nous a apporté en 1913-14 un article de notre confrère M. Ch. MONTJEAN, sur *Chaillolle-Vieux*, récit d'une excursion « vécue » par l'auteur et quelques compagnons de route gapençais.

**

Le « Bulletin de la Société de statistique de l'Isère » n'a point paru pendant la période 1914-18. L'année 1913 contenait : de M. KILIAN (en collaboration avec M. PUSSENOT), de *Nouvelles notes de géologie alpine*, portant surtout sur le Briançonnais ; et, pour les fervents de questions climatiques et climatologiques, une étude de M. BÉNÉVENT : *La pluviosité de la France dans le Sud-Est*, avec nombreux tableaux, schémas, et 17 planches hors texte (pp. 229-348).

A noter également, dans le même volume, *La Voie romaine de l'Oisans*, par notre confrère M. FERRAND, aperçu intéressant pour l'histoire des rapports entre Briançon et la région de Grenoble. M. Ferrand identifie *Stabatio* avec Le Monétier-les-Bains, *Durotincum* avec le hameau des Vernois, *Mellosedum* avec le Mont-de-Lent.

— C'est encore dans le domaine des questions controversées que se meut le même auteur à propos de *La Voie romaine du Mont-Genèvre à Valence*, article paru dans le « Bulletin d'archéologie et de statistique de la Drôme », année 1913. L'article de M. FERRAND avait fait l'objet d'une communication au Congrès des Sociétés savantes tenu à Grenoble en 1913, communication suivie d'observations orales de M. J. Roman.

La série des articles de l'abbé J. CHEVALIER, pendant les années 1913-18, sur *l'Eglise constitutionnelle de la Drôme*

renferme quelques détails s'appliquant à des ecclésiastiques ou paroisses de l'ancien diocèse de Gap.

— Le « Recueil des travaux de l'Institut de Géographie alpine » (année 1915) contient deux études, d'importance inégale, que je crois utile de mentionner ici :

A) De M. Ph. ARBOS (pp. 145-161), *Les moines pasteurs de Durbon*. Dans ces seize pages, M. Arbos analyse ce que les chartes de Durbon (éditées par P. Guillaume) nous apprennent des pâturages et des troupeaux appartenant à cette ancienne chartreuse, des querelles qui en résultaient avec les voisins, des privilèges dont ils étaient l'occasion, des itinéraires que suivaient les moutons pour aller transhummer tantôt en Provence, tantôt dans des parages plus septentrionaux.

B) De M. Raoul BLANCHARD (pp. 337-419), *Le Haut Dauphiné à la fin du XVII^e siècle*, d'après les procès-verbaux de la Révision des feux en 1700, — révision qui s'opérait périodiquement en Dauphiné pour réformer l'assiette de la taille. Ces procès-verbaux se trouvent au riche dépôt des Archives départementales de l'Isère.

— Outre divers articles de MM. R. Blanchard et Kilian, parus en 1917-18, on peut mentionner, dans les « Annales de l'Université de Grenoble », *La neige dans les Alpes françaises*, par M. BÉNÉVENT, et aussi une petite notice de seize pages, intitulée *Contribution à la formation du département de l'Isère*, par M. Marcel BLANCHARD : à la formation des départements en 1790, malgré l'aide de l'abbé Rolland, Corps échappa aux Gapençais, mais les Briançonnais réussirent à annexer le canton de La Grave, jadis partie intégrante de l'Oisans.

*
**

Le « Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français » publiait en 1916 (pp. 165-177), le commentaire dû à M. J. ROMAN, d'une longue et curieuse enquête sur *Le meurtre de Louis Aymé, épisode de la première guerre de Religion à Gap, en Dauphiné*. Un notaire

d'Embrun, tenant la plume comme greffier de l'Officialité, recueille les dépositions un peu confuses de 38 témoins, desquelles il résulte que la victime, jeune homme de Chorges, converti à la Réforme, s'était livrée à d'imprudentes provocations, par injures ou menaces, et aurait même tenté de porter des coups de dague à deux notables catholiques de Chorges, Claude et Jacques Souchon. Certain jour où Aymé arrivait dans son pays après une absence suspecte au parti catholique, un petit groupe d'hommes assemblés au son du tambour se précipita sur lui et le massacra. Cette scène se passait en 1563. L'année précédente, 1562, avait vu la première prise de Gap par les protestants, et aussi, dans l'histoire générale, le fameux massacre de Vassy, d'où l'on date habituellement le début des guerres de religion. Des violences comme celles que relate M. Roman montrent quelle était un peu partout, dès cette époque et jusqu'au fond de la province, la surexcitation des esprits.

— Le « Bulletin de la Société d'histoire vaudoise », paraissant à Torre Pellice (Italie), publiait en 1913 une *Histoire du retour des Vaudois en leur patrie après un exil de trois ans et demi* attribuée au pasteur Henri ARNAUD par analogie avec une autre relation publiée par Arnaud en 1710. Au nombre de ces « héros de la rentrée », acteurs ou témoins de faits encore assez peu connus, le Bulletin Vaudois consacre une mention particulière à Cyrus Chion, de la famille dauphinoise qui fournit, au XVII^e siècle, tant de pasteurs et de notabilités à la R. P. R. Pasteur lui-même à Montbrun, Rosans, Pont-en-Royans, émigré à la Révocation, tour à tour favori et suspect en Piémont — suivant les fluctuations de la politique du duc de Savoie — ; arrêté et détenu lors de l'odyssée des Vaudois ; aumônier des troupes réfugiées ; enfin exilé, passé dans le Palatinat, pasteur à Pforzheim (actuellement grand-duché de Bade), Cyrus Chion eut assurément une existence des plus mouvementées.

NÉCROLOGIE

David MARTIN

La Société d'Etudes des Hautes-Alpes a perdu en David Martin un adhérent de la première heure, un collaborateur assidu, un administrateur dévoué.

Ce qu'il fut comme géologue, archéologue, minéralogiste, botaniste, la simple liste de ses œuvres donnée plus loin permet de s'en rendre compte. Ce n'est pas du savant, c'est de l'homme que nous voulons parler ici. Pourtant, en David Martin, il est impossible de séparer tout à fait l'un de l'autre; car nul plus que lui ne vécut pour la science, à laquelle il consacra son existence, qu'il aima et cultiva avec le dévouement le plus désintéressé. Sans prétendre juger son œuvre, nous pouvons dire que sa méthode reposait entièrement sur l'observation des faits. Il lut surtout dans le livre de la nature, et sa vie se passa en explorations continues dans nos montagnes et dans le bassin du Rhône, parfois en compagnie de quelque savant de ses amis, par exemple de l'illustre spéléologue Martel, le plus souvent seul.

Ses découvertes, ses travaux justement estimés, n'altérèrent jamais sa profonde modestie, ni la simplicité et la bonhomie foncières de sa nature. Pourtant, il aurait eu le droit d'être fier quand il jetait un regard en arrière et remontait à son point de départ.

Il était né à Lallé, commune de Saint-Jacques-en-Valgondemar, le 27 mars 1842. Issu d'une modeste, mais très honorable famille de propriétaires cultivateurs, il semblait destiné à marcher sur les traces de ses devanciers. Dans un

article publié en 1915 par *La Montagne*, organe du Club alpin français, et intitulé : *Une vie de berger*, il raconte son enfance passée à garder le troupeau de son père. « Cette existence, dit-il, je la trouvais pleine de charmes... Elle m'a donné, grâce à Dieu, deux impérieux besoins, celui de pratiquer la montagne et celui d'acquérir des connaissances. »

Un jour de l'été 1854, son aîné, notre confrère l'abbé Alphonse Martin, avait ramassé des fossiles que les gens du pays appelaient des *saints soleils* (nom local de l'ostensoir), et les avait alignés sur le rebord extérieur de la fenêtre. Un étranger de passage les remarqua, s'approcha de la porte et demanda qu'on voulût bien les lui remettre. « Je suis, dit-il, M. Charles Lory, professeur à la Faculté de Grenoble. » — « Cet éminent géologue, ajoute David Martin, après avoir donné quelques renseignements sur nos montagnes et sur les fossiles, félicita chaudement Alphonse et nous engagea tous à ramasser les fossiles que nous rencontrerions. Les explications, les encouragements et ce je ne sais quoi qui rayonnait de la personne de cet étranger ne furent peut-être pas étrangers à l'orientation de mes recherches. »

Quoi qu'il en soit, David Martin, ne tarda pas à abandonner la vie pastorale et s'adonna à l'étude pour laquelle, dès l'enfance, il avait manifesté le goût le plus vif. En 1864, il sortit avec le brevet complet de l'école normale d'instituteurs de Gap. Après avoir, durant quelques mois, enseigné dans le Var, il revint dans son département d'origine, et, de 1864 à 1894, fut successivement répétiteur au collège d'Embrun, répétiteur et ensuite professeur au collège de Gap, enfin professeur d'histoire naturelle au lycée de cette ville. Admis à la retraite le 13 octobre 1894, il se consacra plus que jamais au travail, partageant son temps entre l'organisation du Musée départemental, dont il était conservateur, et ses recherches géologiques.

Ses courses lui avaient créé dans la région de très nombreuses relations, et il put découvrir et sauver beaucoup d'objets dont le Musée s'enrichit. C'est ainsi que, grâce à lui, fut acquise, au moyen d'une souscription, la *ceinture de*

l'âge du bronze qui en est l'un des plus précieux joyaux. Si en très peu d'années notre Musée a reçu d'importantes collections et de nombreux objets, classés avec goût et méthode, ce résultat est dû en grande partie à son zèle et à son dévouement.

Un jour, ayant appris qu'il était question d'exploiter, pour l'exécution d'un travail public, le beau bloc erratique de *Peyre-aucel* (la pierre-oiseau), qui domine le Buzon, dans la commune de Romette, il n'hésita pas à prendre l'initiative de traiter avec le propriétaire et obtint de lui l'engagement de conserver intact ce monument naturel, en attendant que la situation fût régularisée par un arrêté de classement en date du 9 mai 1914. Il prit aussi une part active aux fouilles pratiquées dans les *tumuli* de Chabestan.

David Martin, nous l'avons dit, était depuis la fondation membre de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, où sa place était marquée d'avance. Les lecteurs du *Bulletin* ne l'ignorent pas et ont apprécié les nombreux travaux qu'il y a publiés. Il était depuis plusieurs années, l'un de nos vice-présidents. En 1911, notre Société lui décerna, en assemblée générale, le premier prix (150 fr.) du concours ouvert entre les auteurs de mémoires manuscrits d'ordre historique, scientifique ou littéraire, pour son travail intitulé *Phénomènes pléistocènes du Sud-Est de la France*, en exprimant « le regret de ne pouvoir attribuer une récompense plus importante à cette œuvre si méritoire qui fera honneur à notre pays ».

Cette étude, publiée dans plusieurs numéros de notre *Bulletin*, a été terminée dans le troisième fascicule de l'année 1918, paru — coïncidence émouvante —, à l'époque même de la mort de notre regretté confrère.

Au mois de septembre dernier, en effet, il fit dans le Briançonnais son dernier voyage, au cours duquel il s'occupa, avec son ami Paul Guillemin, de régler les détails de la création au Musée départemental d'une salle de l'alpinisme. Rentré à Gap le 21, il fut atteint d'une congestion pulmonaire, à laquelle il succombait cinq jours après.

Des discours émouvants prononcés sur sa tombe par

M. Décis, inspecteur d'Académie, au nom du corps universitaire, et par M. Chauvet, président de la Société d'Études, au nom de cette société, de l'Association des Amis du Musée et des amis personnels du défunt, rendirent un éloquent et juste hommage à l'homme serviable et bon, au professeur distingué, au savant laborieux et modeste, au chrétien convaincu qui venait de terminer une carrière toute de dévouement, de travail et d'honneur.

E. H.

Liste des œuvres de D. MARTIN

On n'a pas la prétention de donner ici une bibliographie complète. Pour gagner de la place, on laissera volontairement de côté les publications de notre regretté confrère parues avant 1912 dans le *Bulletin de la Société d'études*, soit 42 articles, qui pourront être facilement retrouvés avec les tables de 1882-1891 et 1892-1911. Seront également omis les articles de journaux, sauf lorsqu'ils ont été l'objet de tirages à part.

J'ai retrouvé dans les papiers de David Martin, aimablement offerts aux Archives départementales par son gendre, M. Bertrand, deux études partiellement rédigées. — La première, que l'auteur se proposait d'intituler : « Contribution géologique, topographique et historique à la détermination du passage d'Annibal dans les Alpes », comprend trois chapitres à peu près mis au point ; l'un est relatif aux modifications du climat et de la topographie post-glaciaires ; l'autre concerne le défilé de Saint-Martin-de-Queyrières et le col de l'Echelle envisagés au point de vue du passage d'Annibal¹ ; le troisième est consacré au delta du Rhône à travers les âges. — La deuxième étude a pour

¹ Cf. la communication faite par D. Martin à l'assemblée générale du 21 décembre 1917. (*Bull. 1^{er} trim. 1918*, p. xx.)

titre le « Delta du Var » : des fragments importants en ont été publiés dans le chapitre XVIII des *Phénomènes pléistocènes du Sud-Est de la France*.

Le Comité de publication jugera s'il y a lieu d'imprimer, au moins partiellement, la première de ces études.

N.-B. — Dans la liste ci-dessous, l'astérisque indique les travaux pour lesquels la Bibliothèque des Archives ne possède pas de tirage à part. — B. F.

L'Ancien Cañon de la Blache et les vallées mortes du Gapençais, dans la *Géographie*, 15 juillet 1906, 12 p.

Aperçu sur la glaciation de quelques vallées des massifs subalpins du Sud-Est de la France, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, mai 1908, 15 p.

Aperçu sur quelques faits nouveaux ou peu connus relatifs à la période glaciaire, dans *Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences*, congrès de 1902, 7 p.

Les « Boris » de Provence, dans *Annales de Provence*, 1912, 14 p.

Bulletin du musée de Gap, 1895. (N° 1, seul paru).

Ceinture de l'âge du bronze acquise par le musée de Gap, dans *Bull. Soc. ét. H.-A.*, 1915, 14 p. et planche.

Le Chemin de fer du Drac et la défense des Alpes, dans *Alpes Républicaines*, 1887, 15 p.

La Crau et la Durance, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, janvier 1907, 14 p.

Dérivations préglaciaires de la Durance et cañons adventifs subglaciaires, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, avril 1906, 13 p.

Emploi avantageux en horticulture des sources chaudes [de Serre-Ponçon], dans *Courrier des Alpes*, 6 novembre 1913, 4 p.

Excursions géologiques dans les vallées limitrophes de l'Ubaye et de la Durance et sur la frontière italienne, dans *Alpes Démocratiques*, sept.-décembre 1887, 111 p.

Faits nouveaux, ou peu connus, relatifs à la période gla-

ciaire, dans *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon*, t. VIII (1903), 37 p.

Faune malacologique quaternaire de la craie lacustre des Hautes-Alpes, dans *Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences*, congrès de 1893, 11 p.

Feuille de Gap (topographie glaciaire du Gapençais), dans *Bulletin de la carte géologique de France*, mais 1900, 3 pages.

Feuilles de Gap, Briançon, Vizille et Die (pliocène et pléistocène du haut Drac, des Buëch et de la Durance), dans *Bulletin de la carte géologique de France*, avril 1899, 3 pages.

La Fontaine blanche de Champoléon, dans *Courrier des Alpes*, 7 septembre 1906, 8 p.

Fos, importance de sa région au point de vue archéologique et géologique, dans *Annales de la Société d'études provençales*, 1904, 13 p.

Geum heterocarpum B., de Cèüse, dans *Bull. Soc. ét. H.-A.*, 1917, 7 p.

Glaciers quaternaires des Alpes-Maritimes, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, juillet 1909, 13 p.

Inscription gallo-romaine trouvée à Fos-sur-Mer, dans *Annales de la Société d'études provençales*, 1904, 5 p.

Invasions marines des plages du golfe du Lion, dans *Courrier des Alpes*, 27 janvier 1910, 10 p.

Les Mines métalliques de Bréziers, d'après un mémoire de M. Thénau, dans *Bull. Soc. ét. H.-A.*, 1918, 7 p.

* La Moraine de Levens, Lapiaz de Sault, peyroutlets d'Oraison et de Ventavon, glaciaire de la Blanche, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, 1914, 14 p.

* Moraines de Levens et alluvions d'âge différent du Var inférieur, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, 1909-1910, 7 p.

* Note au sujet des conglomérats de Perrier, près d'Issoire, dans *Bulletin de la Société géologique de France*, 1900, 15 p.

Note sur le glacier de la Doire Ripaire et les conglomé-

rats de la Superga, dans *Bulletin de la Société géologique de France*, 1906, 6 p.

Note sur les alluvions anciennes de l'Embrunais, dans *Bulletin de la Société géologique de France*, 1898, 5 p.

Notes sur le glaciaire, dans *Bulletin de la Société géologique de France*, 1905, 9 p.

Notes sur les dépôts pléistocènes du bassin de la Durance, dans *Bulletin de la carte géologique de la France*, 1904-1905, 15 p.

Origine des basses terrasses de la Durance (feuilles de Briançon, Gap, Die, Le Buis, Digne et Forcalquier), dans *Bulletin de la carte géologique de France*, 1912, 19 p.

Origine des poudingues inclinés du seuil du Laus sur le grand Buëch. — Quelques remarques sur l'âge et sur le mode de formation des gypses des Hautes-Alpes. Dans *Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences*, congrès de 1893, 12 p.

Origine mécanique des *cancellophycus*; impressions produites par des bulles d'air sur de la vase, dans *Bulletin de la Société géologique de France*, 1904, 7 p.

* Le Péril des Bouches-du-Rhône, dans *la Nature*, 6 avril 1912, 3 p.

Les Peyroulets des hautes terrasses quaternaires de la Durance, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, mai 1913, 8 p.

* Phénomènes pléistocènes du bassin de la Durance [puis du sud-est de la France], dans *Bull. Soc. ét. H.-A.*, 1911-1918, 496 p.¹

* Projet [de construction d'une voie ferrée à travers les Alpes, de Grenoble à Nice], dans *Pall Mall illustré*, août 1913, 3 p.

* Rapport, sur les *Marbres de Navette en Valgaudemar*, 1909, 5 p.

* Seraient-ce les indices d'un changement de climat ? [à propos de l'extension de la végétation dans les Alpes], dans *la Montagne*, 20 mai 1908, 6 p.

¹ Un tirage à part de cet ouvrage paraîtra prochainement.

Sur les conglomérats sous-glaciaires de Pianezza ; raison de l'extrême rareté des variolites dites de la Durance dans les moraines de la Doire et de la Durance, dans *Bulletin de la Société géologique de France*, 1905, 3 p.

Terrasses adventives des vallées du Var et de la Bléone, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, mai 1910, 19 pages.

Traces de glaciation dans les Alpes-Maritimes, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, juillet 1909, 13 p.

Tufs quaternaires du Queyras, dans *Bulletin de la carte géologique de France*, mai 1913, 3 p.

Une vie de berger [autobiographie], dans la *Montagne*, avril-juin 1915, 24 p. et planche.

Unité de formation des basses terrasses de la Durance, dans *Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences*, congrès de 1911, 4 p.

DUPONT-DELPORTE (Le baron Hugues)

Hugues-Théodore-Henri, baron Dupont-Delporte, appartenait à une famille d'origine grenobloise. Ingénieur de l'Ecole centrale en 1866, il était d'abord entré au service de la Compagnie des Chemins de fer des Dombes. Quand les Dombes fusionnèrent avec le P.-L.-M., il devint ingénieur dans cette dernière compagnie.

Ses fonctions l'amènèrent à Gap, où il passa plusieurs années, noua de cordiales relations, et s'intéressa vivement aux choses du pays. Inscrit à la Société d'Etudes comme membre fondateur, il en fut quatre ans vice-président (de 1889 à 1893). A cette époque, un déblaiement sur le parcours de la voie ferrée Gap-Briançon, dans la tranchée des Sources, à la base de la montagne de Réotier, mit à jour environ 400 monnaies romaines de dates fort diverses. M. Dupont-Delporte rendit compte en séance de cette trouvaille dont une partie vint, grâce à lui, enrichir la petite collection de notre Société, devenue, depuis, le premier fonds du Musée départemental de la Pépinière (Cf. *Bulletin de la Soc. d'Et. H.-A.*, 1890, pp. 105-106 et 218-219).

Les importants travaux qui furent son œuvre lui avaient valu le grade d'ingénieur en chef, la croix de la Légion d'honneur; puis, quand il fut admis à faire valoir ses droits à la retraite, l'honorariat.

M. Dupont-Delporte prit sa retraite à Grenoble, partageant inégalement son temps entre son appartement de ville et sa belle maison de campagne, toute proche, du Mûrier, commune de Saint-Martin-d'Hères : c'est cette dernière résidence qu'il préférait. Il fut vice-président de la Société de secours aux blessés militaires, et président de l'Association des anciens élèves du lycée. Il décéda à Grenoble le

12 novembre 1918, à l'âge de 72 ans, et fut inhumé dans la sépulture de famille de Saint-Martin-d'Hères.

Il avait, en 1870-71, bravement fait son devoir comme officier des mobiles de l'Isère.

Son souvenir n'est point encore perdu dans les Hautes-Alpes. Ceux d'entre nous qui l'ont connu apprendront avec regret la disparition de cet homme de bien au sens juste et droit, esprit distingué, ardent patriote. — J. C.

OBSERVATOIRE MÉTÉOROLOGIQUE DE L'ÉCOLE NORMALE DE GARÇONS A GAP
 Altitude : 739^m20 (moyenne barom. 699^m/m) au nord, à l'ombre. Heure des observations : 7 h. du matin (heure astronomique)
 (Relevés de M. CHANOT)

Observations du quatrième trimestre 1918

OCTOBRE					NOVEMBRE					DECEMBRE				
Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie
1	697.5	+ 1.0	-16.0	—	1	697.4	- 7.0	+ 7.5	—	1	699.4	- 4.6	+ 7.0	—
2	693.7	+ 1.2	+14.0	—	2	696.8	- 5.0	+12.0	8 ^m /-3	2	700.8	- 5.2	+ 9.5	—
3	703.8	- 3.0	-18.0	—	3	694.2	+ 2.8	-17.8	0 5	3	702.2	- 8.8	+ 9.2	—
4	699.0	- 3.8	-12.0	—	4	698.0	+ 4.8	-15.5	0 5	4	701.6	- 1.3	-15.2	—
5	699.0	- 4.0	-13.0	—	5	701.0	- 5.2	-22.5	0 7	5	703.0	- 6.0	-17.0	—
6	701.0	- 0.0	+20.0	—	6	700.0	+ 5.2	-21.2	—	6	701.0	- 8.4	-14.5	—
7	704.5	- 0.5	-22.0	—	7	699.8	+ 4.5	-15.0	—	7	699.2	- 7.5	-13.2	—
8	699.5	- 6.5	+17.0	—	8	703.5	+ 4.0	-15.0	3 6	8	700.0	- 6.8	-10.5	—
9	695.0	- 1.8	-15.0	—	9	706.0	+ 5.5	-12.5	1 5	9	698.7	- 8.5	-12.2	—
10	703.0	+ 2.0	-21.5	—	10	708.0	+ 3.0	-18.5	—	10	703.0	- 1.7	- 8.7	—
11	700.0	- 2.5	+18.5	—	11	708.0	+ 6.2	-18.0	—	11	704.5	- 7.0	- 8.7	—
12	697.0	- 0.8	-14.2	—	12	704.0	- 2.0	-13.8	—	12	701.0	- 1.0	-14.5	14 ^m /0
13	694.0	- 1.5	-10.0	38 ^m /0	13	702.2	- 2.5	-12.0	—	13	704.0	- 4.0	-12.2	—
14	694.5	+ 1.5	-13.5	5 3	14	702.5	- 0.0	- 8.7	—	14	703.5	- 4.5	-15.0	—
15	691.5	- 0.5	-12.5	—	15	700.0	- 3.5	- 8.0	2 5	15	708.5	- 4.5	-15.2	—
16	691.7	- 1.0	-14.0	—	16	698.5	- 1.8	- 7.8	—	16	706.2	- 4.5	-15.2	—
17	692.0	- 4.8	-14.8	—	17	697.2	- 3.2	-12.0	—	17	701.8	- 5.5	-15.2	—
18	692.5	- 3.2	-15.0	—	18	694.5	- 3.0	- 9.0	—	18	702.0	- 5.5	-15.2	—
19	692.0	- 5.0	-12.7	—	19	695.4	- 5.5	- 6.5	—	19	693.5	- 3.5	-15.2	—
20	700.0	+ 1.5	-13.0	3 5	20	694.4	- 3.8	- 8.2	—	20	692.0	- 3.5	-15.0	—
21	703.0	- 1.7	-16.4	—	21	701.0	- 5.5	- 9.5	—	21	697.5	- 8.5	-15.0	—
22	701.0	- 6.0	+13.0	14 5	22	701.5	-12.5	- 9.0	—	22	695.5	- 7.5	-15.0	—
23	699.0	- 5.8	-17.0	1 0	23	700.0	-12.2	- 6.5	—	23	695.0	- 6.0	-15.0	—
24	697.5	- 1.5	-15.0	11 0	24	700.0	-12.8	- 6.7	—	24	694.5	- 2.5	-15.0	—
25	695.0	- 4.7	-15.0	—	25	696.8	-11.8	- 6.0	0 5	25	695.0	- 3.2	-15.0	—
26	698.0	- 3.0	-13.5	—	26	695.8	- 4.0	- 9.0	—	26	697.0	- 8.7	-15.0	—
27	696.2	- 0.7	-13.2	—	27	696.4	- 7.0	- 8.7	4 5	27	700.5	- 9.0	-15.0	—
28	704.0	- 2.8	+15.0	—	28	697.2	- 7.0	-10.5	—	28	700.0	- 8.5	-15.0	—
29	701.8	- 3.8	+11.5	—	29	698.0	- 2.5	-13.8	—	29	698.0	-10.0	-15.0	—
30	705.0	- 5.5	+ 4.5	—	30	695.0	- 7.0	-13.7	—	30	697.0	- 5.0	-12.0	—
31	698.0	- 6.5	+15.7	—						31	698.5	- 4.2	- 7.5	12 0

Le Secrétaire-Gérant : B. FAUCHER.



PRÈS DE LA DURANCE

(Sonnet lu à Gap, à la conférence du 23 mars 1919)

A Monsieur Wilhelm, ingénieur en chef des
Ponts et Chaussées, ancien président de la
Société d'Etudes des Hautes-Alpes.

..... *Te sparsis incerta Druentia ripis,
Alpinique colent fluvii...*

(AUSONE, *Mosella*, v. 479-480.)

Sur la rive pierreuse, o Nymphes de Durance,
Vous avez vu passer un monde, en deux mille ans :
Le Gaulois, le Romain, des nobles, des manants,
Des cortèges de rois et des soldats de France...

Frivoles déités aux ébats turbulents,
D'une vasque trop pleine épuisant l'abondance,
Puis, avares, — au gré de votre indifférence
Vous bon lissiez, sans maître, en trop fougueux élans.

Arrêtez aujourd'hui ces courses vagabondes ;
De vos urnes, en paix, disciplinez les ondes :
Rien de plus, rien de moins que l'homme ne voudra...

Respectant à regret son ordre un peu sévère,
Aux pays d'alentour donnez force et lumière,
Et bénissez la main qui vous enchaînera.

J. CHAUVET.



Le Barrage de Serre-Ponçon

AMÉNAGEMENT AGRICOLE ET INDUSTRIEL DE LA DURANCE

Par M. Ivan WILHELM

La terrible guerre, qui vient de se terminer par notre victoire, a mis en évidence l'insuffisance de nos ressources en charbon, et la nécessité de tirer un parti aussi complet que possible de nos forces hydrauliques. En effet, si la France est relativement pauvre en combustibles minéraux, elle possède, par contre, d'importantes richesses en houille blanche, particulièrement dans la région des Alpes.

Partout on proclame la nécessité de travailler activement au relèvement économique de notre pays qui sort couvert de gloire, mais épuisé, d'une lutte gigantesque et sans merci dont l'histoire ne nous offre aucun exemple. Il faut maintenant reconstituer et faire renaître à la vie plusieurs de nos plus beaux départements qui ont été plus ou moins complètement ravagés par un ennemi barbare et cruel. Il faut aussi intensifier notre production dans toutes les branches de l'activité humaine et développer à cet effet notre outillage national, de manière à augmenter la richesse publique et à diminuer nos importations. Tâche énorme, écrasante même, à laquelle la génération actuelle devra consacrer toutes ses forces.

Parmi les œuvres à entreprendre dans le domaine de la houille blanche, celle de la création du barrage de Serre-Ponçon attire particulièrement l'attention. Je vais essayer, en quelques pages, d'exposer la consistance et l'utilité de ce projet.

Projet de Serre-Ponçon

L'emplacement du barrage est situé à deux kilomètres environ en aval du confluent de l'Ubaye, dans une partie fortement resserrée de la vallée de la Durance, dénommée défilé de Serre-Ponçon. En ce point la largeur du lit ne dépasse guère 140 m., alors qu'en amont elle est normalement de 500 à 600 m. et atteint jusqu'à 1.000 m.

La vallée sera complètement barrée par un énorme mur, qui relèvera de 85 m. le niveau des eaux de la Durance.

Pendant l'exécution des travaux la Durance sera détournée dans deux grands souterrains, au moyen d'un barrage provisoire.

Il se formera ainsi un véritable lac artificiel, dont la profondeur ira en diminuant progressivement vers l'amont, et qui s'étendra fort loin dans les vallées de la Durance et de l'Ubaye. Dans la Durance, sa longueur sera d'une quinzaine de kilomètres, et il se terminera vers le pied du cône de déjection du torrent de Boscodon. L'Ubaye sera comprise dans ce lac sur les six derniers kilomètres de son cours. Au total le lac de Serre-Ponçon aura une superficie de 1.500 hectares, soit plus de la moitié de celle du lac d'Annecy.

Depuis le barrage jusque vers Savines les terrains qui seront inondés sont généralement de peu de valeur. Ils consistent principalement en graviers, en schistes, en terrains couverts de broussailles ou de bois taillis. Dans la région de Savines, par contre, des terrains cultivés assez étendus devront être submergés. Les habitations comprises dans le champ d'inondation ne sont pas très nombreuses et se trouvent principalement à l'île de Rousset, à la Ribièrre, au

Grand-Pré, au Thubaneau, et aux abords de la gare de Prunières.

Les voies de communication de la région seront fortement touchées, et leur reconstitution nécessitera des travaux très importants. Les routes nationales n^{os} 94 et 100 seront à reconstruire sur 40 kilomètres; le pont de Savines devra être relevé de 15 mètres. A la gare de Prunières, l'inondation atteindra une hauteur de 18 mètres, et la ligne de Gap à Briançon devra être rectifiée sur une longueur de six kilomètres aux abords de cette gare. Le chemin de fer de Chorges à Barcelonnette, dont le tracé passe au milieu du futur lac, doit franchir celui-ci au moyen d'un immense viaduc à tablier métallique, de 700 m. de longueur, supporté par des piles en maçonnerie de 70 m. de hauteur. Je me demande si, dans les circonstances actuelles, on se décidera à construire ce fantastique ouvrage, qui n'aura pas son égal en France.

Je dirai en passant que, pour le chemin de fer de Barcelonnette, j'avais indiqué, mais d'ailleurs sans aucun succès, une solution beaucoup plus modeste.

**

Le volume d'eau emmagasiné dans le réservoir de Serre-Ponçon atteindra 600 millions de mètres cubes, mais, pour diverses raisons, il est probable que l'on n'en utilisera que 500 millions.

Le remplissage du réservoir s'effectuera au moyen des eaux surabondantes des crues, principalement au printemps. Les réserves ainsi accumulées seront lâchées pendant les périodes de basses eaux, c'est-à-dire surtout pendant l'hiver. Le débit d'étiage de la Durance pourra ainsi être augmenté de 25 à 30 mètres cubes par seconde; il sera donc plus que doublé.

La chute du barrage serait utilisée pour actionner une usine d'une puissance de 70.000 HP. établie en aval.

Une question très importante, et non encore complète-

ment résolue, est celle des fondations du barrage. Le rocher calcaire, contenant une certaine proportion d'argile, qui forme les deux versants, est d'excellente qualité. Il est sain, compact, résistant et imperméable. Malheureusement il plonge à une grande profondeur sous les graviers du lit de la rivière.

Dès maintenant on sait qu'au milieu de la Durance l'épaisseur de la couche d'alluvions est au moins de 42 m. Comme le barrage devra être fondé entièrement sur le rocher, on conçoit quel déblai, formidable autant que difficile, il sera nécessaire d'exécuter.

La hauteur totale du barrage atteindrait 130 m., et dépasserait d'une vingtaine de mètres celle du barrage le plus élevé existant à l'heure actuelle dans le monde entier. Son épaisseur à la base serait de 125 m. Le volume de la maçonnerie de béton qui constituerait le barrage serait d'environ un million de mètres cubes.

Comme on approche de la limite des possibilités techniques, il ne faudrait pas que le rocher descendit beaucoup plus bas que 42 mètres.

Ceci m'amène à résumer ici les différentes phases de la question de Serre-Ponçon.

Historique sommaire

La première idée de construire un barrage à Serre-Ponçon remonte au milieu du siècle dernier. A cette époque on songeait, à la suite d'inondations qui avaient été particulièrement désastreuses dans le bassin du Rhône, à construire de grands réservoirs sur les affluents du fleuve, pour retenir les eaux des crues, avec l'espoir d'éviter le retour de fléaux de cette nature : espoir chimérique, ainsi que l'on ne tarda pas à s'en rendre compte. Aussi, les projets de barrages que l'on avait envisagés furent-ils tous abandonnés.

Parmi eux figurait celui de Serre-Ponçon.

Des sondages furent exécutés dans le lit de la Durance en 1857, mais l'entrepreneur de ces travaux, qui avait

consenti un marché forfaitaire à raison d'un prix déterminé par mètre courant de forage, s'aperçut bientôt qu'il avait fait une mauvaise affaire. Comme il était insuffisamment surveillé, il en profita pour annoncer la découverte d'un prétendu rocher, à des profondeurs de plus en plus faibles pour chacun des trois sondages qu'il entreprit. Le forage le plus profond n'avait pas dépassé 10 mètres.

Beaucoup plus tard, à la suite des pénuries d'eau agricoles qui sévirent dans la basse Durance, en 1895 et 1896, la question des barrages fut remise à l'ordre du jour.

La proposition que je fis en faveur du projet de Serre-Ponçon fut prise en considération par le Ministère de l'Agriculture et par les deux départements intéressés : Bouches-du-Rhône et Vaucluse ; une étude d'ensemble fut prescrite, comportant l'exécution de sondages dans le lit de la Durance.

Ces sondages, commencés pendant l'été de 1898, présentèrent de sérieuses difficultés, principalement parce que l'on ne s'était pas outillé pour descendre à de grandes profondeurs. Un jour, c'est une crue de la Durance qui emporte la passerelle. Une autre fois, c'est le trépan qui se casse au fond du trou de sonde, ce qui entraîne une sérieuse perte de temps. Puis c'est l'hiver qui arrive, rendant le travail presque impossible dans cette gorge de Serre-Ponçon où le soleil ne se montre presque plus : à cette époque il ne restait d'ailleurs qu'à terminer le sondage entrepris au milieu de la rivière.

Deux autres sondages, exécutés à 25 m. de chaque rive, avaient nettement indiqué la présence du rocher, à une profondeur de 10 à 11 mètres.

Au milieu de la Durance la sonde s'enfonçait chaque jour un peu plus dans la masse des alluvions, ruinant ainsi peu à peu les espérances qu'avaient fait concevoir les anciens sondages. Au lieu de fondations relativement faciles pour le barrage, il devenait nécessaire d'envisager des travaux d'une difficulté exceptionnelle. A partir du moment où la sonde dépassa la profondeur de 30 m., la plupart de

ceux qui avaient été des partisans convaincus du projet de Serre-Ponçon abandonnèrent successivement la partie.

Tous les jours je recevais un bulletin qui me tenait au courant de la marche des travaux. Or, un beau jour du mois de mars 1899, je reçus un télégramme m'annonçant que « l'on battait sur le dur ».

Dès le lendemain, je me rendis à Serre-Ponçon. Mais une déception m'y attendait. Des éboulements s'étaient produits au fond du trou de sonde, et, en voulant les reprendre, on ne faisait que les aggraver. Cela devait arriver un jour, car, ayant épuisé tous les calibres de tubages, on marchait depuis trois semaines à découvert, et la colonne métallique qui devait empêcher les éboulements dans le trou de sonde n'avait pu dépasser une profondeur de 26 m. Il était inutile, dans ces conditions, de s'obstiner, et il fallut abandonner le sondage. Pour avoir la certitude de la présence du rocher il aurait fallu pouvoir y pénétrer de quelques mètres.

Nous n'avons donc pu obtenir qu'une probabilité, mais j'ai des raisons de la croire très forte.

Malgré les conditions très défavorables que présentait la fondation je crus devoir dresser quand même un avant-projet détaillé du barrage-réservoir de Serre-Ponçon, qui fut envoyé en 1901 au ministère de l'Agriculture. J'envisageais une retenue de 50 m. de hauteur, qui aurait donné au réservoir une capacité de 186 millions de mètres cubes.

Ce projet, sans être jugé irréalisable, fut écarté à cause des difficultés exceptionnelles qu'il présentait.

Ainsi se termina la deuxième phase de l'affaire de Serre-Ponçon, celle que l'on pourrait appeler la phase agricole.

*
**

Dès l'année 1900, j'avais été chargé d'une mission ayant pour objet de rechercher, dans tout le bassin de la Durance, les emplacements les plus favorables à la création de barrages de retenue d'eau. Ma conclusion fut que les meilleurs

emplacements se trouvaient dans la vallée du Verdon. J'en irai quelques mots plus loin.

Quelques années plus tard, en 1908, en présence de l'importance de plus en plus grande que prenait la question de l'utilisation des forces motrices de la Durance, la pensée me vint de reprendre le projet de Serre-Ponçon, mais cette fois non seulement dans un but agricole, mais aussi et surtout dans un but industriel.

Pour régulariser le régime de la Durance à ce double point de vue il faut porter au maximum la capacité du réservoir, et c'est ainsi que je fus amené à amplifier considérablement le projet primitif. Je rédigeai sur la question ainsi posée un mémoire que la Société d'Études des Hautes-Alpes voulut bien insérer dans son bulletin (année 1909, 2^e trimestre), et dont les tirages à part me servirent à faire de la propagande en faveur de mes idées.

Je parvins ainsi à intéresser à mon projet des industriels considérables, et aussi le Conseil général des Hautes-Alpes. Les premiers constituèrent une société dénommée « Société pour la Régularisation de la Durance », qui avait pour objet immédiat l'exécution de nouveaux sondages. De son côté l'Assemblée départementale, par un vœu fortement motivé, attira l'attention des pouvoirs publics sur l'intérêt que lui paraissait présenter la reprise des études du projet de Serre-Ponçon.

Il y avait d'ailleurs une première question très urgente à résoudre. On était, en effet, sur le point de commencer les acquisitions de terrains pour le chemin de fer de Barcelonnette, aux abords de la traversée de la Durance : il s'agissait donc de savoir si l'on conserverait l'ancien tracé, ou si l'on réserverait, par l'adoption d'un nouveau tracé, la possibilité de réaliser le projet de Serre-Ponçon.

Au mois d'août 1910, M. Millerand, ministre des Travaux publics, fit un voyage de plusieurs jours dans la région des Alpes, sur la demande de la Chambre syndicale des Forces hydrauliques. Les explications qui lui furent données sur place, à Serre-Ponçon, lui firent comprendre l'intérêt que pouvait présenter la création du barrage pro-

jeté. L'année suivante, une décision ministérielle prescrivait la déviation du chemin de fer de Barcelonnette.

A la même époque, les deux ministères intéressés (Travaux publics et Agriculture) accordaient une subvention de cent mille francs pour les nouveaux sondages projetés à Serre-Ponçon, dont l'exécution commença en août 1912. En ce qui concerna ceux-ci, une nouvelle méthode fut adoptée, permettant de voir et de toucher le rocher de fondation : un grand puits vertical fut creusé dans le rocher, sur la rive droite de la Durance, en bordure de la route nationale, et descendu jusqu'à 60 m. de profondeur ; on installa dans ce puits un monte-charge et au fond une pompe centrifuge, le tout mû par l'électricité produite dans une petite centrale à vapeur, actionnée par des locomobiles. Cela fait, on partit du fond du puits pour creuser un souterrain sous le lit de la Durance, jusque vers la rive gauche.

Si ce tunnel se maintenait constamment dans le rocher, la preuve serait ainsi faite qu'en aucun point du profil de la Durance l'épaisseur de la couche de gravier ne dépasserait 55 mètres.

Au commencement tout alla bien. Les eaux d'infiltration étaient très peu abondantes et leur évacuation à l'extérieur ne nécessitait qu'une faible partie de la puissance de la pompe. Mais, le 1^{er} avril 1913, il se produisit un événement aussi surprenant qu'inattendu.

La longueur du souterrain était de 72 m., et l'on avait atteint sensiblement le milieu du lit, lorsque les ouvriers qui travaillaient à l'avancement furent brusquement surpris par le jaillissement d'une puissante source d'eau chaude.

Cette extraordinaire et impressionnante nouvelle me fut communiquée à Grenoble, par mon collègue chargé du contrôle des sondages, M. l'Ingénieur en chef de La Brosse, qui me proposa de l'accompagner immédiatement à Serre-Ponçon, pour examiner la situation et aviser aux mesures à prendre. Le 3 avril, dans la matinée, nous étions à pied d'œuvre.

Après un légitime moment d'énui le personnel s'était ressaisi : comme la pompe s'était montrée capable d'épuiser

le débit de 20 litres par seconde que donnait la source d'eau chaude, le travail avait pu reprendre au fond de la galerie, bien que fortement gêné par d'abondantes vapeurs. L'eau de la source était, en effet, à la température de 48° !

Nous nous fîmes descendre au fond du puits. La promenade dans la galerie n'eut rien d'agréable, mais fut prodigieusement intéressante. Nous nous rendîmes compte que le rocher était partout sain et compact, et nous vîmes la fameuse source qui, chose curieuse, jaillissait de la partie supérieure de la galerie. Quelques heures plus tard nous repartîmes pour Grenoble, emportant la conviction que les travaux pourraient être poursuivis normalement. Mais au bout de deux jours, il se produisit un nouveau coup de théâtre. L'irruption d'eau chaude devient soudain formidable, avec un débit qui a été estimé à plus d'un mètre cube par seconde. Les ouvriers ont tout juste le temps de se sauver, suivis de près par l'eau qui montait derrière eux dans le puits. La pompe d'épuisement est noyée et il faut arrêter les travaux.

Une fois de plus la nature avait bien défendu son secret...

*
**

Des discussions prolongées eurent lieu dans la suite au sujet de la meilleure solution à adopter pour la reprise des sondages, et aussi pour résoudre la question des voies et moyens, question importante, car la solution la plus modeste devait nécessiter plusieurs centaines de mille francs.

Aucune décision n'avait encore été prise, lorsque survint la guerre qui arrêta tout. Pourtant, au bout de moins de trois ans, la guerre elle-même, en nous démontrant la nécessité d'aménager nos richesses en houille blanche, ramenait l'attention sur le projet de Serre-Ponçon.

Au mois d'octobre 1917, à la suite d'une démarche faite par les représentants des Hautes et Basses-Alpes, M. Clavelle, ministre des Travaux publics, décidait la reprise et l'achèvement, aux frais de l'État, des sondages de Serre-

Ponçon : un crédit de 400.000 francs fut ouvert pour leur exécution.

Par suite de l'état de guerre, ces travaux ont subi de longs retards, mais ils vont commencer prochainement : j'espère que dans quelques mois ils permettront de formuler des conclusions définitives, et que celles-ci ne s'écarteront pas trop de celles que l'on avait tirées des sondages exécutés il y a vingt ans. Comme l'exploration par galerie souterraine a donné des renseignements précis sur la nature et la qualité du rocher, on a repris l'ancienne méthode des forages tubés, mais avec des moyens plus puissants.

Ceux qui s'intéressent particulièrement à la question de la source thermale devront donc s'armer de patience, car il est très probable qu'on la reverra seulement lors de l'exécution des fouilles de fondation du barrage.

Limons et Graviers

Tout le monde sait qu'en temps de hautes eaux les rivières torrentielles, telles que la Durance et ses affluents, charrient d'importantes quantités de matériaux solides : limons, sables, graviers et galets. En arrivant dans l'eau tranquille d'un réservoir, ces matériaux s'y déposeront, en diminuant progressivement sa capacité utile.

Certains esprits pessimistes ont prétendu que tous les barrages que l'on pourrait construire dans le bassin de la Durance seraient condamnés à un envasement rapide; sans aller aussi loin, il faut cependant reconnaître que la question est grave et mérite un sérieux examen. Pour ne pas étendre démesurément un exposé déjà long, je me bornerai à donner ici les conclusions de mes études :

1°) le volume des matériaux charriés annuellement par la Durance, à Serre-Ponçon, paraît pouvoir être évalué, en moyenne, à 200.000 m. cubes de graviers et 2.600.000 m. cubes de limons. Dans l'espace d'un siècle la capacité du réservoir de Serre-Ponçon serait réduite de moitié ;

2°) de là découle la nécessité de procéder à des travaux

permanents de dévasement, sinon de suite, tout au moins à l'expiration d'une période de quinze à vingt ans ;

3°) l'enlèvement des dépôts ne pourra être obtenu, pratiquement, qu'en recourant à des dragages.

Les graviers, relativement peu abondants, seront transportés et déposés dans la partie inférieure du réservoir, d'une capacité de cent millions de mètres cubes, qui ne sera pas utilisée, ainsi que je l'ai déjà dit. Quant aux limons, ils seront soulevés et mis en mouvement par des injections d'eau et d'air comprimé, puis aspirés par des dragues suceuses, et refoulés de proche en proche jusqu'au voisinage immédiat du barrage ; l'eau trouble dans laquelle ils seront en suspension s'écoulera en aval, soit par les turbines de l'usine, soit par le déversoir du barrage ;

4°) dans les conditions d'avant-guerre, j'avais évalué les dépenses des dragages à 600.000 francs par an, chiffre important, certes, mais admissible, car l'énergie récupérée au moyen du barrage ne serait grevée que d'un millime par kilowatt-heure ;

5°) il ne faudrait pas trop compter sur les travaux de reboisement et de regazonnement pour diminuer de façon sensible le charriage des matériaux solides par la Durance.

Ces travaux, qui donnent de bons résultats sur les sols en pente douce et point trop dégradés, restent impuissants pour remédier aux corrosions qu'exercent les torrents dans les dépôts glaciaires, les marnes ou terres noires, et quelques autres roches friables (torrents de Boscodon, de Réallon, du Riou-Bourdoux, etc.).

Résultats à attendre du Barrage-Réservoir de Serre-Ponçon

Le barrage-réservoir de Serre-Ponçon permettra d'augmenter de 25 à 30 mètres cubes par seconde le débit d'étiage de la Durance. Cette amélioration profitera plus ou moins complètement à toutes les usines situées en aval.

Pour le moment il n'en existe encore que trois, celles de

Ventavon (30.000 HP. avec 50 m. de chute), de La Brillanne (17.000 HP. et 22 m. de chute) et du Largue (6.500 HP. avec 9 m. de chute). Mais deux autres usines sont en construction, celle de Sisteron, qui développera une puissance de 44.000 HP, avec une chute nette de 48 m., et celle de Sainte-Tulle, qui produira 40.000 HP. sous 35 m. de chute. Sur toutes les autres parties de la Durance, d'ailleurs, des concessions de forces motrices sont demandées, ou des projets sont à l'étude.

Sans parler de la partie de la Durance en amont de Savines, on peut prévoir que, dans un avenir peut-être pas trop lointain, toute la pente de la Durance, depuis Serre-Ponçon, y compris la chute du barrage, jusqu'à une vingtaine de kilomètres en amont d'Avignon, sera utilisée dans une succession de puissantes usines hydro-électriques. Lorsque ce résultat sera obtenu on aura aménagé une chute nette totale de 600 m., et la puissance utilisable atteindra 650.000 HP.

L'eau récupérée sur les crues, et lâchée ensuite pendant les périodes d'étiage, passera successivement dans les turbines de ces usines, en produisant un supplément d'énergie qui peut être évalué à 500 millions de kilowatts-heures par an. Cette quantité d'énergie est celle qui pourrait être produite par des usines à vapeur qui consommeraient annuellement 500.000 tonnes de charbons : on peut donc dire que la création du barrage de Serre-Ponçon équivaldrait à la découverte d'une mine de charbon qui produirait 500.000 tonnes par an et serait inépuisable.

En aval du défilé de Mirabeau, le débit régularisé de la Durance, après avoir produit de l'énergie électrique dans les usines, alimenterait les grands canaux qui arrosent les belles et riches plaines de la Provence, en apportant des améliorations importantes aux conditions actuelles des irrigations.

Etude Financière

Avant la guerre le coût du barrage-réservoir de Serre-Ponçon était évalué à 70 millions. Dans les conditions à prévoir pour l'après-guerre il faut envisager une dépense de 120 à 130 millions.

Cette énorme dépense serait d'ailleurs largement justifiée par les divers avantages que comporterait l'utilisation du barrage.

La chute du barrage vaudra à elle seule au moins 40 millions.

Il resterait donc à trouver la rémunération d'un capital de 80 à 90 millions.

J'ai dit que le barrage permettra de récupérer dans les usines d'aval 500 millions de kwh par an. En comptant cette énergie, qui correspond à de la puissance d'étiage, au prix très faible de 2 centimes le kwh, on obtient une annuité de 10 millions.

Sans parler des avantages agricoles — qui sont cependant considérables — on voit que les intérêts industriels en jeu sont de nature à justifier amplement la création du barrage de Serre-Ponçon. Si le projet aboutit, il paraît probable que les travaux seront exécutés par l'Etat, et que des redevances seront imposées aux usines situées en aval, d'abord à celles déjà existantes, et successivement à toutes les autres, à mesure qu'elles seront réalisées.

Il convient cependant de retenir que l'aménagement complet de la Durance pourra demander beaucoup de temps. Cet aménagement se trouve naturellement lié à la possibilité de trouver des emplois rémunérateurs pour les formidables quantités d'énergie qui seront produites : or, c'est là qu'est la difficulté.

Lorsque l'on aura pourvu à tous les besoins en énergie électrique de la région pour l'éclairage, le chauffage, la cuisson des aliments, la force motrice, l'électrification des principales lignes du réseau P.-L.-M. dans la région du Sud-Est, il restera disponible la plus grande partie de

l'énergie des usines de la Durance, et l'on doit se demander ce que l'on pourra bien en faire.

Les seuls débouchés que l'on puisse envisager sont ceux qu'offrent l'électrochimie et l'électrometallurgie, et il faut bien reconnaître qu'ils sont actuellement insuffisants. Toutes les fabrications basées sur l'emploi du courant électrique ont été atteintes par la limitation des débouchés, ou par la surproduction qui a amené l'avilissement des prix et le marasme des affaires. Il en a été ainsi pour le carbure de calcium, les chlorates, la soude et le chlore, les aciers spéciaux, les ferro-alliages, l'aluminium, etc... Il n'y a eu d'exceptions que pendant la guerre, où les besoins de la défense nationale ont nécessité certaines productions très intenses, mais seulement temporaires. Même les engrais azotés, et notamment la cyanamide calcique, arriveront assez rapidement à la pléthore.

C'est en cela que consiste la différence essentielle entre la houille blanche, dont les applications sont restreintes, et la houille noire dont la vente ne peut connaître aucune limite. Ayons cependant confiance dans les progrès que l'industrie réalise tous les jours, et espérons que l'on trouvera peu à peu l'utilisation rationnelle des énormes forces motrices qui sont encore disponibles dans nos régions montagneuses.

Autres projets de barrages

Aménagement général des eaux de la Durance

La question des barrages doit être examinée dans son ensemble. Le projet de Serre-Ponçon n'est pas le seul qui soit digne d'attention. Il y a d'autres projets de barrages qui, pour être moins grandioses, n'en sont pas moins fort intéressants, tout en étant de réalisation moins difficile.

Presque tous ces barrages seraient situés dans la vallée du Verdon qui, grâce à une succession d'étranglements faisant suite à des parties larges, grâce aussi à une pente

générale assez faible, offre des facilités exceptionnelles pour la création de grands réservoirs.

Sur le Verdon lui-même trois emplacements de barrages ont été prévus :

1° Barrage de Gréoulx, à 4 kilomètres en amont du village de ce nom. La hauteur de la retenue serait de 53 m. et la capacité du réservoir de 97 millions de m. cubes. Le rocher de fondation se trouve à des profondeurs relativement faibles, ne dépassant pas 10 m. ;

2° Barrage de Caréjuan, en aval de Castellane. Hauteur utile : 75 m. Capacité utile : 140 millions de m. c. Fondations : 6 à 7 m. ;

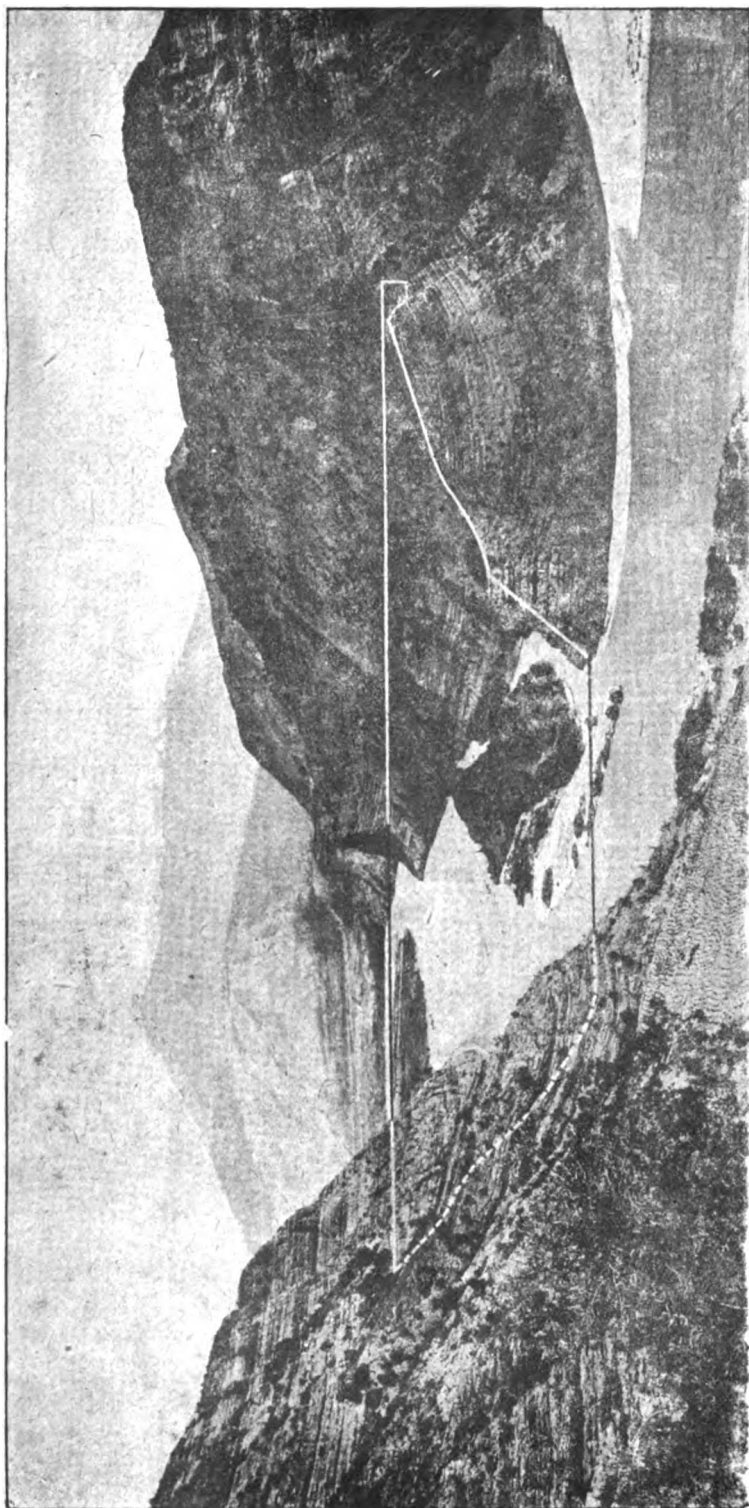
3° Barrage de Castillon, en amont de Castellane. Hauteur utile : 60 m. Capacité utile : 80 millions de m. c. environ. Fondations : 5 à 6 m. ;

Je citerai en outre le projet d'aménagement du lac d'Allos, et celui de la création d'un barrage à La Martre (Var), sur l'Artuby, affluent du Verdon. Je dirai enfin que j'ai indiqué, récemment, la possibilité de créer près de Rians (Var) un grand réservoir qui serait alimenté par une dérivation du Verdon. La hauteur du barrage serait de 46 m. et la capacité utile du réservoir serait de 330 millions de mètres cubes.

Comme on le voit, on n'a que l'embarras du choix, et c'est peut-être ce qui rend la solution plus difficile.

C'est le projet de Gréoulx qu'avait été le plus en faveur de 1901 à 1910. Une étude complète avait été faite, et le projet a été soumis à l'enquête d'utilité publique ; une combinaison financière avait été adoptée ; enfin, un projet de loi fut déposé, mais il ne put être voté, à cause de l'opposition du département du Var.

Depuis quelques années, c'est le barrage de Caréjuan qui tient la première place. Le Ministre de l'Agriculture a décidé, en principe, qu'il sera exécuté par l'État. Avant la guerre, la dépense était estimée à 15 millions. L'objet principal de ce barrage est de permettre la dérivation de la



EMPLACEMENT (INDIQUÉ PAR LE TRACE BLANC) DU BARRAGE PRÉVU A SERRE-PONÇON SUR LA DURANCE

(Cliché de la Revue « La Houille Blanche », J. Revy, éditeur à Grenoble).

Vue prise de l'aval.

source de Fontaine-l'Evêque, en assurant aux usagers des eaux du Verdon et de la Durance les compensations auxquelles ils ont droit.

Le programme d'aménagement des eaux du Verdon comporte, en outre, la suppression complète des pénuries d'eau agricoles de la basse Durance.

A mon avis, la meilleure solution pour réaliser ce programme consisterait à construire les barrages de Caréjuan et de Rians.

L'exécution de ces travaux ne saurait d'ailleurs porter aucune atteinte à l'utilité du barrage de Serre-Ponçon, qui est forcément de réalisation plus lointaine. Au point de vue industriel, il est évident que Serre-Ponçon conservera toute son utilité; au point de vue agricole il n'y aura plus, il est vrai, de pénurie d'eau à combattre, mais le barrage de Serre-Ponçon permettra, en augmentant de 25 à 30 m. c. le débit d'étiage d'été, de réaliser l'extension, si désirable, des irrigations de la basse Durance.

En terminant ce chapitre, je dois signaler la possibilité de créer un barrage fort intéressant sur le Guil, dans les gorges de la Chapeluc. Avec une retenue d'une centaine de mètres de hauteur on obtiendrait une réserve de 30 millions de mètres cubes.

Un autre barrage pourrait être créé avantageusement sur la haute Ubaye, dans la gorge du Castelet en amont de Saint-Paul.

Conclusion

Nous sommes dans la troisième phase de l'affaire de Serre-Ponçon, qui complète et résume les phases précédentes.

A l'intérêt qui s'attache à combattre les crues de la Durance, à améliorer et étendre les irrigations, s'ajoute l'intérêt encore beaucoup plus puissant que comporte la régularisation du régime industriel de la rivière.

L'utilité du projet n'est contestée par personne.

Il faut espérer que l'on parviendra à vaincre les difficultés, assurément très grandes, que rencontre sa réalisation au point de vue technique et au point de vue financier ; nous pourrons alors, dans une dizaine d'années, contempler un des plus grands barrages du monde, et admirer le lac artificiel de la Durancé qui constituera une attraction peu ordinaire, dans un site sauvage et grandiose.

Nombreux seront les touristes qui viendront parcourir ses rives ou naviguer sur ses eaux bleues, dans lesquelles se mireront les hautes cimes du Morgon et du Colbas.



CHARANCE

Par M. Edmond HUGUES¹

Le quartier de Charance n'est pas seulement l'une des parties les plus fertiles et les plus pittoresques du bassin gapençais. Il a sa physionomie propre, son histoire, ses coutumes. A ces titres divers, il me paraît comporter une courte monographie.

Il est compris entre le ruisseau de Bonne, au nord, le coteau de Puymaure, qui le sépare de la ville de Gap, au levant, le torrent de Malecombe, au midi, le sommet de la montagne, ou soit-il la commune de Rabou, au couchant.

Le climat y est tempéré, à l'abri de la bise venant du col Bayard. En revanche, il reçoit parfois les atteintes du vent du nord-ouest, appelé vent de Rabou ou gros vent (*grossa aoire*), et qui n'est autre que le mistral.

¹ A l'assemblée générale de notre Société du 23 décembre 1918, notre savant confrère, M. Joseph Roman, membre correspondant de l'Institut, donna lecture d'une note sur le château de Charance. Elle intéressa vivement tous les auditeurs et plus particulièrement ceux qui, comme moi, sont propriétaires dans ce quartier. Invité à compléter cette note et à la transformer en un article pour le bulletin, M. Roman préféra m'autoriser gracieusement à utiliser les résultats de ses recherches. J'en ai largement usé et je lui en exprime toute ma gratitude.

J'ai puisé également dans *l'Histoire de la ville de Gap et du Gapençais*, de Théodore GAUTIER, dans *l'Inventaire sommaire des archives communales des Hautes-Alpes (ville de Gap)* de l'abbé GUILLAUME, dans les titres et documents que notre confrère, M. Charmasson, propriétaire actuel du château de Charance, a bien voulu me communiquer, ce dont je le remercie.

Dans la partie inférieure du territoire de Charance, s'étend un vaste plateau couvert de prairies et de champs cultivés, au milieu desquels s'élèvent de grasses métairies et de coquettes villas. Au-dessus, règnent les bois, pins, sapins, chênes, coudriers, etc., traversés du nord au sud par la ligne du canal du Drac. Le touriste, qui, parti de Gap, gagne en trois heures environ le sommet (qu'il atteigne le pic méridional, point culminant situé à 1.900 mètres d'altitude, la brèche ou la prairie de Costeplane émaillée d'edelweiss), embrasse d'un coup d'œil un magnifique panorama. C'est, à gauche, l'Olan et Chaillol-le-Vieux, le Sirac, le massif du Pelvoux, aux glaces éternelles, les pics de Saint-Philippe, de Roanne et d'Autane entourant la plaine d'Ancelle; au fond de l'horizon, le grand Rubren et le Chambeyron; en face, le Pouzin, Morgon, les Siolanes, les Trois Evêchés; à droite, Cèüse et, tout près, l'imposante muraille d'Aurouse, dominée par le pic de Bure. Si, ébloui par ce grandiose spectacle, il abaisse son regard, il aperçoit d'un côté la vallée du haut Drac, de l'autre celle de la Luye, la ville de Gap et ses environs, et, dans le lointain, la Durance par une échappée entre Tallard et La Saulce. Enfin, au premier plan, immédiatement au-dessous de lui, il distingue le village de Charance, — une école, une auberge et quelques maisons blotties dans la verdure, la petite chapelle érigeant son clocheton au bord du chemin, et le château, ses terres, ses jardins, ses cascates et son lac.

*
**

Chiare, fresche e dolci acque,

peut-on dire comme Pétrarque à propos des eaux de la fontaine de Vaucluse. C'est d'elles que Charance tire ses agréments, sa fécondité et son nom lui-même. Ce nom signifie, en effet, chute d'eau, *ruisseau qui tombe*, étant formé du mot celtique *rin*, eau courante (d'où le Rhin, le Rhône, *rius* en latin, *rif* ou *riou* en langue vulgaire), devant lequel se trouve le préfixe *cha*, qui implique l'idée d'une chute.

C'est ainsi que l'on dénomme Chauranne le ruisseau descendant du col de Cabre, Chérines celui qui coule en face de Savines. En Savoie, existe Sallanche, et l'on trouve en diverses régions beaucoup d'autres noms de lieux d'étymologie semblable, qui tous désignent des endroits placés en tête de sources ruisselantes.

Depuis les temps les plus anciens, ce site dut être recherché ; mais aucun document ne permet de distinguer, avant le X^e siècle, l'histoire du quartier de Charance de celle de la région dont il fait partie.

Il est vrai que, d'après Théodore Gautier, un des consuls de Gap, s'adressant en 1744 au prince de Conti, n'hésita pas à affirmer que lors du passage d'Annibal, « sur la colline des Mores (Puymaure) et jusqu'à la base de la montagne de Charance stationna peut-être le gros de l'armée carthaginoise, laquelle ne s'ébranla qu'après avoir épuisé les vivres que renfermait notre importante et malheureuse cité » ; mais notre digne représentant tranchait un peu légèrement une question que les savants n'ont point encore élucidée et n'élucideront sans doute jamais de façon décisive. Tenons pour plus que douteux que les éléphants d'Annibal aient rafraîchi leur trompe dans les eaux de Charance.

Au X^e siècle, sous les rois de Bourgogne, le quartier de Charance appartenait très probablement au fisc, c'est-à-dire, constituait une propriété domaniale. Un mémoire composé en 1510 par Honoré de Bonne, magistrat delphinal, atteste en effet que dans des temps très anciens le château de Charance a été le siège des comtes de Gap. Sans doute c'est vicomtes de Gap qu'il veut dire, car à l'époque dont il parle il n'y avait pas de comtes de Gap. Il y avait des comtes de Provence, qui faisaient administrer notre pays par des vicomtes. Ces vicomtes auraient fait leur séjour du château de Charance, comme représentants des comtes de Provence, successeurs des rois de Bourgogne.

Dans le courant du XI^e siècle, saint Arnoux, comme on le sait, occupa le siège épiscopal de Gap (de 1065 à 1076 d'après les Annales des capucins). Un seigneur de Cha-

rance, nommé Leydet, lequel, Dieu merci, n'a pas laissé de descendants, avait maltraité un chanoine de l'église cathédrale. Frappé de censures ecclésiastiques, il osa lever le glaive contre l'évêque lui-même et le blessa profondément à un bras. Le jour même qui suivit son criminel attentat, cet indigne seigneur mourut écrasé par la chute d'une poutre. On raconte que, trente ans après, lorsque saint Arnoux fut retiré de son sépulcre, le bras mutilé était encore entouré d'une chair saine et adhérente aux os, comme si le corps auquel il appartenait demeurait plein de vie ; mais on voyait les traces de la blessure et de l'effusion de sang comme si le forfait venait seulement d'être accompli. C'est l'un des miracles attribués à saint Arnoux.

A la fin du XI^e siècle, les vicomtes de Gap disparurent, et il est probable que Charance fut aliéné par les comtes de Provence. On trouve, en effet, en 1134, une famille féodale du nom de Charance qui habite Gap et possède Charance en fief. Avait-elle acheté Charance aux comtes de Provence ? Était-ce une branche cadette des vicomtes de Gap gratifiée du fief et du titre ? On l'ignore. Ce qu'il y a de positif, c'est que Pierre de Charance, chevalier, était seigneur de cette terre en 1134, et qu'elle resta dans sa famille jusqu'en 1273, époque où vivaient Boson et Arnaud de Charance : ceux-ci paraissent avoir été les derniers de leur race.



En 1280, Lantelme de Saint-Marcel² est propriétaire de Charance, qu'il ait acheté ce fief ou qu'il en ait hérité. Vingt-six ans plus tard, en 1305, ayant besoin d'argent, il hypothèque son domaine à l'évêque de Gap, Geoffroy de Laincel, et, le 12 mai 1309, se décide à le lui vendre moyennant un prix de 4.000 sols tournois, avec faculté de réméré

² La famille gapençaise de Saint-Marcel acquit plus tard la baronnie d'Avançon et devint la famille de Saint-Marcel d'Avançon, qui remplit en Dauphiné plusieurs charges importantes et dont Guillaume de Saint-Marcel d'Avançon, le célèbre archevêque d'Embrun, ligueur, mort en 1609, fut le dernier membre.

jusqu'à la Saint-Martin¹. Les enfants du vendeur, Hugonette, Béatrix, Raimbaud et Lagier, comparaissent à la vente et l'approuvent. Le rachat ne fut point exercé, et depuis 1309 jusqu'en 1790, sauf une courte interruption signalée plus loin, le château de Charance et les terres en dépendant ont appartenu aux évêques de Gap. Ils le possédaient en alleu. Le 14 mai 1354, en prêtant hommage au comte de Provence, l'évêque de Gap, Gilbert de Mendegaches, eut soin de stipuler que le château ou *bastide* de Charance, son tènement et son territoire, n'étaient pas compris dans cet hommage parce qu'ils constituaient un alleu.

En 1311, l'évêque avait augmenté son domaine de Charance en achetant de l'ordre de Saint-Antoine en Viennois des droits importants qu'il possédait dans ce quartier.

Si l'on en croit le mémoire de 1510, cité plus haut, c'est dans le château de Charance que les évêques ont fait frapper monnaie. Les rares petits deniers épiscopaux de Gap, imités de ceux de Vienne, portant comme empreinte le chef de saint Maurice, ou de ceux du Puy-en-Velay, représentant une rose, auraient donc été frappés à Charance.

**

Il est, en tous cas, certain qu'il y avait au moyen âge, à Charance, un château, et même un château fort, avec tours et fossés alimentés par les eaux qui naissent aux environs. Le mémoire de 1510 affirme que ce château était en mauvais état à la fin du XV^e siècle, et que l'évêque Gabriel de Sclaffanatis (ayant occupé le siège de Gap de 1481 à 1526), loin de le réparer, le détruisit complètement et le transforma en ferme. Ce fait raconté par un contemporain paraît incontestable.

Voilà donc l'alleu de Charance transformé en simple

¹ L'original de cette vente (*Reg. dauphinois* n° 17.504) est conservé aux archives des Hautes-Alpes, où il a été inventorié sous la cote G. 1202. La bulle de plomb qui y est encore appendue se trouve décrite et reproduite dans la *Sigillographie du diocèse de Gap* de J. ROMAN (p. 44, et pl. IV, n° 13).

ferme ; mais le souvenir de son ancienne splendeur n'était pas perdu, et, au XVI^e siècle, les évêques prenaient le titre de comtes de Charance. Sur ses sceaux, Paparin de Chaumont, évêque de Gap de 1572 à 1600, porte la qualification d'*episcopus et dominus l'apincensis comesque Charencie*. Ce titre, il est vrai, leur était à tort ou à raison fortement contesté. Juvénis fait une violente sortie contre l'évêque Scalfanatis, qui s'en serait le premier prévalu en 1499. « Ce prélat, dit-il, fut le premier qui usurpa, sans aucun titre, la qualité de comte de Charance, que ses devanciers n'avaient jamais portée ; car Gaucher, et les autres évêques devant lui, s'étaient seulement contentés de se dire évêques et seigneurs de Gap et n'avaient nullement usé de cet ambitieux titre, qui, pour parler avec un concile, introduit dans l'ordre ecclésiastique *fumpsu[m] seculi typum...* » Au XVI^e siècle, d'ailleurs, les évêques cessent de se qualifier de comtes de Charance et ne prennent plus que la qualité de comtes de Gap.

Au moment où sévissaient les guerres de religion, le roi de France, pour lever et entretenir ses armées et défendre la religion catholique, exigea des sommes importantes du clergé, qui dut se procurer des ressources. En 1562, l'évêque de Gap, Gabriel de Clermont, vendit une partie de son domaine de Charance à Antoine du Serre, seigneur du Rivail en Champsaur, avec faculté de rachat perpétuel.

Mais l'évêque n'avait pas aliéné l'intégralité de ses biens. Il avait conservé notamment des bois, et des transactions intervinrent à leur sujet entre Paparin de Chaumont et un certain nombre de propriétaires de Charance. L'une, du 7 juin 1575, passée devant M^e Jean-Benoit Mutonis, notaire à Gap, confirmait un précédent traité du 15 février 1561 ; l'autre fut reçue le 14 mai 1583 par M^e Esprit Michel, également notaire à Gap. Par ces actes, divers particuliers étaient maintenus en possession des droits de *pâturage*, *pâquerage* et *jas* pour leur bétail seulement, et *boisserrage* et *chauffage*, aux bois de Charance appartenant au seigneur évêque « à condition qu'ils aient à s'y conduire en bons pères de famille ». Ils payaient à l'évêque une somme de

trois cents sols pour le passé et, pour l'avenir ils reconnaissent « tenir et posséder du fief et directe du seigneur évêque » certaines parcelles décrites aux actes; ils s'engageaient en outre à payer la cense d'un certain nombre de deniers « à chacune fête de Noël ».

Vers la même époque (9 août 1576) un autre traité fut conclu aux minutes de M^e J.-B. Mutois, entre l'évêque de Gap et « Bernardin Boyer, citoyen de Gap, capitaine et chastellain pour le roi au pays de Chansaoar, Gap et Montalquier », relativement à un domaine sis à Charance que ledit Boyer reconnaît tenir du fief de l'évêque. Celui-ci l'autorise à jouir des pâturages de Charance et du jas à la Baulme. (Arch. des Hautes-Alpes, minutes de J.-B. Mutois, G. 1592; minutes d'Esprit Michel, 1 E. 2624.)

Antoine du Serre et ses héritiers conservèrent pendant 48 ans la propriété qu'il avait acquise. En 1610, l'évêque de Gap, Charles-Salomon du Serre, se prévalut du réméré et rentra en possession de la partie aliénée de Charance. C'était alors, nous l'avons dit, une simple ferme et il en fut ainsi pendant tout le XVII^e siècle.

En 1692, lors de l'incendie et du pillage de Gap par l'armée du duc de Savoie, Charance n'échappa point aux dévastations commises par les envahisseurs. L'année suivante, Charles-Bénigne Hervé, fit exécuter les réparations rendues nécessaires par le passage des Piémontais.

**

Au commencement du siècle suivant, intervint entre François Berger de Malissoles et les consuls de Gap, une intéressante convention. En vertu d'un usage ancien et dont l'origine se perd dans la nuit des temps, les habitants de cette ville exerçaient des droits, mal définis et mal réglementés, sur une partie des bois qui tapissent la montagne de Charance. Il en résultait de nombreux conflits. C'est ainsi que, le 6 novembre 1614, l'évêque avait « fait défense à tous d'entrer dans son bois de Charance ». Au mois de mars 1718, les consuls de Gap exposent que « le bois de

Charance est entièrement ruiné à cause que les habitants et forains vont *boiseller*, portant aches et piauches [*sic*] et arrachant entièrement les ceps, de sorte que la montagne est bientôt en friche, estant à craindre qu'au premier débordement des eaux, la terre qui se trouve ruinée par le susdit arrachement cause des ravins ». En conséquence, les consuls « prient Monseigneur de Gap de mettre des gardes pour la conservation desdits bois suivant l'ancien usage, afin qu'à l'avenir les pauvres puissent y jouir de la faculté qu'ils ont suivant les transactions, étant même prié d'ordonner à son procureur d'office de faire informer contre les contrevenans ».

Le 20 mai de la même année, par acte passé devant M^e Escallier, notaire à Gap, les bois sur lesquels portait le litige furent reconnus propriété de l'évêque ; mais les habitants indigents de la ville et de son terroir obtinrent la faculté de couper des branches de *bois mort et mort bois*, sans pouvoir se servir de haches ou autres instruments pour couper les gros troncs morts, mais seulement de petites serpettes appelées *gouyons*.

Cette transaction, devenue la loi des parties, ne mit pas fin à toutes les difficultés et à tous les abus. Dès le 11 décembre 1735, les consuls de Gap déclaraient que « l'on défriche totalement le bois de Charance, ce qui expose tous les fonds inférieurs à un dommage considérable pour ne pas dire à une ruine totale ». Le 26 mai 1741, « pour éviter la ruine des bois de Charance, il est défendu pendant dix ans d'y prendre du bois et d'y garder aucunes chèvres ». L'évêque était prié d'établir des gardes. Enfin, le 17 janvier 1790, bien peu de temps avant la vente du domaine comme bien national, un acte extrajudiciaire était signifié au secrétaire de la ville, à la requête de l'évêque, dans lequel celui-ci dénonçait « les dévastations qui se font journellement au bois de Charance ». Le conseil répondait en offrant à l'évêque le concours des gardes nationales « pour protéger ses garde-bois ou pour procurer l'exécution des jugements prononcés contre les délinquants ».



Jacques-Marie de Caritat de Condorcet, évêque de 1741 à 1754, ayant demandé, le 5 février 1744, au maître des Eaux et forêts de la province, la permission de faire couper et arracher les arbres des vieilles allées de l'ancien château, de former une nouvelle avenue et de planter de nouveaux arbres, obtint cette autorisation dans le courant de la même année et transforma la ferme de Charance en habitation de plaisance.

Par une transaction en date du 2 août 1745, le même évêque avait terminé un procès relatif à différents droits et prérogatives, pendant entre lui et le chapitre de l'église cathédrale. Retenons seulement de cet acte que l'évêque demeura chargé de la reconstruction des moulins de Charance moyennant la somme de 1.600 livres, à lui comptée par le syndic du chapitre.

Les propriétaires de Charance se disputaient avec acharnement, durant les ardeurs de l'été, l'eau qui coule de la montagne dans le grand bassin du château, et de là se répand par petits canaux dans les prairies. Des conflits et des rixes s'élevaient fréquemment entre eux. Voulant y mettre un terme, Pierre-Annet de Pérouse présenta requête au Parlement de Grenoble pour qu'il fût procédé à un règlement d'eau. Le parlement seconda les pacifiques intentions du prélat, et, par ordonnance du 27 mai 1762, établit deux *prayers* ou préposés à la distribution des eaux pour l'arrosage du territoire et pour le jardin et le pré de l'évêque, avec défense de dériver lesdites eaux.

Pendant le moyen âge et jusqu'au XVIII^e siècle, la vie érémitique fut en grande estime dans le diocèse de Gap. A Charance, un ermite habitait certain réduit creusé dans le roc vers le sommet de la montagne. Les jours de fêtes religieuses, comme ses confrères les ermites de la Rochette et de Rambaud, il descendait à Gap, et tous, revêtus de chasubles et de dalmatiques par-dessus leur robe de gros drap brun, prenaient part aux processions et cérémonies du culte.



En 1778, Jean-Baptiste-Marie de Maillé de La Tour Landry vint s'asseoir sur le siège épiscopal de Gap qu'il occupa jusqu'en 1784. Il appartenait à une vieille famille du Maine et avait d'abord suivi la carrière des armes. Entré dans l'état ecclésiastique, il fut successivement abbé de Saint-Vincent du Luc (Oléron) et vicaire général du Mans. Il avait à Gap la réputation d'un prélat mondain, représentant peut-être un peu trop fidèle de son siècle frivole. Il passait la belle saison en son château de Charance, et, d'après Théodore Gautier auquel je laisse toute la responsabilité de ses renseignements et de ses appréciations, « fit bientôt de Charance le château le plus riant qu'on pût trouver à vingt lieues à la ronde. Monsieur l'évêque, qui avait dansé en s'arrêtant, en deça de La Mure, dans la première paroisse de son diocèse, dansa, dit-on, à Gap, et, à coup sûr, il dansa à Charance, comme l'atteste la chronique rimée que l'on fredonne encore de nos jours, en se rendant au château le jour de la Saint-Louis¹. Sa table

¹ Cette chanson se chantait sur un air bien connu de rigodon. Je donne les strophes suivantes, à titre de curiosité et non pour leur valeur littéraire. Je les laisse en langue locale, qui brave un peu l'honnêteté. Les autres sont, je crois, oubliées, et, à mon avis, il n'y a pas lieu de les regretter beaucoup :

Anen à Charanço, maire ;

Anen à Charanço.

L'avesque li danso, maire ;

L'avesque li danso.

Qui li dich la Messo, maire,

Qui li dich la Messo ?

L'abbat la Villette, maire,

L'abbat la Villette.

San Genis lou lèvo, maire,

San Genis lou lèvo.

(Sous-entendu : lou couide).

.....
.....

était toujours ouverte à la bonne compagnie de la ville et de la campagne... S'il faut en croire les contemporains, l'épiscopat de M. de Maillé fut la petite régence de la ville de Gap. Le poème de la *Landoride* (allusion au nom de Landry, l'un de ceux de notre évêque), qui n'est point venu jusqu'à nous et que l'on attribua à M. l'abbé Rolland, depuis membre de l'Assemblée constituante, professeur à l'école centrale et mort principal du collège de Gap, fit les délices des connaisseurs gapençais. Il courut des chansons, patoises et françaises, d'un ordre moins élevé, mais qui n'en étaient que plus piquantes. Enfin il n'est sorte de quolibets, de malins propos, de contes graveleux que ne se permissent les habitants de la ville et de l'ancien comté de Gap sur le rejeton du sicambre La Tour Landry.

Vous montrerais-je les belles dames et gentilles demoiselles du château de Charance s'ébattant sur la pelouse qui

*La Blanc, l'avoucat, maire,
La Blanc, l'avoucat,
Fai la delicato, maire,
Fai la delicato.*

*President babilhe, maire,
President babilhe.
Que l'ase lou quilhe, maire,
Que l'ase lou quilhe !*

*Fasè lour de gaoudo, maire,
Fasè lour de gaoudo.
Metèli de truffo, maire,
Metèli de truffo.*

.....

Les personnes auxquelles il est fait allusion sont : Guillaume-Pompée de la Villette, abbé de Clausonne et grand vicaire du diocèse, le charoïne Flour de Saint-Genis, Vallon, président de l'élection. C'étaient des amis du prélat et des habitués de ses réceptions. Quant à la très honorable dame irrévérencieusement appelée dans la chanson « la Blanc, l'avoucat », elle se nommait Marie-Suzanne-Henriette Labastie, fille de M. Jacques Labastie, conseiller du roi à Gap et de Suzanne Laffrey. En 1773 elle avait épousé Jean-François Blanc, avocat au Parlement, qui fut échevin de la ville de Gap en 1776 et maire de 1780 à 1783.

sépare l'édifice de la pièce d'eau, puis agaçant le P. Vincent [capucin, commensal habituel de son évêque], le forçant d'entrer dans la faible nacelle qui flottait sur ce grand réservoir, puis faisant chavirer la barque et repêchant sa révérence en riant aux éclats après lui avoir fait faire le plongeon ? »

Théodore Gautier raconte encore un certain nombre d'anecdotes du même genre, prouvant simplement qu'à cette époque déjà (il en fut sans doute et il en sera toujours ainsi), les mauvaises langues s'entendaient à grossir et à répandre les moindres faits. Quoiqu'il faille en penser, il n'est que juste de rendre hommage à la conduite, irréprochablement orthodoxe et particulièrement courageuse, que suivit plus tard J.-B.-M. de Maillé. La Révolution le trouva évêque à Saint-Papoul, en Languedoc. Il quitta cette ville après la Constitution civile du clergé et n'abjura jamais⁶. A l'époque du Concordat, il fut nommé évêque de Rennes. Il mourut à Paris le 28 novembre 1804, quelques jours avant le sacre de Napoléon. Jamais peut-être plus brillantes obsèques n'illustrèrent la mort d'un évêque, car un grand nombre de prélats de France, ainsi que tous les Italiens de la suite du Souverain Pontife, suivirent son convoi en grand costume.

⁶ *Histoire de Gap*, t. II, p. 398-405.

⁷ Dans le troisième volume, récemment publié, de l'*Histoire religieuse de la Révolution française* (p. 415-416), Pierre de la Gorce, de l'Académie Française, consacre quelques lignes à J. B.-M. de Maillé de la Tour Landry. « Parmi les prélats de l'ancien régime, il n'a été, semble-t-il, ni l'un des meilleurs, ni l'un des plus exemplaires, mais aux jours de l'épreuve, la grâce de Dieu s'est posée sur lui. » L'auteur montre l'ancien évêque de Gap vivant à Paris pendant la Terreur, considéré comme garde national, parvenant à dépister les recherches, ordonnant des prêtres, etc. — Voir aussi *Un évêque de l'ancien régime, M. de Maillé de la Tour Landry*, par le vicomte de Broc, p. 116, 289.



Les invités de notre fougueux évêque ne s'étaient pas doutés qu'ils dansaient sur un volcan. L'éruption ne tarda pas à se produire. La Révolution arriva. Lors de l'évaluation des biens ecclésiastiques en 1789, les revenus de la terre de Charance furent estimés à 950 l. Saisi comme bien national entre les mains de F.-H. de la Broue de Vareilles, le domaine que les évêques de Gap possédaient depuis près de 500 ans fut, le 26 février 1791, vendu aux enchères et adjugé, pour le prix de 38.000 livres, à Joseph Brochier, natif de la Roche-des-Arnauds, négociant à Aubenas, qui devint receveur général du département des Hautes-Alpes.

L'acquéreur eut, quelques années plus tard, à soutenir un procès contre une trentaine de propriétaires du quartier de Charance qui revendiquaient des droits de pâturage et de bûcherage sur une partie des terrains et bois dépendant de l'ancien domaine des évêques. L'affaire fut terminée par arrêt de la Cour de Grenoble en date du 31 août 1825, entérinant une transaction intervenue le 25 juin précédent entre les parties et cantonnant les droits des usagers sur certaines parcelles déterminées. En cours d'instance, Joseph Brochier était décédé et avait laissé pour héritier son fils Auguste. Celui-ci devint, sous la monarchie de Juillet, un personnage important. Receveur général du département de l'Ardèche, puis du Gard, il réalisa une grande fortune en diverses opérations financières. Suivant l'exemple de son père, il augmenta considérablement le domaine de Charance. Les fermes du Parlement, de la Chaumière, des quartiers de forêts furent achetés; les eaux furent aménagées, les chemins rectifiés. En 1848, les mauvais jours arrivèrent pour Auguste Brochier. Son portefeuille était bourré de titres qui subirent une effroyable dépréciation. Obligé d'acquitter son passif sans délai, il fut déclaré en faillite. Les créanciers, constitués en état d'union, firent liquider ses biens. Le château de Charance fut vendu le 25 août 1856 et adjugé au prix de 243.000 francs à M. Abric, de Nîmes.

Ce nouvel acquéreur fit surélever le château d'un étage. Après soixante années environ de possession, son fils et héritier a vendu le 23 octobre 1917 l'intégralité du domaine à notre confrère, M. Joseph Charmasson, industriel à Gap.

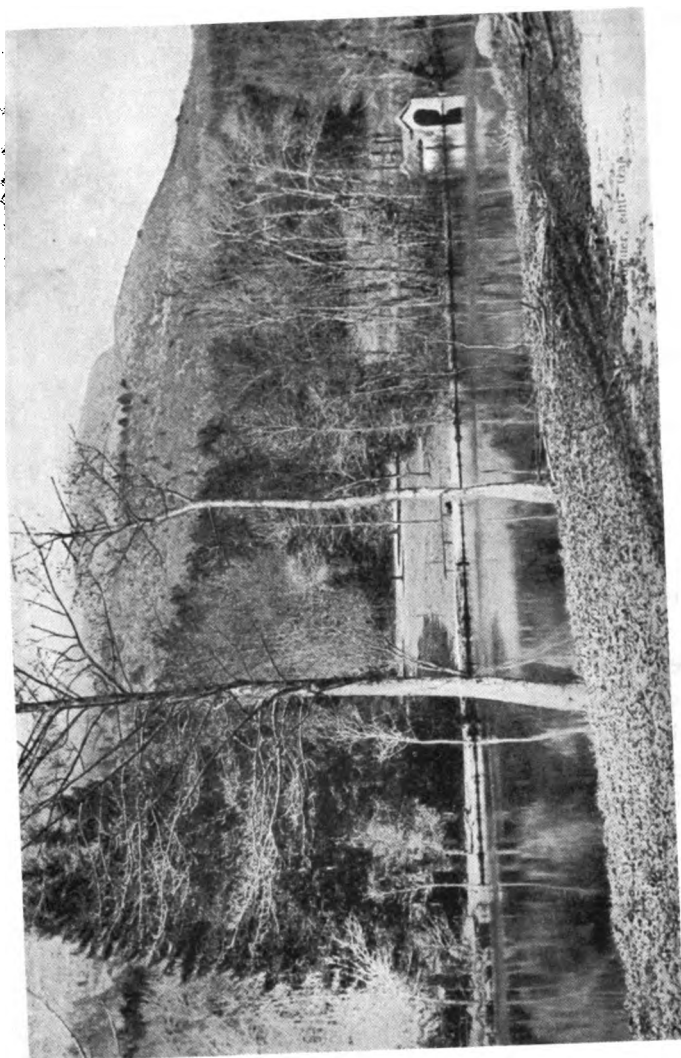
*
**

Telle est l'histoire de Charance; mais elle ne serait pas complète si, me bornant au récit des événements accomplis dans ce quartier, je passais sous silence certaines coutumes, certains usages non dépourvus d'originalité.

Quel charmant souvenir ne garde-t-on pas de la Saint-Louis à Charance ? A quelle époque cette réjouissance remonte-t-elle ? Dans quelles circonstances a-t-elle été instituée ? On l'ignore. Saint-Louis devait être particulièrement populaire dans notre région. N'avait-il pas épousé une des filles du comte de Forcalquier, des états duquel, peu de temps auparavant, faisaient partie l'Embrunais et le Gapençais ? Quoi qu'il en soit, de temps immémorial, on célèbre sa fête à Charance le dimanche qui suit le 25 août de chaque année. Il en était déjà ainsi au commencement du XVI^e siècle et probablement à une date beaucoup plus reculée.

La veille au soir, la cloche de la chapelle annonce la solennité aux échos d'alentour. De bon matin, la jeunesse du quartier, guidée par les deux *abbés* qu'elle a élus, parcourt fermes et villas en poussant de sonores et gutturaux *you fou fou*. On danse des rigodons au son du violon, et les jeunes filles des maisons visitées attachent de longs rubans multicolores aux cannes des abbés. Plus tard une messe est dite dans la gracieuse chapelle trop étroite pour contenir la foule des fidèles¹. Après-midi, presque toute la

¹ Depuis quelques années, notre confrère, M. l'abbé François Pascai, félibre majoral, dont le *Chabanassoun* confine à Charance, veut bien, chaque été, assurer le service du culte dans la petite chapelle du quartier. Les nombreux auditeurs goûtent beaucoup ses instructions, si élevées quant au fond, si familières en la forme, et si bien mises à la portée de tous, d'un style très personnel et d'un esprit tout à fait évangélique.



CHARANCE. — Les bords du Lac.

population valide de Gap monte au château. Automobiles, voitures, cavaliers, dames et demoiselles en claires toilettes, groupes joyeux et animés, sillonnent les routes et les sentiers, qui y conduisent. Tantôt que les uns s'installent pour goûter dans les recoins du bois, le plus grand nombre se rend au *pré de la danse*, situé au-dessus du lac. Là, sous la haute direction des *abbés de la jeunesse*, s'organisent des bals où les danses les plus modernes alternent avec le rigodon ancestral, et les réjouissances continuent jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Ce n'est point, comme beaucoup le croient, en vertu d'un droit que les habitants de Gap envahissent ainsi, le jour de la Saint-Louis, les propriétés du châtelain et s'y livrent à leurs ébats. On chercherait vainement aux archives le titre constitutif de cette servitude essentiellement discontinue ; mais les propriétaires successifs ont jusqu'ici toujours respecté la tradition et ils voudront bien continuer, il n'en faut pas douter : qu'ils en soient remerciés. D'ailleurs, les abus sont rares. L'union de toutes les classes, la cordialité, le respect de soi-même et des autres, sont les traits caractéristiques de cette journée.

Le lendemain, les réjouissances continuent au village où, de nouveau, l'on danse sous l'ombrage. La fête a une allure plus nettement populaire, sans aucune atteinte toutefois à la décence.

Ce n'est pas tout. Quinze jours après, les habitants du quartier, cette fois à peu près seuls, célèbrent la *Saint-Louison*. Le nom de ce saint ne figure pas au calendrier. La Saint-Louison n'est autre chose qu'une petite Saint-Louis, une Saint-Louis de famille.

C'est aussi la fête des pompiers de Charance ; car le quartier possède une section de la compagnie des sapeurs-pompiers de Gap, constituée en société particulière de secours mutuels et comptant, outre vingt-quatre ou vingt-cinq participants, une cinquantaine de membres honoraires. Conformément à l'article 35 des statuts, « les membres participants sont convoqués en tenue pour assister à la messe célébrée en l'honneur de la société (elle est dite, bien

entendu, dans la chapelle du hameau). A l'issue de la messe, la compagnie est passée en revue et la fête est terminée par un banquet fraternel auquel les membres honoraires sont priés d'assister, ainsi qu'à la messe et à la revue. » D'ordinaire, après le banquet s'organise un bal champêtre.

C'est ainsi, du moins, que les choses se passaient avant la guerre. Il va s'en dire que, depuis le mois d'août 1914, les réjouissances sont suspendues et les habitants de Charance, comme ceux de Gap, ont pris leur part des préoccupations générales et des efforts faits par les bons Français dans l'intérêt de la patrie et de la civilisation. Mais maintenant qu'a brillé l'aurore de la paix glorieuse, nul doute que l'on ne reprenne les bonnes traditions. Il faut que, dans la France libérée du cauchemar allemand, les fêtes locales se réveillent. L'attachement aux anciens usages est une des formes de la piété envers les aïeux et un des éléments de la vitalité de la race.

En 1919, mieux que jamais, on fêtera la Saint-Louis à Charance.



UNE LOGGIA DU XVI^e SIÈCLE A GAP

Par M. Joseph VOLLAIRE

Au hasard de ses recherches aux Archives départementales, M. J. Roman a rencontré dans les minutes de M^e Souchon, notaire de Gap (1567-1600), deux prix faits se rapportant à la construction d'une loggia dans une maison située près de la cathédrale. Nous n'avons pas eu de peine à retrouver cette construction, assez bien conservée, dans la cour de l'immeuble portant le n^o 3 de la rue du Connétable et appartenant à M. Joseph Bumat.

Voici une analyse de ces documents.

27 mars 1579¹. Prix fait donné par Pierre Parat, procureur (avoué) au siège de Gap, à Barthélemy de l'Ort, de Sisteron, maître *gippier* (plâtrier) habitant à Gap, pour construire une *vizette* (escalier tournant) dans la maison que M^e Parat possède auprès du temple Saint-Arnoulx « de la façon que led. de Lort a bailhé le projet et patron aud. M^e Parat en deux fulhets papier ». Le projet comporte trois étages supportés par des colonnes; en outre, vingt marches pour monter au « soulleliour ». Trois cabinets superposés devront être édifiés en encorbellement sur un cul de lampe et « ung privé *sive* nécessaire dans la basse cour à un coing d'icelle, dans terre ». L'entrepreneur prend à sa charge la fourniture des matériaux; mais, en cas d'accident, il ne veut être rendu responsable que si sa négli-

¹ Arch. dép. des H.-A., 1 E 3.963, fol. 516.

gence est avérée : « Item abatra la vizette vieille, appuiera et retiendra les planchers et murailhes, sans qu'en cas de chute led. Delort soit tenu d'aucuns interest, sauf que, si tumboit par sa faulte, il sera tenu des intérêts. » Le propriétaire se réserve certains matériaux provenant des démolitions, notamment des tuiles pour réparations, des portes et des croisées à utiliser dans les nouvelles constructions. Suivent des recommandations pour faire ménager des accès aux diverses parties de la maison pendant l'exécution des travaux : « Et ne porra led. de Lort tumber lad. vizette vieilhe qu'il n'aye monté lad. vizette nouvelle jusques aux premières chambres, ne aussi les planchiers du lieu où il faut fère lad. vizette novelle qu'il ne luy laisse au moins souffisants passages por aller à l'estable et grange, afin qu'il s'en puisse servir. »

Vient ensuite la clause relative au prix : M^e Parat s'engage à payer « 600 florins, revenant à 120 escus d'or soleil², 4 charges de vin et une charge de bled froment. » Et, pour finir, un conseil assez inattendu : « ...en cas qu'en ladite maison ne se treuve assez de pierres, led. de l'Ort porra prandre de celles du temple de Saint Arnoulx et en faire le bastiment, et ce dans cinq mois. »

En marge de cet acte se trouve la quittance réciproque des parties; le propriétaire y exprime sa satisfaction : « M^e Parat a confessé que de Lort lui a fait et parfait tout ce qu'il luy avait promis et estoit tenu par led. prix-fait, lequel acte, du consentement des parties, a été cancellé. » (31 juillet 1579.)

12 mai 1580³. Deuxième prix fait pour exhausser de deux étages les constructions édifiées l'année précédente. « Barthélemy de Lort fera au-dessus et plus hault de la vizette, quatre couplonnes de l'ourdre appellé Jouanicque, sur lesquelles et les murailhes des aultres parts se édifiera le planchier de la gaillerie qui sera fait à bois perdu avec de plastre bien espois. » L'escalier sera prolongé, et au

² Environ 12.000 fr. de notre monnaie.

³ *Ibid.*, fol. 724.

sommet, fermé par une porte; le tout, recouvert d'un toit :
 « Item à cartier dedans le galetas faire une petite advis pour monter à la galerie. A l'estaige de la gallerie fera quatre pilliers aux quatre coings pour y édifier le couvert au-dessus et y fera une peytrine ou parâpiéd (garde-corps) tout à l'entour de l'hauteur de quatre pans⁴ (o m. 97) à chaux, arène (sable) et gip (plâtre) et sur icelle fera une codoyre (accoudoir) du costé du barda (cour pavée) et à l'entour. Et aussy à l'entour desdictes peytrines fera de coulloupnes sellon l'ordre composiet (composite), assavoir du cousté du barda deux unes et deux demies, et semblablement de l'autre cousté, qui est du couchant; et des aultres deux coustés une, une et deux demies à ung chascung. Et au-dessus des chappiteaux desdictes coulloupnes fera d'arquets (arcs) de l'ung à l'autre pour ayder à soustenir ledict couvert. Et la gallerie et son dessous sera mis au net sellon le pourtraicts que de Lort en a faict. »

L'acte indique ensuite la forme du toit qui devra couvrir tout l'édifice : « Le couvert se fera à quatre appents avec deux giroettes au dessus et lauze (ardoise) à la gallier (chéneau ?), et l'appent sera semblable à l'une des tours des portes de ceste ville, ayant une faude (palissade) à l'entour. » M^e Parat fait encore des réserves sur la propriété des tuiles et ardoises destinées à « ramener et acoustrer » les autres couverts de sa maison.

Le prix est fixé à 80 sous d'or soleil (8.000 francs environ) payables en trois échéances. Le délai d'exécution est de cinq mois et demi « entre yey (aujourd'hui) et la feste de la Toussaints prochaine ».

Ce dernier prix fait ne porte aucune signature et il a été annulé.

**

Le temple Saint-Arnoulx, mentionné dans le premier acte, n'est autre que la cathédrale dont les protestants

⁴ Le pan de Gap valait o m. 244 (estimation officielle de l'an X).

s'étaient emparés en 1562 et qu'ils firent probablement servir au culte réformé.

« Le culte catholique, assure M. Roman, était certainement interdit [en 1580] dans la cathédrale, nommée généralement alors le temple Saint-Arnoulx². »

Le 2 janvier 1577, Lesdiguières s'empare de la ville, ses bandes volent et saccagent les biens des catholiques, comme en témoigne un mémoire présenté à la Cour par le clergé de Gap, le 18 décembre 1582. « ... les mesmes de la prétendue religion réformée achevèrent de rompre et de démolir toutes les églises du dict diocèse, et notamment l'église cathédrale de Gap et aultres furent ruynées de fond en comble et réduits piteusement à ung monceau de pierres. »³

Ces doléances paraissent quelque peu exagérées dans leur ensemble, comme le prouve la masse de maçonnerie des XIII^e et XIV^e siècles qui existait encore dans la cathédrale en 1866⁴. Toutefois, en ce qui concerne spécialement la cathédrale, il résulte du prix fait de 1579 que si le monument n'avait pas été ruiné de fond en comble, certaines de ses murailles, renversées, permettaient aux voisins de s'approvisionner en moellons.

La ville ne fut rendue aux catholiques qu'en 1581.

Tandis que les protestants, maîtres de la ville, détruisaient et pillaient les églises et même les habitations particulières, M^e Parat ne craignait pas d'entreprendre la construction d'un élégant édifice, pour lequel il employait, sans plus de façons, des pierres provenant de la cathédrale démolie. Peut-être était-il protestant lui-même; ou bien faut-il supposer que les exactions des réformés n'étaient pas aussi redoutables que certains documents de l'époque pourraient le laisser croire?

Après plus de trois siècles d'existence, nous retrouvons presque intactes la plupart des dispositions signalées dans les deux actes ci-dessus. C'est d'abord, à gauche en entrant

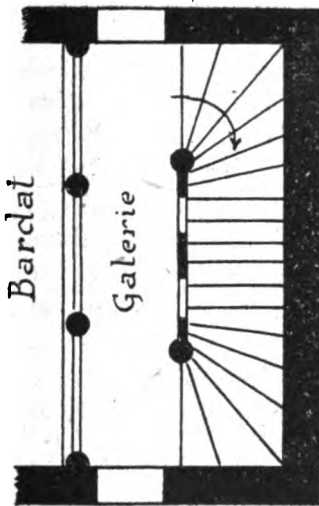
² J. ROMAN, *Histoire de la ville de Gap*, p. 156.

³ Th. GAUTIER, *Histoire de Gap et du Gapençais*, t. I, p. 643.

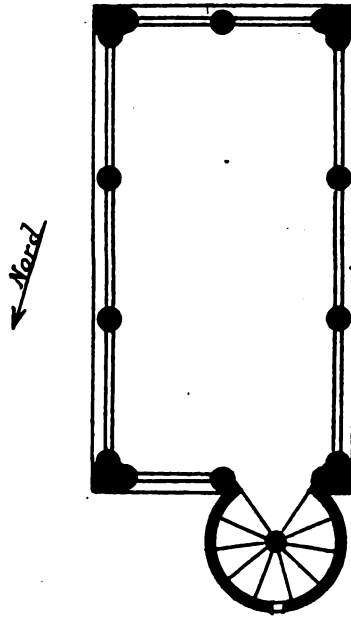
⁴ Cf. le *Mémoire sur la cathédrale de Gap* de l'abbé Templier (1868).

dans la cour, les trois cabinets superposés, en forme de quart de tourelle, établis sur un cul de lampe : une partie de ce dernier est encore visible, le reste est engagé dans des constructions récentes. Au fond de la cour, la loggia et en arrière l'escalier (vizette), comporte quatre étages au-des-

Plan de la Vizette



Plan du Solleliour



du rez-de-chaussée ; le dernier étage a disparu, peut-être même n'a-t-il jamais été exécuté. Au rez-de-chaussée, à gauche, un pied droit en pierre de taille de la porte d'entrée se retrouve bien conservé ; et, à côté, deux colonnes en plâtre, de l'ordre toscan, d'une bonne exécution, sont engagées dans un mur.

Au 1^{er} étage, c'est aussi l'ordre toscan qui a été adopté ;

toutes les colonnes sont encore en place, elles ont seulement été reliées entre elles par des cloisons; en façade sur la cour, il y a deux demi-colonnes engagées dans les murs latéraux et deux colonnes isolées, divisant en trois parties égales la longueur de la loggia, qui est de 5 m. 60; en arrière, deux autres colonnes servent de support aux révolutions de l'escalier. Ces mêmes dispositions se répètent aux 2^e et 3^e étages; au 2^e, les chapiteaux sont de l'ordre ionique, c'est-à-dire à volutes.

Ici s'arrêtent les travaux exécutés en 1579, conformément au premier prix fait. Les 3^e et 4^e étages ne durent être élevés que l'année suivante; ils font l'objet du deuxième prix fait. Les chapiteaux du 3^e étage appartiennent à l'ordre corinthien, c'est-à-dire à feuilles d'acanthé. Des deux colonnes en bordure sur la cour, il ne reste que la partie inférieure; mais les deux autres sont parfaitement conservées et permettent de se rendre compte que si Maître de Lort était un habile moulurier, c'était, par contre, un fort médiocre sculpteur: les feuilles de ses chapiteaux corinthiens ressemblent plus à de la salade qu'à de l'acanthé.

Le 4^e étage a complètement disparu, à moins, comme nous l'avons dit plus haut, qu'il n'ait pas été construit; il constituait une sorte de belvédère (*soulleliour*) isolé de toutes parts, et dépassant les toitures voisines. Ses dimensions approximatives, prises extérieurement, étaient de 5 m. 50 du nord au sud et 3 m. 50 de l'est à l'ouest; sa hauteur, à la naissance du toit, de 3 mètres. Quatre piliers carrés formaient les angles et sur les faces intérieures de ces piliers étaient appliquées des demi-colonnes, soit huit en tout. Sur les faces est (cour) et ouest, il y avait deux colonnes espacées d'environ 1 m. 50, et une seule au milieu des faces nord et sud; c'est, du moins, ce qui semble résulter du texte un peu confus du prix fait.

Au total on compte dans cet édifice 20 colonnes et 14 demi-colonnes, toutes exécutées en plâtre d'une qualité bien supérieure à celui dont nous disposons aujourd'hui.

L'incendie allumé par les troupes du duc de Savoie en 1692 consuma 591 bâtiments dans l'enceinte de la ville de

Gap¹. Celui que nous venons de décrire est donc l'un des rares qui aient été épargnés par les flammes.

¹ Cf. le rôle des bâtiments consumés par l'incendie de 1692, dressé à la requête de l'Intendant. Arch. munic. de Gap, CC. 69.



VARIÉTÉS

AUTOUR DU CHATEAU DE VALSERRES

Par M. J. CHAUVET

I. — Les pores de la citoyenne Béthisy

Par ce temps de vie chère et de prix très élevé du bétail, il peut être intéressant de rappeler ce qui se passa à Valserrres le 30 frimaire an IV (21 décembre 1795).

« Dans la cour de la maison de feu Pierre Souchon-Despreaux », en présence des représentants de la municipalité et à la requête du citoyen Ducolombier, deux porcs allaient être vendus aux enchères publiques comme appartenant à l'« émigrée Béthisy ».

Expliquons-nous plus clairement : Pierre-Marie Souchon-Despreaux, ci-devant seigneur d'Avançon, Saint-Etienne, Valserrres et quelques autres lieux, était décédé à Gap, dans le domicile du citoyen Roubaud, homme de loi, le 21 fructidor an III. Il laissait comme seule héritière de droit sa fille unique, Marie-Françoise-Pierrette-Polixène-Elisabeth Souchon, femme de Jules-Jacques-Eléonor, ci-devant vicomte de Béthisy.

La citoyenne Béthisy était, ainsi que son mari, portée sur la liste des émigrés du département de la Seine. Les scellés avaient donc été apposés sur les biens du défunt, et un arrêté du Directoire départemental du 2 frimaire an IV venait d'en prescrire l'inventaire. Il s'agissait maintenant

de procéder à l'adjudication du précieux cheptel célèbre plus tard dans les vers gourmands de Monselet.

Le préposé de la Régie des Domaines chargé de requérir cette vente au profit de la Nation était ce Jean-Pierre Du-colombier, jadis un peu secoué, lui aussi, par le vent de la Révolution. Vérificateur à Serres en juin-juillet 1793, il avait été l'un des principaux tenants du mouvement fédéraliste : son éloquence communicative n'avait pas peu contribué au succès des assemblées de Gap. Terriblement compromis, ayant toutefois réussi à se soustraire par la fuite au mandat d'arrêt décerné contre lui, il avait, comme tant d'autres, reparu après la Terreur. Il était à ce moment vérificateur en résidence à Gap.

Pas plus que les particuliers, la Régie de l'Enregistrement et des Domaines ne savait alors se passer d'un notaire. M^e Augustin Soubra, ci-devant qualifié de notaire royal de la baronnie d'Avançon, et à présent de notaire public du lieu de Valserres (où en fait il avait toujours résidé avec son épouse dlle Benoite Faure, et ses nombreux enfants, tous nés à Valserres), prêtait son ministère, et mit d'abord en vente le plus gros des deux élèves de l'étable Souchon-Despreaux.

L'époque de l'année où l'on se trouvait — jours précédant immédiatement la Noël, vieux style — nous montre qu'il s'agissait d'animaux gras, et, comme l'on dit encore dans nos campagnes, suffisamment « raisonnables ».

Il n'y eut pas de mise à prix, base aujourd'hui usitée sur laquelle montent les enchères. C'est un des assistants, le citoyen Tournu, qui ouvre celles-ci en offrant tout d'abord 3.000 livres (je dis bien, trois mille livres.) Le citoyen Jean-Pierre Davin en offre 4.000 livres. Puis les deux concurrents se poussent à 5.000, 5.500, 6.000 livres, dernier chiffre auquel le citoyen Tournu reste adjudicataire.

Le second porc est à son tour exposé aux enchères, sur première offre du précédent acquéreur, de 3.000 livres également. Cette fois-ci, Jean-Pierre Davin se désintéresse des enchères : ce sont divers autres habitants de Valserres ou des environs qui font monter successivement le prix à 3.500,

3.600, 4.000, 4.500 livres; ils semblent à bout de souffle quand le citoyen Tournu, revenant à la charge, demeure encore adjudicataire, cette fois-ci au prix de 5.000 livres. Ce porc n° 2 ne valait décidément pas son congénère.

Le procès-verbal d'adjudication ne mentionne pas que les enchères aient été reçues au « feu des chandelles » (aujourd'hui « bougies »), déjà en usage, — et à juste titre, puisque l'on était en plein air. Mais, métaphoriquement au moins, le « feu des enchères », célèbre dans les fastes de la pratique, n'avait pas été un vain mot. Le citoyen Tournu devait au fisc une somme totale de 11.000 livres, et M^e Soubra constate, avant de clore, qu'il la paya comptant en due forme, entre les mains du citoyen Duco-lombier.

Nous avons présenté les autres personnages de cette petite scène héroï-comique. Ajoutons donc encore en passant que le nom de citoyen Tournu désignait Gaspard-Allouis-Edouard Tournu, fils de Jean-Antoine, — celui-ci ci-devant seigneur de Ventavon, propriétaire de domaines aux Tances et à Jarjays. Edouard de Ventavon avait été avant la Révolution conseiller au Parlement de Dauphiné, et fut plus tard le savant et respectable conseiller à la Cour d'appel de Grenoble. En l'an IV, « propriétaire foncier », il résidait à Gap.

*
**

Onze mille livres, ou francs (ainsi que l'on commençait à dire vers cette époque) pour les deux quadrupèdes que nous avons nommés « en parlant sans respect », et que Delille, moins incivil, appelait par périphrase

...l'animal qui se nourrit de glands !

...Quelle folie, dirait l'amy lecteur, même habitué à payer les gros prix de l'hiver 1918-1919. Mais déjà il a entrevu dans cette affaire le paiement en assignats, et l'époque d'extrême dépréciation de ce papier-monnaie. Entre particuliers, on pouvait pratiquement stipuler des prix moins exagérés et plus conformes à la valeur vraie de

l'argent, parce que par des moyens détournés et légalement interdits on convenait en même temps du paiement en numéraire. Au contraire, en soldant le prix des porcs de la citoyenne Béthisy, devenus par confiscation les porcs de la Nation, il y avait pour les enchérisseurs une occasion toute trouvée de se débarrasser d'une monnaie dépréciée, à condition d'en remettre davantage.

Au début de la Révolution, les assignats devaient, en toute occasion, être reçus pour leur valeur nominale. Le cours forcé fut décrété, et les peines les plus sévères vinrent essayer de le soutenir, mais en vain : les lois économiques sont plus fortes que les contraintes légales. A Gap, vers la fin de 1791, les assignats perdaient déjà de 15 à 18 o/o ; en mai-juin 1792, de 32 à 35 o/o ; en décembre 1794, 72 o/o, en d'autres termes l'assignat de cent livres n'en valant plus que 28¹. Plus tard fut dressé, en annexe à la loi du 5 messidor an V (23 juin 1797) un tableau officiel de la dépréciation successive des assignats, présentant l'échelle des cours moyens par rapport à la valeur nominale dans chaque département et à la Trésorerie de Paris. En général, les départements cotaient des cours supérieurs à Paris.

Pour la dernière décade de frimaire an IV, le cours dans les Hautes-Alpes était de 1 l. 10 s. o/o. A ce taux, 11.000 livres en assignats représentaient 165 livres, ou francs, en numéraire, soit à la puissance moyenne de l'argent dans les dernières années avant guerre, environ 825 francs. Comparativement à notre cours maximum de un franc le kilo pendant la période décennale 1904-1914, c'était un prix fort élevé pour deux individus de notre ancienne race noire de pays, haute sur jambes, engraisée aux glands et aux grains, non à l'artificieux tourteau qui donne aujourd'hui l'engraissement au détriment de la saveur ; autrement dit, prix fort élevé par rapport à nos cours d'avant-guerre, si nous supposons à nos bêtes un poids vif de 110 à 120 kilos par tête².

¹ Cf. *Annales des Alpes*, 1906, pp. 17-19, et 1904, p. 197.

² Le 27 frimaire an IV (18 décembre 1795), c'est-à-dire précisément à l'époque de la vente de Valsesres, le quintal de foin était réquisi-

Sans doute, l'acheteur de décembre 1918 aurait payé davantage, environ 5 fr. le kilo poids vif, soit pour un total de 230 kilos, à peu près 1.150 francs, en billets de banque, seule monnaie aujourd'hui courante. Mais il n'eût point tiré de sa poche onze coupures de mille ! Les billets de la Banque de France ont une tout autre tenue que les assignats de jadis.

Les enchérisseurs de l'an IV n'étaient donc point des prodigues qui jetaient leur argent sur les pavés de la cour du château de Valsérres (qualifié pour la circonstance « maison », mais actuellement encore appelé château). En procédant par bonds de 500 livres, ils offraient simplement 5 fr. 50 de plus, ou 27 fr. 50 à la valeur de l'argent avant-guerre que nous avons adoptée comme base. Ils payaient cher, mais en se débarrassant de leurs assignats à la valeur réelle, ne faisaient point, somme toute, une mauvaise affaire¹.

II. — Le dernier Souchon des Preaux et les Béthisy

Paulo majora canamus. Passons du plaisant au sévère, et, l'occasion se présentant, parlons avec déférence, comme il sied, des gens estimables dont le nom vient d'être prononcé. Diverses sources me fournissent à leur sujet quelques renseignements inédits pour l'époque révolutionnaire.

Le 7 octobre 1755, Pierre-Marie Souchon avait épousé Ursule-Gabrielle de Bally, fille du premier président en la Chambre des comptes de Grenoble de 1729 à 1758, et

tionné à 500 livres, et le quintal de paille à 250 livres (Arch. départ. H.-A., L. 50), représentant respectivement aux 100 kilos : pour le foin, 6 fr. d'alors, ou 30 fr. de 1914 ; pour la paille, 3 fr. d'alors, ou 15 fr. de 1914.

La fabrication des assignats fut définitivement suspendue quelques jours après, le 2 nivôse an IV (23 décembre 1795).

¹ La minute du notaire Souchon se trouve aux Arch. départ. H.-A., 1 E, 3542.

petite-nièce du marquis de Valbonnais, historien du Dauphiné. La seule enfant survivante de ce mariage était devenue vicomtesse de Béthisy le 29 janvier 1784. Ancien conseiller au Parlement de Provence, M. des Preaux habitait Paris au moment où survint la Révolution. Sa situation de fortune lui permettait d'y tenir un certain train de maison, un peu au-dessus de celui que menait généralement dans la capitale la noblesse de province : notamment, grand amateur de musique, fredonnant et même composant volontiers l'ariette, il donnait assez fréquemment chez lui des concerts fort goûtés.

Il venait parfois, néanmoins, dans sa baronnie d'Avançon, et l'on disait couramment qu'il était pour ses tenanciers un véritable père. Les mémoires manuscrits de E. de Laplane s'accordent, pour en témoigner, avec l'attestation du Comité de surveillance dont je parlerai tout à l'heure. Comment, dans ces conditions, les premiers troubles de 1790-1792 dans la région éclatèrent-ils précisément dans les terres et à propos des droits de M. des Preaux ? Quelques sacs de malencontreux procès pourraient sans doute nous en donner les motifs⁴.

Mais les troubles n'étaient point seulement en province ; ils effrayaient davantage encore une partie des habitants de Paris. Dès 1790, M. des Preaux vint s'installer à Gap qu'il ne devait plus quitter. Il continuait à s'occuper de musique, et les *dilettanti* du lieu appréciaient la bonne grâce avec laquelle il prêtait les partitions de la riche collection qu'il avait apportée de Paris ; grâce à lui, on pouvait, jusque dans les murs du collège d'Embrun, chanter *La fausse magie* et *La rosière de Salency*. Il ne manquait point non plus d'exercer, quand il le fallait, une large et discrète charité.

⁴ Diverses difficultés relatives à l'usage des eaux de la Vence subsistèrent même après la Révolution. A l'occasion d'une affaire terminée par arrêt de la Cour de Grenoble du 2 ventôse an XIII, l'avocat des Béthisy déclare dans un mémoire que les habitants de Valserres refusèrent de se joindre aux perturbateurs venus, au début de la Révolution, menacer la hache à la main M. des Preaux jusque dans son château.

Sa fille et son gendre Béthisy avaient suivi d'autres exemples : peu après l'époque où leur père et beau-père regagnait Gap, probablement au début de 1791, ils avaient émigré en Belgique ^{4 bis}. Sérieusement élevée au couvent de la Visitation de la rue Saint-Jacques, à Paris, Mme de Béthisy ne fit jamais, que je sache, parler d'elle mal à propos — contrairement à nombre de ses contemporaines. Elle n'en était pas moins femme du monde accomplie. Son salon de Bruxelles fut bientôt fréquenté par la meilleure société. La maîtresse de maison « connue par ses grâces séduisantes, son esprit cultivé, fin et délicat, et la sûreté de son goût... semblait ne s'exprimer que pour plaire. Rivarol prenait plaisir à causer, à lire et commenter avec elle les *Eloges* de Fontenelle ⁵ ».

La meilleure société, c'étaient ces élégants et frivoles français que les événements, beaucoup plus que leur propre volonté, allaient condamner à un long et douloureux exil : dans le milieu de Bruxelles, l'on ne soupçonnait guère encore cet avenir, et l'on croyait tous les jours voir arriver favorable occasion de renverser, par les armes ou autrement, les novateurs détestés.

M. et Mme de Béthisy, je l'ai dit, furent donc inscrits sur les listes des émigrés de Paris.

Dès le début de l'automne 1792, l'avance de l'armée de Dumouriez vers les Pays-Bas fit refluer ailleurs ce contingent de proscrits. Avec tout un groupe, les Béthisy gagnèrent les provinces rhénanes, et se fixèrent à Aix-la-Chapelle : ils y trouvaient ou y accompagnaient les d'Harcourt, les Puységur, les Esterhazy, les Mortemart, les d'Egmont,

^{4 bis} L'ainé de la famille, Eugène-Eustache, comte de Béthisy ; son fils Charles, dont le nom sera mentionné plus loin ; son autre frère, Henri-Benoît-Jules, évêque d'Uzès, émigrèrent également, mais tous trois ne devaient rentrer en France qu'avec les Bourbons. C'est à tort que notre vicomte de Béthisy (Jules-Jacques-Eléonor) a été parfois qualifié de lieutenant général des armées du Roi, sans doute par confusion avec le comte : celui-ci, porté comme inspecteur de la 12^e division militaire (Provence) dans l'*Etat* de 1789, fut en effet créé lieutenant général à la Restauration.

⁵ J. TURQUAN, *Les femmes de l'émigration*, p. 65.

les Croy, et bien d'autres noms historiques déracinés de cette terre de France qu'ils avaient jadis bien servie en servant le Roi⁶. Mais bientôt, dans le second semestre 1794 et au commencement de 1795, les succès de l'héroïque armée de Sambre-et-Meuse, dans le bassin de ces deux rivières et sur le Rhin, chassaient plus loin encore les émigrés réfugiés à Aix-la-Chapelle, et parmi eux les Béthisy.

Une lamentable odyssée commençait. Je laisse à plus persévérant que moi le soin de chercher où elle conduisit M. et Mme de Béthisy avant de les ramener en France.

Revenons à Gap, où le séjour du représentant Beauchamp venait d'inaugurer le régime de la Terreur, jusque là différé dans le département. C'était pendant la troisième décade de brumaire an II (mi-novembre 1793). Le fait d'être proche parent d'émigré constituait à lui seul une cause grave de suspicion. Notre personnage, devenu « Souchon-Despreaux », fit partie des premières fournées de prêtres ou laïques incarcérés comme suspects au ci-devant séminaire des Doctrinaires, actuellement Grand séminaire désaffecté. Avec eux, M. des Preaux passa, presque sans feu et dans des conditions d'hygiène déplorables⁷, le terrible hiver 1793-94. Tous les prisonniers, anxieux, demandèrent pendant longtemps sans succès que, conformément à la loi, on libellât et on fit connaître à chacun ses « motifs de détention ». Le tableau relatif à « Souchon-Despreaux » figure parmi les 35 qui furent dressés le 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) par le Comité de surveillance de Gap; il porte : « ci-devant noble, ayant sa fille et son beau-fils émigrés, ayant d'ailleurs donné des marques de bon citoyen, et très charitable envers les pauvres⁸. » Note touchante, unique d'ailleurs et d'autant plus surprenante sous la plume d'un Biscarrat ou d'un Bertrand-Brutus.

Comme ses codétenus, M. des Preaux ne fut remis en liberté qu'après un an environ d'incarcération, le 22 bru-

⁶ Cf. J. TURQUAN, *op. cit.*, pp. 153-158 et *passim*.

⁷ Arch. départ. H.-A., L. 934 ter : *pétitions des détenus*.

⁸ Arch. départ. H.-A., L. 183.

maire an III (17 novembre 1794). Sa santé en avait été fortement ébranlée, et, comme je l'ai dit, il mourut le 21 fructidor suivant (7 septembre 1795), à l'âge de 65 ans⁹. L'acte de décès ne fut dressé que le 6^e complémentaire an III, c'est-à-dire après un délai tout à fait anormal de quinze jours, que je ne puis expliquer.



De quelle partie de l'Allemagne et par quel chemin les Béthisy, pressés et heureux de revoir leur patrie, arrivèrent-ils en France ? Je ne saurais le dire. Ils profitèrent en tout cas, pour ce retour, de la période de détente qui se produisit en fait, dans la situation des émigrés, non point de suite après thermidor, mais en l'an III et au commencement du Directoire. La loi qui punissait de mort tout émigré rentré, sur simple constatation de son identité, n'avait point été rapportée : et pourtant, sous de faux noms et des déguisements de tout genre, à la faveur aussi d'officieuses complicités, les émigrés revenaient de toutes parts. Interprète de l'ancien parti jacobin, le journal *Le Clair Voyant*, de Grenoble, dénonçait âprement ces rentrées illégales¹⁰.

Le ménage Béthisy parvint, comme tant d'autres, à franchir incognito la frontière et arriva à Paris. M. de Béthisy y resta, laissant sa femme venir seule à Gap. Dans une petite ville, le secret d'une semblable présence ne pouvait pas être complet, ce qui montre dans quelle sécurité devaient se croire nos nouveaux arrivants. Ceux-ci, certes, avaient commencé la procédure habituelle de demande en radiation, sondé les « corps constitués », cherché les certi-

⁹ Sur la compétence et l'initiative de Souchon des Preaux en matière de créations industrielles et agricoles, cf. *Annales des Alpes*, 1901, p. 139.

¹⁰ Notamment dans ses n^{os} 81, du 30 thermidor an V (17 août 1797), à propos des Basses-Alpes, et 82, du 2 fructidor an V (19 août 1797), à propos de l'Isère et autres départements. C'était on le voit, à la veille de la journée du 18 fructidor (4 septembre 1797).

ficats de nature à leur permettre d'établir qu'ils n'étaient jamais sortis de France, qu'ils s'étaient seulement cachés à l'intérieur pour échapper à des vengeances personnelles ou aux rigueurs des régimes précédents. Leur situation n'en était pas moins fort dangereuse.

Elle le devint surtout après le 18 fructidor (an V) : les perquisitions, les arrestations reprennent ; la commission militaire, siégeant à Grenoble pour juger les émigrés arrêtés dans l'étendue de la division militaire, condamne à mort, de l'an VI à l'an VIII, Cazeneuve et Durod ; le curé de Saint-Etienne-d'Avançon, Jean-Joseph Bertrand ; le curé du Buis, Lunel ; le jeune Henri de Rohan-Rochefort.

L'art. 15 de la loi du 19 fructidor avait imparti aux émigrés non rayés définitivement un délai de quinze jours pour sortir du territoire de la République. Mme de Béthisy, à Gap, ne profita point de ce délai. Résolue, quoi qu'il pût arriver, à ne plus quitter le sol de sa patrie, à se cacher en attendant des jours meilleurs, elle trouva un asile à peu près insoupçonnable dans la maison même de l'un des administrateurs du département, Blaise Richard-Calve. La maison Richard était attenante au ci-devant palais épiscopal ; la proscrire en occupait deux petites pièces au premier étage, confinant le mur mitoyen de l'autre côté duquel déborderait précisément l'Administration centrale des Hautes-Alpes.

Le propriétaire était, comme de juste, au courant du secret, ainsi qu'un autre administrateur, Etienne-Augustin Lachau²¹, et le secrétaire en chef de l'Administration, Pierre-Antoine Farnaud. Celui-ci, dans ses Mémoires manuscrits, dit avoir conseillé cette combinaison et en avoir conservé l'absolue reconnaissance de son obligée et du mari de celle-ci. Bien entendu, Mme de Péthisy ne sortait jamais. Farnaud et les deux administrateurs venaient parfois lui tenir compagnie. Telle la marquise du *Lion amou-*

²¹ La famille de Prunières, de son séjour à La Baume-des-Arnauds pendant la Révolution, garda également bon souvenir des procédés obligeants de Lachau à son égard. Elle fut même prévenue par lui de l'imminence de visites domiciliaires.

reux, telle la charmeuse des salons de l'émigration, la spirituelle interlocutrice de Rivarol, n'était sans doute point en peine pour enchanter de sa conversation et de sa reconnaissance émue la « sensibilité » de nos magistrats républicains. Le commissaire du Directoire exécutif, Bontoux, ne savait rien. Pour l'honneur de l'humanité, cette retraite ne fut jamais révélée, et, la nouvelle tourmente passée, Mme de Béthisy put sortir saine et sauve de sa cachette.

Entre temps, M. de Béthisy était venu à Valserres. Le 4 thermidor an VI (22 juillet 1798), la gendarmerie, agissant en vertu de la loi des 18-19 messidor an VI, l'y recherchait. La visite domiciliaire ne donna aucun résultat. La femme de service du ci-devant château répond « qu'il est parti depuis quelques jours, et doit être à Gap¹². » Erra-t-il longtemps ? Était-il parvenu à rejoindre l'asile de la maison du citoyen Richard ? Je crois cette seconde hypothèse plus probable. Un peu plus tard, il multiplia les démarches à Paris pour parvenir à la radiation, et finit par l'obtenir. Il revint à Gap après un arrêt à Lyon fort intéressé. Des particuliers et une municipalité complaisante de Rhône-et-Loire lui avaient délivré des certificats attestant suffisamment que, depuis les débuts de la Révolution, il n'avait jamais quitté le sol français... Comme je l'ai fait remarquer, le cas était fréquent.

Sous le Consulat et l'Empire, les Béthisy vendirent la plus grande partie des immeubles ayant dépendu de la succession Souchon des Preaux. Entre autres aliénations, « le citoyen » Béthisy, qualifié résidant à Gap, vendait à Vincent Latour, le 17 germinal an XI, par acte Soubra, notaire de Valserres, une vigne à Remollon, quartier des Plantas, d'une contenance de 2 h. 46 a. 24 c., moyennant le prix de 12.900 fr.¹³ Cette vigne, avec sa contenance approximative, figure au cadastre de Remollon de 1673 sous la cote de Souchon la Lauzière, un arrière grand-oncle de

¹² Arch. départ. H.-A., L. 320.

¹³ Arch. départ. H.-A., 1 E. 3.541. Les minutes Soubra contiennent pour cette époque diverses autres ventes faites par M. de Béthisy.

notre Souchon des Preaux, dont les biens étaient allés à la branche de ce dernier. Cette vigne a passé par différentes mains. Mais, comme à Remollon on conserve assez volontiers aux parcelles le nom de quelque ancien ou très ancien propriétaire, on l'appelle encore « Béthisyne. »

Le prix de « la Béthisyne », s'il n'y eut pas dissimulation, et c'est probable, ressortait à un peu plus de 5.000 fr. l'hectare ou environ 170 fr. la fosserée de 81 toises (3 a. 24), mesure du pays. Dans le courant du XIX^e siècle, par les temps de prospérité de la vigne, ce prix s'éleva, pour le quartier des Plantas (le meilleur de la commune comme qualité et quantité de production) entre 300 et 400 fr. la fosserée, soit de 9.000 à 12.000 fr. l'hectare. Je n'ai pas à dire ici sous l'influence de quels phénomènes économiques et culturels cette valeur a rétrogradé dans des proportions énormes. Je constaterai seulement que, pour le cours de l'argent en l'an XI comparé à celui d'aujourd'hui, la somme payée par l'acquéreur Latour correspondait aux plus hauts prix qui aient pu se pratiquer pendant la période maximum 1865-1880. Il ne s'agissait d'ailleurs plus, le 17 germinal an XI (6 avril 1803), d'assignats, mais d'espèces sonnantes et trébuchantes.

Une autre « Béthisyne » de Remollon, au quartier de Jamonette, avec sa contenance de 26 fosserées 15 cannes, appartenant à M. Eugène Allard, provient de la même origine (cote Souchon la Lauzière).

En ce bas monde, les choses et même les noms de lieu durent plus longtemps que les hommes. Voilà plus de cent ans que moururent : Mme de Béthisy — décédée à Valserres le 7 octobre 1811, à l'âge de 49 ans ; et M. de Béthisy, qui habitait Paris et son château de Ferrières (Somme), — décédé en 1816. Aucun enfant n'était issu de cette union. Un neveu et héritier, M. Charles de Béthisy, acheva peu après de vendre ce qui restait dans notre région des anciens domaines Souchon.

**

Ce qui, parmi les objets matériels, résiste le moins à la vétusté, ce sont les créations de l'homme, et tout spéciale-

ment les habitations qu'il s'est ménagées. Les murailles du château de Valserrès sont depuis longtemps dégradées. A l'heure où paraissent ces lignes (10 juin 1919), le mur du côté nord, longeant le chemin de grande communication de Gap à Remollon par Jarjaves, menace ruine au point de nécessiter une démolition complète et prochaine. L'angle ouest s'est déjà écroulé, laissant lamentablement béante toute une tranche de chambres. Le surplus de la façade eût bien été démoli par mesure de voirie, si l'importance de ce travail et la difficulté de l'opérer sur un espace restreint, sans dommage pour les gens et les habitations du voisinage, n'en avaient retardé l'exécution. L'on a simplement placé, aux aboutissants, un avis indiquant que la traversée de Valserrès est interdite : précaution par trop insuffisante, alors surtout qu'il n'y a pas, pour les attelages, d'autre traversée que celle-là. Des Valserrois risquent donc quelque peu leur vie chaque jour, en passant — le plus rapidement qu'ils peuvent — sous les murs du château tant déchu d'une dame d'autrefois.

Seule, au flanc du coteau, une allée d'accès plantée d'arbres, quoique délaissée et mal entretenue, conserve encore grand air ; le passant qui, indifférent, traverse le village, ne la soupçonne point ; mais peut-être a-t-elle gardé le souvenir de la promeneuse qu'elle vit passer bien des fois dans les premières années du XIX^e siècle. Ce vénérable vestige des anciens temps pourrait, lui, nous dire si la vicomtesse de Béthisy était belle, mais qu'importe ? Nous savons, nous, qu'elle fut femme à l'esprit vif et profond, orné de ces grâces légères qui firent spécialement le charme du XVIII^e siècle, et qui se retrouvent toujours un peu chez la française de tous les temps.

« Elle semblait se s'exprimer que pour plaire... » : quel souvenir, conservé par les pierres les plus résistantes du monde, vaudra jamais ce seul éloge ? »

“ La maison Richard, refuge de Mme de Béthisy, ensuite maison Michel, située au nord de l'Evêché, fut acquise par la ville, en 1851, pour élargir la rue actuelle du Collège, et l'Evêché se trouva ainsi isolé. (Renseignement fourni par M. Mondet). ”



A PROPOS DE L'ARTICLE
" UNE DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE
AU COLLET DE GAP "

Par M. Hippolyte MÜLLER¹

Cet intéressant article de feu M. l'abbé Allemand, paru dans le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, 1917, pp. 307-309, m'a suggéré quelques remarques dont j'apporte ici la modeste contribution.

Si j'ai bien compris l'auteur, les deux sépultures du Collet de Gap étaient constituées par des tuiles à rebords; un rang de ces tuiles, posées à plat, composait le sol de la sépulture; deux rangs des mêmes tuiles, jointes au sommet, reposaient sur le rang horizontal et formaient un toit au-dessus du squelette. On a dû y rencontrer également des tuiles creuses, en gouttière, lesquelles, dans ce type de tombe, étaient posées sur l'arête du « toit ». Ce mode de sépulture, usité surtout pour le menu peuple, a commencé dans notre région vers la fin du III^e siècle, et ne semble pas avoir dépassé de beaucoup la fin du IV^e. C'est le type des tombes dites *champdoliennes*.

Vers la fin du IV^e siècle, les temps de troubles traversés par les populations de civilisation gollo-romaine amenèrent l'abandon de nombreux usages, de luxe ou de simple utilité. La fabrication des belles tuiles à rebords (*tegulae*),

¹ Le Comité de publication regrette le retard involontairement subi par les observations de M. Müller.

notamment, paraît avoir cessé à cette époque pour faire place aux seules tuiles creuses (*imbrices*) : encore celles-ci ne reparaisent-elles, petites et très cuites, que dans les ruines des châteaux forts, vers le X^e ou le XI^e siècle. C'était encore du luxe, et le rural en était vite revenu au chaume de ses ancêtres gaulois.

Indépendamment de l'avis de nombreux archéologues, beaucoup de fouilles personnelles m'ont confirmé dans la certitude que la tuile à rebords, dite improprement sarra-sine dans tout notre Sud-Est, n'a guère subsisté au delà du début du V^e siècle.

Les tombes du Collet datent donc de l'an 290 à l'an 400 de notre ère, plutôt de 400 environ si l'on n'a pas trouvé de mobilier funéraire. Les Francs de l'époque mérovin-gienne et les Burgondes ont souvent réemployé des tombes monolithiques en auges, en les retouchant quelquefois.

L'emplacement des tombes du Collet dans un hémicycle en maçonnerie prouverait simplement l'existence en ce lieu d'un petit temple. Bien qu'il y eût déjà dans la région des monuments chrétiens dès la fin du IV^e siècle, aucun indice ne vient démontrer que nos deux sépultures soient chré-tiennes.

Le cimetière du Monétier-Allemont a donné, vers 1892 et plus tard, des sépultures champdoliennes et des auges en pierres trouvées dans l'ensemble et autour des fondations de la vieille église qui y fut alors démolie. Il est fort possible que cette ancienne église ait été bâtie sur partie des fon-dations d'un temple païen.

Au Collet de Gap, une fouille méthodique permettrait, sans doute, de retrouver quelques traces de l'abside qui contenait les deux sépultures, et de voir si ses murs étaient construits en petit appareil. Ce dernier détail serait bien près de trancher la question.



L'INQUISITION EN DAUPHINÉ

DU XIV^e SIÈCLE AU DÉBUT DU RÈGNE DE FRANÇOIS I^{er}

d'après un livre récent ¹

Par M. B. FAUCHER

Voici un ouvrage essentiellement dauphinois dont aucune Société savante de la région n'a encore rendu compte, bien qu'il ait paru en 1914 et qu'il présente un vif intérêt pour l'ensemble de notre province. La majeure partie des événements qu'il rapporte se sont déroulés dans le territoire actuel des Hautes-Alpes et plus spécialement dans le Briançonnais, terre des célèbres vallées vaudoises; à ce titre il est juste que notre Bulletin soit le premier dans la région à lui consacrer quelques lignes.

Le sujet est un de ceux qui ont préoccupé le plus vivement les historiens du Dauphiné et du Piémont, comme l'atteste la copieuse et précise « bibliographie des ouvrages cités », que l'auteur a placée en tête de son ouvrage. Notons en passant que M. Marx, dans son *Introduction*, a pris soin de faire une critique très judicieuse de ses sources imprimées, en examinant successivement les ouvrages généraux sur l'Inquisition, les histoires du Dauphiné, puis

¹ MARX (Jean). *L'Inquisition en Dauphiné, étude sur le développement et la répression de l'hérésie et de la sorcellerie du XIV^e siècle au début du règne de François I^{er}*. — Paris, Champion, 1914. In-8°, XXIV-294 p. (Bibliothèque de l'École des Hautes études. Fascicule n° 206.)

les livres consacrés particulièrement à la sorcellerie et surtout à l'hérésie vaudoise.

L'énumération des sources manuscrites nous montre quelle riche documentation l'auteur a su réunir. Sans doute il n'a pu retrouver les archives propres de l'Inquisition, qui ont disparu en Dauphiné comme ailleurs, mais il n'est pas un dépôt de la région qu'il n'ait soigneusement exploré, avec des fortunes diverses : c'est ainsi que les archives des Hautes-Alpes, qui auraient pu fournir sur l'hérésie vaudoise des documents très importants, si le fonds de l'archevêché d'Embrun n'avait pas été à peu près détruit sous la Révolution, n'ont presque rien donné. Une bonne partie des pièces justificatives proviennent de la Bibliothèque nationale — où M. Marx a pu dépouiller deux registres de procès contre les Vaudois consultés par Bossuet lors de la composition de son *Histoire des Variations*, et restés depuis à peu près inutilisés — ; de la bibliothèque universitaire de Cambridge — papiers donnés au XVII^e siècle par l'historien protestant Sam. Morland — ; enfin du *Trinity College* de Dublin, auquel l'archevêque Ussher avait légué au XVIII^e siècle une importante collection de documents vaudois.

Ayant ainsi puisé à des sources très souvent inédites, l'auteur n'a pas eu de peine à faire œuvre originale, malgré divers emprunts aux travaux antérieurs. Parmi ceux-ci, le *Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné avant le XVI^e siècle* peut être cité comme un livre déjà solide. Mais dans cette étude, l'abbé Jules Chevalier n'a pas posé de question générale : sur l'organisation de l'inquisition en Dauphiné, son mémoire n'apporte rien, ou presque rien.

C'est précisément l'exposé de cette organisation qui forme la partie principale de l'ouvrage de M. Marx. Alors que trois chapitres lui suffisent pour l'historique du développement de l'hérésie et de l'établissement de l'Inquisition, il n'en consacre pas moins de dix au fonctionnement de l'institution : composition de tribunal inquisitorial, sa compétence, sa procédure, sentences et peines prononcées, moyens d'appel, etc.

Comment l'Inquisition a-t-elle fonctionné en Dauphiné ? Etablie en vertu de dispositions générales, applicables à toute la chrétienté plutôt que pour répondre à un danger précis, son action, restreinte et hésitante au XIII^e siècle, s'affirma au XIV^e, quand elle trouva devant elle les groupes compacts des Vaudois, concentrés dans les vallées briançonnaises; elle atteignit son maximum de violence au XV^e siècle, avec la persécution contre les sorciers et la croisade contre les Vaudois. Confiée à des Franciscains, l'Inquisition en Dauphiné n'acquiesça jamais une complète indépendance : d'une part, le ressort de l'inquisiteur, qui comprenait tous les pays situés à l'est du Rhône, était trop vaste; d'autre part, les archevêques-princes d'Embrun étaient trop jaloux de leurs pouvoirs pour laisser diminuer leur influence; enfin le pouvoir civil, représenté depuis 1349 par le roi de France, conserva la haute main sur tout ce qui concernait l'exécution des décisions inquisitoriales. Mais si, en fait, les inquisiteurs n'agirent que rarement seuls, ils collaborèrent normalement avec les archevêques d'Embrun et avec le Parlement de Dauphiné, unis dans une même œuvre de répression.

La procédure suivit une évolution caractérisée par le rôle de plus en plus grand joué par le procureur fiscal ou promoteur, qui mettait en marche l'affaire. C'était là une innovation contraire aux principes du droit inquisitorial primitif. Mais, jusqu'à la fin, la procédure inquisitoriale conserva un certain nombre de ses caractères propres : les dépositions des témoins n'étaient pas communiquées à l'accusé, tous les témoignages étaient admis sauf dans le cas d'inimitié capitale, le ministère de l'avocat était refusé à l'accusé, enfin la torture était employée de façon plus fréquente.

Les pénalités suivirent une évolution également marquée : elles tendirent à revêtir un caractère presque uniquement fiscal. Certes, jusqu'au début du XVI^e siècle, on relève de fréquentes remises au bras séculier, qui le plus souvent brûla¹, et quelquefois pendit ou noya, les sorciers ou hérétiques.

¹ Il faut noter ici qu'en Dauphiné on ne se servait pas, comme ailleurs, d'un bûcher sur lequel on liait le condamné. On enfermait celui-

tiques que lui renvoyait l'inquisiteur. Mais la peine de la prison, du *mur*, si souvent employée en Languedoc, ne fut guère en usage dans le Dauphiné; les confiscations au contraire s'abattirent lourdement sur les pays suspects et entretenirent le zèle que les pouvoirs séculiers mettaient à seconder l'Inquisition. Souvent les biens confisqués étaient revendus à la famille du condamné, contrairement aux prescriptions du droit inquisitorial primitif.

Enfin, pratiquement, l'Inquisition se trouva de plus en plus subordonnée au pouvoir royal ou du moins au Parlement du Dauphiné; l'inquisiteur faisait enregistrer ses pouvoirs par le Parlement, des conseillers du Parlement lui étaient adjoints, un contrôle permanent était exercé sur lui. Le Pape lui-même recommandait aux inquisiteurs de prendre conseil des officiers royaux. Le procureur fiscal qui mettait en mouvement l'action judiciaire de l'Inquisition n'était autre que le procureur fiscal séculier. Salarié par le roi, l'inquisiteur fut pratiquement une sorte d'officier royal. L'originalité de l'Inquisition s'atténuant, le rouage apparut inutile, et le Parlement put sans difficulté s'attribuer la connaissance des cas d'hérésie lors de la lutte contre la Réforme.

Telle est, résumée par M. Marx lui-même, l'évolution de l'Inquisition en Dauphiné. En limitant ses recherches à une seule province, l'auteur a pu pénétrer plus avant dans la vie même de l'institution. Grâce à lui, bien des choses soupçonnées jusqu'ici se dégagent en pleine lumière, par exemple la vigoureuse intervention du grand Conseil lors de l'appel au roi lancé par les Vaudois au début du XVI^e siècle.

A un point de vue plus particulier, il convient de signaler le récit de la croisade de 1487-1488; l'auteur, après F.

ci dans une petite cabane de bois construite pour la circonstance. Le bourreau le ligotait à l'intérieur de la cabane à laquelle il mettait le feu en enflammant de la paille. L'exécution terminée, le châtelain royal offrait un repas au bourreau et à ses aides. Cf. les comptes de la châtellenie de Valpute pour l'année 1381, cités par J. Marx, p. 134, note 1.

Comba, y fait justice des exagérations auxquelles se sont livrés les historiens protestants à propos des épisodes de la Baume Chapelue (gorges d'Ailefroide) et de la Baume d'Oréac (environs de L'Argentière).

Un autre chapitre intéresse spécialement les Hautes-Alpes : c'est celui qui traite des sorciers, fort nombreux, on le sait, dans les hautes vallées. Au XV^e siècle, écrit M. Marx (p. 32), dans le seul Briançonnais 57 hommes et 110 femmes furent inculpés de sorcellerie au cours d'une période de vingt ans. La Vallouise était à cette époque le rendez-vous préféré des sorcières en quête de « sabbats », comme le prouvent les vers suivants, extraits du *Champion des dames* de Martin Le Franc, prévôt de Lausanne (1440) :

Je te dy avoir veü en chartre
Comment, dès le temps qu'elle estoit
De seize ans, ou poy s'en faloit.
Certaines nuits de la Valpute,
Sur ung bastonnet s'en aloit
Voir la sinagogue pute¹.

L'ouvrage se termine par 24 pièces justificatives (vacations des officiers inquisiteurs, interrogatoires des sorciers ou des hérétiques, sentences de condamnation, etc.), échelonnées de 1354 à 1511, et fort judicieusement choisies. Les transcriptions de M. Marx paraissent en général très exactes ; nous avons relevé toutefois quelques lectures qui n'ont pas laissé de nous surprendre : *in te agimus*, etc., pour « intelleximus quod », *scelerum suorum penas verentes* pour « ne scelerum suorum penas luerent », *provide, ac si* pour « perinde ac si », *diocesim Vivariensem* pour « diocesim Niciensem² ».

¹ Cité par J. Marx, p. 49.

² Voir le *vidimus* dans lequel Hugues Livet, vicaire et official de l'archevêque d'Embrun, donne le texte des trois brefs, émanés des papes Innocent VIII et Alexandre VI, portant commission du frère mineur François Plouvier comme inquisiteur en la province d'Embrun (1591, 4 janvier). Arch. des H.-A., G. 2768, fol. 17 v°.

De semblables vétilles ne sauraient enlever à cet ouvrage sa haute valeur scientifique. Rappelons pour finir que son auteur a obtenu en 1914 la deuxième médaille au concours des Antiquités de la France, et que le rapporteur de l'Académie des inscriptions, M. Emile Châtelain, a terminé ainsi son appréciation : « ...par la sobriété de ses aperçus, par l'usage sensé de nombreux documents, le livre de M. Marx est un des meilleurs qu'ait provoqués dans ces dernières années l'histoire de l'Inquisition ».

NÉCROLOGIE

Le professeur Raphaël BLANCHARD

Nombreux furent les titres, les services universitaires, les travaux scientifiques de notre éminent confrère Raphaël Blanchard. Nous ne pouvons que résumer ici les principaux traits de sa féconde carrière.

Né le 28 février 1857, à Saint-Christophe (Indre-et-Loire), il était venu faire ses études à Paris, avait obtenu les diplômes de docteur en médecine et de licencié ès sciences, puis occupé les postes de préparateur de physiologie à la Sorbonne et de répétiteur à l'Institut agronomique. Nommé en 1883 agrégé d'histoire naturelle à la Faculté de médecine de Paris, il y professa d'abord la zoologie et se spécialisa dès lors dans l'étude des parasites animaux et végétaux. Il devint en 1897 titulaire de la chaire d'histoire naturelle médicale, transformée quelques années après en chaire de parasitologie. On le compte parmi les créateurs de l'Institut de médecine coloniale, où il fut maître de conférences.

Le 13 février 1894, l'Académie de médecine l'avait élu membre de sa section de thérapeutique et d'histoire naturelle médicale : dans sa séance du 19 décembre 1911, elle le nomma secrétaire annuel, fonctions qui, depuis, lui furent renouvelées par acclamation.

Le Dr Blanchard est décédé en son domicile de Paris, 4, avenue du Président-Wilson, le 7 février 1919.

Il était officier de la Légion d'honneur, de l'Instruction publique, du Mérite agricole et décoré en outre de divers ordres étrangers. Il fit partie de beaucoup de sociétés sa-

vantes françaises et étrangères, et collabora à leurs publications avec la plus admirable activité. Il était inscrit comme membre fondateur de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes depuis le 5 décembre 1889.

Nous n'avons point à parler ici des nombreuses publications par lui consacrées aux sujets techniques de son enseignement et de ses études préférées; il y ajouta plusieurs dissertations fort curieuses relatives à l'histoire de la médecine, telles que les *Notes sur la parasitologie sino-japonaise*; les *Notes historiques sur la peste*; une *Notice biographique sur François-Vincent Raspail*: ces trois articles parus d'abord dans les Archives de Parasitologie.

Mentionnons, comme se rapportant d'une façon plus particulière à notre département, les études suivantes :

Sur la faune des lacs élevés des Hautes-Alpes (en commun avec le Dr J. Richard, dans les « Mémoires de la société zoologique de France ») : étude systématique des animaux recueillis dans 34 lacs de l'arrondissement de Briançon.

L'Art populaire dans le Briançonnais. I. Les cadrans solaires (Paris, Société d'Edit. scient., 1895, in-8°, 55 pp. et figures). Cet opuscule était extrait du Bulletin de notre Société d'Etudes (1895, pp. 1-47) : nos lecteurs apprécient comme il convient la pittoresque originalité de ces antiques horloges.

L'Art populaire dans le Briançonnais. II. Les péchés capitaux (Paris, 1905, Revue d'Europe, t. XIII, pp. 466-475). Ce travail a été réimprimé, avec deux figures dans le texte, sous le titre : *L'Art populaire dans le Briançonnais. Les vertus et les vices* (Paris, 1917, L'Europe politique et littéraire, t. III, pp. 213-227).

L'Art populaire dans le Briançonnais. — Le ba'cubert (Paris, Champion, 1914). Cette brochure, éditée avec luxe, comme la plupart des publications de l'auteur, comprend 90 p., avec neuf planches hors texte faisant 37 figures, airs notés et nombreuses illustrations dans le texte.

Fondations charitables de Briançon. La villa Aline, fondation Marius Chancel (Paris, Asselin et Houzeau, 1910,

in-8°, avec planches. Extrait du *Corpus inscriptionum ad medicinam biologiamque spectantium*, 1909-1910, t. 1^{er}, fasc. 1 et 2).

A ses préoccupations d'ordre professionnel et scientifique, le Professeur Blanchard joignait, on le voit, le souci de conserver le souvenir des choses locales. Nous prions les siens de trouver ici l'expression des regrets que causera, parmi les membres de la Société d'Etudes, sa disparition inattendue et prématurée. — J. C.



Communications et Notes de Lecture

Le « Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques », portant le millésime 1918, mais distribué il y a quelques semaines seulement, contient (pp. 7-11) une notice de M. Adrien BLANCHET sur *Un talisman gnostique trouvé à Saléon*. Ce talisman est une plaque circulaire en cuivre rouge de 28 ^m/_m de diamètre, représentant sur l'une des faces un génie anguipède à tête de coq, armé d'un glaive et d'un bouclier ; tout autour dans le champ, sept astres. Le revers représente la triple Hécate, brandissant des poignards, des fouets et des torches enflammées ; au-dessus des trois têtes d'Hécate est gravé le mot *Festi*, — désignant probablement, d'après M. Blanchet, le possesseur de l'amulette ; ou peut-être, ajouterons-nous, renfermant un sens magique qui nous échappe. L'auteur de la notice compare cet objet aux autres objets de même nature déjà signalés, ou existant dans diverses collections.

Le talisman dont il s'agit a été trouvé à Saléon (Hautes-Alpes) par notre confrère de la Société d'Etudes M. Paul Plat.

**

— Le « Recueil des travaux de l'Institut de géographie alpine » nous apporte, dans son année 1918, trois articles à signaler à nos lecteurs.

a) De M. L. GALLOIS (pp. 1-25), *Un géographe dauphinois : Oronce Fine et le Dauphiné sur sa carte de 1525*, avec reproduction en fac-similé, légèrement réduite, de la partie de cette carte qui comprend Savoie, Dauphiné et Provence. La moitié de l'article de M. Gallois est consacrée à quelques développements, de source souvent inédite, sur la famille, la vie, la carrière d'Oronce Fine, et sur ses travaux géographiques en général. L'autre moitié relève les particularités les plus frappantes de la fraction de carte étudiée. Le Dauphiné, par exemple, y a une nomenclature beaucoup plus dense que les provinces voisines de Savoie et de Provence ; la région qui pouvait être familière à un

briançonnais d'origine, vallée de la Romanche, vallée de la haute et moyenne Durance, se trouve fort bien figurée; au sud, en descendant la Durance, les indications deviennent plus vagues; pour la région de Gap, précision suffisante, tandis que les vallées du Drac et du Buëch présentent quelques inexactitudes. Les principaux cols de la même région sont emplacements comme il convient, notamment le Cenis et le Genèvre (et, de l'autre côté de celui-ci, la vallée de la Doire, aujourd'hui italienne, alors briançonnaise); il n'en est pas ainsi du col de Tenide, objet d'une erreur; mais le col Lacroix, le col Agnel et le col de L'Argentière sont convenablement tracés.

Grâce à M. P. Guillemain, les Archives départementales des Hautes-Alpes possèdent un exemplaire de l'une des éditions ou imitations italiennes de la carte de France d'Oronce Fine (Venise, 1563).

b) Un article de M. R. BLANCHARD, *La poussée d'utilisation de la houille blanche dans les Alpes françaises de 1916 à 1918* (pp. 469-480), signale, entre autres, les augmentations de force électrique empruntées à la Durance pendant cette période de deux ans : légère augmentation à l'usine de la Schappe, à Briançon; — usine de Ventavon, portée de 31.000 à 39.000 chevaux, et usine du Poët-Sisteron, de 15.000 à 45.000; — enfin et surtout, nouvelle et puissante installation de Sainte-Tulle, en aval de Manosque, réalisant 50.000 chevaux. Laissons ce qui, pour la moyenne et basse Durance, est seulement encore à l'état de projet, d'avant-projet ou de simple étude. M. Blanchard n'oublie pas de mentionner la reprise des travaux de sondage au défilé de Serre-Ponçon.

c) La *Lettre* de M. E. BÉNÉVENT (pp. 489-493), à propos de sa précédente étude sur *La neige dans les Alpes françaises*, déjà signalée aux lecteurs du Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes, conclut à la difficulté des observations nivométriques, et au peu de valeur des renseignements émanés de certaines stations météorologiques.

J. C.

OBSERVATOIRE MÉTÉOROLOGIQUE DE L'ÉCOLE NORMALE DE GARÇONS A GAP
 Altitude : 739m20 (moyenne barom. 699m/m) au nord, à l'ombre. Heure des observations : 7 h. du matin (heure astronomique)
 (Relevés de M. CHABOT)

Observations du premier trimestre 1919

JANVIER					FÉVRIER					MARS				
Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minim	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie
1	693.2	2.0	6.0	—	1	694.8	-11.8	4.0	—	1	698.0	8.0	7.5	—
2	702.0	6.0	6.7	—	2	692.8	-5.6	1.5	—	2	700.2	9.0	10.5	3-7.0
3	700.0	9.3	5.0	17.8	3	691.2	-9.0	1.0	—	3	703.8	7.7	10.9	—
4	686.0	8.0	6.5	25.0	4	694.0	-11.2	0.5	—	4	704.0	—	9.5	4.0
5	674.5	3.0	9.0	5.0	5	694.2	-11.0	4.8	—	5	701.8	1.0	11.0	3.0
6	684.5	1.0	5.2	2.5	6	691.4	-15.0	12.2	10-7.0	6	698.0	2.0	13.8	—
7	683.0	4.7	3.0	5.5	7	695.0	-6.2	19.5	—	7	678.5	0.0	10.0	—
8	681.5	7.8	6.0	—	8	693.5	-5.5	0.5	1.0	8	697.0	2.8	12.2	—
9	696.0	3.8	8.0	—	9	702.0	-6.7	1.0	—	9	696.0	7.0	11.0	—
10	697.0	7.7	8.7	—	10	703.0	-11.0	1.2	—	10	700.4	5.0	16.2	—
11	688.5	4.0	7.8	—	11	702.5	-18.0	5.8	—	11	703.0	5.5	18.0	—
12	698.0	6.0	4.0	—	12	702.0	-19.0	7.9	—	12	699.7	6.8	18.0	—
13	697.5	9.2	7.5	0.5	13	700.0	-18.2	7.7	—	13	696.8	7.2	10.5	—
14	702.5	7.5	7.0	—	14	696.2	-10.5	8.0	—	14	693.5	1.5	11.8	—
15	705.0	9.5	8.0	—	15	691.2	-10.0	7.5	0.5	15	695.0	5.0	11.0	—
16	703.5	8.2	4.2	—	16	689.0	-7.8	7.5	20.0	16	695.2	7.0	9.5	—
17	696.8	7.0	7.0	5.0	17	683.0	-3.2	9.7	4.5	17	699.2	5.4	0.2	—
18	695.5	4.5	4.2	—	18	685.3	-1.8	7.0	11.0	18	696.0	5.5	8.0	—
19	692.0	8.7	3.0	—	19	691.0	-2.8	12.2	—	19	694.5	1.5	8.2	—
20	698.0	5.5	4.2	—	20	687.0	5.0	8.0	10.5	20	694.0	7.5	5.5	1.0
21	695.5	9.8	5.0	—	21	694.0	-1.2	13.0	13.0	21	684.5	7.0	3.5	5.5
22	697.4	9.8	5.7	—	22	695.0	-4.0	7.8	15.0	22	686.0	3.1	8.8	20.0
23	696.7	8.4	3.0	—	23	691.0	-1.5	6.8	4.0	23	692.0	4.5	9.5	1.0
24	701.0	9.8	3.0	—	24	691.0	-3.6	14.0	12.0	24	688.5	4.0	13.5	14.5
25	701.0	9.5	4.0	—	25	692.8	-2.5	12.0	6.0	25	691.5	7.0	8.5	2.5
26	696.8	7.0	0.8	—	26	695.4	5.0	10.2	—	26	692.5	0.5	13.0	25.5
27	692.0	8.5	5.2	—	27	693.0	-6.2	9.0	1.0	27	694.8	2.5	15.0	6.0
28	683.0	-11.0	3.8	—	28	696.5	-8.0	7.5	—	28	688.5	0.2	8.0	—
29	687.5	-12.8	2.5	—	29	697.0	-9.0	—	—	29	696.0	-0.2	6.2	—
30	693.0	-9.0	2.0	—	30	693.0	-6.2	—	—	30	694.2	4.0	4.5	17.0
31	696.0	-10.2	7.2	—	31	695.8	—	—	—	31	695.8	0.5	12.0	27.0

Le Secrétaire-Gérant : B. FAUCHER.



LE MONT AIGUILLE

d'après l'ouvrage du P. Ménéstrier (1701)

(Cliché R. A. D., 1913).



LE MONT AIGUILLE

d'après les *Sites et Monuments* (1904)

(Cliché T. C. F.)



LES SEPT MERVEILLES

DU DAUPHINÉ ¹

Par M. CHARLES MONTJEAN

Le roi Louis XI, n'étant encore que Dauphin, se glorifiait, dit-on, d'être le maître d'un pays dont les merveilles surpassaient les sept Merveilles du monde. Cette opinion était aussi celle de l'historien Chorier ; celui-ci écrivait en 1661 qu'aux sept Merveilles du Dauphiné, il convenait d'en ajouter une huitième : l'ignorance des géographes anciens au sujet de ces curiosités.

Si un tel enthousiasme peut paraître quelque peu exagéré, il serait injuste cependant de partager les sentiments de l'avocat De Lorme ², qui a exprimé le peu de cas qu'il faisait des Merveilles du Dauphiné dans un quatrain connu :

Merveilles du pays, dont on dit tant de bien,
Soit dans les vers, ou dans la prose,
Vous êtes un peu plus que rien,
Mais, à dire le vrai, vous n'êtes pas grand'chose ³.

¹ La province de Dauphiné comprenait : le Viennois, le Grésivaudan, le Trièves, le Champsaur, le Gapençais, l'Embrunais et le Briançonnais.

² Thomas DE LORME, avocat au parlement de Grenoble, a vécu de 1639 à 1724.

³ Vers cités par E. MAIGNIEN dans la *Petite revue des Bibliophiles dauphinois*, t. II, 1910, p. 239.

Quelle est l'origine de ces célèbres Merveilles ? Il en est fait mention pour la première fois en l'an 1200. L'anglais Gervais de Tilbury, maréchal du royaume d'Arles, dans son encyclopédie d'histoire et de physique intitulée *Otia imperialia*⁴, dédiée à l'empereur Othon IV, énumère 129 merveilles, dont 11 appartiennent à la région dauphinoise. Quelques-unes sont assez fantaisistes. Cependant, Tilbury cite déjà : la tour de Pariset, le rocher *Æqua Illi*⁵, la motte flottante de Pelleautier, la fontaine vineuse et le rocher tremblant de l'Embrunais.

Trois cents ans plus tard, le premier biographe du chevalier Bayard, Symphorien Champier, qui écrivait en 1525, mentionne la fontaine ardente, les *tines* de Sassenage, les pierres ophtalmiques des environs de Grenoble et la manne de Briançon, comme « choses singulières pour lesquelles n'estoient semblables en nul lieu du monde »⁶.

Vers la même époque, en 1535, Aymar du Rivail⁷, dans son *De Allobrogibus*, et Aymar Falco⁸, dans son *Histoire de l'abbaye de Saint-Antoine*, décrivent à leur tour les merveilles du Dauphiné. Ce dernier porte à quinze le nombre des merveilles « qui ne furent jamais surpassées », ce qui fait dire à un voyageur du XVII^e siècle que le Dauphiné est le pays des doubles merveilles.

Au XVII^e siècle, après une assez longue période où les Merveilles du Dauphiné paraissent tombées dans l'oubli, elles attirent de nouveau l'attention des écrivains qui leur

⁴ *Otia imperialia*, dans les *Scriptores rerum brunsvicensium*, publié par Leibnitz en 1707.

⁵ Le rocher *Æqua Illi*, c'est-à-dire égal à un autre. Le Mont Aiguille aurait été ainsi dénommé, en raison de son altitude égale à celle de la montagne voisine, le Grand Veymont, ce qui est d'ailleurs inexact. L'altitude du Grand Veymont est de 2323 m., celle du Mont Aiguille de 2097 m.

⁶ Symphorien CHAMPIER, *Les gestes, ensemble la vie du preulx chevalier Bayard*, 1525.

⁷ Aymar DU RIVAIL, *Histoire des Allobroges* (1535). *Description du Dauphiné au XVI^e siècle*. Extraite du 1^{er} livre de l'histoire des Allobroges et traduite par A. Macé, qui y a joint des notes intéressantes sur les Merveilles. Grenoble, 1852.

⁸ Aymar FALCO, *Antoniana historia compendium*, 1534.

consacrent de nombreux ouvrages. C'est d'abord Barthélemy d'Auby, écrivant en 1626 dans ses lettres sur le Dauphiné « qu'il n'y a endroit où il ne paroisse quelque chose de merveilleux »⁹. Puis Salvaing de Boissieu, Chorier et Mentel en donnent à leur tour d'assez longues descriptions.

Salvaing de Boissieu, premier président à la Chambre des Comptes du Dauphiné, parle une première fois des Merveilles dans son ouvrage, paru à Grenoble en 1638, intitulé *Sylva quatuor de totidem Delphinatus miraculis*; puis, sous le titre de *Septem miracula Delphinatus*, il leur consacre tout un volume qu'il dédie à la reine Christine de Suède, lors de son passage à Valence. Ce poème latin, en sept chants et en vers héroïques, fait un éloge dithyrambique des spectacles de la nature en Dauphiné. C'est l'écrit le plus important qui ait été publié sur les Merveilles.

La même année (1656), Mentel publie son livre *Les Sept Merveilles du Dauphiné*, et, presque en même temps, Nicolas Chorier, dans un des chapitres de sa volumineuse *Histoire du Dauphiné* (1661), traite longuement des Merveilles, en donnant les explications que lui fournit la science peu avancée de l'époque. Sa classification, ainsi que celles de Salvaing de Boissieu, permettent d'en arrêter exactement la liste.

Citons encore Coulon¹⁰, Dieulamant¹¹ et Dumont¹² parmi les auteurs de l'époque qui s'en sont occupés.

Le XVIII^e siècle est une période de réaction contre les Merveilles, qui sont l'objet des attaques de nombreux écrivains. Guy-Allard¹³, Faujas de Saint-Fond¹⁴, Lance-

⁹ Barthélemy D'AUBY. Lettre publiée dans la *Petite revue des bibliophiles dauphinois*, tome III, 1912, p. 167.

¹⁰ COULON. *Les Rivières de France*, 1644.

¹¹ DIEULAMANT. *Observations sur les singularités de l'histoire naturelle en France*, 1699.

¹² DUMONT. *Voyages*, 1699.

¹³ GUY ALLARD, dans le *Dictionnaire historique du Dauphiné*, t. I.

¹⁴ FAUJAS DE SAINT-FOND. *Histoire naturelle de la province du Dauphiné*, 1782.

lot¹⁵, le P. Ménestrier¹⁶, Guettard, s'efforcent de les expliquer et critiquent, assez partialement d'ailleurs, la vogue qu'elles ont obtenue au siècle précédent. Guettard va jusqu'à dire que « le plus merveilleux de tout cela est qu'il se soit trouvé des hommes qui aient cru à de semblables contes »¹⁷.

Enfin, au XIX^e siècle et de nos jours, si les Merveilles sont un peu oubliées, la littérature alpine parvient à les réhabiliter et à les faire considérer, ainsi qu'elles le méritent, comme des curiosités intéressantes et dignes d'attirer l'attention des admirateurs des sites remarquables de la région dauphinoise¹⁸.

Telle est, en résumé, l'histoire des Merveilles, ou plutôt de la littérature qui en traite¹⁹.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur leur désignation. La nomenclature donnée par Salvaing de Boissieu et celle de Chorier, presque identiques, permettent d'en arrêter ainsi la liste :

¹⁵ LANCELOT. *Discours à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres sur les Merveilles du Dauphiné*, 1729.

¹⁶ L'ouvrage du P. MÉNESTRIER, bibliothécaire heraldiste de la ville de Lyon, donne de curieuses gravures à l'eau forte représentant les sept merveilles d'après les dessins de Sevin. Il est intitulé : *Les sept miracles du Dauphiné, présentés à Mgr le duc de Bourgogne et à Mgr le duc de Berry par les Pères Jésuites du collège Royal-Dauphin de Grenoble*, Grenoble, 1701.

¹⁷ GUETTARD. *Mémoires sur la minéralogie du Dauphiné, Préface*, 10-19 p. et suiv.

¹⁸ Les principaux écrits modernes sur les Merveilles du Dauphiné sont : plusieurs articles dans l'*Album du Dauphiné* (1835-1839), un article de Cordellier-Delanoue dans le *Musée des familles* (1840), les *Notes* de A. Macé déjà mentionnées et *La Montagne à travers les âges* de Grand-Carteret (1903).

¹⁹ Pour plus de détails sur cette histoire, voir les articles publiés par M. E. MOREL-COUPRIE dans la *Revue des Alpes Dauphinoises*, (année 1913) sous le titre de : *Notes pour servir à l'histoire des Merveilles du Dauphiné*. Ces notes fort intéressantes nous ont fourni de précieux renseignements et la *Société des alpinistes dauphinois* a bien voulu très obligeamment nous autoriser à reproduire trois des clichés parus dans sa publication. — Nous adressons aussi nos remerciements au Touring Club de France, qui nous a communiqué trois clichés de sa belle collection.

1. La Fontaine ardente du Gua ;
- 2 La Montagne inaccessible ou Mont Aiguille, en Trièves ;
3. La Tour Sans Venin de Pariset ;
4. Les Caves de Sassenage ;
5. Les Grottes de la Balme ;
6. La Manne de Briançon ;
7. La Fontaine Vineuse de St-Pierre-d'Argençon.

Les Merveilles du Dauphiné constituent des curiosités naturelles²⁰. Cette particularité les distingue des fameuses Merveilles du monde des anciens qui étaient, comme on le sait, des œuvres d'art ou des monuments élevés par l'homme²¹.

I. — La Fontaine ardente du Gua

Située en contrebas de la gare de Saint-Martin de la Cluse, à peu de distance de la route de Gresse à Vif et dans la commune du Gua, section de Saint-Barthélemy, la Fontaine ardente consistait en un simple dégagement de gaz hydrocarburé, autrement dit de gaz des marais. Ce gaz sortait autrefois d'un petit bassin naturel, sous forme de flamme bleue, analogue à un feu follet.

De toutes les Merveilles, c'est celle dont la réputation est la plus ancienne. Comme toutes les autres, d'ailleurs, elle a été l'occasion de quelques légendes inventées de toutes pièces. Salvaing de Boissieu en fait le séjour de la nymphe *Pyrocène*, jadis abandonnée par son amant Parthenius, manifestant ses regrets et son amour par

²⁰ Le Club alpin français a proposé de classer dans les futurs parcs nationaux à créer en France les trois merveilles suivantes : la grotte de La Balme, les grottes de Sassenage et les environs du Mont Aiguille. Ces trois sites seraient ainsi protégés par la loi contre toute destruction ou détérioration.

²¹ Les sept Merveilles du monde étaient : le Colosse de Rhodes, le tombeau de Mausole à Halicarnasse, le temple de Diane à Ephèse, la statue de Jupiter à Olympie, le phare d'Alexandrie, les pyramides d'Égypte et les jardins suspendus de Babylone.

l'eau et le feu qui sortaient de sa retraite souterraine. D'après une tradition locale, une ville appelée Bayane aurait autrefois existé sur son emplacement; elle aurait été détruite par le feu du ciel, en punition d'un refus d'hospitalité de ses habitants à l'égard d'un pauvre mendiant.

Une inscription latine encastrée dans le mur du clocher de l'église de Vif semble prouver que dans le voisinage s'élevait, du temps des Romains, un autel dédié aux « feux éternels ». Cette inscription est ainsi conçue :

IGNIBVS/ AETERNIS. IVL./ PLACIDIANVS/ V. C. PRAEF.
PRAE/TORI/EX VOTO POSVIT

Ce qui a surtout contribué à la célébrité de la Fontaine Ardente, c'est la mention qu'en fait saint Augustin dans la *Cité de Dieu*²². L'illustre évêque d'Hippone, voulant prouver que seule la toute-puissance de Dieu explique certaines choses qui sont au-dessus de la raison, donne comme exemple la fontaine d'Épire, dont parle Pline l'Ancien, qui avait la propriété d'éteindre les torches enflammées et de rallumer celles qui sont éteintes²³. Il ajoute : « Il est vrai que je n'ai rencontré personne qui m'ait dit avoir vu cette fontaine en Épire, mais je connais des gens qui m'ont dit en avoir vu une semblable en Gaule, près de Grenoble ».

Au moyen âge, la « Fontaine qui brûle », comme on l'appelait aussi, a provoqué l'étonnement de nos ancêtres. Ils y voyaient une association bizarre de l'eau et du feu qu'ils croyaient occasionnée par les manœuvres de quelque sorcier.

En 1618, Jean Tardieu, docteur en médecine, lui a consacré tout un ouvrage intitulé *Histoire naturelle de la fontaine qui brusle près de Grenoble, avec la recherche de ses causes et principes, et simple traicté des feux souter-*

²² Livre XXI, chap. 7.

²³ *Histoire naturelle*, II, 106-7.

*rains*²⁴. Il en attribue la cause au feu central, mais lui conteste les propriétés indiquées par Saint Augustin.

La Fontaine ardente existait encore en 1835. Le Dr Sylvain Eynard, originaire des environs, en a donné une description assez détaillée dans l'*Album du Dauphiné*²⁵. Il termine son article en proposant d'utiliser pour l'éclairage de la ville de Grenoble le gaz hydrogène produit par la fontaine. Cette idée d'ailleurs ne fut pas poursuivie. Cependant, vers 1881, le dégagement de gaz ayant fait supposer la présence d'huiles minérales ou de charbon dans le sous-sol de la fontaine, une société entreprit de longs et coûteux sondages pour trouver le combustible soupçonné. Les recherches n'eurent d'autre résultat que de faire disparaître à peu près complètement l'émission de gaz, qui est aujourd'hui excessivement réduite.

II. — La Montagne Inaccessible

La Montagne inaccessible, ou Mont Aiguille, est la plus remarquable des Merveilles du Dauphiné²⁶. C'est un rocher de calcaire qui domine la campagne par des a pic presque verticaux de 900 mètres de hauteur dans la commune de Chichilianne, aux environs de Clelles-en-Trièves, d'où il a l'aspect d'une pyramide tronquée. Le plateau qui constitue le sommet (altitude 2097 m.) a la forme d'un immense parallélogramme ayant près d'un kilomètre de longueur sur 140 mètres dans la plus grande largeur.

Le Mont Aiguille a ses légendes et son histoire.

Les amateurs de métamorphoses à la manière d'Ovide laissent supposer que le premier grimpeur parvenu à surmonter les difficultés de l'escalade périt victime de son

²⁴ Tournon, 1618, in-18.

²⁵ Tome II, p. 86 et suiv.

²⁶ Suivant Salvaing de Boissieu, le Mont Aiguille est ainsi appelé parce qu'il se termine en pointe. En effet, l'étymologie donnée par Gervais de Tilbury, que nous avons indiquée plus haut, paraît peu vraisemblable.

audace. D'après l'un d'eux, le Mont Aiguille aurait été le séjour des dieux chassés de l'Olympe. Un chasseur, nommé Ibicus, qui s'y aventura à la poursuite d'une bête sauvage, fut frappé de la foudre par Jupiter irrité, et le même coup de tonnerre qui le changea en bouquetin²⁷ sépara notre montagne du Grand Veymont, son voisin, et des hauteurs environnantes²⁸.

Une autre légende rapporte que le Mont Aiguille fut la demeure des fées ou des nymphes qui s'y promenaient en tuniques blanches; chaque matin elles lavaient leurs vêtements à la rosée, et les faisaient sécher à l'aurore, sur l'herbe du plateau, avant de s'en revêtir. Surprises par un berger, elles se vengèrent de sa témérité en lui faisant payer de la vie son indiscrétion. Ce conte rappelle un peu trop l'anecdote de Diane et d'Actéon.

L'histoire vraie du Mont Aiguille est le récit des premières ascensions.

C'est seulement le 26 juin 1492, une centaine de jours avant la découverte de l'Amérique, qu'il fut gravi pour la première fois. Jusqu'à cette époque, le Mont Aiguille était à juste titre connu sous le nom de Montagne inaccessible ou inascensible. La première ascension fut effectuée par un lorrain d'origine, Antoine de Ville, dit Domjulien²⁹, gouverneur de la ville de Montélimar, qui l'entreprit, dit-on, sur les ordres du roi Charles VIII. Il était accompagné d'une dizaine de personnes : son aumônier, François de Bosco, un moine de l'ordre des Frères mineurs, Sébastien de Carset, noble Reynaud Jubié, « escheleur du Roy », et quelques autres « déterminés gens de bien », pour employer le langage de l'époque.

Parvenu au sommet, Domjulien envoya le 18 juin au premier président du parlement de Dauphiné à Grenoble, un messager pour lui annoncer le succès de son entreprise.

²⁷ En latin *iber*.

²⁸ Le Grand Veymont (alt. 2346 m.) est le point culminant du massif du Vercors.

²⁹ Domjulien, actuellement commune du département des Vosges. Suivant l'usage, notre personnage portait probablement le nom d'une de ses seigneuries.



LA FONTAINE ARDENTE
d'après l'*Album du Dauphiné* (1836).
(Cliché R. A. D., 1913).



LA TOUR SANS VENIN
d'après les *Sites et Monuments* (1904)
(Cliché T. C. F.)



LA MANNE DE BRIANÇON
d'après l'ouvrage du P. Ménéstrier (1701)
(Cliché R. A. D., 1913).



LES CUVES DE SASSENAGE
d'après les *Sites et Monuments* (1904)
(Cliché T. C. F.)

Il l'informait qu'il ne descendrait qu'après avoir reçu sa réponse, « afin que, disait-il, si vous voulez envoyer quelques-uns pour nous y voir, faire le puissiez, vous avisant que trouverez peu d'hommes que, quand ils nous verront dessus et qu'ils verront tout le passage que j'ai fait faire, qui y ose venir ».

Le président chargea aussitôt un huissier de s'assurer de la véracité du fait. Cet officier ministériel, M^e Yves Lévy, constata du bas de la montagne la présence de Domjulien et de ses compagnons, mais ne se décida pas à les rejoindre au sommet, ne voulant pas « s'exposer par le danger qu'il y avait d'y périr et par l'impossibilité d'y arriver, de peur qu'il ne parût tenter le Seigneur, puisqu'à la seule vue de cette montagne chacun estoit épouvanté ». Il délégua cependant auprès de Domjulien trois témoins (dont un noble, le châtelain de Clelles, Guigues de la Tour), lesquels, à leur retour, certifièrent la présence au haut du mont des intrépides ascensionnistes.

Un capitaine des Portes, nommé Pierre Liotard, rejoignit également Domjulien avec huit autres personnes et en donna l'attestation en un procès-verbal rédigé à la descente. L'aumônier, François de Bosco, qui remplissait les fonctions de notaire apostolique, a laissé un récit assez détaillé de l'ascension. Il célébra la messe, dit-il, sur le plateau du Mont Aiguille, qu'il baptisa Aiguille Fort, puis y chanta le *Te Deum*, le *Salve Regina* et plusieurs autres oraisons. Sa description du sommet est assez curieuse pour être citée. « Cette montagne, écrit-il, est couverte d'un beau pré de 40 faucheurs d'homme et davantage; il y a aussi une fort belle garenne de chamois, qui n'en peuvent jamais sortir, plusieurs moineaux sauvages de trois couleurs, rouges, noirs et gris, des corneilles qui ont les pieds rouges et plusieurs autres oiseaux que nous ne connaissons pas. On y trouve une fort grande quantité de fleurs de différentes couleurs²⁰, dont l'odeur agréable semble

²⁰ Salvaing de Boissieu (*Septem miracula...* p. 82) place au mont Aiguille le berceau de la tulipe :

*Tulipa, flos teneris incognitus ante puellis,
Nunc decus hortorum, nunc almi gloria veris.*

estre différente et sur tout les lys. Le pré a de circuit une lieüe par eschelle française, un quart de longueur, et de largeur un trait de flèche ou d'arbaleste. Il faut monter demi lieüe par eschelles et une lieüe par chemin horrible à voir et encore plus terrible pour descendre que pour y monter. » Domjulien séjourna sur la montagne pendant six jours qu'il employa à faire élever une petite construction en pierres, et fit planter trois croix en l'honneur de la sainte Trinité.

Malgré cette première escalade, le Mont Aiguille conserva sa réputation de cime inaccessible. En 1552, Rabelais évoque le souvenir de l'ascension pratiquée soixante ans auparavant : « En icelluy jour, dit-il, Pantagruel descendit en une isle admirable entre toutes aultres... Elle de tous coustez, pour le commencement, estoyt scabreuse, pierreuse, montueuse, infertile, mal plaisante à l'œil, très difficile aux pieds et peu moins accessible que le mont du Dauphiné, ainsi dict pour ce qu'il est en forme d'ung potyron, et de toute mémoire personne surmonter ne l'a peu, fors Doyac, conducteur de l'artillerie du roy Charles huictième, lequel avecques engins mirifiques y monta, et au-dessus trouva un vieil belier. C'estoyt à diviner qui là transporté l'avoyt. Aulcuns le dirent, estant jeune agnelet, par quelque aigle, duc, ou chahuant là ravy, s'estre entre les buissons saulvé »¹¹.

On voit que Rabelais attribue la première ascension à Doyac, conducteur de l'artillerie du roi qu'il substitue à Domjulien, comme il remplace la garenne de chamois de l'aumônier de Bosco par un vieux béliet.

En 1701, le P. Menestrier compare le Mont Aiguille à Louis XIV, lui appliquant la fière devise *Supereminet invius*, qu'il accompagne des vers suivants :

De ce roc éminent la cime inaccessible
Est du plus grand des rois une image sensible.
Au faite de la gloire il a su s'élever :
Nul mortel n'y peut arriver.

¹¹ *Pantagruel*, livre IV, chap. 57.

Vers imités en un distique latin du même auteur à la mode du temps :

*Ardua inaccessi superare cacumina montis
Fas hominum nulli; suspice, nulla via est.*

En 1721, Lancelot attire de nouveau l'attention sur le Mont Aiguille en contestant la véracité des légendes qui avaient circulé sur son compte.

Domjulien devait rester longtemps sans imitateurs. C'est en 1834, soit 342 ans après la première ascension qu'eut lieu la seconde. Elle fut faite par un nommé Jean Liotard, du hameau de Trézanne (commune de Saint-Martin-de-Clelles), qu'accompagnaient le curé de Chichilianne, Joseph Thiollier, un avocat de Gap, Eugène de Rochas, et trois habitants des environs. Après avoir vainement tenté l'ascension par une crevasse située à l'ouest, ils se dirigèrent du côté nord. Ils grimpèrent jusqu'au quart environ de la hauteur totale, mais bientôt durent s'arrêter en raison des difficultés qu'ils éprouvaient à s'élever davantage avec des souliers ferrés. Jean Liotard, s'étant décidé à enlever ses chaussures, continua seul l'ascension et parvint, sans ses compagnons, à atteindre le sommet du côté du sud. Il parcourut le plateau, qu'il trouva tapissé d'un épais gazon et parsemé de pierres plus ou moins grandes, mais ne vit nulle part trace d'animaux vivants, à l'exception de quelques corneilles. Il trouva de menus débris de la construction édifiée en 1492, puis descendit, non sans courir de grands dangers, ayant perdu sa veste, dont il s'était servi pour s'accrocher aux aspérités du rocher. Sa descente dura une heure et demie.

Cette ascension, qui eut lieu le 16 juin 1834, fut, le 6 juillet de la même année, suivie d'une autre, effectuée par neuf jeunes gens du pays, dont sept seulement parvinrent au sommet et procédèrent à la triangulation du plateau.

Une croix de fer fut érigée sur la montagne en juillet 1849 par trois habitants de Gresse, qui y apposèrent sur l'un des bras une inscription commémorative. Puis, en 1866, un gendarme de Clelles, nommé Achard, pratiqua seul l'ascension.

Après les deux tentatives infructueuses du capitaine Gillet, en 1872 et en 1876, et l'ascension de M. Edouard Rochat en 1877, le Club Alpin français décida de rendre l'accès du sommet plus facile par le scellement dans le rocher de câbles, dont la pose fut terminée en 1880.

Dès lors, la voie est ouverte et le pic est gravi assez fréquemment. Parmi les alpinistes connus qui s'y rendirent depuis cette époque, il faut citer Paul Guillemin, Salvador de Quatrefages, Henry Duhamel, Félix Perrin et W. A. B. Coolidge; ce dernier a donné un récit très intéressant de l'ascension qu'il fit le 27 août 1881³².

Les premières ascensions ont toutes eu comme point de départ le col de Laupet, et ont été faites par la face ouest. La montée par la face nord, ou plus exactement par la face nord-est, qui est la plus abrupte, est restée longtemps impraticable. Elle ne fut effectuée pour la première fois que le 25 août 1895, par MM. Thorant et Chaumat. Elle avait été précédée de plusieurs tentatives de descente de ce côté par MM. Dodéro, Flusin, Thorant et Morel-Couprie, et d'une descente complète le 7 juillet par MM. Dodéro et Thorant. L'ascension par cette face est une escalade difficile, qui exige beaucoup de sang-froid et d'endurance et ne peut être pratiquée que par des alpinistes expérimentés. Elle a été renouvelée le 15 juin 1913 par MM. Capdepon et Constant, et le 19 septembre 1915 par MM. Escarra et Mazas³³.

La vue dont on jouit au sommet du Mont Aiguille est très remarquable. Limitée à l'ouest par le Grand Veymont elle s'étend au nord et à l'est sur tous les pics du massif du Pelvoux, les Grandes Rousses, Belledonne, et, plus près, sur l'Obiou et le Grand Ferrand.

³² *Alpine Journal*, X, page 367. Les autres récits modernes ont paru dans les annuaires du Club alpin français de 1877 et 1878 sous les signatures du capitaine Gillet, d'Edouard Rochat et de Félix Perrin; puis dans les annuaires de la Société des Touristes du Dauphiné: en 1880, récit de H. Vincent, et, en 1888, récit de M. F. Gardner, sous le titre de: *Voyage de huit jours dans les dolomites de France*.

³³ Voir *La Montagne*, janvier 1916.

L'impression que l'on ressent est celle de l'isolement sur une île aérienne et déserte, qui semble battue par les flots de l'Océan quand le brouillard, en s'élevant autour du pic, l'entoure d'une mer moutonneuse de nuages³⁴.

III. — La Tour Sans Venin

A quelques kilomètres au sud-ouest de Grenoble, près du chef-lieu de la commune de Pariset, s'élèvent sur une éminence les ruines d'une tour carrée, démolie depuis le XIII^e siècle au moins, d'où l'on jouit d'une vue remarquable sur le massif de la Chartreuse et celui de Belledonne. C'est la tour depuis longtemps et aujourd'hui encore connue sous le nom de Tour Sans Venin, dernier vestige d'un château féodal ou d'un monastère actuellement détruit³⁵.

Voyons-en la légende.

Sa construction est attribuée au paladin Rolland, qui aurait fait apporter de Paris la terre sur laquelle elle a été édifiée, d'où le nom de Pariset. Guy-Allard rapporte au culte d'Isis l'origine de ce nom, étymologie qui semble quelque peu paradoxale. Sylvaing de Boissieu baptise notre tour *Medea*, et prétend qu'elle doit ses prérogatives à la célèbre magicienne Médée, qui, à son retour de Colchide, après la conquête de la Toison d'or, s'y serait retirée³⁶.

D'après la tradition, les animaux venimeux, les araignées même, ne peuvent y vivre et ceux qu'on y apporte y meurent aussitôt :

³⁴ Voir S. CHABERT, *le mont Eguille* (1893). VIZIOZ, *Le mont Eguille*, dans *l'Annuaire de la Société des Alpinistes Dauphinois* (1895). Cet auteur donne une monographie très complète du Mont Aiguille.

³⁵ On ignore la date de sa construction, aussi bien que celle de sa destruction.

³⁶ D'après LANCELOT (*op. cit.*), le nom véritable de la tour est Tour san Vrain, du nom du patron de la chapelle voisine, saint Vrain ou saint Vrain. L'appellation de Sans Venin serait une altération du mot *Vrain*, qui signifierait en patois *Venin*. Quant à la traduction latine, *turris expers veneni*, inutile de dire qu'elle est absolument fantaisiste.

....Nulli subeunt impune dracones
 Nullaque suspensis discurrit aranea telis.
 Nulla venena latent, res visu mira, sed usu
 Cognita, prodigii nec quemquam fama fefellit ³⁷.

Tilbury prétend qu'il suffit de répandre quelque part de la terre de la Tour Sans Venin pour faire fuir les animaux nuisibles. Quant au P. Ménestrier, il donne une vue curieuse de la tour. Celle-ci est entourée de reptiles qui semblent s'en échapper, et la devise inscrite dans le haut de la gravure, *Venena relinquunt aut fugiant*, est une allusion à l'exode des protestants après la révocation de l'édit de Nantes.

Les particularités de la Tour Sans Venin sont attribuées par les uns à la violence du vent qui souffle presque continuellement dans ses parages; par d'autres à la présence d'une plante, l'échion, qui croît abondamment dans ses environs ³⁸.

Aymar du Rivail indique que c'est dans le voisinage de la tour de Pariset que l'on trouvait les pierres précieuses, dites pierres ophtalmiques, qui sont classées par quelques auteurs au nombre des Merveilles du Dauphiné.

IV. — Les Cuves de Sassenage

Le bourg de Sassenage ³⁹, situé à peu de distance de la Tour Sans Venin, est célèbre, tant par son château de l'époque de Louis XIII que par les gorges pittoresques où le torrent du Furon se précipite en cascades écumantes,

³⁷ SALVAING DE BOISSIEU, *op. cit.*

³⁸ L'échion ou vipérine est une borraginée qui se trouve habituellement dans les lieux arides. Sa tige porte des poils piquants; il en sort des feuilles ovales allongées. Les fleurs disposées en épis forment une longue grappe à l'extrémité des rameaux. Elles présentent ce caractère assez curieux d'être bleues ou roses, suivant leur ancienneté.

³⁹ Les ossements du connétable de Lesdiguières reposent aujourd'hui dans l'église de Sassenage, sous une dalle de marbre noir. Son tombeau est l'ornement du musée de Gap.

avant de se jeter dans l'Isère. Les cascadelles du gouffre Bleu, la chute des Fours attirent chaque année de nombreux visiteurs.

Les grottes de Sassenage contiennent les fameuses cuves classées parmi les Merveilles. L'entrée de la grotte principale est une sorte d'abri sous roche, d'une dizaine de mètres de hauteur, en partie caché sous la verdure⁴⁰. Le torrent du Germe sort de ses profondeurs en se brisant sur de nombreux ilots rocheux, avant de se précipiter dans le Furon.

Les cuves, que l'on voit près de l'entrée, sont deux trous ronds creusés dans le roc par les eaux. Habituellement elles sont à sec. La tradition rapporte que l'eau y apparaît chaque année le jour des Rois et disparaît le lendemain. De son abondance plus ou moins grande, on tirait un présage pour les récoltes et les vendanges de l'été suivant. Une des cuves renseignait sur la prospérité des moissons, l'autre sur celle des vignes.

*Unaque fecundas segetum portendit araro
Agricola messes, fecundas altera vites*⁴¹.

On ignorait d'ailleurs comment les eaux aboutissaient aux cuves et en disparaissaient aussi rapidement. L'explication de ce phénomène a été donnée par Charles Lory : les eaux provenant de la fonte des neiges sur les plateaux supérieurs surgissent dans les cuves à la fin de l'hiver, en se frayant un passage à travers les roches.

Salvaing de Boissieu, qui se plaît à inventer de fausses légendes, a adapté aux cuves de Sassenage la fable de la fée Mélusine. Il est assez curieux de constater que cette histoire poitevine a son dénouement en Dauphiné. Le roman de Jean d'Arras est bien connu⁴². Mélusine est l'épouse de Raymondin, comte de Poitou. Tous les samedis elle disparaît pour se métamorphoser en sirène, moitié

⁴⁰ Les fouilles pratiquées par M. Müller en 1906 ont établi que les grottes servaient d'abri sous roche dès la période néolithique.

⁴¹ SALVAING DE BOISSIEU, *Septem miracula...* p. 100.

⁴² Composé en 1387, par Jean d'Arras, le roman de Mélusine a été publié pour la première fois en 1500.

femme, moitié serpent. Surprise par son mari ainsi transformée, elle s'échappe de son château de Lusignan sous forme d'un serpent ailé et s'enfuit vers les Alpes. Là, séduite par la beauté du lieu, elle s'arrête à Sassenage et s'installe dans les grottes pour se soustraire aux regards indiscrets. Elle y finit ses jours, après avoir donné aux cuves le pouvoir de préclaire l'abondance ou la stérilité. Le guide des grottes montre encore aux visiteurs le lit, la table, le miroir et le corset de la fée.

Les anciens chroniqueurs font remonter à Mélusine l'origine de la famille de Sassenage, dont le marquis de Béranger est le représentant actuel.

V. — La Grotte de la Balme

Toutes les merveilles que nous avons décrites jusqu'à présent sont localisées dans la région de Grenoble et du Trièves. La grotte de la Balme⁴, dans la commune de ce nom, canton de Crémieu (Isère), appartient par sa situation aux environs de Lyon et aux confins de la Bresse. Elle était connue autrefois sous le nom de grotte de Notre-Dame de la Balme. Dès le XII^e siècle, deux petites chapelles dédiées à la Vierge et à saint Jean avaient été élevées à l'entrée de la grotte, où elles existent encore aujourd'hui.

Si le Mont Aiguille occupe le premier rang parmi les Merveilles du Dauphiné, la grotte de la Balme mérite certainement la seconde place. Chorier la décrit ainsi : « Elle avait une ouverture haute de plus de cinquante toises, large d'environ trois vingts, et longue de plus de trois cents pas. La première chose qui y était digne d'admiration était une fontaine dont les eaux tombaient d'en haut dans cinquante ou soixante petits bassins que la nature leur avait préparés. Peu loin de là, il s'en présentait une

⁴ La Balme ou Baume, ancien mot français qui veut dire grotte (J. ROMAN, *Étymologie des noms de lieu du département des Hautes-Alpes*, p. 6).

autre que l'on ne pouvait voir sans beaucoup de plaisir. Elle couloit d'en haut le long d'une colonne fort polie, qui, étant dressée au milieu d'un grand bassin, semblait soutenir une voûte d'une parfaite rondeur; ce bassin était profond de plus de six pieds et large de plus de quinze; l'eau qui y tombait y formait, en se congelant par une secrète vertu, de petites pierres qui représentaient toutes sortes de figures. Il y en avait entre autres qui, étant mêlées à de vraies dragées, trompaient si bien les yeux, qu'ils ne savaient d'abord les discerner.

A mille pas d'ici, on découvrait un lac renfermé dans cette montagne. On voyait sur ses bords les planches à moitié pourries de deux bateaux, l'un desquels y fut porté par le commandement de François I^{er}; il n'y avait pas encore cinquante ans qu'Antoine Marin, curé de la paroisse de la Balme, accompagné de quelques-uns de ses amis, se mit dans l'autre barque pour chercher la source de ce lac. Ils naviguèrent vers le lieu d'où ils connurent que ses eaux venaient, et enfin, après une navigation d'environ une lieue, ils rencontrèrent une ouverture ronde et peu spacieuse creusée dans le rocher, d'où les eaux qui forment ce lac sortaient à gros bouillons. » “

Un ruisseau remplit la grotte pendant l'hiver et une partie du printemps; elle est aussi fréquemment envahie par les inondations du Rhône, qui coule non loin de là. Le vestibule d'entrée de la grotte a un aspect imposant. De forme ogivale, il mesure 35 m. de hauteur sur 25 de largeur et 76 de profondeur. Il conduit à quatre galeries aboutissant, la première à un labyrinthe, la seconde à la grotte dite des *diamants*, la troisième à celle des *chauves-souris*, la quatrième à un lac souterrain de 180 m. de long sur 6 à 8 m. de large que l'on peut parcourir en bateau. Des stalactites et de curieuses pétrifications forment en maint endroit des colonnes et de pittoresques silhouettes.

Le labyrinthe est appelé labyrinthe de Mandrin, d'après une ancienne tradition portant que le célèbre contreban-

“ CHORIER, *op. cit.*

dier, avant de se livrer à ses exploits contre le fisc, aurait établi dans la grotte un atelier de fabrication de fausse monnaie. Mais, en réalité, Mandrin n'a jamais séjourné à La Balme et n'a pas été faux monnayeur⁴⁵.

Un fait certain est que les grottes de La Balme reçurent en 1516 la visite du roi François I^{er}, à l'occasion d'un pèlerinage qu'il faisait à Chambéry pour vénérer le Saint-Suaire.

L'exploration du lac souterrain fut, comme le dit Chorier, effectuée pour la première fois par le curé de La Balme, Antoine Marin. Celui-ci constata que la profondeur était très variable, le lac étant presque insondable en certains endroits, tandis qu'en d'autres il était impossible d'y circuler en bateau. La visite fut renouvelée en 1782 par un nommé Bourrit, qui rechercha à la nage la source du lac. Enthousiasmé par les curiosités qu'il avait contemplées, il en a conservé le souvenir par une inscription sur une stalactite de la grotte, ainsi conçue : « Le 27 août 1782, P. Bourrit, fils de l'auteur des « Descriptions des Alpes »⁴⁶, a été à la nage au bout du lac. »

Tout récemment, au mois d'avril 1919, le lac vient d'être le théâtre d'un tragique accident. La barque qui transportait les visiteurs a chaviré, et dix personnes ont péri avec le pilote qui les conduisait; un seul excursionniste a pu être sauvé.

VI. — La Manne de Briançon

La Manne de Briançon a bien trouvé grâce auprès de quelques détracteurs des Merveilles du Dauphiné, tels que Guettard et Faujas de Saint-Fond; néanmoins on s'explique difficilement qu'elle ait mérité d'être comprise dans leur nombre. Cette curiosité ne présente aucun intérêt par-

⁴⁵ Voir *Mandrin et les contrebandiers*, Mémoires publiés par F. Funck-Brentano, p. 16 (éd. Fayard).

⁴⁶ Bourrit père est le dessinateur des planches du *Voyage dans les Alpes*, de H.-B. de Saussure.

ticulièrement remarquable. Pourtant, Champier et Aymar du Rivail en font mention, et elle figure dans la liste donnée par Chorier et Salvaing de Boissieu. Comme d'habitude, ce dernier attribue ses vertus à une nymphe, nommée Larice⁴⁷, qui aurait été métamorphosée en mélèze à la suite du chagrin qu'elle éprouva de la mort de son chien Lelaps.

La manne de Briançon est connue en médecine, sous le nom de gomme d'Orenbourg, pour ses propriétés purgatives. Elle passe aussi pour produire une teinture écarlate. C'est un suc résineux que l'on recueille sur les feuilles du mélèze avant le lever du soleil, car elle fond à la chaleur⁴⁸.

Le curé Albert donne sur la manne des renseignements assez détaillés. « La Manne, dit-il, ne se forme qu'au mois d'août, après que le soleil a entièrement chassé l'hyver de ces lieux où il dure d'ordinaire jusqu'à la fin du mois de juin. Il faut encore que l'air soit fort sec, de sorte que, s'il tombe de la rosée sur les mélèzes, il n'y paroît pas de manne. D'ailleurs, on n'en voit jamais que sur les branches les plus exposées au soleil et dont l'écorce est la plus tendre et la plus déliée; celles qui ont été les plus chargées meurent quelque temps après. Lorsque la saison est favorable, on voit le matin sur cet arbre comme des gouttes de rosée qui s'épaississent insensiblement et forment cette manne. Le soleil et la pluie la fondent. Elle n'est abondante que pendant les plus fortes chaleurs et les plus grandes sécheresses. Aussi a-t-on observé que son abondance est une marque d'une stérilité future. Les feuilles des mélèzes en paroissent alors toutes couvertes et à les voir on jureroit qu'elles ont été trempées dans de la cassonnade fondue, qui depuis a repris sa première consistance. Cette manne en a la couleur et le goût⁴⁹. »

Il ajoute que les naturalistes ne sont pas d'accord sur la

⁴⁷ *Larix europæa* est le nom latin du mélèze.

⁴⁸ La manne est également un produit du pin, du frêne, de l'orme, de l'olivier et du noyer.

⁴⁹ [A. ALBERT], *Histoire ecclésiastique du diocèse d'Embrun*, 1783, t. I, p. 21.

cause de la formation de la manne. Les uns l'attribuent à la rosée qui se congèle, les autres au suc même de l'arbre raréfié par le soleil. Deux savants, Tournefort et Rencau-me, ont exprimé cette dernière opinion dans des mémoires présentés à l'Académie des sciences en 1699 et en 1707.

H.-B. de Saussure rapporte que le miel de la vallée de Chamonix a une réputation de finesse remarquable attribuée par ses habitants à la manne que les abeilles de cette vallée recueillent avec beaucoup d'avidité. Mais le savant paraît assez sceptique à cet égard, « car, dit-il, il resterait à savoir si, partout où les mélèzes abondent, le miel a les mêmes qualités, et c'est ce dont j'ai oublié de m'informer dans mes voyages⁵⁰ ». Macé fait aussi observer très justement que les abeilles ne butinent pas avant le lever du soleil, et que d'ailleurs les feuilles du mélèze ne produisent pas de manne tous les ans⁵¹.

La manne est spéciale aux mélèzes du Briançonnais ou des régions élevées. Elle semble occasionnée par les variations considérables de température que ces arbres éprouvent sur les hautes montagnes.

VII. — La Fontaine Vineuse

La Fontaine de Saint-Pierre-d'Argençon (Hautes-Alpes), dite Fontaine Vineuse, dont Chorier a fait la septième merveille du Dauphiné, ne constitue, pas plus que la manne de Briançon, rien de très merveilleux. C'est une source d'eau minérale bicarbonatée, très riche en acide carbonique⁵², recommandée pour faciliter les fonctions digestives. Elle avait autrefois la réputation de guérir le goître et les ulcères les plus rebelles. Le seigneur de Saint-

⁵⁰ SAUSSURE (H.-B. de), *Voyage dans les Alpes*, t. II, p. 226.

⁵¹ Note de Macé dans la *Description du Dauphiné d'après Aymar du Rivaill*, p. 258.

⁵² 3 grammes 1/4 par litre.

Pierre-d'Argençon ⁵³, d'après Chorier, avait fait élever près de la fontaine une chapelle, où ceux qui avaient été miraculeusement guéris « allaient rendre grâces au ciel de celles qu'ils y avaient reçues ». Les eaux, analysées en 1808 par M. Vautier, pharmacien à Gap ⁵⁴, passaient pour avoir vaguement la saveur du vin, d'où le nom donné à la fontaine.

La Fontaine Vineuse était connue dès la plus haute antiquité, comme le prouvent les nombreux vestiges qu'on a trouvés tout autour, pointes de flèches en silex, haches polies, fragments de bronze, etc... Elle aurait donc été déjà fréquentée à la période néolithique.

Les Romains ont certainement exploité la source minérale. Les travaux exécutés pour le captage des eaux ont mis à jour un aqueduc dont on a pu constater l'existence sur une longueur de 400 mètres, ainsi que des tuiles à crochet, des poteries samiennes et des vases.

D'après l'abbé Guillaume, les moines de l'abbaye de Lérins, qui, au moyen âge, possédaient déjà le prieuré de Saint-Mens, près Gap, s'y installèrent au XIII^e siècle, vers 1220, et y firent construire une chapelle, dont on a retrouvé les fondations en 1886, lors de la construction de la voie ferrée de Livron à Veynes ⁵⁵. Leur monastère portait le nom de Notre-Dame de Font Vineuse. Il leur appartient jusqu'au milieu du XVI^e siècle, époque où il disparut pendant les guerres de religion. La liste des prieurs de Notre-Dame de Font Vineuse est connue de 1368 à 1557 ⁵⁶. Un acte, que l'inventaire analytique des archives de Lérins désigne sous le nom de « parchemin de 1433 », mentionne plusieurs miracles qui se seraient produits dans l'église de

⁵³ La seigneurie d'Argençon appartient à la famille de Flotte depuis le XIII^e siècle au moins jusqu'à la Révolution.

⁵⁴ M. Vautier était l'arrière-grand-père du propriétaire actuel de la source.

⁵⁵ Cette chapelle, qui avait dix mètres de longueur sur cinq de large, est sans doute celle dont parle Chorier.

⁵⁶ P. GUILLAUME. *Note sur les dépendances de l'abbaye de Lérins au diocèse de Gap*, dans *Bull. Soc. E. H.-Alpes*, 1883, p. 401-418, *passim*.

Notre-Dame de Font Vineuse, On s'est demandé si les effets bienfaisants des eaux de la source n'en étaient pas la cause.

Salvaing de Boissieu appelle Œnirhoë la source de Saint-Pierre-d'Argençon, du nom d'une nymphe qui s'y serait changée en fontaine pour échapper aux poursuites de Bacchus. Le préfet Ladoucette, qui rapporte cette fable, fait observer malicieusement qu'« on ne voit plus à Saint-Pierre ni imortels, ni dryades⁵⁷. »

Autres merveilles

Les sept merveilles qui viennent d'être décrites sont classées comme telles par la plupart des écrivains qui ont traité le sujet. Pour ne rien omettre, quelques détails s'imposent sur un certain nombre de curiosités ou de phénomènes compris dans la nomenclature des « Merveilles » donnée par quelques auteurs.

Les pierres ophtalmiques de Sassenage, citées par Champier et Chorier, sont des silex polis, de couleur rougeâtre, de la grosseur d'une lentille, qui appartiennent à la famille des agates. Placées sous la paupière, elles permettaient d'enlever sans difficulté les grains de sable qui s'étaient introduits dans l'œil. Elles glissaient sur le globe oculaire sans le blesser et ainsi facilitaient l'évacuation des corps étrangers, comme aurait pu le faire, d'ailleurs, tout autre corps poli. Ces pierres sont aussi nommées chélidoïnes ou pierres d'hirondelle⁵⁸. On supposait en effet, autrefois, qu'elles provenaient du nid de cet oiseau.

L'endroit où l'on recueillait ces pierres, aujourd'hui introuvables, n'est pas exactement établi. Tandis que

⁵⁷ *Histoire des Hautes-Alpes*, 3^e éd., 1848, p. 357.

⁵⁸ Du mot grec *chelidon*, hirondelle. On appelle aussi chélidoïne une plante de la famille des papavéracées qui croît sur les décombres et les vieux murs, et qui porte ce nom parce qu'elle est en fleur pendant le séjour des hirondelles, c'est-à-dire de mai à fin septembre.

Champier place le « précieux », ou dépôt de pierres précieuses, à Sassenage, Aymar du Rivail le fait chercher aux environs de la Tour Sans-Venin, et Aymar Falco dans les abîmes du Mont Aiguille. D'après l'opinion qui semble aujourd'hui prévaloir, le précieux se trouvait dans la grotte du Germe, sur les bords du Furon. Cette grotte, située près de l'église d'Engins, a été récemment transformée en réservoir.

Les pierres de Sassenage, plus précieuses que celles de l'Inde au dire de Salvaing de Boissieu, sont dues d'après lui aux larmes des compagnes de la nymphe Chloris affligées du rapt de leur amie par le satyre Tyrrhinus.

Le ruisseau de Barberon figure dans les listes des Merveilles données par Aymar Falco et Salvaing de Boissieu. C'est une petite rivière de la Valloire, vallée du Viennois. Ces auteurs partent encore d'une étymologie de fantaisie (*vallis aurea*), pour dire que ce pays était renommé pour sa fertilité et en particulier pour la richesse de ses récoltes de blé. Le ruisseau de Barberon, prétendent-ils, annonçait la disette par l'abondance de ses eaux. Cette particularité, analogue à celle des cuves de Sassenage, est attribuée par Aymar du Rivail à une autre rivière de la même vallée, l'Auron.

Gervais de Tilbury classe parmi les merveilles la Motte flottante de Pellicautier (actuellement Hautes-Alpes). Cette motte se trouvait dans les marais voisins de la montagne de Céüse. On suppose qu'un enchevêtrement de roseaux avait formé une île flottante qui, avec le temps recouverte d'humus, aurait constitué une prairie. D'après Ladoucette, la motte était une masse de tourbe d'un diamètre et d'une épaisseur de trois mètres, qui se balançait au milieu d'un pré marécageux⁵⁰. Quoi qu'il en soit, on rapporte qu'à l'époque de la fenaison les faucheurs attiraient cette île

⁵⁰ Ladoucette donne du nom de Pellicautier une étymologie assez fantaisiste : dans la langue celtique : *pel* signifie lac, *aut* herbe et *er* dessus (*Histoire des Hautes-Alpes*, 3^e édition, page 116).

vers la terre ferme au moyen de cordes ; quand la récolte était terminée, ils enlevaient les cordes, et la motte poussée par une inclinaison naturelle reprenait sa place au milieu de l'eau. Les marais de la Motte tremblante existent toujours près de Pelleautier, mais la merveille a aujourd'hui disparu^o. Elle subsistait encore au temps d'Aymar du Rivail, qui en fait mention. La motte était alors assez solide pour supporter les hommes et les troupeaux ; la récolte s'y faisait sur place sans amener l'île sur les bords du marais.

Le Rocher tremblant de l'Embrunais, dont parlent le même Gervais de Tilbury et Aymar Falco, présentait cette singularité de bouger lorsqu'on le touchait du bout du doigt, mais si on voulait le mettre en mouvement en employant la force il restait immobile : un attelage de bœufs n'aurait pu l'ébranler. On ignore la situation exacte de ce rocher, qui est appelé North ; cette dénomination anglaise révèle le parrain... Par contre, on connaît en France un certain nombre de rochers tremblants qui possèdent les mêmes caractères, du moins pour la facilité à obéir à une légère impulsion.

Aymar Falco, l'inventeur des doubles Merveilles, en a porté le nombre à quinze, comme nous l'avons dit. Dans son imagination plus que fantasque, il classe comme telles des curiosités ou des phénomènes physiques peu vraisemblables, et en tout cas assez extraordinaires.

Il complète donc la liste des merveilles par les huit suivantes :

1^o La tour de Livron, propriété des évêques de Valence. Les sentinelles que l'on y plaçait le soir, prises d'un sommeil invincible, étaient pendant la nuit transportées au bas de la colline sur laquelle s'élève cette tour, sans qu'elles pussent à leur réveil se souvenir de ce qui s'était passé.

^o Un terre-plein, qui se trouve maintenant au milieu des marais, semble être le dernier vestige de l'ancienne île flottante.

Gervais de Tilbury, qui est l'inventeur de ce conte bizarre, prétend avoir été le témoin du fait. Cordellier-Delanoue en a fait le sujet d'un poème paru dans la « Psyché » en 1829⁶¹.

2° Le vent Pontias, qui fertilise la vallée de Nyons et que l'on attribue à un miracle de l'archevêque d'Arles, saint Césaire⁶². Le saint serait, dit-on, descendu jusqu'à-la mer ; là, il aurait rempli de vent un de ses gants et l'aurait jeté contre un rocher qui depuis produisit ce vent. C'est également une des merveilles rapportées par Tilbury qui, ayant habité Arles, a propagé le récit de ce prodige. Les populations du pays de Nyons connaissent toujours le Pontias⁶³.

3° Les Marais du Dauphiné, qui durcissent les sabots des chevaux. Nous n'avons pu trouver aucun renseignement permettant d'établir quels sont ces marais.

4° Les vents violents qui s'élèvent près de Narbonne, puis, très atténués à leur passage en Dauphiné, disparaissent complètement avant d'avoir atteint la ville de Vienne. Il s'agit évidemment du mistral, si connu en Provence, que le naturaliste Pliny avait déjà étudié sous le nom de vent Circius⁶⁴.

5° Les voûtes souterraines qui traversent le Rhône à Vienne.

6° Le lac de Paladru, dont les eaux mousseuses donnaient naissance à des poissons quand elles étaient versées dans un autre lac ou une autre rivière. Ce lac, situé près de Charavines (Isère), passe pour avoir submergé, à la suite d'un tremblement de terre, les ruines de la ville d'Ars incendiée au XII^e siècle par l'empereur Frédéric Barbe-rousse en punition de sa rébellion contre l'autorité du pape

⁶¹ Cordellier-Delanoue est également l'auteur de ballades sur les sept Merveilles du Dauphiné qui ont paru dans le III^e livre de son recueil de poésies *Les Sillons*, publié après sa mort, en 1854.

⁶² Saint Césaire, qui évangélisa les Gaules, vivait de 470 à 542.

⁶³ Cf. G. BOULE. *Histoire naturelle... du vent particulier de la ville de Nyons*, 1647.

⁶⁴ *Histoire naturelle*, II, 46-4.

Alexandre III⁶⁵. Chorier dit que de son temps on apercevait encore des ruines au bord du lac, et que, la veille des jours de fête, on entendait, en prêtant une oreille attentive, le son des cloches de la ville engloutie.

7° Le lac voisin de Die, formé par un éboulement de rochers qui se produisit en 1442. Ce lac a englouti plusieurs villages et notamment la ville ancienne de Luc-en-Diois, telle qu'elle existait à l'époque gallo-romaine. On en pouvait autrefois distinguer les ruines recouvertes par les eaux. Le lac a été desséché à la fin du XVIII^e siècle, et les terres qu'il recouvrait ont été mises en valeur. La digue formée par les rochers s'appelait le Claps; le chemin de fer actuel la traverse sur un grand viaduc métallique.

8° La Tour de Voiron, aux nymphes invisibles de près, mais qu'on aperçoit aux fenêtres en regardant d'une certaine distance.

Quelques auteurs comptent aussi parmi les Merveilles certaine fontaine qui aurait guéri les goîtres dans l'Embrunais, partageant ainsi cette prérogative avec la Fontaine Vineuse, et une vallée de la même région, qu'on ne désigne pas davantage, où il suffisait de tousser pour produire des avalanches.

Chorier, d'après d'autres auteurs, mentionne également le prieuré de Saint-Michel-de-Connexe (actuellement commune de Champ, canton de Vizille, Isère). Le réfectoire de ce monastère, exposé à de violents orages, offrait cette particularité que, si l'on exposait à la fenêtre une chandelle ou une lampe allumée, elle ne s'éteignait pas. La lumière brillait davantage sous l'action du vent, et la flamme restait immobile⁶⁶.

Enfin, quelques écrivains plus modernes signalent parmi les Merveilles du Dauphiné le pont de Claix, près Grenoble. Assurément ce pont, œuvre remarquable pour l'époque

⁶⁵ Ars, du participe passé latin *arsus*. — *Urbs Arsa fuit Dei judicio submergata*, a dit un auteur.

⁶⁶ Cf. E. PILOT DE THOREY, dans le *Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*, 1883, p. 68.

où il a été édifié (1611), a mérité, lors de sa construction, l'admiration des contemporains, et ceux-ci ont pu le qualifier de merveille pour flatter l'amour-propre du connétable de Lesdiguières qui l'avait fait élever. Mais, comme il n'est mentionné nulle part dans les écrits anciens des « Merveillistes », et qu'il ne constitue pas une curiosité naturelle, il ne semble nullement indiqué de le comprendre au nombre des « Merveilles du Dauphiné ».

Telles sont ces fameuses Merveilles. Comme on a pu s'en rendre compte, elles n'ont pas toutes la même importance et ne présentent pas un égal intérêt. Mais il est incontestable que quelques-unes d'entre elles ont contribué efficacement à la réputation du Dauphiné, cette région privilégiée où se trouve réuni un ensemble si remarquable de sites pouvant vraiment être qualifiés de merveilleux. A ce titre, leur histoire mérite d'être connue.



L'ASSISTANCE A GAP

PENDANT LES TEMPS MODERNES

L'Hôpital Sainte-Claire

AU XVIII^e SIÈCLE

Par M. le Commandant ETIENNE

Les questions d'assistance n'ont jamais autant qu'aujourd'hui préoccupé l'opinion publique; aussi m'a-t-il semblé intéressant de rechercher ce qui avait été fait à Gap dans cet ordre d'idées au cours des derniers siècles.

« Depuis le XVI^e siècle, la royauté française eut une politique charitable assez nettement accusée, qui se fondait moins sur un principe humanitaire que sur une nécessité d'ordre public. Au point de départ est l'urgence d'enrayer les progrès de la mendicité. Pour y parvenir deux moyens furent employés : l'assistance des vrais pauvres et la police des mendiants »¹.

Chaque paroisse fut astreinte à entretenir ses pauvres, mais ses pauvres seuls; les bureaux d'aumône, percevant une contribution régulière, sous le nom de taxe des pauvres, eurent une ressource obligatoire, leur permettant de compléter le produit incertain des libéralités particulières. Le pouvoir royal intervint aussi dans l'administration des

¹ C. Bloch. *L'Assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution*, p. 55.

hôpitaux ; il y fit pénétrer l'ordre et l'unité, il sécularisa l'assistance hospitalière en introduisant l'élément laïque dans le personnel administratif. En même temps, et surtout au XVII^e siècle, l'Eglise créa des confréries de charité chargées de visiter les pauvres et de leur distribuer les aumônes.

Nous allons examiner comment les ordonnances royales relatives à l'Assistance furent appliquées dans notre ville ; dans ce dessein, j'ai divisé mon étude de la façon suivante :

XVI^e et XVII^e siècles. — Le bureau d'aumône.

XVII^e siècle. — La confrérie de la Miséricorde ;
l'édit de 1662 et les hôpitaux généraux ;
la maison de Charité ;
le partage des biens des consistoires ;
l'union des hôpitaux.

XVIII^e siècle. — La répression de la mendicité ;
l'hôpital Sainte-Claire.

Le bureau d'aumône aux XVI^e et XVII^e siècles

C'est au XVI^e siècle que le principe de faire assister les indigents par leur paroisse fut admis dans la législation civile. L'article 73 de l'ordonnance de Moulins, de février 1566, était ainsi conçu : « Ordonnons que les pauvres de chacune ville, bourg ou village seront nourris et entretenus par ceux de la ville, bourg ou village dont ils sont natifs et habitants, sans qu'ils puissent vaguer et demander l'aumône ailleurs qu'au lieu où ils sont nés. » C'est là l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui le domicile de secours¹.

C'est aussi au XVI^e siècle que l'administration exclusive des établissements hospitaliers fut enlevée définitivement

¹ Ce principe remontait beaucoup plus haut dans la législation canonique. En 567, le deuxième concile de Tours l'avait déjà posé : *Ut unaquaque civitas pauperes et egenos incolas alimentis congruentibus pascat secundum vires, ut tam vicini presbyteri quam cives omnes suum pauperem pascant ; quo fiet ut ipsi pauperes per civitates alias non vagentur.*

au clergé et à la noblesse. Pendant les XIV^e et XV^e siècles, à la suite de la disparition de la lèpre, le clergé et les laïques, qui dirigeaient les établissements de bienfaisance, avaient souvent changé leur affectation et converti leurs revenus, patrimoine sacré du pauvre, en bénéfices ecclésiastiques et en fiefs. L'ordonnance de Blois (mai 1579) contenait dans son article 65 les dispositions suivantes : « Ne pourront désormais être établis commissaires au régime et gouvernement desd. maladreries et hôpitaux, autres que simples bourgeois, marchands ou laboureurs et non personnes ecclésiastiques, gentilshommes, archers, officiers publics, leurs serviteurs ou personnes par eux interposées. »

Enfin, le XVI^e siècle inaugura aussi l'obligation du travail pour les mendiants valides. L'arrêt du Parlement, du 22 avril 1532, obligeait les mendiants de Paris à des travaux de voirie ; nous verrons l'application de ce principe à Gap en 1573.

En résumé, les mesures prises au XVI^e siècle tendirent autant à la répression de la mendicité qu'à l'organisation de la bienfaisance. Le but à atteindre par les municipalités était le suivant : contraindre les pauvres valides au travail, venir en aide aux invalides, chasser les étrangers.

Pour assurer le nouveau système de bienfaisance légale, prescrit par l'ordonnance précitée de 1566, on institua des bureaux d'aumône qui avaient dans leurs attributions l'admission des indigents aux secours, la distribution des aumônes « de passade » aux pèlerins et aux pauvres se rendant dans leur paroisse, et la perception de la taxe des pauvres.

Tous les habitants d'une paroisse devaient contribuer, selon leurs moyens, au soulagement des pauvres. Chacun s'inscrivait pour une certaine somme et le bureau taxait d'office les récalcitrants et ceux dont l'aumône paraissait trop faible.

Le bureau d'aumône de Gap fut installé le 7 décembre 1566, suivant délibération du conseil de la communauté. Il était présidé par le vibailly et composé de douze « nota-

bles personnages ». Il se réunissait tous les dimanches à une heure de l'après-midi, et on donnait à « chacun pauvre indigent une livre et demie pain, pour chacun jour ». Un « chasse-coquin » était chargé de la police des mendiants.

Aussitôt organisé, le bureau d'aumône désigna M^e Juvenis et Claude Brunet-Blocard pour « exiger les cotisations de rue en rue », et, dès le 22 décembre, les consuls Abon et Barret, installés dans le cloître du couvent des religieux de Saint-Dominique (actuellement asile des vieillards), distribuaient « l'aumône aux pauvres notoirement indigents inscrits au rôle ». En même temps, le vibailli invitait les communautés « à retirer de Gap leurs pauvres ou à payer pour leur donner une livre de pain à chacun par jour ». Aux pauvres qui n'avaient « pas de quoi s'en aller, il était baillé passée ».

En 1570, les habitants appartenant à la religion réformée, qui avaient reçu pendant la dernière peste différents legs en faveur des pauvres de leur religion, décident de les distribuer également à tous les pauvres de la ville « afin de montrer qu'ils désirent l'union et concorde qui doit être entre citoyens d'une même ville ».

En 1571, les consuls résolurent de loger les pauvres chez l'habitant; l'opération n'alla pas toute seule, comme nous l'indique la délibération du bureau en date du 23 mars 1572 : « Plusieurs à qui la distribution des pauvres a été faite, les refusent... lesd. refusants seront contraints à obéir à l'alimentation et nourriture ordonnées, par toutes voies de justice, et notamment par saisie et prise de leurs pains au four. »

Nous voyons, le 25 janvier 1573, appliquer le principe de l'obligation au travail : « Est ordonné que tout pauvre valide sera tenu de travailler au nettoyage de l'église (la cathédrale ruinée en 1567 par les protestants), et en travaillant aura dix liards le jour, outre ce que leur sera donné pour Dieu gratuitement par les citoyens ayant dévotion de donner. Led. seigneur de Gap a donné six charges vin, qui sera distribué à ceux qui travailleront. » (*H. suppl.* 541.)

Le registre des délibérations du bureau des pauvres de l'hôpital Sainte-Claire nous conduit jusqu'en 1698; en voici deux extraits :

19 avril 1664 : « Il est nécessaire de pourvoir au soulagement des pauvres étrangers, malades ou autres, que quelques habitants de la ville retirent charitablement pendant l'hiver, et, lorsqu'ils tombent malades, les envoient à l'hôpital. Maintenant que nous approchons de l'été, un mois leur est accordé pour se retirer chacun en son village. Le nommé Colleti est établi chasse-coquin. »

10 septembre 1664 : « Afin de pourvoir au soulagement des familles qui sont dans la nécessité honteuse, et principalement des malades qui gémissent sous ce pesant fléau », l'Evêque et les consuls formeront une liste des plus nécessiteux; puis « les bonnes maisons de la ville seront exhortées de donner chacune, à tour de rôle, auxd. pauvres honteux, pain, vin, viande et bouillon, qui sera porté par leurs domestiques. » (*H. suppl.* 542.)

La confrérie de la Miséricorde

La grande misère qui sévissait en France au début du XVII^e siècle amena la multiplication des fondations de bienfaisance et le réveil de la charité religieuse. Dans notre ville, la confrérie de la Miséricorde fut créée le 1^{er} janvier 1637 « par-devant Mgr de Gap, dans son logis ». (Registre des délibérations de l'hôpital Sainte-Claire, *H. suppl.* 542.)

Elle était présidée par l'Evêque et comprenait les consuls, les procureurs des pauvres, deux ecclésiastiques, « trois gentilshommes, trois bourgeois de la ville et trois dames ou demoiselles ». Les trois dames étaient les dames de Ferrus, du Faure et de Montalquier.

La confrérie devait se réunir deux fois par semaine pour « visiter ensemble, ou au moins trois à la fois », l'hôpital Sainte-Claire, faire des quêtes, distribuer les aumônes.

Le 3 janvier eut lieu la première quête de la Miséricorde

aux portes des églises et du temple, à l'issue des messes et de la prédication.

Le lendemain, la ville fut divisée en quatre quartiers affectés chacun à une dame pour la visite des pauvres : quartier Saint-Arey, Mme de Ferrus; porte Jaussaude, Mme du Faure; porte Colombe, Mlle de Rousset; porte Lignole, Mlle de Beauchâteau.

Dans leur rapport, en date de 1679, au sujet du projet d'établissement à Gap d'un hôpital général, que nous donnons plus loin, les consuls mentionnent les services rendus par la confrérie de la Miséricorde.

Vers 1709, l'évêque F. Berger de Malissoles donna aux Dames de la Miséricorde un nouveau règlement³.

L'édit de 1662 et les hôpitaux généraux

L'édit de 1662 ordonnait d'établir dans toutes les villes et gros bourgs du royaume un hôpital général « pour y loger, enfermer et nourrir les pauvres, mendiants et invalides, natis des lieux où se feraient les hôpitaux ou qui y auraient demeuré pendant un an, ainsi que les enfants orphelins ou nés de parents mendiants ». On devait « les instruire à la piété et religion chrétienne et aux métiers dont ils pourraient se rendre capables, sans qu'il leur fût permis de vaguer ». Ces dispositions étaient rappelées dans l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 juin 1678, qui prescrivait aux intendants de faire connaître au Roi « les causes des retards de la création des hôpitaux généraux et les moyens de les faire cesser ».

C'est pour l'exécution de ces mesures que l'intendant Dugué, le 24 janvier 1679, invitait les consuls de Gap à étudier les conditions d'établissement d'un hôpital général dans leur ville. A cette demande, les consuls répondaient : « Les sieurs consuls de la ville de Gap, désirant satisfaire

³ *La Confrérie des dames de la Miséricorde de Gap*, de J. ROMAN, dans *Bull. de la Soc. Et. des H.-A.*, 1894, p. 193, contient l'histoire de la Confrérie à partir de cette époque.

aux pieux désirs de Sa Majesté touchant l'établissement d'un hôpital général... estiment cet établissement très difficile si la charité du Roi ne concourt puissamment à ce dessein, soit à cause du petit revenu de l'hôpital, du peu d'apparence de l'augmenter considérablement par les forces de la ville, et de la grande charge que led. hôpital serait obligé de supporter s'il fallait renfermer tous les invalides et mendiants.

... La ville est petite, elle est située dans les montagnes et, par conséquent, fort sujette aux grêles et gelées, sans rivière, sans passages, sans commerce qui puisse l'enrichir. Ses habitants, à la réserve d'un chapitre composé de douze chanoines, des officiers du bailliage et de l'élection, ne sont que bourgeois, marchands, petits artisans et laboureurs, dont les facultés sont très petites; par conséquent, ne peuvent faire de grands dons aud. hôpital; les legs des plus riches n'excèdent guère la somme de 30 l. Et ce qui restreint leur libéralité envers led. hôpital, outre leur pauvreté, c'est qu'ils sont chargés de l'entretien d'une famille de R. P. Capucins et d'un très grand nombre de pauvres qui versent dans lad. ville des villages circonvoisins. La maison est fort petite, mal bâtie et meublée; et, pour l'achat des maisons nécessaires pour l'agrandir, le bâtiment ou l'ameublement, il faudrait du moins 12.000 l.

Il est difficile de fixer le nombre des pauvres de la ville qui seraient à renfermer... Il y a une compagnie de dames de charité¹, qui visitent et secourent les pauvres malades de la ville des quêtes et aumônes qu'elles font, et qui leur sont faites, jusqu'à 20 ou 25 par jour, un temps portant l'autre... Outre les malades, il y a d'ordinaire plus de 200 pauvres à l'aumône; car, principalement en hiver, la plupart des artisans, manœuvres et laboureurs envoient leurs femmes et enfants à l'aumône. Cette charge est accidentellement augmentée dans les années disetteuses de fruits et les petites récoltes... Outre les pauvres de la ville, il faut considérer comme une grande charge à l'hôpital le passage

¹ La « Compagnie des dames de Charité » ou de la *Miséricorde*.

continuel des pèlerins, allant et revenant d'Italie, par terre, et des pauvres qui ne font que passer... » (*II. suppl.* 267.)

L'hôpital Sainte-Claire ne devint jamais un hôpital général; les dernières lettres patentes délivrées en sa faveur par le Roi (avril 1788) pour l'autoriser à s'agrandir par l'achat des immeubles qui le bordaient du côté de la rue actuelle des Tisserands, portent toujours « hôpital Sainte-Claire de Gap »; le mot « général » n'y figure pas.

La maison de Charité

Par testament, en date du 9 mars 1698, Jean de Gérard, sieur des Orres, avait laissé sa fortune pour fonder une maison de Charité destinée à des orphelins pauvres âgés de 7 à 15 ans; ils devaient être « nourris dans la dernière frugalité, sans superflu et de la manière que les pauvres doivent l'être, vêtus de bure ou de cordelia sans aucune différence de condition; voulant qu'indifféremment les plus pauvres y soient reçus, et principalement ceux qui, étant de bonne famille, n'ont pas de quoi se nourrir et gagner leur vie; n'entendant pourtant y être admis ni les enfants exposés ni les vieillards. Je veux encore, ajoute le testateur, que les enfants orphelins qui y seront reçus soient instruits à des arts et métiers, savoir : les mâles par un maître et les filles par des maîtresses, qui seront choisis par le bureau qui sera composé de M. le doyen de l'église, de deux curés, un gentilhomme, un avocat, un procureur et un marchand, sous l'autorité de Mgr l'Évêque, qui en sera le chef... Je veux aussi et entends que les mâles soient séparés des filles en appartements, vivres et même dans ladite chapelle, sans qu'ils puissent avoir de pratique, de commerce ni aucune familiarité entre eux; qu'il soit dressé un règlement suivant la portée desd. enfants, pour leur conduite, direction et manière de vivre, sur le pied des autres maisons de piété. » (*II. suppl.* 283.)

Jean de Gérard mourut en 1710. Son deuxième testament, en date du 24 décembre 1709, ne figure pas aux

archives; il modifiait sans doute le premier, puisque la maison de Charité ne fut ouverte qu'aux filles.

L'évêque de Malissolles l'accepta le 20 avril 1710 et convoqua pour le 22 du même mois « une assemblée générale des trois ordres de la ville, dans la salle de l'évêché, pour leur donner connaissance des dispositions testamentaires du sieur des Orres, et pour composer sur-le-champ le bureau en faveur de lad^e Charité » (G. 1363). Les lettres patentes autorisant la maison de Charité furent données au mois de janvier 1714 (*II. suppl.* 268). Commencées en 1725, les travaux de construction durèrent jusqu'en 1735 (G. 1372-73).

La direction intérieure de la maison fut confiée aux sœurs de Saint-Joseph, même congrégation que celles de l'hôpital Sainte-Claire.

En l'an VI (1798), les tribunaux civil et criminel et la maison de justice s'installèrent dans la maison de Charité; le Directoire ordonnait en même temps de transférer à l'hôpital civil les jeunes orphelines, en ayant soin de les séparer des malades. On installa ces jeunes filles le 29 prairial an VI (17 juin 1798) dans les bâtiments de l'hôpital Sainte-Claire qui étaient libres depuis le 27 nivôse an VI (16 janvier 1798), par suite du transfert de cet établissement dans le couvent des Capucins. Un arrêté du Directoire exécutif, en date du 30 nivôse an VII (20 mars 1799), plaça les orphelines en pension chez différents particuliers. (Archives de l'hôpital, E. 2¹.)

Le partage des biens des Consistoires

Le 22 octobre 1685, Louis XIV signa l'ordonnance qui révoquait définitivement l'édit de Nantes, et interdisait aux réformés tout exercice de leur religion, même dans les maisons particulières. Les ministres du culte protestant étaient bannis du royaume, et, dans chaque province, les biens des consistoires devaient être partagés entre les hôpitaux³.

³ La déclaration du 15 janvier 1688 portait même que tous les

L'arrêt du Conseil en date du 29 août 1693 fit don des biens des consistoires de la Province du Dauphiné : moitié à l'hôpital de la ville de Grenoble, un quart à l'hôpital d'Embrun et le quart restant à l'hôpital de Gap (*II. suppl.* 304.)

L'acte de partage des biens du 17 août 1694 affectait à l'hôpital Sainte-Claire « les biens des consistoires situés dans l'étendue du bailliage de Gap, y compris Trescléoux et Orpierre »; et les biens des consistoires du Champsaur, moins ceux du consistoire de Corps et ses dépendances (donnés à l'hôpital d'Embrun); et, en outre, ceux qui sont de la haute partie du Diois, où étaient les consistoires de Die, Châtillon, Menglon, Poujols et autres... au-dessus de la ville de Die, entre la rivière de Drôme et le Gapençais ». Les biens du consistoire de Loriol, dans le Valentinois, restaient communs aux trois hôpitaux (*II. suppl.* 305). Ces biens étaient ainsi décomptés :

Gapençais : Gap, 23.961 l. 4 s.; Veynes, 6.100 l.; Romans, 300 l.; Serres, 989 l. 7 s.; Orpierre, 1.525 l. 13 s.; Ancelle, 2.787 l. 10 s.; Total : 35.663 l. 15 s.

Diois : Die, 10.269 l. 18 s.; Châtillon, 326 l. 7 s.; Menglon, 11 l. 5 s.; Poujols, 30 l. Total : 10.637 l. 10 s.

« Pour Romeyer, Aix, Luc, Lesches, Beaurières, on ne sait en quoi consistent leurs biens ». (*II. suppl.* 304.)

Le rapport des directeurs de l'hôpital Sainte-Claire, en date du 15 novembre 1749, s'exprime ainsi au sujet des biens des consistoires : « Au partage de 1694, il fut assigné à l'hôpital de Gap les biens du consistoire de la ville de Die, portés dans le partage à 10.269 l. 18 s. Mais led. hôpital n'a rien pu retirer de lad. somme, à cause des contestations élevées par les débiteurs dud. consistoire, contre lesquels il a été intenté différents procès pour conserver les actions, sans que l'hôpital ait pu les faire décider, par

biens des consistoires qui avaient été aliénés depuis 1662 revendraient aux consistoires comme ayant été divertis et aliénés en fraude.

* Trescléoux et Orpierre, qui faisaient partie de la principauté d'Orange, n'ont été réunis au Dauphiné qu'en 1714. (*Arch. dép.*, A. 12.)

le manque de facultés, n'ayant retiré que peu de choses des biens des autres consistoires par les mêmes raisons. » (*H. suppl.* 268.)

L'union des hôpitaux

A la fin du XVII^e siècle, disparurent la plupart des petits hôpitaux, maladreries et léproseries, qui depuis longtemps n'avaient plus de clientèle, et leurs biens furent donnés aux hôpitaux des villes. C'est ainsi que l'arrêt du Conseil d'État du 31 août 1696 « unit à l'hôpital des pauvres malades de la ville de Gap les biens et revenus de la maladrerie de lad^e ville et des hôpitaux de Mansale¹, au territoire de Saint-Julien-en-Champsaur, et Saint-Laurent-du-Cros, pour en jouir du 1^{er} juillet 1695, et être lesd. revenus employés à la nourriture et entretien des pauvres duhl. hôpital de Gap, à la charge de satisfaire aux prières et services de fondation dont peuvent être grevés lesd. hôpitaux de Mansale et du Cros et lad^e maladrerie, et de recevoir les pauvres malades des lieux et paroisses où sont situés lesd. hôpitaux de Mansale et du Cros, à proportion de leurs revenus ». (*H. suppl.* 270.)

La répression de la mendicité au XVIII^e siècle

(Déclarations des 18 juillet 1724 et 3 août 1764,
Arrêt du Conseil du 21 octobre 1767.)

Les dispositions principales de la Déclaration du 18 juillet 1724 étaient les suivantes. Le Roi viendrait en aide aux hôpitaux pour leur permettre de recevoir, en plus des mendiants invalides, les mendiants valides qu'il serait nécessaire d'y interner. Il était ordonné aux mendiants de se procurer de l'ouvrage dans un délai de quinze jours, sinon ils seraient enfermés dans les hôpitaux. Les valides,

¹ Lisez : de *Manse*, aujourd'hui commune du Forest-St-Julien : Manse et le Forest ont, jusqu'au Concordat de 1802, fait partie de la paroisse de Saint-Julien. Je n'ai rien trouvé dans les Archives hospitalières au sujet de l'hôpital de Mansale.

groupés par brigades de 20 hommes commandés par un sergent, devaient être employés, moyennant rétribution, à des travaux de voirie. Ils avaient la faculté de se retirer dans leurs paroisses ou de s'engager dans les troupes du Roi. Les mendiants valides subissaient dans les hôpitaux le régime des condamnés : pendant deux mois, pain et eau ; les délinquants étaient marqués de la lettre M. et, la troisième fois, punis de cinq ans de galères.

L'intendant Fontanieu visita l'hôpital Sainte-Claire le 7 septembre 1724 « qu'il aurait trouvé assez en état pour contenir jusques à cent pauvres », et il offrit, de la part du Roi, de fournir tous les lits nécessaires. La nourriture et l'entretien de chaque pauvre au-dessus de 12 ans furent fixés à 5 sols par jour ; de 8 à 12 ans, 4 s. 6 d. ; de 4 à 8 ans, 3 s. ; et 1 s. 6 d. pour les enfants au-dessous de 4 ans.

Le 22 mars 1725, l'intendant remit 600 l. pour la fourniture des lits et l'hôpital paya le supplément de la dépense. (*H. suppl.* 548).

La Déclaration de 1724 donna peu de résultats : en 1733, tous les mendiants internés dans les hôpitaux avaient déjà été élargis.

La Déclaration du 3 août 1764 définissait d'abord les vagabonds : « Seront réputés vagabonds et gens sans aveu, et condamnés comme tels, tous ceux qui depuis six mois révolus n'auront exercé ni profession ni métier et qui, n'ayant aucun état ou aucun bien pour subsister, ne pourront être avoués ou faire certifier de leurs bonne vie et mœurs par personnes dignes de foi. »

Punition des vagabonds valides âgés de 16 à 70 ans, galères à temps : 3 ans après la première arrestation ; 9 ans à la première récidive ; la troisième fois, galères perpétuelles. Les infirmes, les septuagénaires, les femmes et les filles devaient être enfermés à l'hôpital pendant trois ans ; en cas de récidive, neuf ans ; puis, à perpétuité.

Les dépenses d'entretien des détenus restaient à la charge des hôpitaux, si ces établissements étaient pourvus d'une maison de force. A défaut, les condamnés devaient être dirigés sur les hôpitaux des provinces voisines où leur entretien se ferait aux frais du Roi.

Les hôpitaux se trouvant trop petits pour contenir tous les vagabonds, la circulaire aux intendants du 5 septembre 1764 prescrivit l'ouverture de dépôts de mendicité dont l'organisation fut réglée par l'arrêt du Conseil en date du 21 octobre 1767.

Dès le commencement de décembre 1767, se posa la question d'établir à Gap un dépôt de mendicité; l'intendant Pajot de Marcheval engagea avec le bureau de l'hôpital Sainte-Claire, au sujet de la nourriture des détenus, des pourparlers qui durèrent jusqu'au 4 janvier 1768 (*H. suppl.* 552). Mais on n'ouvrit en France que 33 dépôts et Gap n'en eut pas.

Plus tard, à la suite des rapports présentés par le Comité de mendicité à l'Assemblée nationale, on décida d'établir un dépôt dans chaque département. Les casernes de Gap, encore inoccupées, reçurent cette affectation. Elles avaient été bâties pour loger les troupes de passage; leur construction décidée en 1715, n'avait été commencée qu'en 1754 (délibération de la municipalité du 20 juin 1753). C'est en 1814 seulement que Gap reçut sa première garnison. Le 20 septembre de la même année, le Conseil municipal s'occupa des réparations à faire aux casernes pour assurer le logement de la troupe, réparations nécessitées, d'après les termes de la délibération, par les dégradations provenant du séjour des soldats de l'armée d'Italie. Des mendicants il ne fut nullement question; il est donc probable que le dépôt de mendicité ne fonctionna jamais.

Origines de l'hôpital Sainte-Claire

L'hôpital Sainte-Claire, qui précéda immédiatement l'hôpital actuel de Gap, était installé dans les bâtiments aujourd'hui loués par la Commission des hospices à la gendarmerie à cheval. Ses origines sont obscures; en 1679, l'intendant Dugué, demandant les copies des lettres et des actes qui l'avaient autorisé, recevait des consuls cette réponse : « ...il n'y a qu'un hôpital dans la ville, dont on n'a su trouver les lettres d'établissement, quelque recherche et

diligence qu'on ait employée pour cela, étant vraisemblable que ces titres se sont perdus pendant les troubles des guerres de la religion, qui furent très grands en ces quartiers ». Aux archives hospitalières, le plus ancien document le concernant remonte au 5 janvier 1399/1400 ; c'est une reconnaissance reçue en faveur *hospitalis Sanctæ Claræ* par le notaire Pons *quinque Stephani*, à la requête d'Arnaud *Plaussuti* et Baudon *Rogerii*, recteurs et patrons de l'hôpital ; Jacques *Aulberti*, forain de Gap, déclare tenir de cet établissement un pré à Montalquier et une terre à Gap. (Analyse s. d., XV^e siècle. H. suppl. 274.)

Il y avait dans notre ville trois autres hôpitaux :

1^o L'hôpital de Saint-Martin, plus connu sous le nom de *Commanderie*, qui existait dès la fin du XI^e siècle^{*} et se trouve cité dans une vente du 22 janvier 1254/5, sous le nom de *domus hospitalis Sancti Martini* (*Chartes de Bertaud*, n^o 73), et dans une reconnaissance du 18 janvier 1352/3, qui l'emplace près de la *Carrerria Sancti Arigii* (*ibid.*, n^o 201).

2^o L'hôpital de Saint-Lazare, ou la *Maladrerie*, existant dès 1328 d'après des documents émanés du Chapitre de Gap[°], et qui fut réuni à l'hôpital Sainte-Claire par arrêt du Conseil d'État en date du 31 août 1696 (H. suppl. 270).

3^o L'hôpital Jean Rouvier. On le trouve cité, notamment, dans une reconnaissance passée par François Vincent, à la requête d'Arnoux *Moreti*, *al. Gavaut*, recteur de l'hôpital fondé *per magistrum Johannem Roverium in presenti civitate l'apinci* (3 février 1418/9, H. suppl. 271), et dans un « affectement » consenti par le recteur de l'hôpital *magistri Johannis Roverii nuncupati* à André Pellissier et Arnoux Sourin, de Rabou, habitant à Gap (20 mars 1424/5, *ibid.*). Cet hôpital était probablement le même que celui dit de Saint-Christophe (rue du même nom, actuellement rue Pasteur), déjà réuni à l'hôpital Sainte-Claire en

* Cf. P. GUILLAUME. *Origines des Chevaliers de Malte et rôle des donations de la Commanderie de Saint-Martin de Gap*.

° Référence fournie, sans autre précision, par l'abbé Guillaume dans l'Int. som. de la série H. suppl., p. 226, en note.

1542, comme l'attestent les titres pris dans un bail à ferme du 9 juin de cette même année par « Jean André, Gracian de Faudon et Claude Arthemale-Perroton, patrons de l'hôpital de Sainte-Claire et Saint-Christophe dud. Gap, unis ensemble... » (*H. suppl.* 274). L'union des deux établissements remonte sans doute à 1514. En effet, l'« Inventaire général de tous les meubles... de l'hôpital Sainte-Claire de cette ville de Gap fait en 1721 » (*H. suppl.* 538) contient (f° 147) le « Mémoire des papiers remis dans la maison de ville par M^e Jean Gay le 21 septembre 1601 » ; parmi ces papiers figurent « l'instrument de la fondation des hôpitaux de Saint-Christophe et Sainte-Claire unis ensemble », et un « Rouleau de parchemin, écrit en latin, au dos duquel il y a *Instrumentum unioni[s] hospital[i]um l'apinci*, 1514, 16 avril »¹⁰.

L'administration centrale du département des Hautes-Alpes décida le 18 pluviose an V (6 février 1797) le transfert de l'hôpital de Gap « ci-devant Sainte-Claire » dans les bâtiments des « ci-devant Capucins », où il est encore installé aujourd'hui. Commencé le 27 floréal an V (16 mai 1797), le transfert fut achevé le 27 nivôse an VI (16 janvier 1798).

L'hôpital Sainte-Claire au XVIII^e siècle

Pour présenter dans un tableau d'ensemble la physiologie particulière de l'hôpital Sainte-Claire au XVIII^e siècle, j'ai groupé quelques documents ayant trait au fonctionnement de l'établissement et à sa situation financière et matérielle :

- a) Règlement intérieur, mars 1716 ;
- b) Rapport des directeurs sur l'administration, en date du 15 novembre 1749 ;
- c) Situation de l'hôpital par rapport à la Recette et à la Dépense pendant l'année 1752 ;
- d) Inventaire des meubles et effets, 1742 ;

¹⁰ Le 16 avril 1514 était le jour de Pâques.

c) Extrait du cahier de la pharmacie à partir du 21 juin 1719 :

f) Note sur les sœurs de Saint-Joseph.

a) **Règlement intérieur.** — Le règlement intérieur était en vigueur depuis le mois de mars 1716. Sur le registre des délibérations de l'hôpital, on lit la mention suivante : « Enregistrement du règlement fait par Mgr l'évêque de Gap... ». Nous aurions donc tout lieu de croire qu'il est l'œuvre de ce prélat. Mais si on le compare au règlement de l'hôpital général de Grenoble, dont il existe aux archives un exemplaire imprimé *s. l. n. d.*, suivi des « Règlements généraux pour les pauvres de l'hôpital général de Grenoble, 1712 (*H suppl.* 209) », on est bien obligé de constater que les deux documents sont identiques. L'évêque Berger de Malissolles se contenta donc d'adopter et de faire adopter le règlement de Grenoble.

Le règlement avait une préface : « Puisque les pauvres sont les membres de J.-C., et que ce divin Sauveur veut bien prendre sur son compte tout ce qu'on fait pour leur soulagement et leur éducation, il est constant qu'on ne peut acquérir le ciel par une voie plus sûre que par les services qu'on leur rend... »

Règlement pour l'hôpital de la ville de Gap qui est sous le titre de Sainte-Claire, unanimement reçu et adopté par l'assemblée générale des habitants de la ville.

Il y aura toujours douze recteurs, qui seront élus, chaque année, le jour de Sainte-Claire... Le bureau s'assemblera le dimanche et le jeudi après les vêpres de la cathédrale... On ne lira jamais *la Gazette* pendant le temps de l'assemblée, ni nouvelle, ni autre chose qui arrête ou qui empêche le secours des pauvres... Afin que le reçu et le dépensé soit clair et connu de tout le monde, les livres de la recette et de la dépense de toutes choses seront conservés dans la chambre du bureau, sans être cachés ni fermés à clef, pour que tous les directeurs puissent les voir, lire et les examiner en tous sens...

On recevra dans l'hôpital toute sorte de malades de

quelque pays qu'ils soient, qui demanderont à y entrer, à l'exception de ceux qui auront des maux vénériens... Les enfants seront soignés de fort près pour les mœurs et l'on aura soin de séparer les garçons des filles ; on leur apprendra à lire et à écrire, et on tâchera de les placer pour soulager l'hôpital. Ils seront vêtus uniformément, les garçons en bleu avec le carpat de la même couleur et les filles en gris. Les garçons feront la quête chaque fête et dimanche aux portes des églises et même dans les maisons de la ville avec des boîtes de fer blanc dûment fermées à clef.

On congédiera de la maison tout ce qui n'est pas sage, qui est de mauvaise édification, après avoir été exemplairement puni. On ne laissera rien d'impuni, particulièrement sur ces cinq articles, l'impiété, l'impureté, le larcin, la désobéissance et la fainéantise. Les punitions doivent être prudentes et elles ne doivent jamais être faites à contretemps et sans profit. Les punitions sont d'ordinaire les avertissements secrets, les réprimandes particulières ou publiques dans le bureau, le fouet en particulier ou en public, après quoi il ne reste plus qu'à être chassé de la maison.

On aura soin de faire garder un silence inviolable au réfectoire, non seulement aux pauvres, mais encore à tous ceux qui les iront voir manger, ou qui les serviront, on y fera la lecture spirituelle pendant toute la table, afin que pendant que le corps est nourri on donne aussi à l'âme la nourriture spirituelle.

Les choses auxquelles on doit plus prendre garde, c'est : 1^o que Dieu soit bien servi dans la maison, les officiers sages et exemplaires, les pauvres bien élevés et bien instruits ; 2^o conserver une grande propreté dans les appartements et dans les habits, cette propreté soutient l'hôpital et attire tout le casuel, conserve les pauvres en santé et plaît à tout le monde, on ne peut aller à l'excès sur ce sujet dans les hôpitaux et avec les pauvres...

La messe. La prière du matin à 6 heures et demie et la messe à 7 heures et demie, qui est la messe commune pour les pauvres de la ville qui viennent prendre le pain quand

on en donne. On prendra garde que les vieillards de la maison ne se mettent avec les pauvres de la ville, aussi bien que ceux qui fréquentent les sacrements et qui veulent communier, de peur de prendre de la vermine. C'est pour cette raison qu'on balayera l'Eglise d'abord après que les pauvres seront dehors...

Les processions. Il faut faire de temps en temps des processions et les faire toujours avec beaucoup de modestie et de dévotion pour l'édification du public...

Distribution du jour pour les pauvres de l'hôpital. Le lever à 5 heures du matin en été et à 6 heures en hiver. Le coucher à 9 heures en été, à 8 heures en hiver. Ils s'habilleront en silence et en priant Dieu, ils se peigneront et couvriront leur lit. Le dîner à 11 heures. Le souper à 6 heures en hiver et à 7 heures en été... » (*H. suppl.* 547.)

b et c) Rapport des directeurs et situation financière.

— La déclaration royale du 12 décembre 1698 avait établi pour chaque hôpital un bureau ordinaire de direction comprenant : le premier officier de justice du lieu, le procureur du Roi ou du seigneur, le maire, un des échevins ou consuls, le curé; s'il y avait plusieurs paroisses, les curés y entraient à tour de rôle, chacun pour un an, en commençant par le plus ancien. Ces membres étaient les directeurs-nés; il y avait, en plus, des administrateurs nommés pour trois ans par l'assemblée générale et choisis parmi les principaux bourgeois et habitants. Le bureau devait se réunir une fois par semaine et au moins tous les quinze jours.

L'assemblée générale, qui se réunissait une ou deux fois par an, était composée du bureau ordinaire, des anciens directeurs et des habitants qui avaient droit de se trouver aux assemblées de la communauté du lieu.

Les archevêques et évêques présidaient le bureau et les assemblées générales. Le bureau devait tenir un registre de ses délibérations et de celles de l'assemblée générale.

J'ai choisi le rapport établi par les directeurs en 1749, parce qu'il donne de nombreux renseignements sur le per-

sonnet et sur le fonctionnement des divers services de la maison. N'ayant pas trouvé l'état in liquidant la situation financière qui était joint à ce rapport, je l'ai fait suivre de la situation financière de 1752.

Rapport des directeurs de l'hôpital Sainte-Claire, 15 novembre 1749. — « ...Le nombre des pauvres qui sont dans l'hôpital consiste, quant à présent, à 7 ou 8 vieillards ou infirmes de la ville, les plus nécessiteux; à 10 ou 12 enfants orphelins ou naturels, qui sont retirés des nourrisages et que l'on place chez des maîtres, soit pour servir ou pour apprendre des métiers, lorsque leur âge le permet. Il y a ordinairement chez les nourrices 15 à 20 autres enfants trouvés, qui y sont laissés jusqu'à l'âge de 5 ans et dont la plupart sont à l'entière charge de l'hôpital, où ils sont ordinairement exposés; et, si l'on présente quelques-uns desd. enfants aux administrateurs de l'hôpital pour les y faire recevoir, l'hôpital se contente d'une somme de 150 l., au moyen de quoi il les fait nourrir et entretenir jusqu'à ce qu'ils soient en état de gagner leur vie. Le nombre des pauvres que l'hôpital est susceptible d'avoir peut arriver de 40 à 50, tant de la ville que de son terroir. Il n'y a aucune aumône fondée en faveur de l'hôpital, auquel néanmoins on fait par intervalle quelques charités secrètes, par le moyen des directeurs de conscience...

Pour ce qui concerne les gages des domestiques et autres personnes nécessaires à l'administration de la maison, les gages se réduisent aux vêtements de quatre sœurs de la Congrégation de Saint-Joseph, aux soins desquelles est confié le soin de l'hôpital, pour l'intérieur de la maison seulement, et aux gages des deux servantes, ainsi qu'aux appointements des médecins et chirurgiens de l'hôpital.

Comme les pauvres qui sont à l'hôpital sont malades, caducs et infirmes ou que ce ne sont que des petits enfants, il n'a pas été possible de faire aucune entreprise pour les occuper, joint à ce que, depuis les dernières guerres, l'on a été obligé, à différentes fois, d'évacuer la maison, pour la rendre libre aux entrepreneurs des hôpitaux militaires établis dans la ville, et que lorsque lad^e maison a été délaiss-

sée, les personnes qui l'habitaient ont été entièrement occupées auprès des soldats malades que les hôpitaux militaires avaient laissés ou que les troupes de passage procuraient.

Dans un temps plus tranquille et en supposant que l'hôpital pût avoir des revenus plus considérables que ceux dont il jouit, l'on pourrait occuper les pauvres et les enfants qui sont en état de travailler de quelque travail dont l'hôpital pût retirer quelques petits profits.

Le recouvrement des revenus de l'hôpital est fait par un directeur, qui paye les dépenses de la maison sur les mandats qui lui sont faits par un autre directeur, et le premier directeur chargé de la dépense rend compte de sa gestion aux auditeurs nommés par le bureau de l'hôpital et, en cas de changement de directeur, le comptable remet le reliquat de son compte au directeur qui lui succède, ou bien il le garde pour en compter au plus prochain compte; mais il arrive rarement que les comptables soient débiteurs, étant au contraire presque toujours créanciers, et pour lors ils se retiennent leurs créances au plus prochain compte, ou bien le nouveau directeur les paye.

Le bureau d'administration de l'hôpital est composé de Mgr l'Évêque, qui en est toujours le président, de M^{rs} les consuls, des curés, des principaux officiers de justice et d'autres personnes pieuses et entendues de la ville, au nombre de 10 à 12; lesquelles s'assemblent ordinairement une fois chaque mois, et plus souvent lorsqu'il y a des affaires pressantes ou extraordinaires. Le directeur chargé du détail porte en délibération au bureau les remboursements qui doivent être faits à l'hôpital et les placements desd. remboursements ainsi que toutes les affaires qu'il convient de poursuivre ou terminer et généralement tout ce qui peut mériter la décision du bureau.

L'on observe que l'hôpital de Gap est exposé, par sa proximité des places frontières, d'avoir presque continuellement des soldats malades, tant des troupes qui sont en garnison dans la ville que de celles qui y passent, des cinq différentes routes qui y conduisent, telles que celle de Grenoble par Saint-Laurent-du-Cros, celle d'Embrun par

Chorges, celle de la Haute Provence par la Bréole, celle de Sisteron par Upaix, et celle du Bas Dauphiné par Veynes; y ayant eu aud. hôpital jusqu'à 500 soldats malades en 1744 et 1745, et de 70 jusqu'à 80 en 1746 et 1747, ce qui a beaucoup coûté aud. hôpital, attendu que les denrées étaient extrêmement chères et que le prix des journées était fort modique, ayant été employé des capitaux considérables pour subvenir à fournir les aliments et médicaments nécessaires auxd. soldats malades ainsi que les fournitures et demi-fournitures, et tout ce qui était utile pour le bien du service. » (*H. suppl.* 268.)

Situation de l'hôpital de Gap par rapport à la recette et à la dépense faites pendant l'année 1752, à envoyer à M. de Boullogne, conseiller d'Etat, intendant des finances, chargé de tout ce qui concerne l'administration des hôpitaux,

RECETTE

Led. hôpital possède un domaine au terroir de Gap qui lui a été légué par noble Jean de Poligny, gouverneur de Pierre-Scize, dont le produit tant en blé qu'en vin et autres drôlées [prestations accessoires en nature] arrive annuellement à la somme de 674 l. suivant le dernier bail à ferme, ci. 674 l.

Il appartient aud. hôpital pour l'intérêt du restant du prix d'un autre petit domaine vendu au mois de septembre 1746, la somme de 450 l., ci. 450 »

La ville de Gap impose annuellement dans le rôle de la taille la somme de 350 l. à compte de ce qui est dû à l'hôpital pour différentes anciennes créances, ci. 350 »

Le même hôpital jouit de la somme de 1.341 l. pour rentes dues par différents particuliers ou par le clergé, dont une partie procède de quelques anciennes créances, dues à l'hôpital, et le reste pour le prix de quelques fonds vendus depuis environ douze années, ci. 1.341 »

Il jouit aussi de la somme de 295 l. de rente ou pension procédant de quelques dons et aumônes qui lui ont été faits et dont les capitaux ont été placés conformément à l'intention des bien-faiteurs, ci..... 295 »

Et enfin, led. hôpital jouit de la somme de 309 l. de rente due par différents particuliers pour quelques pensions établies en faveur des consistoires dont les biens ont été donnés par le Roi en 1693, ci..... 309 »

Total..... 3.419 l.

DÉPENSES

Les appointements de l'aumônier ou chapelain, ceux du médecin et du chirurgien, ceux du sergent ou économe, montant à la somme de 500 l. ci..... 500 l.

Les gages et nourriture des domestiques arrivent annuellement à la somme de 360 l., ci.... 360 »

La nourriture et entretien de quatre sœurs de la congrégation de Saint-Joseph, qui prennent soin de l'intérieur de la maison de l'hôpital, arrivent à la somme de 944 l., ci..... 944 »

La nourriture et entretien de 12 à 15 pauvres, malades ou invalides, arrivent annuellement à la somme de 1.200 l., ci..... 1.200 »

Celle de 8 à 10 enfants trouvés qui sont actuellement à la charge dud. hôpital, 600 l., ci... 600 »

Les réparations des bâtiments dud. hôpital arrivent tout au moins à la somme de 300 l., ci. 300 »

Et enfin, led. hôpital paye annuellement la somme d'environ 200 l. pour les tailles et autres charges dues par led. hôpital..... 200 »

Total de la dépense..... 4.604 l.

La recette monte à..... 3.419 »

La dépense excède la recette de..... 685 l.

...(H. suppl. 534.)

Cet état financier nous fait voir combien était précaire au XVIII^e siècle la situation de notre établissement. La plupart du temps il ne pouvait fonctionner que grâce aux avances faites par ses directeurs; ceux-ci les remboursaient à leurs prédécesseurs au moment où ils entraient en charge.

d) Inventaire du mobilier. — L' « *Etat et inventaire des meubles et effets existant dans la maison de l'hôpital de cette ville de Gap, 1742* », dressé pièce par pièce, nous donne tout le détail de la maison. Comme chambres de malades : la salle basse contenant 8 lits garnis d'une simple paillasse ; la grande salle avec 20 lits, dont onze seulement pourvus d'un matelas ; et, au 2^e étage, deux pièces, l'une de 4 lits, l'autre de 7 lits, tous n'ayant qu'une paillasse.

La chambre de la supérieure des sœurs de Saint-Joseph, située au 1^{er} étage, contenait : un bureau en noyer, qui lui avait été donné par l'évêque de Malissolles, une table, cinq chaises, un fauteuil, une fontaine en cuivre, un lit garni d'une sergette verte, une maie à pétrir, etc. ; il y avait en outre une paillasse et un matelas, lit de la servante ; cinq urnes de terre « à tenir huile, dans quatre desquelles il peut y avoir environ deux quintaux et demi huile de noix », et une pièce de bourras servant pour « y envelopper les morts ».

Dans la pharmacie, on distingue parmi les objets portés à l'inventaire : un mortier de pierre de marbre, un petit mortier de métal avec son pilon de laiton, un entonnoir avec une grille au milieu pour passer les drogues, deux alambics de cuivre, une seringue avec son étui, un petit pot d'étain à lavements, vingt pots de faïence et vingt-huit boîtes étiquetées pour placer les drogues.

La chapelle était la partie la plus riche de l'hôpital ; parmi les nombreux objets décrits à l'inventaire, figurent : un tapis en soie avec une pièce de taffetas rouge et fleuri pour garnir la chaire à prêcher, dix nappes de Venise pour l'autel, neuf chasubles.

La lingerie possédait 159 draps, 5 douzaines de serviet-

tes à la Venise, six douzaines de serviettes de corda, 37 nappes de corda, 5 nappes à la Venise et 12 chemises d'homme (*H. suppl.* 532).

Un plan de l'hôpital en 1787 est conservé aux archives (*H. suppl.* 301). Les bâtiments ont été complètement remaniés au moment de l'installation de la gendarmerie; il ne reste plus que les murs extérieurs, les cours, la porte et le corridor d'entrée, quelques fenêtres, les piliers et le bas des voûtes de la chapelle. Ces vestiges sont insuffisants pour reconstituer l'hôpital d'après le plan de 1787 et l'inventaire de 1742.

c) Extrait du cahier de la pharmacie de l'hôpital. —
Cet extrait est donné à titre de curiosité.

« *Etat des remèdes fournis à l'hôpital Sainte-Claire à Gap depuis la partie arrêtée le 21 juin 1719.*

...pour un enfant et nourrice à la maison de M. de Monfort, une once corne de cerf, 1 s. 6 d.; ...le 3 août, 2 onces catholicon pour une femme malade, 8 s.; ...le 6, pour un cadet, une émulsion cord. et rafraichissante, ord^{re} M. Masseron, 15 s.; le 7 sept., pour le susd. cadet, un bolus cordial et somnifère, 12 s.; du même jour, le même, un clystère carminatif, 1 s. plus une prise thériaque, 2 s.; ... du 10, pour le cadet, une once corne de cerf et une once rasure d'ivoire, 4 s.; ...du 17, pour le même cadet, une dragme santal citrin et mirabol citrin, 3 s.; du 26, pour la Galabrunce, une once térébenthine, 1 s. 6 d.; plus, pour une femme malade, une once eau stétique et une once catholicon pour mettre dans un lavement, 1 s.; ...du 4 mai, pour la sœur Blanc, une prise pilule fétide et souci, ord^{re} M. Masseron, 12 s.; ...du 28, pour la grosse Jeanne et une autre malade, 6 dragmes triser persica, 9 s.; ...du 3 juillet, pour la Chevalière, avoir pansé par ordre de la mère, dehors l'hôpital, un mal de doigt, et l'avoir touché avec la pierre infernale et précipité rouge, 1 l. 10 s.

... du 21 juin 1721, pour un journalier dehors l'hôpital, deux ventouses sèches, 1 s.; plus, un grand emplâtre avec terre sigillée et thériaque pour l'estomac, 1 s., plus un

bolus cordial et sudoré, composé avec yeux d'écrevisse, perles préparées, confection et autres, 1 l. 1 s.; pour le même, une potion purg. composée avec rhubarbe, mirab., santal citrin et triser persica, le tout ord^e M. Bonnet, 1 l. 1 s.; ...du 7 juillet, pour la mère, deux dragmes antimoine diaphorétique, plus demi-livre miel, 12 s.; ...du 10, un bolus cordial et sudorifique composé avec poudre de vipère, contra, antimoine diaph. et autres, ord^e M. Bonnet, 1 l. 1 s.; plus, un clystère laxatif, 15 s.; pour Margouton la servante, une potion purgative et vomitive, 1 l. 1 s.

...du 10 janv. 1722, pour six bâtards galeux, quatre onces fleur de soufre, 12 s.; ...du 13 oct., 4 onces opiat cordial et astringent, composé avec bol d'arménie, perles corail rouge, terre sigillée et autres, ord^e M. Bonnet, 4 l.; ...du 22 nov., pour un soldat du régiment de Gensac, une prise sang de bouquetain, 1 s.; pour un soldat du régiment de Beaujolais, une potion cordiale avec poudre de vipère, sang de bouquetain et eaux cordiales, ord^e M. Bonnet, 1 l. 10 s.; ...du 24, pour Margouton, une potion catarrhométrique, 1 l...

...du 21 févr. 1726, trois prises sperme baleine pour un tambour du régiment de Languedoc, 2 l. 5 s.; ...13 sept., pour une vivandière du régiment de Beaujolais, deux onces digestif, 10 s....

...du 25 fév. 1727, pour la mère, 2 onces huile de petit chien, 12 s.; ...du 1^{er} mars, pour la mère, six bolus cordiaux et stomacals composés avec sperme de baleine, lait de soufre, yeux d'écrevisse, benjoin, pilules de cynoglosse, confection d'hyacinthe, sirop et autres, ord^e M. Masseron, 6 l.; ...du 3 avril, pour des soldats blessés, 3 onces suppuratif, 12 s. plus une once opiat astringent composé avec corail rouge, bol d'arménie, terre sigillée et sirop de coings, 2 l.

...1728, 1^{er} août, pour le cheval, une once onguent d'althea, 4 s... » (*H. suppl.* 589.)

Ces noms bizarres demandent quelques explications; voici celles qui nous sont fournies par la *Pharmacopée*

universelle, de Nicolas LÉMERVY, 1764: je suis l'ordre des inscriptions au cahier de la pharmacie.

Catholicon. « Il est dit propre pour purger toutes les mauvaises humeurs, d'où vient son nom qui signifie confection universelle; il évacue doucement par le ventre en resserrant, c'est pourquoi on le donne dans les cours du ventre. »

Bolus. « Est un mélange de plusieurs drogues médicinales réduites en consistance d'opiat, qu'on divise en morceaux longuets de la grosseur d'une amande, lesquels on enveloppe dans du pain à chanter [pain azyme] mouillé et qu'on fait avaler sans mâcher pour en éviter le goût... Il purge et il pousse par les urines. »

Carminatif. « Les carminatifs sont des remèdes salins et sulfureux, atténuant beaucoup les humeurs et dissipant les vents. Le mot de carminatif vient du verbe *carminare*, qui signifie carder de la laine; on a donné ce nom par métaphore aux remèdes qui divisent les humeurs, comme la laine est divisée quand on la carde. »

Mirabol, probablement myrobolan.

Stictica (stétiques) « sont des remèdes astringents, qu'on applique extérieurement. »

Pilule fétide. « Elles raréfient et elles évacuent la pituite crasse, elles lèvent les obstructions, elles excitent les mois aux femmes; on s'en sert pour la goutte, pour la colique, pour l'hydropisie, pour les rhumatismes, pour les vapeurs. »

Yeux d'écrevisse. Pierres tendres que l'on réduisait en poudre impalpable.

Poudre de vipère. « Elle se fait tantôt en pulvérisant les troncs de vipères seuls, et tantôt en y ajoutant leurs foies et leurs cœurs. Elle est propre pour purifier le sang, pour chasser les mauvaises humeurs par la transpiration, pour résister au venin, pour les fièvres intermittentes, pour la fièvre maligne, pour la petite vérole, pour la peste. »

Sang de bouquetain. « Sang de bouc. Cette préparation consiste à faire sécher doucement le sang de bouc, pour le pouvoir garder et réduire en poudre. Il est sudorifique et

apéritif, on en donne dans les pleurésies, dans les fièvres malignes. Plusieurs préfèrent, au sang du bouc domestique, celui du bouc sauvage qu'on trouve en Suisse, et qu'on appelle *Bouc-Estain*. On a donné le nom de *bouquain* au sang de bouc préparé, quel qu'il soit. »

Catartrumétique, probablement cathartique, purgatif, ou cathérétique « propre à consumer les chairs baveuses et les excroissances qui viennent dans les plaies ».

Sperme de balcine. *Spermaceti*, blanc de baleine.

Huile de petits chiens. « On aura deux petits chiens nouveau-nés, on les coupera par morceaux, on les mettra dans un pot de terre vernissé, avec une livre de vers de terre vivants bien lavés et dégorgés de leur terre, on versera dessus l'huile... Elle est fort bonne pour fortifier les nerfs, pour la sciatique, pour la paralysie... »

Les documents dont on vient de lire de larges extraits nous représentent l'hôpital Sainte-Claire, avec ses 3.419 l. de revenu, comme une maison très modeste. Le soin intérieur en était confié à quatre religieuses de Saint-Joseph. Il disposait de quatre chambres pour ses pauvres et ses malades, avec 39 lits dont 28 n'avaient qu'une pailleasse, et entretenait 12 à 15 pauvres et 8 à 10 enfants trouvés. Le dévouement de ses administrateurs était souvent aux prises avec les pires difficultés, comme l'indiquent de nombreuses délibérations du bureau et notamment celle du 29 septembre 1726. A cette séance, l'évêque fait remarquer que depuis plus de trois semaines les directeurs ont entièrement abandonné l'administration de l'hôpital; qu'il a assemblé plusieurs bureaux sans que personne ait voulu se charger de la direction à cause de la triste situation où l'hôpital se trouve, les toits étant entièrement brisés et la plus grande partie des capitaux consommés; et il propose, afin que l'hôpital ne reste pas ainsi abandonné plus longtemps, de mettre les consuls, directeurs-nés, en demeure d'assumer la direction. « Sur quoi a été unanimement délibéré que, ne pouvant trouver personne qui veuille se charger de la direction et administration dud. hôpital, déclaration en sera faite aux sieurs consuls de la ville, pour qu'en qualité

de directeurs-nés, ils aient à gérer et administrer, et, en cas de refus, la présente leur sera signifiée avec protestation de leur mise en demeure et de les rendre responsables des événements, dommages et intérêts dud. hôpital. » (H. *suppl.* 548).

f) Les sœurs de Saint-Joseph à l'hôpital Sainte-Claire. — Au cours de la séance du bureau de l'hôpital Sainte-Claire, tenue le 22 mai 1671, le procureur des pauvres, Brutinel, fait part à l'assemblée de la démarche des sœurs de Saint-Joseph établies dans l'hôpital de Vienne, où elles soignent les pauvres. Elles demandent l'agrément de Mgr de Gap et du bureau pour envoyer à l'hôpital Sainte-Claire trois de leurs sœurs qui prendraient « soin des pauvres de l'hôpital, même du temporel, en leur donnant leur entretien et 100 l. pour leurs habits annuellement. » L'assemblée prie l'évêque et les consuls d'écrire à l'archevêque de Vienne pour qu'il envoie ces trois religieuses et décide de payer leurs frais de voyage.

Les deux sœurs envoyées par l'archevêque de Vienne arrivèrent le 7 septembre 1671 à Grenoble, chez M. Lambert, chanoine en l'Eglise Saint-André, qui écrivit de les « envoyer prendre sous la conduite du messenger ordinaire avec argent pour la dépense ». Le bureau décida « d'envoyer par le messenger ordinaire de la ville deux chevaux et de lui bailler la somme de 12 l., tant pour le louage des chevaux que pour la dépense. »

A la séance du 16 septembre 1671, Brutinel expose que Mgr de Gap et les consuls ont demandé deux religieuses afin que « par leur direction on puisse donner quelque ordre à l'hôpital, à l'instruction des pauvres à servir Dieu, à leur éducation, aux bonnes mœurs, à leur retraite, nourriture et entretien autant qu'il sera possible, selon que les rentes de l'hôpital et bienfaits des personnes charitables le pourront supporter, et travailler à la réparation du bâtiment autant qu'il se pourra pour la décence des logements ». Ces deux religieuses de Saint-Joseph, Révérende Mère dame Jeanne Burdier et sœur Marguerite Ponsonet,

accompagnées d'un prêtre séculier et avec les témoignages de leur « insigne vertu, charité et expérience », sont arrivées depuis le 12 septembre et le bureau les a logées chez la veuve de M. Arthemale, notaire. Elles ont visité l'hôpital et Mgr a bien voulu les accompagner avec les consuls et plusieurs habitants de tous les ordres. Elles ont montré qu'il était nécessaire de réparer l'hôpital et de lui donner autre forme, afin d'éviter le mélange « de ceux qui sont en santé avec les malades, et de séparer les hommes d'avec les femmes pour prévenir à beaucoup d'inconvénients qui pourraient autrement arriver ».

Ces pourparlers aboutirent aux conventions suivantes :

« Conventions faites entre Révérende mère Jeanne Burdier, supérieure des filles de Saint-Joseph de la ville de Vienne et sœur Marguerite Ponsonet, et les consuls de la ville de Gap et les directeurs de l'hôpital Sainte-Claire de lad^e ville, à la suite de l'assemblée tenue le 16 septembre 1671 par-devant Mgr de Gap.

Le procureur des pauvres sera obligé de retirer les rentes et revenus de l'hôpital et il les baillera aux sœurs qui auront soin d'icelui pour être employé à leur nourriture, habillement et entretien des pauvres, duquel argent elles rendront compte par-devant Mgr de Gap et MM. du bureau des pauvres, toutes les fois qu'elles en seront requises.

La Révérende mère promet d'envoyer trois sœurs pour avoir soin des pauvres, à la chacune desquelles sera baillé annuellement la somme de 36 l. pour leurs habillements.

Il sera permis auxd^{es} sœurs de recevoir et agréger des filles dans leur congrégation, en baillant de quoi s'entretenir suffisamment.

Quand elles auront besoin d'une servante, leur sera loisible d'en prendre une qui sera entretenue et payée par led. hôpital.

Lesd^{es} sœurs auront un appartement dans led. hôpital, convenable à leur façon de vivre. Lesd^{es} sœurs admettront et recevront dans led. hôpital les pauvres de l'une et l'autre religion, natifs et habitants de lad^e ville et son terroir, suivant l'ordre qu'elles en auront de mond. sgr, des s^{rs} con-

suls et dud. bureau, et à proportion des revenus dud. hôpital. Pourront recevoir les pauvres passants, sans en demander la permission, et les loger pour une nuit tant seulement, à la réserve des malades, auquel cas elles les pourront assister jusques à ce qu'ils soient en état de souffrir le chemin.

Ainsi que dessus a été convenu et accordé par lesd^{es} sœurs et s^{rs} consuls et autres sous^{ms} commis par lad^e assemblée dans l'hôtel de Mgr de Gap et à sa présence, le 17 septembre 1671. »

Cette convention, inscrite sur le registre des délibérations, est signée par « Pierre, Ev. comte de Gap, Bonniard-Mazet, consul, Collomb, consul, Jeanne Burdier, fille de Saint-Joseph, Marguerite Ponsonet, fille de Saint-Joseph, et moi écrivant Simond. »

Parmi les passages du registre des délibérations de l'hôpital où il est question des sœurs de Saint-Joseph, nous relevons celui-ci, à la date du 4 janvier 1691 :

« La supérieure de la congrégation de Saint-Joseph à Vienne, ayant été avisée de la mort de sœur Cortial, supérieure des sœurs de Saint-Joseph à l'hôpital Sainte-Claire, a envoyé pour la remplacer la sœur Bresson, avec une attestation et exeat de l'archevêque de Vienne; « à son arrivée, l'armée ayant commencé à descendre et l'hôpital à se remplir de soldats malades, la grande fatigue et infection des maladies qu'ils ont, auraient alité cette sœur, d'où elle se relève. Et Jeanne, qui a servi dix-neuf ans dans led. hôpital, avec un zèle et applaudissement de tout le monde, est morte, ayant donné aud. hôpital tous ses salaires, habits et linge, n'en ayant jamais reçu un sol, voulant qu'ils servent de constitution pour la sœur Anne. La sœur Louise Blanc, novice, est aussi morte, le valet et autres filles de service. Et le médecin, apothicaire et chirurgien sont même tombés malades. Et ne se trouvant personne pour y servir, la sœur Anne, atteinte d'une fièvre d'accès, il n'y a que le s^r Rogou, prêtre, qui s'y est donné, et son bien, qui puisse sortir, pour chercher ce qui est nécessaire pour les malades... » (*H. suppl.* 544.)

La Révolution n'apporta aucun changement dans le personnel hospitalier.

Le nouveau bureau de l'hôpital, composé de la municipalité, s'assembla à l'hôpital Sainte-Claire le 14 mars 1790. « M. Marchon, maire, a dit : Messieurs, les décrets de l'Assemblée nationale, acceptés par le Roi, viennent de vous confier l'administration des établissements faits pour l'utilité des citoyens. La direction de l'hôpital sera, dorénavant, un des principaux devoirs attachés à vos places... Un des principaux objets qui doit vous occuper dans ce moment, c'est de connaître le régime et la situation de la maison que vous allez diriger, et pour y parvenir, je crois que le moyen le plus efficace est d'entendre le rapport des religieuses, qui sont dévouées, sous votre surveillance, au service des pauvres, dont le zèle est connu de tout le public. Oûi le rapport, le bureau a voté des remerciements pour les dames administratrices de cette maison et les a priées de lui continuer leurs services. » (*H. suppl.* 554.)

Lorsque l'hôpital fut transféré dans le couvent des Capucins, les sœurs refusèrent d'y aller et se retirèrent à la maison de Charité. Nous lisons dans le registre des délibérations de l'hôpital : « 21 ventôse an XII (12 mars 1804). Les dames Rongier et Garais, ex-religieuses dans le ci-devant hôpital Sainte-Claire, rentrent dans l'hospice, la première, qui était autrefois supérieure dans led. hôpital Sainte-Claire, en qualité de directrice, et la deuxième comme institutrice des enfants pauvres. »

En 1808, la commission administrative de l'hôpital adressa à « Son Altesse Impériale Madame mère... à la suite du rapport que son A. I. a fait à S. M. l'Empereur et Roi, concernant le Chapitre général des sœurs de Charité... » une demande dont voici un extrait : « Nous demandons à votre Altesse de vouloir que les sœurs de la congrégation de Saint-Joseph qui habitent cette ville et qui sont au nombre de six, dont trois sont de l'administration intérieure de l'hospice et trois vivent isolément, se réunissent à l'hospice même, pour y vivre d'une manière conforme aux règlements; qu'ainsi réunies elles aient la fa-

culté de s'associer un certain nombre de jeunes personnes dont le bon esprit et la parfaite vocation seraient garantis; au moyen de cette mesure, le service actuel se ferait avec plus de régularité, plus d'intelligence, plus d'activité, et on pourrait se reposer des soins à donner à l'avenir sur les élèves que les sœurs d'à présent se seraient plu à former... »

Après la mort de la sœur Rongier, les deux autres sœurs de Saint-Joseph disparurent. En 1811, le service de l'hôpital fut assuré par les religieuses Trinitaires de Valence. (Archives de l'hôpital E. 2¹).

Au commencement de l'année 1838, Mgr de la Croix d'Azolette, ancien vicaire général de Belley, fit venir à Gap des religieuses de Saint-Joseph de la maison de Belley. Elles entrèrent à l'hôpital le 14 août 1839. Un décret du 30 avril 1853 reconnut la communauté de Gap comme congrégation à supérieure générale.

Pendant le choléra de 1854, les religieuses de Saint-Joseph, non contentes de soigner les malades dans les salles encombrées de l'hôpital, fermèrent les classes qu'elles dirigeaient dans la ville, et toutes, sans distinction d'âge, de concert avec les sœurs de la Providence, se firent infirmières et gardes-malades. Leur dévouement popularisa la congrégation. Les sœurs reçurent des remerciements de la ville et du préfet au nom du Gouvernement.

Les travaux de construction du couvent actuel de Saint-Joseph commencèrent en 1854; les sœurs s'installèrent le 22 septembre 1867 dans la partie sud-est du bâtiment.

Aujourd'hui, on compte trente sœurs de Saint-Joseph employées dans les divers services de l'hôpital mixte, et quatre sœurs à l'hospice des vieillards.



LA DURANCE DANS LE TEMPS ¹

Par M. Henri ESCALLIER.

Lorsque les plissements d'ère tertiaire eurent transformé en un chaos de hautes montagnes le fonds des mers tranquilles de notre région, les précipitations atmosphériques vinrent aussitôt commencer la démolition de ce formidable édifice.

Et déjà nous n'avons plus sous les yeux que les débris

¹ Cette note, rédigée pour un cours de géologie destiné à l'enseignement secondaire, est nécessairement très succincte en raison de la rigoureuse limitation de l'horaire. Elle a pour but de montrer les modifications du sol au moyen d'un exemple local et de retracer en même temps l'histoire des fleuves.

Il est évident que les premières pluies tombant sur des montagnes neuves ont produit un ruissellement qui a transformé en lacs le fond des plis normaux et les excavations accidentelles. La continuité de l'effort de plissement a fréquemment bouleversé ce premier système hydrographique.

Lorsque le ruissellement a été surabondant une série de ces lacs a été mise en communication par des rapides à pentes plus ou moins accentuée et probablement quelquefois par de véritables cataractes. L'eau, primitivement emprisonnée dans le chaos des montagnes, a pu alors retourner à la mer.

En raison de la continuité du travail d'érosion, le nombre de ces lacs a constamment diminué et la pente des rapides n'a pas cessé de s'atténuer. Finalement le fleuve a cessé d'être un agent géologique lorsque sa pente ayant été réduite à l'excès, sa force vive est devenue insignifiante.

Est-il besoin d'ajouter que dans la plupart des cas il serait absurde de chercher les traces de ces lacs, forcément apparus à l'origine, puisque leur emplacement fait partie aujourd'hui de la masse atmosphérique ?

En ce qui concerne particulièrement la haute vallée de la Durance,

des Alpes de la fin du Miocène. Les évaluations les plus modérées estiment à un millier de mètres la réduction moyenne de l'altitude. Seuls les massifs granitiques ou similaires en raison de leur extrême résistance à l'érosion ont été abaissés dans une bien moindre mesure. Aussi dressent-ils fièrement leurs têtes au-dessus des ruines : la protogine du mont Blanc pousse une aiguille à 4.800 m.; le granite du Pelvoux se maintient vers 4.000 m.; les schistes cristallins de Chaillol-le-Vieux dominent notre Gapençais d'une hauteur qui dépasse 3.000 mètres.

La Durance prit donc naissance dès la formation même de nos montagnes. Utilisant les synclinaux et les cassures, elle s'orienta de la région briançonnaise à la vallée du Rhône, charriant là-bas notre terre dans ses eaux troublées, affouillant et élargissant chaque jour sa tortueuse vallée.

Tout d'abord — au moins dans la première moitié de son cours — elle offrait une série de lacs et de cascades s'échappant de chaque gorge en tumultes assourdissants. Le million de chevaux-vapeur qu'on s'efforce aujourd'hui de capter à grands frais ne représente qu'une faible partie de l'énergie qui s'offrait alors pour rien et s'évanouissait dans le vide, en inutiles fracas.

Un incessant travail d'érosion réduisait peu à peu la hauteur des chutes et le lac supérieur finissait par se vider. Les barrages naturels que nulle industrie n'entretenait, étaient ainsi peu à peu démolis.

Lorsqu'elle était encore fortement surélevée, la Durance était dirigée de Savines à la Roche-des-Arnauds. On trouve, en effet, au-dessus de la gare de la Freissinouse des galets pliocènes venus du Briançonnais qu'elle déposait sur son passage.

Il n'est donc pas impossible qu'elle ait même façonné les

toute à évènements suivis d'étranglements, on a l'impression que la disparition des derniers lacs est relativement récente. On ne peut toutefois en nier l'existence, en observant que les formations lacustres y paraissent introuvables : car l'immensité de l'érosion a fait disparaître tous dépôts nettement caractéristiques.

cols de Manse et de Bayard ce qui en aurait fait un affluent de l'Isère. Le fait toutefois reste douteux, car David Martin, qui en a cherché la confirmation, n'a jamais trouvé de variolites du Mont-Genèvre, sur les pentes de Laye ou dans le lit du Drac.

Lorsque la rivière cessa de passer à La Freissinouse, elle creusa la vallée gapençaise. Saint-Mens fut une île entre deux bras de rivière. Les eaux s'échappaient par la Tourronde d'abord, puis par les gorges qu'utilise encore la Luye.

Alors se produisit un phénomène des plus regrettables pour l'avenir de Gap.

Les marnes qui formaient entre le Grand-Pré et l'Ile-de-Rousset une façon de barrage furent puissamment entamées; et bientôt la Durance s'unit à l'Ubaye jusqu'alors distincte, abandonnant ainsi le Gapençais, qui devint une vallée morte.

Et lorsque, des milliers de siècles plus tard, nos ancêtres viendront bâtir les premières maisons de notre ville, au lieu d'une belle rivière receleuse de poissons, productrice d'énergie, pourvoyeuse de canaux d'irrigation, ils ne trouveront que le pauvre ruisseau sorti des marais de la Bâtie-Neuve, qui ne roule même pas, à l'étiage, l'eau nécessaire au service de nos égouts.

Avec l'âge quaternaire, nous atteignons l'époque glaciaire. Progressivement figée et surchargée de plusieurs centaines de mètres de glace la Durance liquide a disparu. Une moraine profonde de pierres et de boues se substitue à son ancien lit qui s'en trouve profondément remanié. Et ceci explique qu'il faille fouiller à quarante mètres à Serre-Ponçon pour asseoir le futur barrage sur des roches non détritiques.

On devine quel volume d'eau dut rouler la rivière lorsqu'elle se dégagea plus tard de l'immense glacier. Il n'est pas exagéré de dire qu'elle était, dans son cours inférieur, comparable au Rhône actuel, qui, lui, s'étalait alors des Alpes aux Cévennes.

Après plusieurs retours offensifs des glaces, le régime

de la Durance finit par se stabiliser. Et les peuplades primitives qui irradièrent jusqu'ici, dans des vallées que l'érosion avait rendues habitables, ne virent pas la Durance sous un aspect sensiblement différent de celui que nous lui connaissons.

L'Homme, aujourd'hui, s'efforce de rendre à son cours un peu de son allure initiale — toute à lacs et à chutes — afin de transformer en force motrice, en chaleur, en lumière, en travail chimique, l'énergie des cascades recréées. Nous touchons à la phase industrielle dans l'histoire de la Durance.

Que deviendront dans un très lointain, mais inéluctable avenir, ces nouvelles sources d'énergie ? Elles disparaîtront comme les premières... Car le travail de l'érosion et celui de la pesanteur ne cesseront pas de se poursuivre en dépit de la science des ingénieurs et des travaux des forestiers s'efforçant à retenir la terre par des plantations d'arbres sur les pentes les plus menacées. Le génie humain ne peut que retarder la disparition graduelles de nos montagnes. Et lorsque la Durance et le Rhône auront la pente actuelle de la Seine, depuis un nombre respectable de siècles on ne trouvera plus trace des puissantes usines que l'on va édifier.



LE BA'CUBERT¹

d'après un livre récent

Par M. B. FAUCHER

Le 21 septembre 1913, notre regretté confrère le professeur Raphaël Blanchard annonçait, dans un toast prononcé au banquet de l'Association des anciens élèves du collège de Briançon, qu'il croyait avoir trouvé la « véritable origine de la danse du Pont-de-Cervièrès ». Cette nouvelle provoqua une certaine émotion parmi les érudits dauphinois, dont plusieurs ont rompu des lances à propos du célèbre Ba'cubert². Mais leur curiosité devait être mise à une rude épreuve. L'étude si impatiemment attendue était sur le point d'être distribuée par l'Imprimerie centrale du Nord, quand l'invasion allemande vint immobiliser tous les exemplaires à Lille.

Fort heureusement ceux-ci paraissent avoir échappé à la destruction, car notre Société vient d'en recevoir un, orné d'une dédicace. C'est donc, semble-t-il, le moment de faire

¹ BLANCHARD (D^r Raphaël). *L'Art populaire dans le Briançonnais. Le Ba'cubert...* — Paris, E. Champion, 1914. In-8°, 90 p., 41 fig. et 9 planches hors texte.

² Orthographe de R. Blanchard, conforme à l'étymologie proposée par le D^r Chabrand (*bal couvert*, soit parce que dans certaines figures les danseurs se trouvent couverts par leurs épées, soit parce qu'on l'exécute habituellement dans un lieu couvert, une grange par exemple).

du mémoire de notre confrère le compte rendu qu'il mérite².

Disons tout de suite que les premières espérances conçues par l'auteur ne se sont malheureusement pas réalisées. Comme il le déclare lui-même, la Roche tarpéienne est près du Capitole : la surprise qu'il réservait aux savants du Dauphiné fut pour lui-même.

Est-ce à dire que son étude soit dépourvue d'intérêt ? Elle est, au contraire, fort attachante. On y trouve de nombreuses illustrations, une « littérature » très complète du sujet, et la description aussi précise que détaillée de la fameuse pyrrhique.

Le chapitre consacré au « roman comique » du Ba'cubert (représentations données hors du lieu d'origine) mérite une mention spéciale. Racontée avec beaucoup de verve, l'équipée du sieur Adolphe Fine, qui s'était mis en tête de promener dans toute la France la danse de son village, fait songer par instants aux aventures du tambourinaire Valmajour, immortalisé par Alphonse Daudet.

Bien qu'il ne faille pas y chercher l'explication des origines, la partie historique et critique ne laisse pas d'être intéressante. L'auteur y retrace ce qu'il appelle assez heureusement la « chronologie » du Ba'cubert. Après le Dr J.-A. Chabrand, il s'attaque vivement à l'opinion qui voudrait attribuer la création de cette danse à un « fonctionnaire exilé à Briançon » au temps où Ladoucette était préfet des Hautes-Alpes. Notons à ce propos que le nom de ce fonctionnaire n'a jamais été indiqué — il ne peut s'agir du sous-préfet Chaix, originaire de Briançon dont il fut sous-préfet de l'an VIII à 1815 — ; du reste aucun texte précis n'est venu corroborer la thèse audacieuse de la mystification. Sans doute les mémoires de Farnaud (encore inédits pour la plus grande partie) nous appren-

² Toutefois, l'auteur avait reçu, avant août 1914, une cinquantaine d'exemplaires, distribués à quelques amis. Grâce à cette circonstance, M. J. Roman a pu faire à l'Académie delphinale (séance du 21 décembre 1917, 5^e série, t. X, p. XXXVI) une communication inspirée par l'étude du Professeur Blanchard.

nent que la fête de l'omelette, au pont des Andrieux en Valgaudemar, est une pure invention du juge de paix J.-F. Maigre⁴, mais on n'y relève aucune allusion au prétendu truquage du Ba'cubert. Il importe, en effet, de noter qu'au 58^e cahier de ses mémoires — comme a bien voulu nous l'écrire, après une lecture attentive, M. le Dr Dupuy, possesseur des papiers Farnaud —, l'ancien secrétaire général, mentionnant le « Ba'cubert », renvoie pour sa description à l'*Histoire de Ladoucette*, et se borne à indiquer que son préfet attribue à cette danse une origine celtique alors que d'autres y voient une tradition grecque. Telle est la seule remarque critique que le grave Farnaud ait jamais écrite sur le Ba'cubert.

Quelle circonstance a pu faire croire à une mystification ? Vraisemblablement le fait que notre danse est décrite pour la première fois seulement avec quelque précision dans l'*Annuaire des Hautes-Alpes pour l'an XIII*, et qu'avant 1807, date de la publication de l'*Atlas* de Millin, son nom bizarre, orthographié d'abord *Bacchu-ber*, ne figure nulle part. Ni le mot, ni la chose, ne sont mentionnés par le P. Fournier ; même silence chez l'avocat Froment, le statisticien Roux-la-Croix, le curé Albert, qui se sont occupés des coutumes et mœurs briançonnaises, et ont relaté des usages moins notables, semble-t-il, que celui-là.

Mais outre la tradition orale, si justement mise en lumière par le Dr Chabrand, le document découvert à la Bibliothèque nationale par le Professeur Blanchard vient à l'appui de l'ancienneté du Ba'cubert. Une estampe très curieuse de ce dépôt, due à Breughel le vieux, représente à la place d'honneur onze danseurs exécutant, avec des épées, des figures analogues à celles du Ba'cubert, et démontre, assure-t-on, que « notre célèbre danse des épées existait déjà en l'année 1549, date à laquelle se place le voyage de Brueghel à Briançon ». L'artiste flamand, en

⁴ Renseignement tiré du 17^e cahier des mémoires de Farnaud (copie du 6 mars 1890, par l'abbé Guillaume).

effet, a parcouru les Alpes, et, d'après un vieil auteur hollandais, Karel van Mandel, en a « contrefait bien des vues ». Le Dr Blanchard admet donc, en fin de compte, que Brueghel le vieux s'est trouvé au Pont-de-Cervièras un jour de Saint-Roch, y a vu exécuter le Ba'cubert, qu'il a ensuite fait figurer dans un tableau représentant une fête de paysans brabançons.

Il y a loin de cette modeste conclusion à celle que l'auteur avait tout d'abord entrevue, savoir l'origine hollandaise du Ba'cubert, qui aurait été introduit dans les Alpes françaises par des Hollandais de passage, des compagnies flamandes par exemple. Quoi qu'il en soit, l'étude si consciencieuse du professeur Blanchard aura le mérite d'attirer l'attention sur une vénérable et pittoresque coutume, en train de disparaître comme tant d'autres. Elle sauvera d'un oubli peut-être imminent l'une des plus curieuses et des plus anciennes traditions populaires des Hautes-Alpes.

NÉCROLOGIE

Madame Marius CHANCEL

Madame veuve Marius Chancel, née Olympe-Eléonore Berthelot, s'est éteinte à Cannes le 21 avril 1919, à l'âge de 89 ans. Elle a été inhumée le 27 au cimetière de Briançon, dans la tombe où l'avaient précédée plusieurs des siens.

Par sa famille, la défunte tenait de toutes parts à de robustes souches du pays briançonnais (les Berthelot, Toye, Audier-Merle, Chappen, Colaud de la Salcette, Arduin, Bérard, Prat, Chancel, Clavier). Probablement venue de Bretagne, la famille Berthelot (branche d'Abriès) paraît dans le Queyras aux environs de 1600; aux XVII^e et XVIII^e siècles, elle donne plusieurs générations de notaires d'Abriès et châtelains du Queyras, fournissant la mention de nombreux articles (1610-1789) à l'*Inventaire sommaire des Archives de la vallée du Queyras* (série E, tome II, fasc. 1), publié par P. Guillaume. Leur descendant, Barthélemy Berthelot, plus tard inspecteur de l'Enregistrement, est à la Révolution seigneur de Pralong en Embrunais, député à l'assemblée de Romans en 1788. Le fils de celui-ci, Benoît-Jacques, durant 49 ans (1831 à 1880) conseiller général du canton de Guillestre, maire de Guillestre pendant au moins 40 ans, chevalier de la Légion d'honneur en 1862, fut père de Mme Chancel.

Par son mariage avec un cousin issu de germains, Mlle Berthelot entraînait dans une honorable famille de semblable origine briançonnaise, fixée à Puy-Saint-Pierre dès le XIII^e siècle, et installée à Briançon au début du XVIII^e. Nos contemporains ont tous connu, ou personnellement, pour les plus âgés, ou de réputation, pour les autres, la

génération des trois frères Chancel (fils de Jean-Joseph-Louis), Paul, Evariste et Marius, d'abord associés à leur parent et allié, M. Adelphe Arduin — longtemps maire de Briançon —, puis devenus dès 1846 seuls propriétaires de l'usine de Sainte-Catherine pour la fabrication de la schappe ou utilisation des déchets de soie. Inventeurs de procédés nouveaux et continuellement perfectionnés, commerçants actifs et entreprenants, les frères Chancel portèrent assez vite leur industrie à un très haut degré de prospérité qu'elle ne devait point perdre. Ils surent également se montrer, en toute circonstance, patrons bienveillants, concitoyens aimables, charitables et dévoués.

Ainsi appelé tout jeune aux affaires, le cadet, Marius Chancel (1827-1880), chevalier de la Légion d'honneur, mourut âgé de 53 ans seulement. Sa veuve continua dignement la belle tradition qui lui était confiée. Amie des pauvres, elle sema autour d'elle d'innombrables bienfaits matériels et moraux, pour la plupart si discrets et si bien cachés, qu'ils échappent à cet hommage toujours imparfait qu'est la louange des hommes...

Néanmoins, une œuvre publique et bien connue la signala particulièrement à la reconnaissance de ses compatriotes. En 1892, elle acquit le domaine de la Tour, occupant à Briançon un emplacement exceptionnel, avec une vue splendide sur les montagnes environnantes et de vastes constructions qu'il était facile d'aménager en hôpital; elle y fit exécuter à ses frais des travaux considérables de réparation et d'installation, ajouta au domaine primitif un terrain voisin, puis, l'année suivante (1893) fit donation du tout aux hospices civils de Briançon. Comme annexe à cette libéralité, elle instituait une fondation de gardes destinées à soigner les malades à domicile, et, à deux reprises différentes, elle dotait soit cette fondation, soit le nouvel hôpital, d'importantes sommes en capital, dont le revenu aiderait à leur entretien. Conformément aux conditions stipulées par la donatrice et acceptées avec reconnaissance par la Commission administrative, la congrégation des Trinitaires de Valence fournit le personnel hospitalier de

cet établissement et les sœurs garde-malades pour le service à domicile.

Le transfert de l'hôpital, précédemment *intra muros*, fut effectué en 1896.

Sur la façade du bâtiment, un médaillon en bronze, gravé par Chaplain, représente M. Marius Chancel, et, au-dessous, une inscription sur plaque de marbre rouge porte en trois lignes :

VILLA ALINE/ FONDATION MARIUS CHANCEL/ 1896/.

« Villa Aline », nom pieusement choisi par la bienfaitrice en mémoire d'une fille pré-lécédée.

Ainsi vivra, respecté, le souvenir de cette femme de bien et de devoir, qui, jusqu'à un âge avancé, consacra aux œuvres religieuses et charitables son inlassable activité.

J. C.

Etienne-Joseph VIAL

Né à La Bâtie-Montsaléon le 15 février 1848, M. Joseph Vial entra, dès le 1^{er} avril 1869 dans l'Administration vicinale. Il avait été exempté du service militaire pour cause d'infirmités. Néanmoins, lors de la déclaration de guerre de 1870, il contracta un engagement volontaire et fit vaillamment son devoir. Comme agent-voyer, il occupa successivement les postes de Rosans, Saint-Firmin, Gap, Savines, Le Monétier et La Bâtie-Neuve.

Mais il avait eu les pieds gelés au cours du terrible hiver 1870-1871 et les suites de cet accident, devenant d'année en année plus pénibles, l'obligèrent à quitter la voirie. Il demanda alors au département sa nomination dans un service sédentaire. Par arrêté préfectoral du 27 mai 1893, il fut provisoirement attaché comme aide aux Archives départementales, et conserva ces fonctions jusqu'en septembre 1909, époque de son admission à la re-

traite. Les rapports annuels de l'archiviste au Conseil général, pendant ces quinze années, rendirent périodiquement hommage aux bons et loyaux services de M. Vial.

Celui-ci s'occupa plus spécialement de l'analyse des anciennes minutes notariales que notre dépôt départemental des Hautes-Alpes a recueillies en si grand nombre dans sa série E. L'inventaire de plus de deux mille articles, par lui résumés, témoigne de ses efforts, — grâce auxquels la lecture des pièces et la connaissance des usages des XVII^e et XVIII^e siècles lui étaient devenues familières.

Après sa mise à la retraite, ses goûts le ramenèrent fréquemment aux Archives soit pour répondre à des demandes de recherches qui lui étaient adressées, soit pour faire des recherches personnelles. Plusieurs filets sur les hommes et les choses d'autrefois, signés ou non, parus dans le *Courrier des Alpes*, sont de lui. Il voulut aussi être des nôtres, et le *Bulletin* 1918 (p. 96 et p. 177) lui doit le commencement d'une série de publication de documents, intitulée : *Passage à Gap de personnages importants au XVII^e siècle*, — série interrompue par la dernière maladie de l'auteur.

M. Vial est décédé à Gap le 30 août 1919, entouré de l'estime générale. Sur l'initiative de M. Jean Mondet, ses collègues de l'Administration préfectorale ont tenu à manifester leur sympathie à son égard en déposant une belle couronne sur sa tombe, au cimetière de Gap où il a été inhumé. — J. C.

OBSERVATOIRE MÉTÉOROLOGIQUE DE L'ÉCOLE NORMALE DE GARÇONS A GAP

Altitude : 739m20 (moyenne barom. 699m/m) au nord, à l'ombre, l'heure des observations : 7 h. du matin (heure astronomique)
(Relevés de M. CHAVER)

Observations du deuxième trimestre 1919

AVRIL					MAI					JUIN				
Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie
1	688.2	+1.0	+8.0	5" 5	1	692.5	-5.5	+12.0	1" 2	1	700.5	+6.5	+26.5	—
2	691.0	+4.5	+8.8	24 7	2	695.8	-1.8	+16.5	2 5	2	698.2	+6.4	+25.5	—
3	697.8	+1.8	+17.8	1 5	3	698.5	+4.5	-20.0	—	3	698.0	+5.0	+24.2	0" 8
4	698.0	+1.5	+14.5	3 9	4	698.0	+1.7	+21.0	—	4	696.0	+8.8	+24.0	—
5	699.0	+1.2	+14.5	4 0	5	695.0	+4.5	+22.2	—	5	699.0	+4.5	+23.0	—
6	698.2	+5.0	+18.0	5 5	6	695.0	+7.5	-21.0	—	6	700.0	+1.0	+25.5	—
7	696.0	+5.2	+17.0	0 4	7	698.0	+0.5	-21.5	—	7	704.6	+7.0	+28.5	—
8	684.0	-0.2	+12.8	—	8	701.2	0	-20.0	0 4	8	701.0	-10.2	+30.2	—
9	691.5	0	+16.0	—	9	700.5	+5.0	+20.2	3 8	9	703.8	+7.5	+30.0	—
10	695.8	+1.5	+13.0	—	10	699.5	+2.2	-17.2	—	10	708.0	+7.0	+31.0	—
11	701.0	0	-20.0	—	11	702.5	+7.0	+22.2	—	11	708.5	+9.0	+31.8	—
12	701.8	+2.5	+20.0	—	12	705.0	+5.0	+25.0	—	12	707.8	-15.8	+29.0	—
13	699.0	+1.0	+19.0	—	13	704.0	-2.0	-27.2	—	13	706.0	-12.0	+26.8	—
14	694.2	+3.0	-17.0	—	14	701.2	+8.5	+27.0	—	14	701.5	+13.0	+28.5	0 8
15	692.0	+5.5	+12.0	7 3	15	697.8	+5.5	+25.2	—	15	703.0	+12.0	+28.0	—
16	693.5	+2.0	-12.5	4 3	16	696.0	-6.0	-23.0	—	16	704.0	-12.8	+29.0	—
17	696.0	+2.0	+12.0	—	17	693.0	+11.0	+23.6	—	17	705.5	+13.0	+29.0	—
18	699.5	+0.8	+13.8	—	18	696.0	-10.0	-24.0	—	18	701.5	+8.2	+24.8	—
19	700.0	0	-18.8	—	19	696.7	+6.0	-22.8	—	19	704.1	+8.5	+29.0	1 0
20	699.0	+2.0	+19.5	—	20	699.5	+6.0	-22.2	—	20	705.0	+8.8	+28.5	2 5
21	701.0	+2.0	+17.2	—	21	703.5	+3.0	+22.0	—	21	705.2	-10.2	+27.8	—
22	699.4	+1.5	+13.7	0 4	22	705.0	+2.0	+22.0	—	22	705.0	+9.0	+26.5	—
23	695.5	+6.0	-13.8	—	23	706.2	+3.0	+24.5	—	23	703.0	-11.0	+27.0	—
24	696.0	+1.2	+14.5	—	24	703.0	+3.0	-25.5	—	24	704.8	-13.5	+22.5	—
25	692.5	+1.0	+11.0	4 7	25	704.0	+7.0	-24.0	—	25	700.5	+13.0	+18.0	—
26	697.0	+4.8	+14.3	—	26	704.0	+3.8	+22.5	—	26	691.8	-11.5	+17.0	—
27	695.2	+0.8	+12.0	—	27	702.0	+4.0	+23.0	—	27	697.4	+5.0	+19.0	50 0
28	693.0	+1.5	+6.0	—	28	699.4	+4.0	-24.5	—	28	704.0	+8.0	+21.7	—
29	691.8	-0.7	+8.0	7 0	29	701.0	+2.8	-24.0	—	29	704.0	+4.0	+25.7	—
30	693.0	-0.5	+10.0	—	30	700.0	+4.0	+24.0	—	30	698.5	+6.5	+25.5	—
31	—	—	—	—	31	700.0	+4.8	-24.5	—	—	—	—	—	—

Le Secrétaire-Gérant : B. FAUCHER.



AU MUSÉE DE GAP

COLLECTIONS DE PRÉHISTOIRE ET DE L'ÂGE DU BRONZE

Par le Commandant ETIENNE

Mon intention, en écrivant ces pages, est d'aider le visiteur du musée de Gap à se reconnaître dans les collections des âges de la pierre et du bronze qui y sont exposées. J'indiquerai pour chacun des objets qui les composent sa place dans l'histoire de la civilisation. Je m'estimerai heureux si je contribue à développer le goût de la préhistoire, science essentiellement française, depuis Boucher de Perthes jusqu'au regretté Déchelette et à Marcellin Boule.

La France est certainement une des régions le plus anciennement peuplées et les vallées de la Vézère et de la Dordogne, berceau de la civilisation paléolithique, représentent probablement le plus ancien foyer de culture du monde. Les hommes de l'âge du renne vivaient dans une nature ingrate, mais ils avaient le culte des morts, ils luttaient bravement contre les animaux sauvages et ils méritent notre admiration. Nous leur devons aussi de la reconnaissance. « La civilisation de l'époque du renne ne franchit guère les limites du territoire qui forme aujourd'hui la France. C'est dans notre pays que l'art a fleuri pour la première fois sur la terre, des milliers d'années avant les grandes écoles de l'Égypte et de la Chaldée. »¹

¹ M. BOULE, *Conférences de paléontologie*, p. 135.

La préhistoire est l'histoire de la civilisation depuis l'apparition de l'homme sur la terre jusqu'à l'âge du bronze. Elle comprend tout l'âge de la pierre ; avec le bronze s'ouvre la protohistoire, qui précède les temps historiques. La date du commencement de ceux-ci varie avec les différents peuples, 5000 ans avant notre ère en Egypte, 2500 en Grèce. L'histoire de la Gaule a pour point de départ la fondation de Marseille et l'invasion des Celtes ; elle remonte ainsi à 700 ans avant J.-C.

Le tableau ci-contre, qu'il faut lire de bas en haut, donne les divisions de la préhistoire pour l'Europe occidentale.

Nous passerons successivement en revue les diverses époques en indiquant pour chacune les objets que possède le musée de Gap et les quelques données que l'on a sur l'histoire de la région.

Âge de la Pierre

I. — PERIODE PALEOLITHIQUE

Les éolithes

Disons tout d'abord quelques mots des éolithes, prétendu premier échelon du bas, qui à dessein ne figure point dans le tableau.

Musée. N^{os} 1, 2, 3 : éolithes donnés par M. Martel, directeur de « la Nature » ; ils sont du système Rutot et proviennent d'Elouges (Hainaut), de Mesvin, près Mons et de Saint-Symphorien, près Mons. N^{os} 4, 5 : éolithes ramassés par M. D. Martin, ancien conservateur du musée, à Ribeyret et sur les pentes du mont Aurouze.

Les plus anciens ossements humains que nous possédons datent de l'époque moustérienne. Mais l'apparition de l'homme sur la terre est beaucoup plus ancienne, comme

GÉOLOGIE		FAUNE, CLIMAT	ARCHÉOLOGIE			DATES	
Holocène ou actuel		Faune et climat actuels	Age du fer	Période de la Tène		Temps historiques	de l'an 500 à J. C.
				Période de Hallstadt			de 900 (700 Fondation de Marseille) à 500
			Age du bronze		Protohistoire	de 2500 à 900	
Age de la pierre		Néolithique		Préhistoire		de 4000 à 2500	
Quaternaire ou Pléistocène	Supérieur	Age du renne Climat froid et sec	Paléolithique		Magdalénien		
					Solutréen		
	Moyen	Aurignacien					
		Moustérien					
		Acheuléen					
Inférieur	Age de l'hippopotame Climat chaud Dernier Inter- glaciaire	Chelléen					
						de 100.000 ans (?) à 4000	

l'attestent les outils en silex des époques acheuléenne et chelléenne. Quelques préhistoriens ont voulu reculer encore l'antiquité de l'homme et le faire remonter jusqu'au tertiaire. Un géologue, l'abbé Bourgeois, présenta au congrès international d'anthropologie tenu à Paris en 1867 des silex qu'il considérait comme des débris de l'industrie humaine, et qu'il avait trouvés à Thenay (Loir-et-Cher), à la base des calcaires de la Beauce, terrains remontant au début du miocène. G. de Mortillet accepta la thèse de l'abbé Bourgeois et introduisit dans sa classification une période éolithique.

La question a été reprise sans succès, il y a quelques années, par M. Rutot, conservateur du musée d'histoire naturelle de Bruxelles. Dans ce système, l'industrie éolithique est basée sur l'utilisation directe, pure et simple, des silex tels qu'on les trouve dans la nature, à condition que leur forme soit appropriée aux besoins auxquels les hommes les destinaient.

Si l'on admet ce système, rien n'est plus facile que de faire, avec un amas de pierres quelconques, dans une ballastière et même sur un tas de cailloux cassés par un cantonnier, un choix d'échantillons reproduisant sensiblement les mêmes formes, pouvant être groupés suivant ces formes, et qui, rangés ensuite, produisent une impression de répétition intentionnelle. Pour ne pas s'égarer hors du domaine des faits positifs, on ne doit retenir comme documents archéologiques que les silex taillés dont les formes sont assez complexes et assez constantes pour constituer des types industriels. Le hasard produit souvent des formes simples, telles qu'une lame allongée, et très rarement des formes complexes comme les grattoirs; seule, la répétition constante d'une forme complexe est le résultat du travail de l'homme. Les silex ne répondant pas à ces conditions et que l'on trouve par hasard sur le terrain ne doivent pas être considérés comme des documents archéologiques, à moins qu'ils ne possèdent grâce à la nature de leur gisement, dans un foyer, dans une sépulture, dans un atelier, etc., un certificat d'origine bien établi.

Epoque chelléenne

Station type : Chelles. (Seine-et-Marne).

Musée. N° 6 : sept haches chelléennes provenant d'Abbeville (Somme), don de M. Vésignié.

Les terrains chelléens contiennent les ossements de l'éléphant antique, du rhinocéros *Mercki*, espèces aujourd'hui disparues, et de l'hippopotame. Certains graviers sont caractérisés par les coquilles d'un mollusque d'eau douce, la *corbicula fluminalis*, qui appartient actuellement aux fleuves de l'Afrique et de l'Asie. Enfin, les tufs de la Cellesous-Moret (Seine-et-Marne) ont conservé les empreintes végétales de l'arbre de Judée, du figuier, du laurier des Canaries, du buis et du fusain à larges feuilles. Cet ensemble permet d'affirmer que la température était alors plus élevée que de nos jours et mérite le nom de faune chaude.

C'est en compagnie des débris de cette faune, et roulés avec eux dans les alluvions, qu'on trouve les silex taillés de Chelles. Le type dominant de l'industrie chelléenne est la hache taillée à grands éclats sur ses deux faces ; ses variétés comprennent des formes en amande, triangulaires et lancéolées. La hache était taillée dans un rognon de silex ou dans une pierre dure, galet ou caillou roulé. Elle se maniait à la main, d'où son nom de « coup de poing ». Sa longueur moyenne est de 12 cm., quelques-unes dépassent 20 cm. Le plus grand exemplaire connu trouvé à Mantes (Seine-et-Oise) mesure 28 cm. A Chelles, les plus petites haches n'ont que 6 cm.

Nous ne connaissons rien de la conformation physique de l'homme chelléen ; nous n'avons pas encore retrouvé ses foyers ni ses ossements. Nous ne possédons que ses outils en silex qui gisent dans le gravier des alluvions.

Epoque acheuléenne

Station type : Saint-Acheul, faubourg d'Amiens (Somme).

Musée. N° 7 : 8 haches de provenances diverses, don de

M. Bruno Chabre. N° 8: 10 haches provenant de Saint-Acheul (Somme). N° 9: 2 haches, don de M. Delhommeau. N° 10: 4 haches provenant d'Abbeville (Somme). N° 11: 3 haches provenant d'Abbeville, don de M. Vésigné; une hache, don de M. F. Lombard.

La faune chaude a disparu, le mammoth et le rhinocéros tichorhine venus du nord sont très répandus; le climat est froid et humide.

La hache acheuléenne est caractérisée par une taille plus soignée que celle des haches chelléennes et par un poids en général plus léger. L'ouvrier ne se contente plus de dégrossir à grands éclats le noyau de pierre dure; il façonne à l'aide de retouches plus nombreuses et plus habiles un instrument au galbe régulier, aux contours géométriques; les bords, autrefois sinueux, deviennent rectilignes et plus tranchants, et le poids diminue par suite de la réduction de l'épaisseur. Parfois, la hache est formée non plus d'un rognon de silex, mais d'un large éclat détaché de ce rognon et soigneusement retailé sur les deux faces². Avec les haches, on rencontre des pointes et des racloirs.

Epoque moustérienne

Station type: la grotte du Moustier, commune de Peyzac (Dordogne).

Musée. N° 12: outils moustériens, don de M. Bruno Chabre. N° 13: id., don de M. Tournier. N° 14: id., don de M. Laforge.

L'époque moustérienne coïncide avec la période glaciaire; l'homme se réfugie dans les cavernes où il restera jusqu'à la fin de l'âge du renne. Sous l'influence de causes encore assez mal connues, les glaciers ont pris au quaternaire un développement considérable; des sommets, ils ont gagné les plaines et se sont étendus jusqu'à des distances énormes. Ceux des Alpes sont arrivés jusqu'à Lyon: les collines qui dominent cette ville sont couvertes de blocs

² J. DÉCHELETTE, *Arch. préhist.*, I, p. 81.

erratiques arrachés aux montagnes de la Savoie et du Dauphiné.

Quelle était la situation de Gap à l'époque moustérienne? Les glaciers du massif des Ecrins, dans leur partie méridionale, couvraient les vallées du Drac et de la Durance, et s'étendaient plus loin que Saint-Auban, peut-être jusqu'à Manosque. La moraine la plus élevée du bassin de Gap se voit sur la pente sud du Puy de Manse, à mi-hauteur entre le col et le sommet du Puy; il ne paraît donc pas exagéré d'estimer à au moins 800 mètres l'épaisseur du glacier qui recouvrait notre ville. Aussi ne faudra-t-il pas nous étonner si, pendant tout le quaternaire, nous ne trouvons pas de traces humaines dans le département; l'homme ne remontera dans nos vallées qu'aux temps néolithiques, au fur et à mesure du recul des glaciers et de la reprise de la végétation et de la vie. Et encore, les trouvailles faites jusqu'à présent semblent-elles bien indiquer que pendant le néolithique, il ne s'aventura pas dans la vallée de la Durance plus haut que Prunières; c'est seulement beaucoup plus tard, à l'âge du bronze, que nos vallées furent définitivement conquises.

L'outillage moustérien est caractérisé par deux instruments de forme typique: la pointe et le racloir, mais on y rencontre aussi des types anciens qui ont survécu. Au lieu de tailler sur ses deux faces un rognon de silex, le moustérien se bornait à en détacher un éclat qu'il achevait ensuite par des retouches successives, pratiquées sur une seule face. Le rognon brut constituait un noyau (*nucleus*), d'où l'on prélevait plusieurs éclats. Il ne formait plus le corps même de l'instrument, comme le rognon servant à la confection des haches chelléennes.

La pointe moustérienne est un éclat en général triangulaire dont les deux bords latéraux, ordinairement arqués, sont retouchés avec soin sur une des faces. La partie opposée à l'extrémité aiguë, partie appelée base ou talon, est le plus souvent sans retouches. On y remarque le plan de frappe, sur lequel a porté le choc du percuteur, comme l'indique, au revers, le bulbe de percussion, rarement

abattu. Cette face dorsale de la pointe moustérienne est lisse, différant en cela du revers de l'outil chelléen. La longueur de la pointe moustérienne excède rarement 10 cm.

Le racloir est formé d'un éclat lisse sur une de ses faces et retouché sur les bords, mais au lieu de se terminer par une pointe, il présente dans le sens de sa largeur un bord arqué entièrement retouché. Cet instrument paraît avoir été approprié à la préparation des peaux servant de vêtements. La largeur des racloirs varie de 5 à 17 cm.³

L'homme moustérien. La race de Néanderthal. — A l'époque moustérienne, nous sommes en possession des foyers de nos lointains ancêtres. Les découvertes d'ossements humains appartenant à cette époque sont nombreuses; ils furent trouvés associés à une industrie et à une faune qui constituent la garantie de leur haute antiquité. Le crâne de Néanderthal, entre Dusseldorf et Elberfeld, a donné son nom à la race moustérienne. Ne pouvant analyser toutes les découvertes, nous nous bornerons à dire quelques mots de la plus célèbre, le squelette de la Chapelle-aux-Saints.

Il a été trouvé le 3 août 1908 par les abbés Bouyssonie et Bardon, dans une grotte sur le territoire de la Chapelle-aux-Saints (Corrèze), dans la vallée de la Sourdoire, petit affluent de la Dordogne. Les auteurs de la découverte s'expriment ainsi : « Ce squelette était parfaitement daté étant recouvert d'une couche archéologique de 30 à 40 cm d'épaisseur, absolument intacte et caractéristique... L'homme que nous avons trouvé était intentionnellement enseveli. Il gisait au fond d'une fosse creusée dans le sol marneux de la grotte; ce sol, de couleur blanche et dur à entamer, faisait contraste évident avec la couche archéologique. Cette fosse était à peu près rectangulaire, large de 1 mètre, longue de 1 m. 45, profonde de 0 m. 30 environ. Le corps y était orienté à peu près E. O., couché sur le dos, la tête à l'ouest, appuyée contre le bord de la fosse

³ J. DÉCHELETTE, *Arch. préhist.*, I, p. 190.

dans un coin et calée par quelques pierres. Le bras droit était probablement replié, ramenant la main vers la tête; le bras gauche était étendu. Les jambes aussi étaient repliées et renversées sur la droite.

Au-dessus de la tête, étaient placés trois ou quatre grands fragments plats d'os longs; plus haut, il y avait, encore en connexion, l'extrémité d'un métatarsien de grand bovidé, les deux premières phalanges et une deuxième. Preuve évidente que la patte avait été posée là avec sa chair, peut-être pour la nourriture du mort, preuve aussi que la couche n'a jamais été remaniée...⁴ ».

M. Boule fut chargé de l'étude anatomique du squelette.

« Les crânes les plus anciens, tels que celui de Néanderthal, ceux de la caverne de Spy et celui de la Chapelle-aux-Saints, correspondent à un état de civilisation des plus rudimentaires. Ils accusent de nombreux traits d'infériorité, même quand on les compare à ceux des hommes les plus primitifs de l'époque actuelle, tels que les indigènes de l'Australie. Ils ont tous un front très fuyant, des arcades sourcilières énormes, une boîte cérébrale aplatie. La tête de la Chapelle-aux-Saints, exceptionnellement bien conservée, est remarquable par un aspect bestial que lui donnent la projection en avant de la face, la robustesse des mâchoires et l'absence de menton. Toutefois le développement du cerveau est déjà important, vraiment humain. Les os du tronc et des membres, trouvés avec cette tête, sont courts et trapus; ils accusent une taille plutôt petite, à peine 1 m. 60. Certaines dispositions présentées par le fémur et le tibia montrent que les membres postérieurs avaient normalement une attitude fléchie rappelant celle des singes anthropoïdes⁵ ».

La race de Néanderthal disparut avec l'époque moustérienne, elle fut remplacée au quaternaire supérieur par la race de Cro-Magnon.

⁴ M. EXTENS, *La Préhistoire*, p. 82.

⁵ M. BOULE, *Conférences de paléontologie*, p. 136.

Epoque aurignacienne

Station type : grotte d'Aurignac (Haute-Garonne).

Musée. N° 15 : silex provenant de Mesvin (Belgique); n°s 16, 17 : silex provenant de Reilhac (Lot), dons de M. Martel; n° 18 : silex provenant de Thoun (Suisse), don de M. Bruno Chabre.

Les principales espèces recueillies dans les gisements aurignaciens sont : le mammoth, le rhinocéros tichorhine, l'ours, l'hyène, le grand chat des cavernes, le cheval, l'auroch, l'élan irlandais, le cerf élaphe, le renne, le bouquetin et le chevreuil.

La sculpture et la gravure des matières dures, pierre et surtout bois de renne, os et ivoire, sont alors la marque essentielle de la civilisation. L'industrie d'Aurignac compte divers types caractéristiques en os et en pierre.

Objets en os. — Ils comprennent la pointe à base fendue, dite pointe d'Aurignac, probablement armature de flèche, de grosses épingles ou poinçons à tête, des lissoirs, des os divers ornés de traits gravés; les habiles graveurs magdaléniens, dont nous parlerons tout à l'heure, n'ont encore que des précurseurs. On trouve aussi des flacons tubulaires ou étuis, en canons de renne, contenant de l'ocre rouge en poudre destiné à la peinture corporelle et aux peintures pariétales.

Instruments en silex. — Les outils moustériens abondent encore, mêlés à des types nouveaux : les grattoirs carénés, les lames à encoches, les lames à tranchant rabattu, les perçoirs et les burins.

Epoque solutréenne

Station type : Le Crot-du-Charnier, à Solutré (Saône-et-Loire).

Musée. N° 19 : flèche à cran, don de M. Martel; deux pointes de lance et une flèche, don de M. Bruno Chabre;

n° 20 : silex et os gravés, marques de chasse, provenant de Laugerie (Dordogne), don de M. Bruno Chabre.

Le gisement du Crot-du-Charnier a une surface d'environ un hectare, à la base de la Roche de Solutré. Il est formé d'une couche énorme d'amas détritiques, atteignant en certains points jusqu'à 10 m. d'épaisseur, et contenant des foyers solutréens et au-dessous des amas d'ossements de chevaux. Les foyers sont circulaires ou ovales, entourés de dalles brutes, disséminés au milieu d'une couche continue de cendres, de débris osseux et d'outils en silex. A Solutré, les sépultures reposent sur les foyers. Au-dessous se trouve une énorme accumulation d'ossements de chevaux brisés ou entiers. On a évalué à 100.000 le nombre de ces chevaux et on considère ces amas comme les débris de cuisine des chasseurs aurignaciens; les os longs et ceux de la tête et du bassin sont brisés et calcinés, les chasseurs ont enlevé la moelle dont ils étaient friands ou qu'ils utilisaient peut-être pour divers usages.

L'outillage en os comprend : poinçons, lissoirs, bois de renne perforés appelés bâtons de commandement, os à encoches ou marques de chasse, phalanges de renne perforées.

Les objets de parure se composent de dents d'animaux percées d'un trou de suspension. La présence de minéraux colorants, sanguine et manganèse, indique l'habitude de la peinture corporelle et du tatouage.

L'outillage solutréen présente deux catégories de silex, les uns appartenant à tout l'âge du renne, tels que grattoirs, burins; les autres formant les types caractéristiques de l'industrie solutréenne : ce sont des pointes de flèches ou de lances taillées avec une rare perfection. On les appelle pointes en feuille de saule et en feuille de laurier. Il y a aussi quelques flèches à pédoncule, dont le pédoncule n'est qu'ébauché : cette flèche deviendra d'un modèle courant pendant la période néolithique. La taille dite solutréenne donne un aspect caractéristique à ces beaux silex : de petits éclats enlevés par pression, au moyen d'un travail délicat, dessinent ordinairement sur

les deux faces des sillons parallèles et souvent assez réguliers. Les belles pointes sont plates, de galbe très correctement profilé et parfois assez minces pour être transparentes. Celles de forme étroite et effilées, connues sous le nom de pointes en feuille de saule, sont le plus souvent retailées sur une seule face⁶. La flèche à cran ne se trouve pas à Solutré, mais elle abonde dans les autres gisements de l'époque solutréenne, notamment dans la Dordogne et la Charente. Elle n'est en général retouchée qu'à sa face dorsale, l'autre face restant lisse. Le cran est presque toujours à droite, la flèche étant placée la pointe en haut et la face lisse en dessous. L'échancrure servait à emmancher la flèche.

Epoque magdalénienne

Station type : grotte de la Madeleine, commune de Tursac (Dordogne).

Musée. N° 21 : silex provenant des grottes de la Vézère, don de M. l'abbé Guillaume. N°s 22, 23 : silex provenant de Reilhac (Lot), don de M. Martel. N° 24 : moulage du « renne broutant », don de M. Tournier. N°s 25, 26 : silex provenant de Thoiry (Seine-et-Oise), don de M. Bruno Chabre. N° 27 : silex provenant de la villa des tombeaux des rois, Égypte, don de M. Naville.

Les tribus cherchent de plus en plus, dans les cavernes ou sous les rochers en surplomb favorablement exposés, un abri contre les rigueurs d'un climat très froid. Le troglodyte conserve ses habitudes de chasseur nomade. Outre le renne dont les troupeaux abondent, il poursuit ou guette à travers le steppe de nombreux animaux dont l'ensemble nous révèle une faune arctique : antilope saïga, cerf du Canada, bœuf musqué, lemming, renard bleu, glouton, ours gris, etc., ainsi que les derniers mammouths et rhinocéros⁷.

⁶ J. DÉCHELETTE, *Arch. préhist.*, I, p. 138.

⁷ J. DÉCHELETTE, *Arch. préhist.*, I, p. 149.

Toutes les armes ainsi que les engins de chasse et de pêche sont en os et en bois de renne; les belles pointes solutréennes et les flèches à cran ont disparu; aussi l'industrie de la pierre se trouve-t-elle en régression, le silex n'étant plus employé que pour la confection des outils. L'outillage en silex est caractérisé par l'abondance des lames de toute sorte: grattoirs, burins, lames denticulées, perçoirs, et par un ensemble de petits outils servant à la gravure sur os, à la perforation des aiguilles et des objets de parure et au tatouage.

Les armes de jet comprennent les sagaies et les harpons. Les sagaies sont sans barbelures et varient suivant le mode d'emmanchement; leur ornementation consiste en hachures et en sillons longitudinaux dont quelques-uns plus profonds étaient destinés à recevoir du poison. Les harpons, en bois de renne, ont des barbelures; souvent leur base présente un bourrelet qui retenait le fil flotteur enroulé autour de la hampe. Les barbelures sont creusées de sillons destinés au poison.

Aucun objet en bois de cette époque ne nous étant parvenu, nous ignorons si les Magdaléniens se servaient de l'arc pour lancer leurs sagaies, mais l'on a trouvé des propulseurs en bois de renne, analogues à ceux dont se servent encore aujourd'hui les Esquimaux. Le propulseur est une baguette cylindrique en bois de renne portant en relief l'image d'un équidé ou d'un capridé vu de face en raccourci. Au sommet de la tête, les crins ramenés en avant forment l'arrêtoir sur lequel s'appliquait le talon de la hampe de la sagaie; au-dessous sont indiqués le poitrail et les jambes entre lesquelles se logeait la hampe.

On désigne sous le nom de bâtons de commandement de longs fragments de bois de renne, généralement gravés et percés d'un trou à hauteur d'un andouiller; certains bâtons ont deux, trois et même quatre trous. Leur usage n'a pas encore été déterminé: chevêtres, piquets de tente, insignes de commandement, baguettes de sorciers.

Les Magdaléniens se couvraient de vêtements en cuir, et, pour leur couture, ils façonnaient de fines aiguilles en

os, arrondies au moyen des lames à encoches et achevées sur de petits polissoirs en grès; le forage du trou se faisait avec de petits perçoirs en silex. Des récipients en cuir finement cousus remplaçaient la poterie encore inconnue.

L'outillage en os comprend encore des épingles à cheveux, des spatules, des lissoirs, des poinçons, etc.

Dans la grotte de la Mouthe (Dordogne), E. Rivière découvrit un galet en grès creusé d'une cavité ovale et muni d'une sorte de manche. Le fond de la cavité portait des traces charbonneuses dans lesquelles Berthelot reconnut les résidus de la combustion de suif ou de lard. Cette lampe n'est pas seulement datée par les conditions de sa découverte, elle porte encore gravée au revers une tête de bouquetin semblable à une gravure d'une paroi de la grotte.

Les sépultures de l'époque magdalénienne nous montrent que les troglodytes couvraient leurs vêtements de coquilles; ils y associaient des canines de carnassiers et de cervidés, perforées d'un trou de suspension. Les magdaléniens fabriquaient déjà des objets d'imitation; on a, en effet, trouvé dans les sépultures des fausses dents en ivoire.

Gravures et peintures pariétales. — Les manifestations artistiques, gravures sur os, bois de renne et ivoire, peintures pariétales, se produisent dès le début du quaternaire supérieur; elles atteignent leur apogée à l'époque magdalénienne et disparaissent ensuite brusquement. Il n'en existe plus d'exemple à l'époque néolithique. Les néolithiques, pasteurs et agriculteurs, n'auront plus les loisirs des chasseurs magdaléniens. Ils construiront les dolmens, les menhirs, les alignements de Carnac et les palafittes, mais leurs essais de gravure et de sculpture ne seront que d'informes ébauches à côté des productions de l'art de l'époque du renne.

Sculpture. — Les personnages humains ne sont représentés que par quelques débris de figurines et de statuettes datant du début de l'âge du renne et provenant des grottes

de Grimaldi près Menton et de Brassempouy (Landes). L'époque magdalénienne nous a livré plusieurs sculptures d'animaux dont quelques-unes sont citées à juste titre pour leur réalisme expressif et vivant; la statuette d'équidé de Lourdes, la tête de cheval hennissant du Mas d'Azil (Ariège).

Gravure. — Les gravures provenant de l'époque magdalénienne comprennent plusieurs centaines de pièces en os, en bois de renne, en ivoire et en pierre. Les plus célèbres sont: le renne broutant de la caverne de Kesslerloch, près Schaffouse, sur bois de renne, dont un moulage, ainsi qu'il a été dit, figure au musée de Gap; le renne courant de Saint-Marcel (Indre), plaque de schiste; le bâton de Lorthet (Hautes-Pyrénées) aux cerfs et aux saumons.

Peintures pariétales. — On connaît actuellement vingt-deux grottes ornées, sept dans le département de la Dordogne, six dans le reste de la France et neuf dans le nord-ouest de l'Espagne. Les gravures et peintures sont toujours dans le fond des cavernes, dont l'entrée était occupée par les tribus magdaléniennes; elles sont souvent dissimulées dans les galeries les moins accessibles et « vraisemblablement inspirées par de primitives conceptions religieuses »¹. Dans la grotte de Niaux (Ariège), profonde de 1.400 m., les peintures commencent à 800 m. de l'entrée. La plus célèbre des grottes ornées est la caverne d'Altamira, province de Santander: on l'a appelée la chapelle Sixtine de l'art magdalénien. Les peintures les plus connues sont: les rennes affrontés de la grotte de Font-de-Gaume (Dordogne), gravés et peints; les bisons de la grotte de Marsoulas (Haute-Garonne), l'un en pointillé rouge, les autres peints en noir; le bison bondissant, peinture polychrome du plafond de la caverne d'Altamira; les cerfs, rouge et noir, peints sur le rocher de Calapata (Bas Aragon); la fresque polychrome du rocher de Cogul (Catalogne).

¹ J. DÉCHELETTE, *Arch. préhist.*, I, p. 150.

• **La race de Cro-Magnon** (*homo sapiens*).

Comme nous l'avons vu plus haut, la race de Néanderthal s'éteignit avec l'époque moustérienne, et une nouvelle race, celle de Cro-Magnon, *homo sapiens*, apparut au début de l'âge du renne. Les principales découvertes d'ossements humains du quaternaire supérieur sont :

1868. Squelettes de Cro-Magnon, abri sous roche aux Eyzies (Dordogne);

1872. Squelette de Laugerie-Basse (Dordogne);

1873. Squelette de la grotte de Duruthy, à Sorde (Landes);

1888. Squelette de Chancelade (Dordogne);

1894. Squelette de la grotte des Hoteaux à Rossillon (Ain).

Et enfin, de 1872 à 1902, les sépultures des grottes de Grimaldi, près Menton; une d'elles découverte en 1901 par le prince de Monaco, contenait deux squelettes, une vieille femme et un enfant, n'appartenant pas à la race de Cro-Magnon, mais à un type négroïde jusque-là inconnu à l'âge du renne.

Les Cro-Magnon présentent tous les caractères de l'homme moderne, ils ont de beaux fronts et des faces peu proéminentes. Ils passent pour avoir disparu avec l'âge du renne et avoir fait place à de nouveaux venus dès le commencement de la période néolithique. La race semble cependant s'être conservée actuellement encore dans le département de la Dordogne. Du reste, les squelettes néolithiques de toute la France occidentale, du type des Baumes-Chaudes, grottes près de Saint-Georges-de-Lévejac (Lozère) sont comme tous les hommes paléolithiques, dolichocéphales, très voisins des Cro-Magnon, et, pour cette raison, considérés comme autochtones. Enfin, une découverte faite récemment, en 1912, à Piltdown (Sussex, Angleterre), jette un jour nouveau sur la question des hommes paléolithiques. La trouvaille consiste en fragments d'un crâne humain reposant dans un gravier stratifié d'âge

pléistocène, et que les silex taillés et débris d'animaux qu'il contenait rattachent nettement au moustérien. Or, ce crâne appartient à un *homo sapiens* et non à un homme de la race de Néanderthal. L'*homo sapiens* aurait donc existé dès l'époque moustérienne, parallèlement à l'homme de Néanderthal.

Dans son n° du 17 janvier 1914, l'*Illustration* a publié les reproductions photographiques d'une série de dix bustes établis par M. Louis Mascré, artiste belge, sur les indications de M. Rutot, dont il a été déjà parlé à propos des éolithes. Ces bustes, prétendent-ils, représentent les portraits de nos plus lointains ancêtres : le précurseur tertiaire, l'homme de Néanderthal, le négroïde de Menton, l'homme de Cro-Magnon, etc. M. Boule apprécie ainsi ces reconstitutions : « La critique est désarmée devant une œuvre pareille quand elle se présente sous le patronage d'un homme de science. Tous les anatomistes, tous les anthropologistes, qui savent les difficultés offertes par des essais de ce genre, même quand on est en possession de documents ostéologiques complets et parfaitement conservés, ne peuvent que sourire de la hardiesse de M. Rutot, dont l'imagination extraordinaire supplée avec une si grande facilité au manque de renseignements précis. Notre devoir, cependant, est de protester, car de telles entreprises, si plaisantes qu'elles paraissent à certains égards, sont de nature à jeter du discrédit sur une science qui a encore tant de peine à se faire accepter dans les milieux officiels, et qui ne mérite pas qu'on la travestisse de cette façon. » *

(*A suivre.*)

* M. BOULE, dans *L'Anthropologie*, janv.-avril 1915, p. 183.



SALUT A LA PAIX VICTORIEUSE

Soleil, tu fus vainqueur, ce jour-la, des nuées !
Infatigablement, d'un redoutable essor,
Tu chassas les vapeurs partout diminuées,
Dans leurs flancs déchirés brisant tes lances d'or.

ANGELLIER. *A l'amie perdue*, IV-XV.

Les horreurs de la nuit sombre, apocalyptique,
Où la terre tremblante en des gouffres béants
S'entr'ouvrait, où la mer déferlait, chaotique,
Sur des rivages noirs de fantômes sanglants,
Où le ciel éclatait en d'inouis tonnerres
Et pleuvait des torrents de vapeurs délétères
Que le sol relançait en laves de volcans,
Les épouvantelements de la nuit infernale
Qui sur tout l'univers lugubrement planait,
Hors nature, sans fin, sans loi, nuit quinquennale,
Se dissipent enfin à l'aube qui renaît.

Voyez : à l'horizon, sur la plaine déserte,
Au-delà des fossés trouant sa robe verte,
Au-delà des forêts où, spectres décharnés,
Les fûts noirs des sapins s'estompent dans la brume,
Au-delà des champs morts sous la sanglante écume
Du flot tumultueux des combats acharnés,
Au-delà des amas de sables et de pierres
Qui furent des châteaux, qui furent des chaumières,
A l'est, vers le sillage argentin et mouvant
Du Rhin, qui fut captif et qui fut allemand,
Une lueur, qui n'est plus celle des fusées,

Brutale comme un glaive, âpre comme un viol,
 Ni la flamme qu'au front des cités abusées
 Mettait ignoblement la lâcheté du vol,

Sereine, une clarté chaste, encore indécise,
 Nait aux flocons laitoux du nuage opalin
 Qui mollement se baigne, au souffle de la brise,
 Dans le flot apaisé, fier et libre, du Rhin.
 L'azur obnubilé lentement se colore,
 L'Astre annonce, en montant, la gloire de ses rais :
 Salut, Astre naissant ! Salut, divine Aurore !
 Salut ! Salut ! Salut ! Victorieuse Paix !

*
**

Divinité qui vas renaitre,
 Pour te faire bien reconnaître
 De ton peuple franc et loyal,
 Dis-nous ton nom, dis-nous ton être ;
 Comment vas-tu nous apparaître ?
 Quel sera ton manteau royal ?

Vas-tu, sous les plis de l'hermine,
 Revêtir la blanche étamine ?
 Vas-tu, sur ton front virginal,
 En descendant de la colline,
 Mêler la fleur de l'aubépine
 Au diadème lilial ?.....

— Trop de sang a rougi les neiges,
 Les neiges rouges ont couvert
 Trop de crimes, de sacrilèges,
 Dans les flancs du sol entr'ouvert :
 Je ne peux être la Paix Blanche,
 La paix de pardon et d'oubli ;
 Quand l'adversaire a défailli
 Dans la lutte loyale et franche,
 Rêvât-il même la revanche,
 Le vainqueur, d'un grand geste humain,

Fraternel, peut tendre la main ;
 Mais, contre la Bête sauvage
 Qui, sournoise, flaire, en sa rage,
 Le relent d'un nouveau carnage,
 Il faut garder le lendemain.

*
 **

— Seras-tu donc la Paix Rouge,
 L'Erinnye au glaive ardent,
 Sévissant du trône au bouge,
 Œil pour œil et dent pour dent ?...
 Le nuage lourd qui bouge
 Va déchaîner l'ouragan,
 Et, tandis qu'un enfant crie,
 L'œil crevé, le poing saignant,
 Tandis qu'une vierge prie
 Sur la honte de son flanc,
 Je vois une pourpre strie
 Rayer le nuage blanc,
 Comme, d'une chair meurtrie,
 Suinte un filet de sang...

— T'rop de sang rougit la neige ;
 Assez d'angoisse et d'effroi :
 Dompter le monstre est ma loi,
 Mais l'imiter ?... Sacrilège !
 Je ne veux pas un cortège
 De spectres en désarroi.

*
 **

— Pourrais-tu devenir la Paix Noire,
 Décevante en son avortement,
 Niant Dieu, la Patrie et la Gloire,
 D'Union violant le serment,
 Desséchant les fruits de la Victoire
 Au vent fou soufflé par l'Allemand ?

Haletant, l'âme étreinte, angoissée,
 Je perçois là-bas, sous le ciel lourd,
 Au sein noir de la forêt froissée
 Par l'orage, une plainte, un bruit sourd,
 Discordante, une rumeur qui sourd
 De la brume aux bas-fonds amassée.

L'air stagnant étouffe en sa torpeur ;
 Par instants, comme un soupir morbide,
 Traîne et passe une bouffée humide,
 Et, lointaine, une brusque lueur
 Met, perçant le nuage livide,
 Un reflet d'incendie à son cœur...

Allons-nous retomber dans la nuit et le vide ?
 O Paix, ne serais-tu qu'un mirage trompeur ?

— Trop de sang généreux s'est mêlé sous la neige
 Qui revêt les sommets de son calme éternel,
 Sous la mousse des bois où l'ombre qui protège
 Renait au renouveau du feuillage immortel,
 Sous la glèbe des champs, dans l'écume et le sel
 De l'abîme où tout flot ne cache plus un piège ;
 Trop d'âmes ont voulu, d'un élan fraternel,
 Montant vers Dieu, s'unir en sublime cortège ;
 Trop souvent s'échangea le Serment solennel
 En face de la Mort : La Paix qui vient du ciel
 Ne peut être Allemande, impie et sacrilège.

Homme, pourquoi ce doute et pourquoi cet émoi ?
 Vois dans l'azur serein se fondre le nuage ;
 Entends se dissiper la menace d'orage.
 Vainement l'Ennemi voulut souffler sur toi,
 Par quelques bouches d'or qu'il tenait en servage,
 La discorde et la haine : impuissante est sa rage,
 Car les Vivants, des Morts suivant le long convoi,
 Veulent que leur sagesse égale leur courage.
 A tes yeux avertis, France, nation sage,
 Mon Être se révèle et proclame sa foi

Par ses rayons multicolores, qu'une loi
 D'harmonie unifie en clarté pure, gage
 De la sainte Union qui fait un peuple roi.
 Je viens luire pour tous. France, je viens : c'est Moi !

*
**

— Gloire à toi dans le ciel, gloire à toi sur la terre,
 Astre de paix, irradiant l'azur !
 Gloire à tes cheveux d'or, à ton front de lumière,
 A ton regard, calme, impassible et sûr !

Rejetant et la pourpre et le crêpe et l'hermine,
 Vêtu du feu céleste, ô grand Soleil !
 O Soleil de Justice ! O Soleil qu'illumine
 De l'Espérance un sublime réveil,

O Vainqueur de la Nuit, des horreurs et des crimes,
 Tu viens auréoler des mêmes feux
 La croix de bois qui prie au tombeau des victimes
 Et la croix d'or qui brille au cœur des preux !

O Paix Victorieuse, ô Paix dispensatrice
 Des châtiments par l'Équité promis,
 O Puissance du Droit, haute réparatrice
 De tout le mal que la Force a commis !

Paix des peuples unis, Paix d'Union française,
 Salut, par tout ce qui vit en tout lieu !
 Et, comme un cri jaillit un jour de la fournaise,
 Debout les Morts devant la Paix de Dieu !

Edouard TEISSIER.



PHILIPPE PHILIP

EMBRUNAIS

MEDECIN DU DAUPHIN HUMBERT II

Par M. J. CHAUVET

L'existence de ce personnage nous est révélée par deux actes d'Humbert II, en forme de lettres patentes, conservées aux Archives départementales de l'Isère: l'un en date à Beauvoir-en-Royans, du 27 octobre 1342; l'autre en date à Romans, du 18 mars 1349, ratifié par Charles, premier dauphin de France, le 16 septembre de la même année.

Humbert II, né vers la fin de 1312, dauphin de Viennois de 1333 à 1349, a fait l'objet d'études approfondies et définitives. Prince fastueux, libéral et dépensier, de volonté faible et de santé fragile, aimant l'éclat et la magnificence, toujours à court d'argent, toujours dominé par les circonstances, Humbert II échoua dans toutes ses entreprises. En 1349, il abandonna le gouvernement du Dauphiné au successeur qu'il s'était choisi, Charles, (le futur Charles V), fils aîné de l'aîné (plus tard Jean II le Bon) du roi Philippe VI de Valois. Six ans après il mourait à Paris, le 22 mai 1355, âgé de 43 ans à peine, sous l'habit des Dominicains, et néanmoins paré de deux titres ecclésiastiques considérables, patriarche d'Alexandrie et administrateur perpétuel de l'Eglise de Reims.

Comme dauphin indépendant, sans autre attache qu'un lien purement nominal avec le Saint-Empire, il occupe, certes, une place de choix dans la hiérarchie féodale. La

maison qu'il entretient semble pourtant par trop somptueuse, même pour son rang. Hommes d'armes, chapelains, messagers, écuyers, clercs et chanceliers, juges et membres de son conseil, intendant, officiers de bouche et cuisiniers, « physiciens »¹, apothicaires, barbiers, sans parler de l'inévitable nain, lui font un très nombreux entourage.

Il me suffira de citer ici, comme références générales : une bonne partie de l'*Histoire du Dauphiné*, de VALBONNAIS; l'*Histoire de la réunion du Dauphiné à la France*, de J.-J. GUIFFREY; l'*Itinéraire du dauphin Humbert II* et le *Choix de documents historiques inédits sur le Dauphiné*, du chanoine U. CHEVALIER; les chapitres X et XI de l'ouvrage *Le Royaume d'Arles et de Vienne*, de Paul FOURNIER; un mémoire du même auteur, intitulé *Le dauphin Humbert II*, lu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et reproduit dans le « Bulletin de l'Académie delphinale », 1912, pp. 163-183.

**

Les châteaux de Beauvoir² et de Romans, situés non loin l'un de l'autre, le long de la basse Isère, sont depuis plusieurs générations les résidences habituelles et préférées des Dauphins, Beauvoir surtout : comme ses prédécesseurs, Humbert II vient volontiers s'y reposer après les longues chevauchées qu'il est obligé de mener à travers les chemins pentueux et mal frayés de sa principauté, pour rendre la justice, faire des levées, percevoir ses revenus, consommer en nature les produits de ses domaines. Ne nous étonnons donc pas de trouver à Beauvoir, en l'an 1342, un « physicien », originaire d'Embrun (*de Ebreduno*), Maître

¹ « Physicien » (*fisicus*), c'est au moyen-âge le nom du médecin. Ce sens, abandonné par le français moderne, a été conservé par diverses langues étrangères. Avec la signification de médecin et d'art de la médecine, l'anglais dit généralement *physician* et *physic*, et l'italien parfois aussi *fisico* et *fisica*.

² Beauvoir-en-Royans, canton de Pont-en-Royans, arrondissement de Saint-Marcellin, à 6 kil. seulement de cette dernière ville.

Philippe Philip (*magister Philippus Philippi*). Je laisse au prénom son orthographe traditionnelle, et je donne au nom de famille la forme très ancienne qu'il a prise dans la langue vulgaire de l'Embrunais.

Sur la façon dont il est entré dans la maison du dauphin, sur la durée et le détail de ses services, nous en sommes réduits aux conjectures. Nous voyons seulement, dans les lettres patentes du 27 octobre 1342, qu'il s'agit de rémunérer un serviteur déjà ancien, éprouvé, et dont les services ont été appréciés : la chancellerie delphinale nous le dit avec emphase, sans omettre de célébrer en même temps la libéralité du maître. Le dauphin attribue donc à Philippe Philip, sa vie durant, et tant qu'il remplira fidèlement ses fonctions, un gage annuel de 120 florins, 20 saumées [charges] de froment et vingt saumées de vin, plus la fourniture de deux chevaux. Les cent vingt florins lui sont assignés sur les droits, revenus et émoluments de la charge de bayle et clavaire de Chorges (*Caturicorum*), charge qu'il pourra exercer, soit par lui-même, soit par tous autres ; le produit de cette charge, quel qu'il soit, supérieur ou inférieur, se confondra avec ladite somme annuelle de cent vingt florins. Injonction est faite aux bayle et juge d'Embrun de tenir la main à l'exécution ; aux gens de Chorges, de s'acquitter vis-à-vis de Philip ou de ceux qu'il se substituera, des obligations qu'ils lui doivent comme pourvu de l'office de bayle et clavaire³. Philip prête sur l'Évangile serment de remplir avec fidélité la charge dont il s'agit, de ne point laisser empiéter sur les droits du dauphin qui l'investit, de ne point décharger les redevables plus qu'il n'est légitime. Quant à la fourniture de denrées, blé et vin, bien à la mode du temps, ordre est donné au châtelain de Chevières⁴ de payer au même Philip les

³ Le roi de France, ayant-droit des dauphins, et l'archevêque d'Embrun, furent jusqu'à la fin de l'ancien régime seigneurs en pariage d'Embrun et de Chorges.

⁴ *Castellano Cevriarum*. — Chevières, arrondissement et canton de Saint-Marcellin, à 6 kil. de cette ville. Cf. le même nom de lieu dans des actes de 1323 et 1377 (*Choir de documents...*, p. 81 et 193).

vingt saumées de blé et vingt saumées de vin à lui attribuées. D'ailleurs, par l'expression *ut antea*, l'acte entend continuer un état de choses préexistant, soit en ce qui concerne la dation en paiement d'espèces, soit en ce qui concerne les prestations en nature; en d'autres termes, il confirme une disposition antérieure du dauphin au profit du même bénéficiaire: de cette disposition je ne connais ni la date ni la teneur.

Tel est, dégagé des phrases et clauses de style, le contenu des lettres patentes dont la copie en forme est transcrite ci-dessous, sous le n° 1 des pièces justificatives.

*
**

Philip continua, paraît-il, ses bons et lovaux services professionnels au dauphin Humbert. Au grand dommage de ses affaires de plus en plus embrouillées, celui-ci ne l'oublie pas à l'heure où, avant de se dessaisir définitivement de sa principauté au profit de Charles, il multiplie les libéralités à ses gens, j'allais dire les prodigalités.

Le 18 mars 1349, avec de nouveaux considérants pompeux, il donne à son « physicien » entre vifs et à perpétuité une maison à Beauvoir, appartenant précédemment au seigneur Pierre Marayse et à Jean son fils, récemment décédés, près de la maison d'Alamandon, ci-devant maréchal-ferrant, un jardin sis dans ledit bourg, et une grange au-dessous dudit jardin. Il y ajoute, tant pour le gratifié que pour ses successeurs, la totalité des censes, revenus et droits qui appartenaient auxdits Pierre et Jean Marayse dans le mandement de Beauvoir, en quoi qu'ils consistent et puissent consister: blé, vin, sommes en argent, poules ou autres. Les Marayse avaient donc déjà une investiture delphinale. Maître Philip est investi à son tour avec les injonctions habituelles: au châtelain de Beauvoir, de maintenir Philip en possession; aux tenanciers, de s'acquitter entre les mains de l'investi comme ils le faisaient entre les mains de ses prédécesseurs. Quelques jours après, le 30 du même mois, intervenait entre Humbert et la cour

de France l'acte de cession depuis longtemps préparé et peu à peu amené par l'habile diplomatie de Philippe de Valois. Il fut précédé et suivi d'une série de mesures destinées à opérer sans à coup cette transmission de pouvoirs. Rien ne fut brusqué. En particulier, les générosités consenties par Humbert au profit de ses « familiers, serviteurs, gens de sa maison et commensaux », furent ratifiées et confirmées par le Valois, son fils et son petit-fils. Au dos de notre acte, Charles, nouveau dauphin de Viennois, aîné de l'aîné du roi de France, déclara le 16 septembre suivant tenir pour bonnes et valables les dispositions faites en faveur de « notre cher Maître Philip... », qualification empruntée à la donation primitive. Les héritiers de Maître Philip en gardèrent longtemps l'original, puis la copie en forme du XV^e siècle, transcrite ci-dessous au n^o 2 des pièces justificatives.

Personnellement, le donataire ne devait pas jouir longtemps de tous ces avantages. Il précéda dans la tombe son maître et bienfaiteur. En effet, un acte non daté, relatif aux comptes des différentes châtelainies du Dauphiné, publié dans les *Documents historiques inédits*, et présumé par le chanoine U. Chevalier de 1352-5, nous apprend, à propos de Chorges, que feu Maître Philip en tenait précédemment la châtelainie en viager⁵.

Les héritiers du médecin avaient donc recueilli en pleine propriété les immeubles de Beauvoir, dont nous ne pouvons connaître la valeur. Ils y ajoutèrent au même titre les censes, revenus et droits divers attribués à leur auteur dans le mandement de Beauvoir : l'acte constitutif ne semble point douteux dans le sens de cette vocation héréditaire. Seulement, en quoi consistaient au juste ces avantages ? Nous trouvons bien, dans l'acte de cession du 30 mars 1349, un article par lequel Humbert se réservait diverses châtelainies, entre autres, héréditairement, le château de Beauvoir, et, en viager, les censes de ce pays⁶.

⁵ *Caturicas tenebat magister Philippus condam ad vitam.* (*Op. cit.*, p. 133.)

⁶ GUIFFREY, *op. cit.*, p. 228-229. — Les gens de Beauvoir et autres

Celles-ci sont évaluées, sur le même acte, à 60 setiers de blé, 120 setiers de seigle, 100 setiers d'avoine, 4 setiers de châtaignes, 120 poules, 6 livres en argent. Mais, sur ces quantités, quelle était la portion jadis inféodée à la famille Marayse, et maintenant dévolue à la famille Philip ? Comprendait-elle le tout, ou plutôt une partie, et quelle partie ? Nous n'avons sur ce point aucun renseignement.

La main qui, après le décès de Philip, délivra à ses descendants la copie ci-dessus analysée, fait allusion à la validité de cet acte de 1349, reconnaît cette validité, mais ajoute indiscrètement : « à moins que la donation eût été excessive. » Pourquoi cette mention ? Y eut-il ultérieurement menace de réduction ? En tout cas, nous ne pouvons avoir de doute sur la très grande importance de cette libéralité.

*
**

Plus intéressante que la « donation rémunératoire » de 1349, est la « fixation d'honoraires » — j'emploie à dessein des expressions modernes — de 1342. Nous avons ici, tout au moins, des quantités certaines, quoique fort difficiles à évaluer en numéraire à la valeur actuelle de l'argent, j'entends à la valeur d' « avant-guerre ». Essayons néanmoins cette évaluation.

Pour la valeur d'usage du florin d'or à cette époque, les auteurs varient entre vingt francs, évaluation assurément trop faible, donnée en 1843 par E. de Laplane (*Histoire de Sisteron*, I, p. 116 et 321), et 117 francs, évaluation donnée par J. Roman (*Histoire de Gap*, p. 61 et 74). Je préfère fixer ce pouvoir d'achat à 70 francs, chiffre que veut bien me proposer notre savant confrère de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, spécialiste en numismatique et évaluations de ce genre, M. Roger Vallentin du Cheylard.

terres retenues en viager par Humbert (*dalpinus antiquior*) demeurèrent sous sa juridiction, et ne devaient aucun hommage au nouveau dauphin. (Actes des 16 juillet 1349 et 10 septembre 1354) : ce fut donc le cas du médecin Philip.

A ce taux, les cent vingt florins représentaient tout d'abord un traitement annuel en argent de neuf mille quatre cents francs de nos prix de 1914. Quant aux prestations en nature, voici ce que l'on peut en penser.

L'acte déjà cité du 30 mars 1349 nous donne les cours des denrées, blé et vin, par *setier*, mesure qui pratiquement équivaut à la moitié de la charge ou saumée. Pour Beauvoir même, le setier de blé est coté six sols, trois deniers. En ce qui touche le vin, Beauvoir n'en fournit point aux censes, mais le prix du setier pour la ville voisine, Saint-Marcellin est de trois sols, trois oboles. Nos vingt saumées de blé représentent donc 250 sols, et les vingt saumées de vin, 124 sols, 8 deniers, 8 oboles, soit sensiblement moitié du blé : en tout 375 sols.

Combien ceci représente-t-il de florins ? La valeur au change du florin a subi en Dauphiné, de 1345 à 1350, les plus grandes variations (*Documents inédits...* p. 128-130). De 11 sols 2 deniers à l'Annonciation de 1345, le florin monte par gradation jusqu'à 28 sols à Noël 1347, puis redescend en 1348 à 16 et 17 sols, remonte au début de 1349 à 24 sols, 8 deniers, puis pendant les deux années 1349 et 1350 oscille entre 26 sols, et 15 sols, 7 deniers. En prenant comme moyenne 22 sols, nos 375 sols font environ 17 florins, ou 1.200 francs sur les bases d'évaluation que j'ai adoptées.

Notre médecin ainsi pourvu soit dans l'Embrunais même, d'où il était originaire, soit au lieu de Beauvoir où l'avaient fixé ses fonctions, et dans le pays voisin de Chevrières, jouissait par conséquent — sans parler de l'importante donation de 1349 — d'appointements annuels de 10.600 francs (9.400 + 1.200 fr.) au taux d'avant-guerre.

Mais, en semblable matière, tout est affaire de comparaison. Quels étaient, à la même époque, la situation et les honoraires courants des « confrères » du médecin Philip ? Le v^e G. d'Avenel (*Honoraires des professions libérales, médecins et chirurgiens*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1907, I, p. 119) dit à ce propos : « Nos bourgeois contemporains sont... plus généreux, parce qu'ils sont plus

riches que n'étaient les grands personnages de jadis; et leur clientèle est moins oppressive parce qu'elle est plus divisée. Le médecin, l'artiste du moyen âge devait, pour bien vivre, vivre à la solde d'un patron puissant: client unique qui devenait un maître. Les « physiciens » des princes touchaient un traitement annuel qui variait de 2.250 fr. pour le médecin du comte de Savoie (1401), jusqu'à 22.000 fr. pour le chirurgien de Charles le Sage. Ce dernier chiffre est très exceptionnel; de même que ceux des 19.500 fr. attribués au premier médecin de la reine Anne de Bretagne (1498), et de 14.600 fr. accordés au médecin d'un infant d'Aragon (1380)¹.

Pratiquement, les appointements allaient de 4.000 à 8.000 francs. Le premier « maître en médecine et physicien » du duc de Bourgogne avait 7.000 francs, le second 5.700 francs. Celui du duc de Berry 6.000 (1397); celui de la reine Isabeau de Bavière 5.800. Le médecin ordinaire et le chirurgien de l'archiduc-roi d'Espagne (1501) ont pareillement 6.700. Plus économe, le duc d'Orléans ne payait que 4.560 en 1445, et son aïeul, en 1360, que 1.630 francs. Le comte de Nevers donnait 2.400 francs, et des seigneurs moins notables 1.000 à 1.500 francs seulement: le médecin de l'évêque de Troyes touche 860 francs par an (1342)... »

Maître Philippe Philip était donc des plus « honorés » parmi les « physiciens » de son temps. Ne parlons point des deux chevaux que, par-dessus le marché, lui fournissait son fastueux et faible maître: c'était, plutôt qu'un avantage, une charge imposée pour de fréquents et longs

¹ Le lecteur voudra bien se rappeler que tous les chiffres, sans exception, contenus dans cet article, sont, comme ceux des articles antérieurs sur les mêmes sujets, des *chiffres actuels*. C'est en monnaie de nos jours que sont exprimées ici toutes les sommes de jadis, préalablement traduites et converties, d'abord suivant leur valeur intrinsèque en grammes d'argent, ensuite selon la *puissance relative d'achat* d'un gramme d'argent autrefois et de nos jours. [Note de M. d'Arvenel.] — Cf., du même auteur, un article sur le *Pouvoir de l'argent*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1892.

déplacements; nous verrons du reste tout à l'heure dans quelle mesure il était défrayé de cette dépense et de plusieurs autres.

*
**

Mais ce n'était point, vraiment, une sinécure que d'être médecin d'Humbert II. Je me contente de reproduire, en les traduisant du latin, quelques-unes des dispositions du statut imposé en 1340 à l'homme de l'art chargé de veiller sur la santé du Dauphin (VALBONNAIS, *op. cit.*, II, p. 396).

« Pour régler la conduite de notre santé, nous voulons avoir un médecin spécialement attaché à notre personne, et par suite à notre famille, lequel fera partie de notre maison aux gages de soixante florins d'or par an. Nous annulons complètement toute autre pension qui lui aurait été faite. Il aura un cheval pour lui et un autre pour un valet ou clerc, avec indemnité d'un gros par jour et par chaque cheval. Il aura un valet de pied clerc aux gages de, etc...

Ledit médecin ne devra soigner ou visiter aucun malade hors de notre maison sans notre autorisation spéciale.

Tous les jours, soir et matin il nous fera visite, recherchera par sa science et son diagnostic l'état et disposition de notre personne, pour la conserver en santé, avec l'aide de Dieu. Il ne négligera point de conférer chaque jour avec les officiers de notre maison et cuisine, pour faire préparer les aliments qui nous conviennent le mieux, et dont apparaîtra l'utilité; il devra aux heures des repas souvent constater notre état de ses propres yeux, et y assistera pour régler notre régime de façon de plus en plus satisfaisante.

Lorsqu'il y aura lieu de nous ordonner quelque médicament, ledit médecin devra être présent et s'assurer personnellement comment ce médicament est fabriqué par l'apothicaire, afin que par ignorance ou négligence de celui-ci ou pour toute autre cause, il ne soit fait aucun manquement qui en annulerait l'effet.

Des denrées médicinales qui existent actuellement dans

notre maison et y entreront par la suite, l'apothicaire fera faire inventaire, et en donnera connaissance à notre maître d'hôtel ou trésorier, afin qu'il puisse être pris des mesures au sujet de ce qui manquerait; il en sera dressé trois originaux identiques, qui seront gardés: l'un par le médecin; un autre par l'apothicaire; le troisième par nos trésoriers, afin que chaque année il puisse être tenu compte de ces denrées, soit par celui qui en sera le gardien, soit par l'apothicaire... »

D'ailleurs, le nom du médecin alors en charge (en 1340) n'est pas davantage donné dans cet acte qu'il ne l'avait été dans l'acte de réglementation (*ordinacio*), fort détaillé, de la maison du dauphin et des deux dauphines, en 1336 (VALBONNAIS, II, p. 308 et 309). Cet acte de 1336 avait prévu pour le service de la dauphine mère, Béatrix de Viennois, « un médecin avec un serviteur », et, pour le service du dauphin Humbert et de Marie des Baux, son épouse « notre médecin, avec un écuyer ou clerc, un palefrenier et deux chevaux ». L'apothicaire, n'a, lui, ni serviteur ni cheval. Comme les autres gens du dauphin et le dauphin lui-même, le médecin reçoit deux fois par an un lot de vêtements: à la Toussaint, les habits d'hiver; à Pâques, les habits d'été. Il n'est pas compris nominativement dans le rôle de distribution des vivres, boissons, torches et chandelles, fournitures d'écurie. Mais, en termes généraux, tant pour sa personne que pour ses chevaux, il est traité à l'égal des simples chevaliers.

Nous connaissons le nom d'autres médecins d'Humbert II. Par exemple, Maître Georges Portier (*Januensis*), médecin et chirurgien, est désigné en 1345 comme devant servir dans la croisade contre les Turcs; il recevra — pour lui et sa suite — dix florins d'or par mois: cette solde « de campagne » est donc seulement égale à la fraction en argent que touche son confrère Philip. Maître Girard ou Gérard et Maître Guillaume figurent aussi dans les rôles de cette expédition d'outre-mer: on les trouve à Venise en 1345. Maître Girard paraît encore, avec Maître Jacques, dans une liste d'attachés à la maison delphinale, à propos

des deux chevaux affectés au service de chaque médecin. C'est encore Maître Girard, qui, sous le nom de Girard de Saint-Déodat ou « Dieu donné », est gratifié de la misralie du Champsaur, suivant lettres de provision données à Avignon le 6 juillet 1347 (Arch. de l'Isère, B. 2953, dans le *Liber copiarum Graisivodani*, f° 57), et qui paraît une dernière fois dans une liste de 1348.

Ces divers documents ne mentionnent d'ailleurs nulle part le nom de Maître Philip.

*
**

Ce dernier, devenu vieux, habitait assurément Beauvoir même, seule raison d'être d'une donation immobilière dans ce pays. Que devint sa postérité ? L'*Armorial de Dauphiné* donne au mot Philippe le nom de Humbert Philippe qui, venu d'Embrun, aurait en 1335 habité Le Cheylas en Graisivaudan. La postérité se serait éteinte vers 1600. Dans un document de 1343, le chanoine U. Chevalier lit *Humbertus et Philippus* : ceux-ci figurent, dans la même région, au nombre de ces vavasseurs et écuyers dont la multiplicité faisait dire à un document en français de la même année 1343 : *d'autres fiez petit et gentils hommes vavasseurs a parmi le Dauphiné tant que c'est merveille*. Étaient-ils bien frères, et fils de notre personnage ? Je ne sais où Rivoire de La Bâtie a pris le renseignement relatif à l'origine. En tout cas, il serait curieux que, l'un de ces Philippe ayant gardé le nom patronymique ou le nom de baptême des siens, l'autre l'eût emprunté à un souvenir rappelant la race bienfaitrice de la famille. Je n'ose supposer un parrainage d'Humbert II, puisqu'il y aurait eu entre parrain et baptisé une bien faible différence d'âge.

On sait la date de la démolition du château de Beauvoir, ordonnée par Louis XI en 1476. Mais le tourbillon destructeur des hommes et des choses a épargné jusqu'à nos jours quelques ruines, décrites par J.-J.-A. Pilot et représentées par une gravure dans l'*Album du Dauphiné*, en 1835. Aujourd'hui encore, la majesté de ces vestiges atteste

la splendeur de la dynastie, au temps où le château recevait la visite de tant de personnages à nous connus par les archives de la Chambre des Comptes. En ce temps, le médecin Philip soigna son illustre seigneur Humbert II, — la jeune dauphine Marie des Baux, que, pendant la croisade, l'on devait ramener de Céphalonie dans un cercueil, — leur petit André, cet enfant mort en bas âge, de maladie plutôt que d'accident, unique rejeton d'un sang maintenant appauvri : mais ce sang avait été vaillant, et digne de laisser son nom à notre province de Dauphiné.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Beauvoir, 27 octobre 1342. — *Lettres patentes du dauphin Humbert II portant concession à son médecin Philippe Philip d'un gage annuel de 120 florins et de diverses prestations en nature.* — Copie en forme aux archives de l'Isère, B. 3168. Quelques passages sont effacés.

Humbertus, dalphinus Viennensis, universis et singulis, modernis pariter et futuris, rei geste noticiam cum salute. Honori nostro convenit dignumque est, et debitum apud fideles nostros continuos precipue utiles servitores nostre liberalitatis dexteram per effectum gracie exhibere. Attentoque quod magister Philippus Philippi de Ebreduno phisicus noster fidelissimus, ut jam casibus plurimis cognovimus in propria nostra persona, nobis servivit utile bono corde et sattagit cotidie servire; cui cum duobus equis statuimus salarium sex viginti florenorum annuatim per eum habendorum, unacum viginti frumenti et viginti vini saumatis pro oneribus uxoris sue ejusque hospicii supportandis; nos ex certa nostra sciencia ut omni tempore deinceps ipse magister Philippus phisicus noster dilectus quamdiu vixerit ac bene et fideliter se habeat, dictorum sex viginti florenorum annualium satisfactionem obtineat pacifice integram et perfectam, eidem pro nobis nostrisque heredibus et successoribus,

tradimus, concedimus et assignamus bajuliā nostram et clavariam Caturicorum cum ejusdem bajulie et clavarie muneribus, premiis et emolumentis universis pro summa florenorum predicta, ita quod idem magister Philippus ex nunc in antea teneat et exerceat per se vel per alium ydoneum, nomine et loco sui, officium bajulie et clavarie predictorum [*sic*], percipiatque integre et sibi ipsi retineat munera, premia et emolumenta quelibet earundem pro satisfactione dicte summe, sive magis, sive minus valeant jura et emolumenta predicta, absque eo quod nobis vel auditoribus computorum nostrorum teneatur exinde aliquantulum computare; mandantes injungendo bayliivo et judici nostris Ebreduni modernis et futuris, vel et... tenentibus quatenus ipsum magistrum Philippum phisicum nostrum quem nos tradicionem tenoreque presentium ponimus in... officii bajulie et clavarie dictarum cum suis pertinentiis et substitutum vel substituendum in ibi ab eodem... manuteneant et conservent de cetero quamdiu ipse magister Philippus vixerit, ut prefertur, in officio supradicto... perceptione jurium et emolumentorum ejusdem quibusvis aliis ordinationibus vel licentis cum suis continencie vel... non obstantibus quoquemodo; mandantes etiam subditis nostris Catericarum [*sic*] et aliis ad quos spectat seu spectare poterit... ut eidem magistro Philippo, et illi seu illis quem vel quos ibidem ordinaverit loco sui, in omnibus et per omnia que ad dictum officium pertinere noscuntur, pareant, sibi que solvant et respondeant de nostris viribus universis; quod quidem officium bajulie et clavarie magister Philippus surpradictus nobis supra sancta Dei evangelia juravit fideliter quod ibi non pereant jura nostra exercere, eaque jura nostra custodire sollicitè et districtè, et subditos minus debite non gravare; preterea volumus et expresse mandamus castellano Capriliarum presentibus et futuris quatenus dicto magistro Philippo vel ejus certo nuncio vel mandato etiam solvant et deliberent annuatim ut antea per nos ibidem fuerat assignatum viginti frumenti et viginti vini saumatas supradictas, quas in ipsius castellani Capriliarum moderni et futurorum computis per auditores computorum nostrorum alloquare volumus et jubemus, habita inde ab ipso magistro Philippo licentia confessionis et recepte.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum in Bellovidere, die vicesima septima mensis octobris, anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo secundo

Au dos : Translatum litteræ magistri Philippi.

II

Romans, 18 mars 1349. — *Lettres patentes du dauphin Humbert II, confirmées par le dauphin Charles le 16 septembre 1349, portant donation rémunératoire à son médecin Philippe Philip d'une maison sise à Beauvoir-en-Royans et de divers cens à percevoir dans le mandement dudit Beauvoir.* — Copie en forme aux archives de l'Isère, B. 3026.

Humbertus, dalphinus Viennensis, universis et singulis, rei geste noticiam et salutem. Illis qui nobis diu fideliter servierunt, manum nostram debemus porrigere adjutricem. Sane, cum dilectus magister Philippus Philippi, de Ebreduno, fidelis phisicus noster, nobis dudum et nostro hospicio plurima obsequia et servicia impenderit, et que adhuc impendere ferventius animatur; igitur in retributionem obsequiorum et serviciorum hujusmodi eidem magistro Philippo, pro se et suis successoribus et heredibus recipienti, damus, donamus, cedimus et concedimus donatione pura, simplici ac irrevocabili inter vivos, pro nobis et nostris in perpetuum, videlicet quamdam domum que quondam fuit domini Petri Maraysii et Johannis, ejus filii, nuper defunctorum, sitam in loco seu burgo Bellivisus in Royanis, juxta domum Alamandoni, manescalli quondam ex una parte, et juxta domum Petri de Sancto Dyonisio quondam; item quemdam ortum domini Petri Maraysii militis, et Johannis ejus filii in dicto burgo situm, et grangiam infra dictum ortum existentem, confinatum ab una parte juxta domum confratrie dicti loci, ab alia juxta domum Petri Oyselli et Johannis Oyselli nepotum Martini Oyselli ex alia, et juxta viam publicam ex alia et juxta vineam Richardi Solelheri, cum suis aliis ceteris confinibus; item omnes census, redditus et servicia que et quos dicti dominus Petrus et Johannes, ejus filius, habebant, tenebant, possidebant ac percipiebant in mandamento Bellivisus predicti antiquo seu novo, communiter vel divisim, sive in blado, vino, pecunia, gallinis aut aliis quibuscumque rebus consistantibus, una cum eorum juribus, dominiis, emolumentis, et obventionibus quibuscumque. Que quidem res, census, redditus et servicia ad nos pervenerant pleno jure, et easdem ac eosdem possidebamus et pacifice tenebamus, damus, inquam, nostro dicto magistro Philippo pro se et suis dictas domum, ortum, census, redditus et servicia supradicta ad habendum et possidendum, vendendum, permutandum, alienandum, et, quidquid sibi et suis de dictis rebus

omnibus donatis placuerit, p̄petuo faciendum, jure majoris domini et feudi segneria et aliis servitutibus nobis in omnes competentibus ac quecumque semper salvis et etiam reservatis, devestientes nos de predictis rebus donatis, et dictum magistrum Philippum pro se et suis investientes et retinentes per traditionem presentium litterarum, ac constituentes ipsum pro vera ratione et verum dominium ut in rem suam, ita quod amodo possit exercere et experire directe tanquam de re sua propria, sicut nos poteramus ante donationem presentem et que quilibet dominus potest facere de re sua, salvo et retento nobis et nostris ut supra; mandantes insuper tenore presentium castellano nostro Bellivisus moderno et futuris quatinus dictum magistrum Philippum in possessionem dictarum rerum donatarum inducant, et ipsum inductum et suos tueantur pacifice et defendant, ac precipientes quibuscumque tenementariis dictos census, servicia facientes, ut eosdem recognoscant, solvant et reddant deinceps annis singulis dicto magistro Philippo et suis post eum prout eos et ea dictis domino Petro et Johanni ejus filio quondam, et nobis post ipsos, recognoscere, facere et solvere tenebantur. Quos tenementarios, ad finem quod dicto magistro Philippo recognoscant, tradant et solvant, et suis post eum, dictos census et redditus, per presentes solvimus et quitamus. Datum Romanis, die XVIII mensis marcii annò Nativitatis Domini M° CCC XLIX°. Per dominum, assistentibus dominus electo Aurasicense et preceptore Navarre. Expeditum.

Au dos: Karolus, primogenitus primogeniti Francorum regis, delphinus Viennensis, notum tenore presencium facimus universis nos vidisse litteras patris, fratris et domini nostri Humberti, antiquioris dalphini, hiis nostris presentibus anexatas, tenore presencium laudamus, ratificamus, approbamus et expresse confirmamus, universis et singulis officialibus nostris, presentibus et futuris harum serie precipiendo, mandantes quatinus dictas litteras hic anexas, et omnia et singula in eisdem contenta dilecto nostro magistro Philippo, dictis litteris nominato, et suis post eum heredibus seu successoribus atendant inviolabiliter et observent. Datum Romanis, die XVI mensis septembris anno Domini M° III° XLIX°. Per consilium in quo erant dominus archiepiscopus Lugdunensis, episcopus Gratianopolitanus et cancellarius. Expeditum.

Pro Philippo Philippi, pro quadam domo.
Valuit donatio, nisi fuerit excesiva.
Liberorum magistri Philippi phisici quondam.



LES HUGUES DE BÉNIVENT

Par M. l'abbé J. BERMOND.

Le très intéressant article de M. Chauvet paru récemment dans notre Bulletin (1^{er} trim. 1919, pp. 1-35), m'a inspiré la pensée de publier quelques notes, pour la plupart inédites, que j'ai eu occasion de recueillir, principalement dans les archives communales de Lagrand, sur la famille maternelle de l'infortuné Antoine Chevandier.

Celui-ci, en effet, était par sa mère, Marie Tardieu, petit-fils de Suzanne Hugues de Bénivent. Or, Suzanne Hugues de Bénivent appartenait à une des principales familles de Lagrand; son père, David Hugues de Bénivent, y était né et y mourut, et c'est probablement aussi là qu'elle-même était née et s'était mariée.

Pendant plusieurs siècles, il a existé à Lagrand plusieurs familles portant le nom de Hugues. Dans une transaction de 1498 figurent, entre autres, trois familles de ce nom; en 1551, un Hugues est baile ou châtelain, un autre Hugues, consul, et enfin, le fils d'un troisième Hugues est promu à la cléricature. Mais les documents que j'ai eus en main ne m'ont pas permis d'établir de façon certaine la filiation de ces diverses familles, si ce n'est à partir du commencement du XVII^e siècle.

Pour la famille qui nous intéresse¹, le premier que nous puissions identifier sûrement est David Hugues, cultivateur et, en même temps « garde-notes, notaire royal

¹ Esprit-Hugues, fils de François et prieur de Lagrand en 1599, appartenait probablement à une autre famille Hugues, dans laquelle on conserve encore des papiers lui ayant appartenu.

delphinal héréditaire » de Lagrand. Il paraît ainsi qualifié depuis l'an 1600, et meurt en 1626.

Il a pour fils François, qui lui succède dans son office et qui exerce encore cette charge en 1646; mais, dès 1651, celle-ci a été cédée à M^e Provansal, notaire à Saléon, chez lequel les minutes notariales auraient, dit-on, péri dans un incendie.

François Hugues était le plus riche propriétaire de son pays : outre un domaine au village, formé des meilleures terres et vignes du lieu, il possédait, à la campagne, une ferme connue sous le nom de Martel, et à Nossage, deux autres fermes, celle du Collet et celle de Bénivent, lesquelles lui donnaient respectivement un revenu net de 150, 160 et 75 livres.

Son état de fortune lui permettait de tenir un certain rang et de vivre bourgeoisement. En effet, dans un exploit d'huissier du 15 mars 1653 (relatif à une somme de 85 livres 12 sols, prêtée à la communauté de Lagrand pour les dépenses d'étapes et quartiers d'hiver des armées, et recouvrable sur la communauté de Rambaud), il est qualifié bourgeois; de plus, on trouve d'ordinaire son nom précédé du mot « sieur », qui, dans le langage de ce temps, est l'appellation distinctive du bourgeois.

Calviniste obstiné, il émigre à la révocation de l'Édit de Nantes. En 1688, le châtelain Balthazar Lombard, son beau-frère, nomme deux arbitres pour estimer les fonds et meubles délaissés par « Monsieur Hugues, qui s'en est allé hors du royaume ». On trouve qu'il a fait donation de tous ses biens à son fils David. Mais, comme deux précautions valent mieux qu'une, il a encore eu soin de faire le vide dans sa maison. On n'y trouve en effet, d'après l'inventaire, que sept cartes de géographie encadrées, deux tableaux des rois en papier, deux vieilles hallebardes, une épée rouillée et une émine à mesurer les grains. Le 12 novembre de la même année, le premier consul de Lagrand remettait au premier consul de Gap, procureur du Roy, les armes ci-dessus nommées et, en outre, « un fusil rompu au bout, le tout livré par David

Hugues ». Six ans plus tard, François Hugues était rentré dans sa famille et y mourait paisiblement peu après.

David Hugues, son fils, était né en 1648. Il fit des études de droit et devint avocat au Parlement de Grenoble ; puis il fut nommé juge de Lagrand et autres lieux, en résidence à Serres où s'exerçait la juridiction et où on le trouve dès 1689. Il n'était plus alors David Hugues tout court : depuis au moins dix ans, il signait et on l'appelait Hugues de Bénivent, du nom de la ferme que son père possédait à Nossage, au quartier des Bénévents, en langage vulgaire « les Béniventz ».

Notons, en passant, qu'à la même époque ses deux cousins germains, fils du châtelain Balthazar Lombard, ajoutèrent également à leur nom le nom d'une de leurs terres : Louis, celui de « La Grâce », et son frère, celui de « La Buisse », avec moins de raison, semble-t-il, car les terres de ces derniers étaient toutes roturières, tandis que celles appartenant à David Hugues à Nossage étaient nobles, tout au moins en partie. Mais, à ce compte, tous les habitants de Nossage et les nombreux propriétaires de Lagrand et d'Orpierre qui possédaient des immeubles dans ce quartier, auraient eu, peut-être, autant de droit que M. de Bénivent à prendre le nom de leurs champs, car presque toutes les terres de Nossage étaient ou nobles ou exemptes de tailles. « Le terroir de Nossage, affirme une déclaration officielle du châtelain et des consuls de Lagrand, faite le 12 juin 1673 au sujet des francs-fiefs, n'est pas sujet à l'alivrement, car il est exempt de toutes charges ». De plus, tous ces propriétaires étaient, quelques années plus tard, portés au rôle dit du franc-allen².

Ce fut sans doute pour donner à son habitation de Lagrand, en même temps qu'à son nom, tournure de noblesse, que David Hugues accota à la maison de ses pères, sur

² Archives de Lagrand : déclaration de 1673 ; rôle du franc-allen et eaux et fontaines pour 1609. — Néanmoins, cette prétendue exemption n'est ni mentionnée ni revendiquée en 1789, dans la réponse de la communauté au questionnaire de la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné.

la façade principale, au midi, deux demi-tours qui ne dépassaient point la pente de la toiture du corps principal. L'une d'elles subsiste encore ; l'autre, menaçant ruine, vient d'être démolie. C'est précisément en la démolissant que l'on a pu se rendre compte, de façon exacte, qu'elle ne faisait point corps avec l'édifice principal, mais avait été ajoutée après coup. Ces tourelles avaient d'ailleurs tous les caractères des constructions des XVII^e et XVIII^e siècles, tandis que la maison elle-même est d'une époque beaucoup plus ancienne. Sur la façade nord, en effet, le linteau de la porte d'entrée porte un arc en accolade très grossièrement sculpté ; à côté, on admire une fenêtre dont l'arcature, en accolade aussi, rappelle ce que le XV^e siècle nous a laissé de plus gracieux en ce genre. Si rien de semblable n'existe sur la façade sud, c'est que celle-ci, plus exposée aux intempéries, a dû être refaite postérieurement.

En dépit de son nom, David Hugues de Bénivent n'est jamais qualifié noble dans les documents, mais toujours sieur ou bourgeois, tout comme cinq ou six autres habitants de Lagrand.

Fort serviable, il est un des banquiers habituels de sa communauté, à une époque de misère où les pauvres communautés avaient souvent besoin de recourir à la bourse des détenteurs de la fortune. En 1720, la communauté de Lagrand ne lui doit pas moins de 500 livres, suivant obligations du 4 mai 1677, du 4 février 1679 et arrêté de compte du 23 novembre 1720, sans parler des 11,000 livres dues à son beau-frère, Pélorie, avocat en la Cour de Grenoble. Le prieur Philippe Giraud, qui se connaissait en hommes et en affaires, le choisit pour mandataire ; une autre fois, M. de Château-Villar, sub-délégué de l'intendant à Gap lui écrit le 16 juin 1707 au sujet d'affaires intéressant la communauté de Lagrand, ajoutant ensuite délicatement, comme on savait le faire à cette époque de haute courtoisie : « Oserais-je, monsieur, prendre la liberté de vous employer à la commission d'une montre que je voudrais faire venir de Genève, où, je

crois, vous avez des connaissances ? Si vous me faites la grâce de me le promettre, j'aurai l'honneur de vous écrire de quelle manière je la désire et de vous envoyer l'argent. Je vous serais très obligé si vous preniez la peine de me marquer là-dessus votre sentiment et si je puis compter en avoir une bonne de ce pays-là. Les offres obligeantes que vous m'avez faites vous attirent cette importunité. Je suis, avec très parfaite considération et beaucoup de respect, monsieur, votre très humble et obéissant serviteur. CHATEAU-VILLAR. »

Ce n'est certainement point sans raison ni sans malice, que le subdélégué fait ici allusion aux relations genevoises de M. de Bénivent : c'est à Genève que son père s'était exilé, peu d'années auparavant; c'est de là qu'étaient venus, pour exploiter les mines de fer et de plomb de Lagrand, les Eynard et autres, contre lesquels le seigneur prieur avait obtenu un récent arrêt du vibailly; c'est de là, enfin, qu'arrivaient les « prédicants » avec lesquels, en dépit de la profession publique et obligée, imposée de par ses fonctions, de la foi catholique romaine, notre Bénivent paraît n'avoir jamais complètement rompu : car, s'il fait baptiser ses trois filles par son curé, il a soin de les donner toutes en mariage à des « nouveaux convertis » bien authentiques.

L'une d'elles, Olympe, épouse, en décembre 1702, Joseph Lagier, maire de Valdrôme, nouveau converti comme elle, ainsi qu'en témoigne la dispense de temps prohibé; la seconde, Suzanne, est donnée en mariage à Daniel Tardieu de la Lauze, demeurant à Serres, où elle mourra « hors de l'Eglise », le 1^{er} février 1756; la troisième, enfin, Anne, avait épousé en 1705 Jacques Tardieu, marchand de Saint-Ferréol, très probablement frère de Daniel Tardieu et demeurant aussi à Serres; devenue veuve, elle se remarie en 1718, dans l'église paroissiale de Lagrand, avec sieur François Laget. Anne de Bénivent et son second mari sont tous deux nouveaux convertis: à ce titre, ils font avant leur mariage profession de foi selon la formule du concile de Trente.

François Laget, originaire de Rosans, était capitaine au régiment du Dauphin et veuf de Madeleine de Haute-Porte. Il résidait à Eyguians chez Olympe Autard de Bragard, qui était à la fois sa tante et sa belle-mère.

Il n'est pas sans intérêt d'ouvrir ici une parenthèse pour présenter au lecteur dame Olympe de Bragard, figure trop caractéristique pour être passée sous silence à l'heure où une Hugues de Bénivent entre dans sa noble demeure.

Olympe de Bragard descendait du fameux Balthazar Autard « dict Bragard », capitaine gouverneur d'Orpierre, un des plus valeureux compagnons de Lesdiguières. Elle eut pour père noble Cyrus Autard de Bragard, propriétaire du petit château et du domaine que son aïeul « s'était acquis » à Eyguians, au cours des « troubles ». Calviniste ardent, Cyrus émigra en 1685, en compagnie de sa femme, de ses trois fils et de sa fille. Sa femme, Catherine de Montauban, et sa fille, ne tardèrent pas à rentrer en France : la première mourut peu de temps après ; mais Olympe fut assez heureuse pour obtenir du Parlement, en date du 22 mai 1687, un arrêt en vertu duquel elle fut maintenue en possession et jouissance de tous les biens de son père, sur lesquels sa défunte mère avait été colloquée pour ses droits dotaux s'élevant à 15.753 livres.

Demoiselle Olympe de Bragard avait épousé un lieutenant de dragons, Le Jaune de Haute-Porte. Ce mariage fut malheureux, car Haute-Porte avait une autre femme à Paris, et le Parlement, saisi de l'affaire, dut rendre un arrêt contre lui. Cependant, de cette union était issue une enfant, Madeleine de Haute-Porte, donnée en mariage, comme je l'ai dit, à François Laget, son cousin germain, et décédée sans enfants.

En 1692, Olympe de Bragard revit pour la dernière fois l'un des siens, et dans une circonstance bien extraordinaire. Ses trois frères avaient pris du service dans les armées étrangères : deux d'entre eux avaient été tués en combattant dans les rangs ennemis. Le troisième faisait partie de l'armée du duc de Savoie qui envahit l'Embrunais et le Gapençais, et parvint jusqu'à Eyguians à la tête

de 50 soldats. Sa sœur les hébergea dans sa maison. « Ils n'auraient osé venir si avant sans cet asile, et elle porta des billets de contributions [réquisition] dans les lieux circonvoisins ». Ce détachement ennemi repartit bientôt chargé d'un butin considérable³.

Olympe de Bragard mourut à Eyguians, le 8 février 1737, à l'âge d'environ 94 ans, après avoir « fait abjuration des erreurs de Calvin, Luther et Bèze, en présence de la majeure partie de la paroisse » que ses exemples et ses conseils avaient souvent mésédifiée. « Elle manifestait une grande douleur de ses péchés et reçut tous les sacrements que la grande faiblesse, dans laquelle elle était tombée, lui permit de recevoir. » Elle fut ensevelie dans l'église Sainte-Madeleine, aujourd'hui abandonnée.⁴

Au mariage d'Anne de Bénivent avec François Laget paraît un frère de la mariée, Pierre Hugues de Bénivent, qui signe à l'acte et dont il n'est plus fait mention ailleurs.

Quand à leur père, David Hugues, sieur de Bénivent, il mourut le 22 décembre 1728, muni des sacrements de l'Eglise, et fut enseveli dans le tombeau, encore existant, que son parent, Lombard de La Grâce, possédait dans l'église paroissiale de Lagrand. Il y avait été précédé, en 1709, par un des enfants issus du premier mariage de sa fille Anne.

Anne de Bénivent hérita de la plus grande partie des biens fonciers de sa famille, ainsi que du nom de Bénivent qu'elle transmit à ses enfants. De son mariage avec François Laget naquirent, pour le moins, trois filles et deux fils : Olympe (l'aînée), laquelle après avoir fait abjuration comme son père, épousa, le 6 octobre 1738, son cousin au quatrième degré noble Jacques Autard de Bragard, sieur de Lançon, du lieu d'Orpierre; — Annette, née en 1726,

³ CHARRONNET, *Les guerres de religion... dans les Hautes-Alpes*, p. 518-519. Ces deux pages relatent, d'après un rapport du curé d'Eyguians à l'évêque de Gap, ses nombreux griefs contre la dame de Bragard et Laget, y compris des injures et voies de fait contre sa personne.

⁴ Actes de catholicité d'Eyguians.

† en 1740; — Anne-Marguerite, qui devait épouser M^r du Serre; — François, né en décembre 1728, † le 6 juin 1731; — Pierre, né le 18 août 1730. C'est sur les actes de baptême de ces derniers enfants que l'on voit, pour la première et seconde fois, le père qualifié « noble »; mais ce mot est mis en surcharge sur le mot « sieur ». La particule « de » ne paraît point encore : Laget la prendra seulement quelques années plus tard. Fut-il alors anobli en raison de ses services militaires ? Mais l'on sait avec quelle facilité les familles bourgeoises et particulièrement les anciens officiers « invalides » prenaient la particule au XVIII^e siècle, sans autre noblesse, le plus souvent, que celle que leur octroyait la complaisante qualification des notaires, des curés ou des procureurs.

Quoi qu'il en soit, il vivait encore, retiré dans son château d'Eyguians, en 1764. Vers la même époque (1767), sans doute veuves de guerre, y vivaient aussi, d'une pension servie par le Roy, ses deux filles de Bragard et du Serre. Celle-ci possédait une des fermes de Nossages.⁵

Son fils, Pierre de Laget, sieur de Bénivent, est dès 1770 en possession des biens fonciers de son aïeul, David Hugues de Bénivent. Il les vend peu après à une autre famille Hugues, de Lagrand, pour acheter en 1776 la seigneurie de Montmorin. Il fait dans l'armée une belle carrière et devient maréchal de camp. En 1790, il est délégué par la ville de Serres pour fixer, de concert avec l'abbé Rolland, constituant, la délimitation des districts de Gap et de Serres⁶. Il réside alors généralement à Avignon, paraît avoir émigré dès la fin de 1790, est décrété d'arrestation par les représentants en mission, le 26 décembre 1793, en même temps que les citoyens de Serres compromis dans le mouvement dit fédéraliste; inscrit sur la liste des émigrés le 3 pluviôse an II (22 janvier 1794). Après la Terreur, il demanda sa radiation, l'obtint provisoirement sur arrêté du District de Serres du 24 frimaire an IV (14 décembre

⁵ Archives de Lagrand et d'Eyguians.

⁶ *Annales des Alpes*, t. III, p. 303.

1795), décéda ensuite à Avignon. Le 6 germinal an X (27 mars 1802), ses héritiers obtinrent de Fouché, ministre de la police générale, son « élimination » définitive, et, par arrêté du préfet Bonnaire du 21 du même mois, la restitution de ses biens non vendus.

Dans les tableaux estimatifs des propriétés d'émigrés, les biens de Laget sont portés comme se trouvant sur les terroirs d'Eyguians (valeur estimée 25.000 liv.), de Montmorin (valeur estimée 7.000 liv.) et de Laragne¹.

A cette époque, les biens d'Eyguians furent achetés par la famille Lombard, de Lagrand. Ils appartiennent maintenant à l'Administration des Forêts, qui en a fait l'acquisition vers 1900 et qui vient (19 octobre 1919) de livrer le château, pour la somme de 1.700 francs, à un entrepreneur de démolitions.

Quant à la terre de Bénivent, à Nossage-et-Bénévent, elle fut aliénée, elle aussi, vers la fin du XVIII^e siècle. Divisée, depuis, entre plusieurs propriétaires, elle n'est plus dans sa partie principale qu'un champ de maigre pâture.

¹ *Ibid.*, t. II, p. 245. — GAUTIER, *Période révolutionnaire*, p. 29. — *Arch. départ. des H.-A.*, Q. 205.



LA LÉGENDE DU DÉVOLUY

d'après une étude récente ¹

par M. B. FAUCHER

Ce n'est pas un récit de folk-lore, comme pourrait le laisser supposer son titre, que la *Légende du Dévoluy*. Bien au contraire, le travail de M. Arbos est une étude purement critique, dans laquelle l'auteur s'attache à découvrir l'origine de la « réputation fâcheuse pour ne pas dire sinistre » qu'on a faite au Dévoluy.

On peut dire que cette réputation date de la célèbre *Etude sur les torrents des Hautes-Alpes* de Surell (1841). Sans doute Ladoucette, et, avant lui, un de ses anciens subordonnés à la Préfecture des Hautes-Alpes, P.-S. Collin, avaient écrit sur le Dévoluy des pages nettement péjoratives. Mais Surell a si fortement systématisé leurs idées, il leur a donné une telle apparence scientifique, que, depuis la publication de son ouvrage, le bassin de la Souloise a été cité comme le type des régions alpestres ravinées par les torrents issus de la déforestation.

Sa thèse — la légende du Dévoluy, dit M. Arbos — est la suivante : le Dévoluy « était entièrement boisé à l'origine », comme le prouvent les traditions locales et l'existence de troncs ensevelis dans les tourbières. La déforestation, qui a commencé de bonne heure, a eu son achèvement radical sous la Révolution. C'est de la fin du

¹ ARBOS (Ph.). *La Légende du Dévoluy*. — Grenoble, Allier frères, in-8°. 32 p. (Extr. du *Recueil des travaux del' I. G. A.*, 2^e fasc. 1919.)

XVIII^e siècle que datent les phénomènes de ravinement et de dépopulation que l'on déplore actuellement.

Déjà, dans ses *Nouvelles études sur l'économie alpestre* (1907), M. Briot n'avait pas craint d'adopter une manière de voir diamétralement opposée, et de soutenir que le Dévoluy n'avait jamais été boisé, la forêt en étant exclue par la nature du sol. Mais cette argumentation, suffisamment convaincante peut-être pour un forestier, ne pouvait satisfaire un critique aussi exigeant que M. Arbos. Aussi ce dernier a-t-il pris la peine de dépouiller tous les documents susceptibles de le renseigner sur le déboisement et l'activité torrentielle: révisions des feux de 1458 et 1700, réformations des Eaux et forêts de 1700 et 1725-1732, feuille de Briançon de la carte de Cassini parue en 1744, réponses au questionnaire de la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné, 1788.

Un examen impartial de ces documents démontre que le déboisement du Dévoluy est bien antérieur à 1789 et que son ravinement est un phénomène ancien. Certes on trouve quelques faits isolés de déforestation postérieurs à la Révolution. Ainsi, à une séance récente de la Société de statistique de l'Isère, M. P. Lory a signalé que la forêt seigneuriale dite de Pina, qui revêtait les pentes de Bure, avait disparu depuis son attribution à la commune d'Agnières. Mais M. Arbos, présent à la discussion, a pu maintenir que, dans l'ensemble, la déforestation du Dévoluy ne saurait dater du XIX^e siècle.

A vrai dire, certains des documents que nous venons d'énumérer ne sont pas d'une sincérité parfaite. « Ces braves paysans, avoue M. Arbos, qui, s'ils n'avaient pas de forêts, se plaindraient de leur infortune, attribuent parfois aux forêts qu'ils ont la cause de leur misère. » Pour cette raison, il est assez délicat d'étudier la situation économique du Dévoluy à travers les âges. Toutefois la conclusion suivante doit être admise: le Dévoluy sous l'ancien régime n'était pas plus infortuné que la moyenne des pays alpestres.

Cette situation économique a-t-elle empiré depuis la Ré-

volution ? Si la thèse de Surell était exacte, il semblerait que les déboisements de la fin du XVIII^e siècle eussent dû amener la ruine, ou au moins un appauvrissement notable du pays. Or il n'en est rien. « La richesse du Dévoluy en bétail a cru sans discontinuer... 409 bovins et 5.361 ovins en l'an IX, 680 et 9.620 en 1841, 853 et 10.910 en 1891, 903 et 11.182 en 1914. »

Aussi n'est-ce pas au Dévoluy qu'il faut songer quand on veut citer un exemple de dépopulation intense. De 1826 (2.294 habitants) à 1.911 (1795), la perte a été de 21 % : dans les Basses-Alpes, « sur 24 cantons, trois ont diminué de plus de 50 %, sept de 40 à 50 %, dix de 20 à 40 %, quatre de 3 à 19 % ». Le Queyras, qui passe pour une des plus riches vallées des Hautes-Alpes, n'a pas, relativement à la surface exploitable, une densité de population supérieure au Dévoluy, tandis que le Haut Var, le Haut Verdon et les Préalpes de Digne, ont un coefficient nettement inférieur (13 d'un côté, contre 11, 10 et 8 de l'autre).

A quoi donc attribuer la persistance d'une opinion historique aussi erronée que la « Légende du Dévoluy » ? Les gens de Saint-Disdier, se plaignant dès 1458 qu'on ne trouve chez eux *nullus transitus viatorum seu mercatorum*, nous donnent, semble-t-il, la clef de l'énigme. Le bassin de la Souloise est un pays méconnu parce que resté inconnu jusqu'à ces derniers temps. « La profondeur et l'étroitesse des vallées, écrit dans sa conclusion M. Arbos, les éboulis qui les menacent, tout contribue à créer des préventions contre la région, soit qu'on y arrive, soit qu'on la quitte. Elles se dissipent pourtant devant un examen attentif du Dévoluy intérieur, qui n'est certes pas le pays le plus favorisé des Alpes, mais qui est loin aussi d'en être le plus déshérité. »



UN MODÈLE DE MONOGRAPHIE COMMUNALE

à propos d'un ouvrage récent ¹

Par M. J. CHAUVET

Molines en Queyras, œuvre de M. Jean Tivollier, n'a point fait à son apparition (fin 1913, peu de mois avant le début de la guerre) l'objet d'un compte rendu dans notre Bulletin. L'auteur, notre excellent confrère, et parfois collaborateur ², de la Société d'Études des Hautes-Alpes, avait précédemment publié une monographie de la vallée du Queyras. Il a, cette fois, voulu consacrer à sa commune d'origine une étude spéciale et fort complète : il a réussi à nous la donner pleine d'attrait et d'intérêt. L'ouvrage, autographié, tiré à 200 exemplaires numérotés, comprend 528 p. de texte, outre une introduction en langage du pays, avant-propos, errata, une carte et quelques planches hors texte.

Il est, cet ouvrage, suggestif de bien des idées, dont je veux retenir seulement celle-ci : quels infatigables écrivains furent au cours des siècles ces gens des vallées briançonnaises, mais aussi, par corollaire, quels gardiens fidèles et vigilants de tout ce qu'ils avaient écrit ! Le rude hiver aidant, ils pouvaient, on le sait, consacrer à leur instruc-

¹ TIVOLLIER (J.). *Molines en Queyras. monographie physique, historique, économique*, etc. Lyon, impr. de L. Grosjean, 1913. In-8°, XVI-528 p., fig., carte et pl. hors texte. Autographié.

² J. TIVOLLIER, *Règlement de la communauté de Molines (Queyras), fait en l'année 1770...* (1901, pp. 225-236), et *Convention pour la contribution de guerre levée sur le Queyras en 1693* (1906, pp. 25-33).

tion personnelle de nombreux loisirs —, plus nombreux que dans les régions de vie plus facile. Mais ils estimaient à sa juste valeur l'effort ainsi fait, et ne gaspillaient pas leurs *écritures* plus que leurs florins ou leurs ducats. « A Briançon, tout dans la poche », disait le proverbe, — et les papiers dans les solides coffres forts à plusieurs clefs, ou du moins dans les coffres tout court et dans les armoires, entourés du respect et du soin matériel qui les transmettent de génération en génération. Dans cet exemplaire pays, les notaires ne se chauffent point, durant l'hiver, avec les minutes de prédécesseurs plus ou moins lointains; les curés ne laissent point égarer les actes de catholicité, et sauvent même des rats ou de l'humidité quelques vieux « mystères »; les consuls savent le prix qu'il faut attacher aux vieux cadastres, aux anciens comptes, aux délibérations, aux sacs de procès de la communauté; plus qu'ailleurs, les particuliers tiennent et conservent des livres de raison, des notes personnelles, même des Mémoires journaliers... *O fortunatos nimium...*

*
**

A ces sources locales, M. Tivollier a largement puisé, non du reste sans les vérifier, quand besoin était, à l'aide des fonds des Archives départementales de l'Isère et des Hautes-Alpes. Les cadastres communaux et leurs muanciers (depuis le milieu du XV^e siècle, en latin, jusqu'au cadastre actuel de 1824) n'ont pas de secrets pour lui; il retrouve des procès tels que celui des limites et des droits d'usage des habitants de Molines dans le quartier de Riouvert, lequel, paraissant terminé par une vente transactionnelle de l'an 1300, se prolongea, de litige en litige, jusqu'à l'an V de l'ère républicaine; il relève des usages locaux dignes d'échapper à l'oubli; il utilise beaucoup — et c'est peut-être là la partie la plus originale de son travail — les *transitos*, notes journalières émanant d'habitants de la communauté, déjà partiellement connus et cités ailleurs, mais dont il a retrouvé et reproduit un plus grand nombre

(pp. 383-425, et *passim*). De même, il publie (pp. 425-460) et cite souvent dans le texte les Mémoires inédits du notaire Garcin, embrassant la période de 1668 à 1694.

Ces deux dernières sources, donnant une idée exacte de la vie quotidienne de Molines, sont particulièrement intéressantes pour l'histoire des passages de troupes et faits de guerre, et pour l'état des protestants avant et après la révocation de l'Édit de Nantes.

Je ne puis du reste suivre l'auteur pas à pas dans ses XXVI chapitres, bien divisés, avec appendice de pièces justificatives (dont plusieurs relatives au domaine delphinal et aux révisions de feux des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles).

*
**

Mais les Queyrassins ne bornaient pas leur activité à écrire dans leur pays; volontiers ils s'expatriaient pour apprendre à écrire aux autres. Dans ces pittoresques *Fièrre dei Mèstre d'escola*, chantées par Mme V. Lieutaud, on ne les entrevoit pas seulement comme acheteurs, mais surtout comme vendeurs de science.

*Soun toutis aqui, la plumo à l'auriho;
Li plus fort n'an dos: es de saventas!
De-vers lou miejour, venon en famiho
Li gent de Moulino e de Ristoulas...*

Comment, dans leurs écoles de Dauphiné ou de Provence, ces maîtres d'une probité professionnelle reconnue n'enseignaient-ils pas par surcroît un peu du respect qu'il convient de vouer aux vieux papiers et que l'on pratiquait chez eux? Ils n'y songèrent point, sans doute, ou ne convainquirent pas leurs élèves du dehors. S'ils l'avaient fait, on leur devrait la conservation de tant de documents misérablement disparus de nos archives publiques ou privées, surtout des archives communales, si pauvres, de la région! Insuffisamment nombreux seraient peut-être nos archivistés, mais, à coup sûr, trop heureux seraient les chroni-

queurs qui, comme M. Tivollier, voudraient élever à leur bourg ou à leur village un monument bâti de matériaux solides et consistants, c'est à dire avec les proverbiales « pierres du pays ».

NÉCROLOGIE

M. Adrien RUELLE

Notre Société vient d'être cruellement frappée dans la personne de l'un de ses membres les plus distingués, M. Adrien Ruelle, inspecteur général de l'exploitation à la C^{ie} P.-L.-M., subitement décédé à Brunoy, le 5 octobre dernier.

Né le 29 octobre 1867, il était le fils unique de notre défunt confrère Adrien-Louis-Antoine Ruelle, directeur de la construction à la C^{ie} P.-L.-M., auquel les habitants de Veynes ont érigé un buste en témoignage de leur reconnaissance. Dès sa sortie de l'Ecole supérieure des mines, fidèle à ses traditions de famille, il commença sa carrière dans le réseau que son père avait contribué à créer ; il y apporta des connaissances auxquelles a rendu publiquement hommage M. le Directeur général dans l'éloge funèbre prononcé au nom de la Compagnie. « Rapidement, a dit M. Margot, M. Ruelle devint dans le service de l'exploitation un spécialiste du matériel roulant, en même temps qu'un praticien du mouvement... Dans ce rôle si utile au bon renom de la Compagnie, il marqua d'une façon incomparable : plein d'initiative et de ressources, esprit ouvert à tout, servi par un sens pratique de toutes choses, mettant un soin extrême en tout ce qu'il faisait, toujours prêt à toutes les missions. En lui tant de qualités professionnelles s'alliaient à des dons naturels qui lui ouvraient toutes les portes, qui le faisaient aimer de tous. La bonté était dans ses yeux comme dans son cœur et il était le bienvenu partout où il se présentait sur le grand réseau qu'il se plaisait à parcourir. »

Son activité s'étendait d'ailleurs aux questions intéressant le personnel : dans ces dernières années, il avait réussi à créer une importante organisation de cantines, qui a per-

mis d'assurer parfaitement pendant la guerre, dans les grands centres urbains, l'alimentation des agents de la Compagnie.

Ses éminents services lui avaient valu de parcourir rapidement tous les échelons de la hiérarchie : à la fin de sa 52^e année il venait d'être nommé inspecteur général de l'exploitation (1^{er} juillet 1919). Depuis quelque temps déjà il était chevalier de la Légion d'honneur et décoré de nombreux ordres étrangers.

Au risque d'alarmer une générosité qui sut toujours être discrète, il convient de mentionner, entre autres libéralités de M. Ruelle, une initiative des plus heureuses. Grâce à une de ses fondations, deux sœurs de la congrégation de Saint-Joseph s'occupent en permanence à Veynes des soins à donner aux malades. Ainsi se perpétuent les traditions de bienfaisance depuis longtemps en honneur dans cette famille, de nouveau si terriblement éprouvée.

Depuis 27 ans, la population de Veynes témoignait au défunt sa vive sympathie en le réalisant périodiquement conseiller municipal, le plus souvent en tête de liste.

La Société d'études adresse à Mesdames Ruelle le témoignage de sa respectueuse sympathie. — B. F.

M. Augusta LAGIER

Né à Saint-Jean-Saint-Nicolas le 5 mars 1858, Etienne-Joseph-Auguste Lagier, instituteur public, avait débuté dans l'enseignement à Châteauroux le 1^{er} octobre 1880. Après avoir occupé successivement les postes d'Arzeliers, La Beaume, Serres, il s'était pour ainsi dire fixé aux Costes, où il ne passa pas moins de 15 ans, du 1^{er} octobre 1894 au 31 décembre 1909. Admis à la retraite à cette dernière date, il est décédé à Poligny le 21 juillet dernier.

De récentes circulaires du ministre de l'Instruction publique ont orienté les instituteurs vers les recherches d'histoire locale. Notre confrère n'avait pas attendu les instruc-

tions de ses supérieurs pour s'intéresser à l'histoire des Hautes-Alpes : dès 1891 il se faisait inscrire à la Société d'études à laquelle il n'a cessé d'appartenir. Il est à souhaiter que ses collègues suivent son exemple : comme le disaient naguère les instructions ministérielles, les instituteurs ne sauraient mieux faire apprendre l'histoire générale qu'au moyen de l'histoire locale.

Nous nous faisons ici l'interprète des vifs regrets que le décès de M. Lagier a causés parmi ses collègues de l'Enseignement et les membres de notre Société. — B. F.





CHRONIQUE DE L'ANNÉE

Conférences. — Nous ne saurions clore le Bulletin de 1919 sans rappeler les deux conférences organisées à Gap par la Société d'Études dans le courant de l'hiver dernier, et toutes deux écoutées avec le plus grand plaisir par un auditoire nombreux et attentif. La salle Jeanne-d'Arc avait été à cet effet gracieusement mise à notre disposition. Des invitations avaient été adressées non seulement aux membres gapençais de la Société, mais encore à toutes les notabilités de la ville et à leurs familles.

La première fut donnée, le 9 février 1919, par notre confrère M. Joseph Roman, membre correspondant de l'Institut, sur « La rive gauche du Rhin à travers l'histoire » ; la seconde, le 25 mars suivant, par un de nos présidents d'honneur, M. Wilhelm, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, autrefois à Gap, maintenant à Grenoble, sur « Le barrage de Serre-Ponçon, aménagement agricole et industriel de la Durance ». Cette dernière étude, ou du moins sa partie la plus locale, a été publiée dans le présent Bulletin 1919 (pp. 62-78), — malheureusement avec un unique spécimen des beaux clichés qui, à la conférence publique, avaient rendu cette étude plus vivante encore.

**

Le centenaire de la naissance du poète Célestin Roche. — L'année 1919 est celle du centenaire de la naissance de Célestin Roche, le poète mathématicien.

Nos lecteurs le connaissent bien. Le Bulletin de notre Société a publié plusieurs de ses travaux, et, à diverses reprises, rendu hommage au mérite de notre éminent com-

patriote. L'occasion paraît bonne néanmoins de résumer sa vie et son œuvre.

Il naquit le 16 août 1819 au moulin d'Hors, commune de Ventavon. Au sortir de l'école primaire, il suivit des cours qu'avait ouverts dans le voisinage, à sa campagne de Berthaud, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées Janson, l'un des premiers élèves de l'Ecole polytechnique, mis en disponibilité après les Cent-jours. Nommé agent-voyer d'arrondissement à Embrun à l'âge de vingt-deux ans, Roche exerça avec dévouement cette utile fonction jusqu'à sa mort survenue le 5 mars 1861.

Durant sa trop courte existence, il consacra à la littérature les loisirs que lui laissèrent sa carrière administrative et l'éducation d'une nombreuse famille¹.

Membre zélé et dévoué de l'Académie flosalpine, il lut, à la séance solennelle tenue le 12 juillet 1859 à l'hôtel de ville d'Embrun, un poème intitulé *le Génie des Alpes* qui obtint le plus grand succès. Cette œuvre a été éditée depuis par ses enfants, avec illustrations d'Emile Guigues, sous le titre de *La Légende des Alpes*².

Par une délibération en date du 14 janvier 1914, le Conseil municipal d'Embrun a décidé, à l'unanimité des votants, que l'ancienne place du Triangle, où se trouve la maison dans laquelle mourut Célestin Roche, porterait à l'avenir le nom de ce bon citoyen qui employa ses journées à établir autour de la ville le réseau vicinal desservant la région, et ses veilles à célébrer en beaux vers le terroir, le ciel et le paysage embrunais.

J'ai appelé Célestin Roche le poète mathématicien. C'est en effet l'heureuse combinaison de ces deux choses, peu conciliables en apparence pour les esprits superficiels, la

¹ La liste des membres de la Société d'Etudes contient les noms de deux de ses fils, M. Célestin Roche, ingénieur-expert à Grenoble, membre honoraire et ancien secrétaire de cette société, et le regretté Achille Roche, en son vivant architecte à Gap.

² Voir *Notice sur les sociétés littéraires et savantes des Hautes-Alpes qui ont précédé la Société d'Etudes*, dans le *Bull. Soc. ét.*, année 1917, p. 190 et suivantes.

poésie et la science, qui caractérise son talent. Son vers est de forme classique, précis et souvent élégant. Sa science est d'inspiration spiritualiste et chrétienne.

L'un de nos anciens présidents, M. Wilhelm, a dit dans la préface du *Coup d'œil historique sur les mathématiques* : « Célestin Roche était surtout un poète, qui a laissé des œuvres charmantes et d'une grande élévation de pensée; mais son esprit était largement ouvert à toutes les manifestations du vrai, du bien et du beau... » A propos de l'*Isthme de Suez*, M. A. Dumas, ancien secrétaire de notre Société, a dit : « On sait que le poète Célestin Roche, de par sa profession et peut être plus encore par goût, s'adonnait à l'étude des sciences. Il aimait les faits précis, les formules exactes et son vers enfermait souvent un énoncé scientifique. Elever la réalité jusqu'à la beauté sans lui faire rien perdre de sa rigueur, tel semble avoir été son but dans la plupart de ses œuvres... »

On ne saurait plus et mieux dire. Bornons-nous donc à donner la nomenclature des œuvres principales de Célestin Roche, en les groupant en deux catégories, les poèmes, les travaux scientifiques :

I. « Le Système du monde », avec une préface de M. de Lavalette (dans *Bull. Soc. ét.*, 1888, supplément au 1^{er} trimestre); « A Faure de Chaillol » (*ibid.*, année 1893); « Vie intime » (*ibid.*, année 1895); « L'Isthme de Suez » (*ibid.*, année 1899); « La Sœur de charité » (dans *Athénée de Forcalquier*, 1890); « Sur les Grecs » (*ibid.*, 1899); « La Légende des Alpes » (*Grenoble*, 1889); Ode sur le progrès » (dans le *Guide vicinal*, 1857).

II. « Coup d'œil sur les canaux d'irrigation dans l'arrondissement d'Embrun » (dans *Bull. Soc. ét.* 1893); « Coup d'œil historique sur les mathématiques » (*ibid.*, année 1900); « Étude sur l'équilibre des voûtes » (dans *Annales des chemins vicinaux*); « Traité de l'équarrissement et du mesurage des bois » (*ibid.*).

En 1888, l'apparition du *Système du monde* inspirait au félibre L. de Berluc-Pérussis les vers suivants, qui pour-

ront servir d'épigraphie au recueil des œuvres complètes de Célestin Roche.

*Ero un fiu di mount, naît de cor,
Enebria di sublime cavo.
Soun amo en vers fiers s'escampavo,
Quand subran l'agarris la mort.**

**

A propos du retour à Gap du 17^e R. I. — Le 17^e régiment d'infanterie, qui a réintégré, au mois de septembre dernier, la garnison de Gap, a eu, pendant la guerre, l'heureuse idée de commémorer le souvenir de son devancier, le « Royal-Auvergne », en reprenant sur ses fanions de bataillon les armes de l'ancien régiment.

Le « Royal-Auvergne » eut, on le sait, l'honneur de compter parmi ses officiers le chevalier d'Assas. Rappelons à ce propos qu'un décret du 4 juin dernier (*J. O.* du 23 octobre 1919) a autorisé la réversion, sur la tête de son arrière-petit-neveu (Marie-Louis-Fulcrand-François d'Assas), de la pension de 1.000 francs accordée par Louis XVI aux descendants du célèbre chevalier, et invariablement servie jusqu'à aujourd'hui par les gouvernements successifs de la France.

La vaillance du chevalier d'Assas n'est pas douteuse. Mais, est-ce bien lui qui, dans une surprise de l'ennemi, a poussé, sans souci de la mort, le fameux appel : « A moi, Auvergne, voilà l'ennemi ! » ? Voltaire le raconta ainsi, et les contemporains n'en doutèrent point. Depuis, dès controverses se sont élevées. Grimm, et après lui divers auteurs modernes, E. Fournier ainsi que J. Loiseleur, ont attribué ce cri héroïque au sergent Dubois, du Royal-Auvergne. Dubois paya immédiatement de sa vie son acte de courage. Blessé mortellement, le chevalier aurait dit aux soldats qui l'emportaient : « Enfants, ce n'est pas moi qui ai crié, c'est Dubois. » *Grammatici certant...*

Cela se passait au cours d'une reconnaissance, la veille du combat de Clostercamp (15 octobre 1760). L'histoire

* C'était un fils des monts, au cœur haut, — énié de choses sublimes. — Son âme en vers fiers s'épanchait — Quand soudain la mort le saisit.

de la dernière guerre racontera des traits qui ne le cèdent en rien à ce magnifique exemple.

*
**

Un arrêt intéressant. — Depuis la Révolution — et même avant —, les municipalités n'ont pas toujours témoigné à leurs archives les égards qu'elles méritaient. Cette négligence leur a parfois coûté cher, comme le prouve une fois de plus l'exemple récent de La Cluse.

Cette commune possédait, paraît-il, des titres anciens lui attribuant des droits de propriété sur le canton forestier de Rouart, par elle revendiqué contre l'État. Elle n'a pu les produire en justice, et la Cour de Grenoble, confirmant un jugement du tribunal de Gap, vient de la débouter de sa demande.

L'arrêt du 21 octobre 1919 porte que « les lois révolutionnaires ayant nationalisé les biens des couvents, il s'en est suivi que la forêt de Chamforan, et avec elle les parcelles de Rouart qui y étaient comprises, sont devenues la propriété de la Nation ».

Néanmoins les habitants de La Cluse conservent sur ledit canton de Rouart, comme sur l'ensemble de la forêt de Chamforan, l'ancien droit de bûcherage et peuvent y prélever des *mayerie* (bois de construction), en vertu de la transaction du 11 mai 1263, consentie par les Chartreux (*Chartes de Durbon*, n° 484).

Cette transaction, qui concède seulement des droits d'usage bien définis, ne saurait, malgré les dires contraires de la commune de La Cluse, être assimilée aux contrats d'albergement, par lesquels le seigneur aliénait au profit de son vassal tout ou partie de ses droits domaniaux, moyennant le paiement d'un cens perpétuel. A la Révolution, les albergataires sont devenus propriétaires fermes; toutes les prétentions de l'État en vue de remettre la main sur des forêts ainsi albergées par le pouvoir delphinal (p. ex. les forêts du mandement d'Embrun) ont été mises à néant par les tribunaux au cours du XIX^e siècle.

OBSERVATOIRE MÉTÉOROLOGIQUE DE L'ÉCOLE NORMALE DE GARÇONS A GAP
 Altitude : 730^m20 (moyenne barom. 699^m/m) au nord, à l'ombre. Heure des observations : 7 h. du matin (heure astronomique)
 (Relevés de M. CHANOT)

Observations du troisième trimestre 1919

JUILLET						AOÛT						SEPTEMBRE					
Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie		Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie		Jours	Baro- mètre	Minima	Maxima	Pluie	
1	697.0	+8	+25.5	—	0 ^m 7.5	1	705.5	+11.5	+26.8	—	—	1	699.2	+4.0	+13.8	—	—
2	698.0	+8.2	+23.0	—	—	2	705.0	+10.5	+28.8	—	—	2	700.5	+3.0	+22.2	—	—
3	701.0	+10.8	+22.0	—	—	3	702.2	+11.8	+28.7	—	—	3	699.5	+3.0	+16.6	—	—
4	702.0	+6.5	+23.0	—	—	4	701.0	+14.5	+30.0	—	—	4	702.2	+4.8	+25.0	—	—
5	699.0	+5	+25.0	—	—	5	699.2	+12.0	+27.8	—	—	5	703.6	+5.0	+27.8	—	—
6	699.0	+1	+28.0	—	—	6	701.2	+9.2	+24.6	—	—	6	703.0	+7.0	+28.8	—	—
7	700.0	+8.5	+29.0	—	—	7	702.0	+11.0	+26.5	—	—	7	701.5	+7.2	+29.8	1 ^m 7.3	—
8	701.0	+11.5	+28.2	10 5	—	8	702.0	+10.0	+28.2	—	—	8	705.0	+8.8	+29.2	1 5	—
9	702.5	+10	+23.0	1 2	—	9	705.2	+12.2	+30.5	—	—	9	707.7	+8.0	+29.8	—	—
10	701.0	+10.2	+24.0	—	—	10	707.0	+9.0	+32.0	—	—	10	709.4	+9.0	+29.0	—	—
11	699.0	+10.5	+25.2	—	—	11	706.0	+10.0	+33.0	—	—	11	709.8	+9.7	+30.0	—	—
12	699.0	+14	+27.0	—	—	12	706.0	+10.8	+34.8	—	—	12	707.0	+7.0	+30.2	—	—
13	700.0	+8.5	+28.8	—	—	13	705.8	+11.5	+34.2	—	—	13	705.2	+7.5	+29.5	1 0	—
14	703.0	+10	+25.0	—	—	14	704.0	+9.5	+34.5	—	—	14	704.0	+7.0	+26.0	2 0	—
15	699.0	+6.3	+23.0	1 0	—	15	704.0	+11.8	+35.0	—	—	15	702.5	+11.2	+25.0	3 7	—
16	696.8	+6.5	+22.0	2 5	—	16	705.5	+10.0	+35.0	—	—	16	705.8	+13.0	+21.2	—	—
17	703.0	+7.5	+21.8	—	—	17	705.0	+11.7	+35.6	—	—	17	707.2	+10.0	+25.0	3 8	—
18	701.5	+7.7	+27.4	—	—	18	706.0	+15.8	+32.5	—	—	18	707.2	+11.0	+27.5	—	—
19	701.0	+5.8	+26.8	—	—	19	707.0	+14.0	+31.7	—	—	19	694.8	+10.0	+26.0	—	—
20	701.5	+8	+27.5	10 3	—	20	706.5	+11.0	+32.0	—	—	20	692.5	+12.8	+26.0	8 5	—
21	702.5	+11.7	+21.5	3 5	—	21	705.5	+10.2	+32.0	—	—	21	690.5	+6.0	+19.0	6 6	—
22	701.5	+9	+21.7	—	—	22	704.5	+9.8	+33.0	—	—	22	691.8	+2.5	+13.5	—	—
23	700.0	+5	+25.0	—	—	23	704.0	+15.0	+33.0	—	—	23	698.0	+4.2	+15.5	—	—
24	694.5	+8	+25.2	—	—	24	703.0	+12.5	+28.7	—	—	24	700.5	+0.5	+19.0	8 2	—
25	699.8	+7	+22.0	—	—	25	699.4	+12.0	+30.5	—	—	25	708.9	+10.0	+20.0	0 2	—
26	699.0	+7.6	+23.2	—	—	26	697.0	+8.0	+29.0	—	—	26	705.0	+9.2	+23.0	—	—
27	698.7	+10	+21.5	—	—	27	698.0	+9.0	+26.5	—	—	27	701.8	+6.2	+25.7	—	—
28	701.0	+11	+27.0	—	—	28	702.0	+10.2	+25.0	—	—	28	691.0	+9.0	+25.3	28 5	—
29	700.0	+9	+26.0	—	—	29	702.7	+9.8	+29.2	—	—	29	701.2	+12.4	+17.8	1 0	—
30	699.5	+10	+27.2	1 2	—	30	700.0	+9.8	+31.0	—	—	30	701.2	+6.9	+22.6	—	—
31	700.0	+11.7	+20.0	—	—	31	700.5	+3.0	+24.0	—	—						

Table Analytique des Matières

	Pages
Composition du Conseil d'administration au 1 ^{er} mars 1919.....	V
Liste des membres de la Société.....	VII
Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire (23 décembre 1918).....	XVIII
Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration (20 février 1919).....	XXI
Compte rendu financier de l'exercice 1918.....	XXII
Projet de budget pour 1919.....	XXIII
A travers l'histoire du mouvement fédéraliste en province. La Fin tragique du médecin Chevandier, par M. CHAUVET.....	I
Contes et légendes du Valgaudemar, du Champ-saur et du Gapençais (<i>Les dragonnades au Val</i>), par M. MOULIN.....	36
Çà et là à travers les récentes publications, par M. CHAUVET.....	45
Près de la Durance, sonnet, par M. CHAUVET...	61
Le Barrage de Serre-Ponçon, par M. WILHELM (<i>avec une planche hors texte</i>).....	62
Charance, par M. Edmond HUGUES (<i>avec une planche hors texte</i>).....	79
Une « loggia » du XVI ^e siècle, par M. VOLLAIRE (<i>avec un dessin</i>).....	95
Autour du château de Valserrès, par M. J. CHAUVET.....	102
A propos de l'article « Une découverte archéologique au Collet de Gap ». Par M. MÜLLER....	115
L'Inquisition en Dauphiné, d'après un livre récent, par M. FAUCHER.....	117
Les Merveilles du Dauphiné, par M. MONTIEAN (<i>avec 3 planches hors texte</i>).....	129
L'Assistance à Gap pendant les temps modernes. L'hôpital Sainte-Claire au XVIII ^e siècle. Par M. ÉTIENNE.....	156

La Durance dans le Temps, par M. ESCALIER..	188
Le Baucubert, d'après un livre récent, par M. FAUCHER.	192
Au Musée de Gap, collections de préhistoire et de l'âge de bronze, par M. ETIENNE. I. La période paléolithique.	201
Salut à la paix victorieuse, ode, par M. TEISSIER.	218
Philippe Philip, embrunais, médecin du dauphin Humbert II, par M. CHAUVET.....	223
Les Hugues de Bénivent, par l'abbé BERMOND..	238
La Légende du Dévoluy, d'après une étude récente, par M. FAUCHER.....	247
Un modèle de monographie communale (<i>Molines en Queyras</i> , de J. Tivollier), par M. CHAUVET.	250
Chroniques diverses.	126, 257
Nécrologie : <i>Martin</i> (David), <i>Dupont-Delporte</i> (baron Henri).	50
<i>Blanchard</i> (Professeur Raphaël).....	123
<i>Chancel</i> (Mme Marius), <i>Vial</i> (E.-Joseph).....	196
<i>Ruelle</i> (Adrien), <i>Lagier</i> (Auguste).....	254
Observations météorologiques (4 ^e trimestre 1918, 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e trimestre 1919).....	60, 128, 200, 262
Table des matières de l'année 1919.....	263

TABLE DES PLANCHES

Emplacement du futur barrage de Serre-Ponçon sur la Durance.	77
Le lac de Charance.....	93
Le Mont Aiguille en 1701 et de nos jours.....	129
La Fontaine ardente (1836); la Tour sans venin (1904)	137
La Manne de Briançon (1701); les Cuves de Sas- senage (1904).	137

Le Secrétaire-Gérant,
B. FAUCHER.

